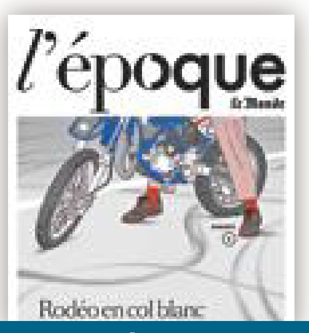
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024
80e ANNÉE – N° 24797
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO





L'ÉPOQUE – SUPPLÉMENT
LES RODÉOS MOTORISÉS, « PLAISIR COUPABLE » DE CADRES TRÈS DISCRETS

Le gouvernement Barnier se forme dans la douleur

▸ Michel Barnier entend présenter son gouvernement « avant dimanche », afin de réunir un premier conseil des ministres lundi à l'Elysée

▸ Mais le casting qui se dessine crée des remous au sein de la coalition, notamment autour de l'arrivée probable de figures de la droite conservatrice

▸ La présence de Bruno Retailleau, ancien protégé de Philippe de Villiers, auquel aurait été proposé le ministère de l'intérieur, hérisse les macronistes

▸ Au MoDem, la droitisation de la coalition agace : les députés centristes ont passé la journée de vendredi à discuter de leur participation

▸ Vendredi, Emmanuel Macron a appelé ses partisans et alliés à « aider » le premier ministre, « parce que c'est l'intérêt collectif »

PAGES 8-9 ET CHRONIQUE P. 31

Politique
Le Parti socialiste peine à s'affirmer face à La France insoumise

Samedi, LFI appelle à une mobilisation pour la destitution d'Emmanuel Macron et contre le gouvernement Barnier. Le PS ne devrait pas y prendre part

PAGE 7

Education
Le diplomate Luis Vassy va diriger Sciences Po

Le haut fonctionnaire, issu de la même promotion qu'Emmanuel Macron à l'ENA, promet de rétablir la sérénité au sein d'une école en crise

PAGE 11

AU LIBAN, ISRAËL DÉCIME LA FORCE D'ÉLITE DU HEZBOLLAH

▸ Une attaque de missiles dans la banlieue sud de Beyrouth a tué le commandant Ibrahim Aqil

▸ Le ministre de la défense israélien a qualifié la frappe de « nouvelle phase de guerre »

PAGE 3



Un homme évacué d'un immeuble touché par un bombardement, dans le sud de Beyrouth, au Liban, le 20 septembre. AFP

La Nouvelle-Calédonie, dossier brûlant pour Matignon

LE NOUVEAU premier ministre a écrit, le 18 septembre, aux quatre parlementaires néo-calédoniens pour solliciter leur avis sur la tenue des élections prévues d'ici au 15 décembre. De ce scrutin, qui vise à renouveler les assemblées des trois provinces du territoire, dépend ensuite la composition du gouvernement local, et donc les rapports de force entre indépendantistes et loyalistes. La gravité de la crise qui secoue l'archipel depuis quatre mois pourrait pousser à un nouveau report. En outre, à l'approche du 24 septembre, jour férié qui marque le début de la colonisation française, les autorités vont déployer 6 000 gendarmes, policiers et militaires pour empêcher tout débordement.

LIRE P. 10 ET NOTRE ÉDITORIAL P. 31

Débat
Rapport Draghi : l'Europe décroche-t-elle ?

PAGES 28-29

Rencontre
Vladimir Cosma : « Je n'aurais pas pu choisir une autre voie »

Le musicien, né à Bucarest en 1940, a composé plus de 300 musiques de film, de « L'Aile ou la cuisse » à « Rabbi Jacob ». Il revient sur l'origine de sa vocation

PAGE 27

Art
A la Biennale de Lyon, les voix des fleuves

Cette 17e édition mêle jeunes artistes et figures confirmées dans un ensemble qui manque parfois de lignes directrices

PAGE 20

Climat Les statues géantes de l'île de Pâques menacées



En 2022. M. RIPANI-SIME/ONLYWORLD/AFP

À 3 500 KILOMÈTRES des côtes d'Amérique du Sud, le minuscule rocher du bout du monde, perdu dans le grand bleu, royaume de tant de fantasmes et de mystères, conserve toute sa force d'envoûtement. Mais ses moais, célèbres statues de tuf volcanique, sont rattrapés par la montée des eaux et souffrent des aléas climatiques, accentués par le réchauffement, à l'image de l'île elle-même, exposée aux tempêtes, à la sécheresse et aux incendies. Une catastrophe économique et culturelle pour ce petit territoire où l'argent manque cruellement. Le tourisme n'a pas retrouvé son niveau d'avant-pandémie. A peine 100 000 visiteurs devraient s'y rendre cette année.

PAGE 6

Tribune
Vincent Lemire : « Une complicité criminelle unit Sinouar et Nétanyahou »

PAGE 30

Asie
Le Sri Lanka appelé à se choisir un nouveau président

PAGE 2

Economie
Pour l'ordinateur quantique français, le pari du Québec

PAGE 13

Gastronomie
La cuisine française à l'heure africaine

PAGE 25

M 00147 - 922 - F: 3,60 €

Algérie 220 DA, Allemagne 4,70 €, Andorre 4,20 €, Autriche 4,40 €, Belgique 3,90 €, Espagne 4,10 €, Grèce 4,10 €, Guadeloupe-Martinique 3,90 €, Italie 4,10 €, Luxembourg 4 €, Maroc 30 DH, Pays-Bas 4,50 €, Portugal cont. 4,10 €, La Réunion 3,90 €, Sénégal 2 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 6,50 DT



Lors du dernier meeting d'Anura Kumara Dissanayake, candidat de la coalition de gauche à l'élection présidentielle, à Colombo, mercredi 18 septembre.
ERANGA JAYAWARDENA/AP

Au Sri Lanka, l'espoir d'ouvrir un nouveau chapitre

Deux ans après le mouvement populaire qui avait chassé du pouvoir le président Rajapaksa, accusé d'avoir fait du pays le plus développé d'Asie du Sud un Etat en faillite, les citoyens sont appelés samedi à élire leur nouveau dirigeant

COLOMBO - *envoyée spéciale*

La nuit est tombée sur Colombo, apportant un peu de fraîcheur. Depuis des heures, des milliers de Sri-Lankais attendent, dans la moiteur de la mousson, « AKD », le candidat de la gauche, favori inattendu de la course à l'élection présidentielle. Anura Kumara Dissanayake tient, mercredi 18 septembre, son dernier meeting de la campagne.

En arrière de la foule compacte, Priyantha Abeyratne a les yeux pleins d'espoir. *« J'ai bientôt 70 ans, et c'est peut-être la dernière fois que je vote. J'ai l'intention de faire ce qu'il faut pour le pays »*, confie cet avocat à la retraite. Sa vie, dit-il, est relativement confortable, mais ses revenus sont insuffisants pour répondre aux besoins quotidiens. Il souffre. Comme une majorité de Sri-Lankais après cinq ans d'une crise qui n'en finit pas. A Colombo, et dans tout le pays, des jeunes, des femmes, des vieux arborent des tee-shirts rouge bordeaux, aux couleurs de ce candidat d'obédience marxiste, très charismatique, qui a choisi, pour symbole de sa campagne, une boussole.

Deux ans après avoir chassé du pouvoir le clan des Rajapaksa, les citoyens sont appelés aux urnes, samedi 21 septembre, pour départager trente-huit candidats. L'île de vingt-deux millions d'habitants s'apprête, peut-être, à ouvrir un nouveau chapitre de sa révolution citoyenne.

En 2022, après des mois de pénurie de biens essentiels – essence, électricité, nourriture, médicaments –, un mouvement massif de contestation populaire, l'Aragalaya (« lutte »), s'était propagé dans toute l'île, pour réclamer le départ du président Gotabaya Rajapaksa, considéré comme le responsable de la faillite du pays le plus développé d'Asie du Sud, incapable de rembourser la dette abyssale accumulée en raison d'investissements erratiques et d'une gestion calamiteuse. Le 13 juillet 2022, le dirigeant avait dû fuir le pays, chassé par la rue. Il est, depuis, revenu, logé dans une résidence cossue de Colombo, mise à sa disposition par le gouvernement.

La politique d'austérité du président Wickremesinghe, dictée par le FMI, a un coût social astronomique

Plan de sauvetage avec le FMI

Son successeur, Ranil Wickremesinghe, 75 ans, désigné par le Parlement avec le soutien du camp des Rajapaksa, a conclu un plan de sauvetage avec le Fonds monétaire international (FMI), en mars 2023, pour un prêt de 2,9 milliards de dollars. Cet homme expérimenté, déjà six fois premier ministre, a stabilisé l'économie, l'inflation est passée sous la barre des 5 %, la croissance est revenue – 5,3 % au premier trimestre, 4,7 % au second –, après deux ans de forte contraction, les réserves de changes se reconstituent lentement, et le déficit public diminue.

Les files d'attente de plusieurs kilomètres, pour obtenir de l'essence ou une bouteille de gaz, font partie du passé, comme les interminables coupures d'électricité. Mais la politique d'austérité de Wickremesinghe, dictée par le FMI, a un coût social astronomique. Ceux qui pouvaient ont fui massivement le pays, 300 000 personnes, entre 2022 et 2023, des chefs d'entreprise, des médecins, des ingénieurs, des infirmières, des universitaires.

A Slave Island, quartier pauvre au nom sinistre, hérité de l'époque coloniale, le quotidien des habitants est rythmé par les privations. Phinnaya Beebee, 70 ans, revient du marché les mains vides, sans avoir pu s'acheter la noix de coco qu'elle venait y chercher. *« J'avais en poche 130 roupies, le vendeur en voulait 150, je n'ai pas les moyens. »*

Cette veuve reçoit une maigre pension de 2 000 roupies (environ 6 euros), ses enfants l'aident comme ils peuvent. Elle ne parvient plus à s'acheter de lait en poudre pour son thé, encore moins de viande ou de poisson pour ses currys. *« C'est tellement difficile de vivre »*, souffle-t-elle. *On a besoin d'un bon gouvernement. »* Comme elle, près d'un tiers des Sri-Lankais sont en situation d'insécurité alimentaire.

Ranil Wickremesinghe a imposé taxes et impôts sans mécanisme de protection sociale. La TVA à 18 % vient grever le budget de la classe moyenne et des ménages modestes, déjà lourdement frappés par le triplement des prix de l'électricité, de l'essence et de la nourriture en quelques années. Le taux de pauvreté a bondi de 11,3 % à près de 30 % entre 2019 et 2023, entraînant une explosion de la malnutrition et de la déscolarisation des enfants. Environ 600 000 personnes ont perdu leur emploi.

Les opposants à Wickremesinghe lui reprochent d'avoir fait supporter le coût des erreurs du clan Rajapaksa par la grande masse de la population, en épargnant les riches. Très impopulaire, il a peu de chances d'être élu, mais il agite la peur. *« Le peuple doit choisir entre construire une nation prospère, stable, et risquer de retourner à une époque de pénuries et de longues files d'attente »*, a-t-il mis en garde au dernier jour de la campagne.

Anura Kumara Dinessayake incarne l'espoir d'un changement face aux « fils de » qui se relaient au pouvoir depuis l'indépendance

Ses détracteurs l'accusent aussi d'avoir laissé prospérer la corruption, mal endémique de la nation insulaire. *« Il protège les personnes corrompues*, tance Patali Champika Ranawaka, soutien du chef de l'opposition Sajith Premadasa et parlementaire influent. *Il y a eu récemment de nombreux scandales, dont celui des visas électroniques et des passeports, confiés à des sociétés douteuses, incapables d'assurer le fonctionnement du système. Il a accordé des nouvelles autorisations pour des casinos, sans régulation, alors qu'il s'agit d'un important trafic de blanchiment d'argent entre l'Inde et le Sri Lanka. »*

La lutte contre la corruption et les questions économiques vont être les clés du scrutin. Le vainqueur héritera du fardeau de la dette (101,4 milliards de dollars, soit 110 % du PIB à la fin 2023) et du programme controversé du FMI, qui court jusqu'en 2026.

« Le FMI est désormais au centre de la restructuration de la dette, jouant le rôle d'arbitre, analyse Ahilan Kadirgamar, maître de conférences à l'université de Jaffna. *Ses paramètres pour l'alléger sont tels qu'il est probable que le pays sera à nouveau en défaut de paiement malgré les mesures d'austérité sévères qui dévastent la population. Tout nouveau gouvernement devra renégocier l'accord avec le FMI et garantir un allègement plus important de la dette et moins d'austérité. »*

Pourtant, les deux principaux concurrents du président sortant, Sajith Premadasa et le représentant de la gauche, Anura Kumara Dissanayake, se sont bien gardés de promettre une quelconque renégociation avec l'institution monétaire. Donné longtemps favori, Sajith Premadasa, 57 ans, fils de l'ancien premier ministre assassiné en 1993 par la guérilla tamoule est un piètre orateur, peu empathique, mais entouré d'une équipe d'experts et d'économistes reconnus. Incarnant la vieille garde, il a été rattrapé dans la dernière ligne droite par « AKD », candidat sans expérience du pouvoir, de deux ans plus jeune, à la tête du National People's Power, une coalition de vingt et un partis de gauche.

Lors du précédent scrutin, en 2019, M. Dissanayake avait largement perdu, ne recueillant que 3 % des suffrages. Il a percé au moment de l'Aragalaya, organisant manifestations et grèves, dressant des tentes le long de l'esplanade du bord de mer à Colombo, Galle Face, près du palais présidentiel. Le député a presque réussi à faire oublier le passé de son parti, le Front de libération du peuple, une formation d'extrême gauche associée aux violentes insurrections des années 1970 et 1980 qui avaient fait 80 000 morts. Lorsqu'il en a pris la tête, en 2014, il s'est excusé pour les crimes commis et a promis de renoncer définitivement aux armes.

Né dans une famille rurale de la classe moyenne, diplômé en sciences, ce quinquagénaire, visage rond et barbe naissante, incarne l'espoir d'un changement face à l'ancien régime corrompu, aux élites et aux « fils de » qui se relaient au pouvoir depuis l'indépendance, en 1948. Le marxiste s'est rallié à l'économie de marché, et ses promesses de doper l'économie par la production, tout en assurant une protection sociale et la gratuité de services vitaux comme la santé ou l'éducation, ses vœux d'harmonie entre les communautés religieuses, de réconciliation avec les Tamouls séduisent largement, des pauvres aux universitaires et aux artistes, en passant par les militaires à la retraite.

« Reconstruire le pays »

« "AKD" n'est pas un plaisantin, c'est un homme éduqué qui est très sensible à la situation difficile de la population. Il entend gérer l'économie et développer le pays en attirant les investisseurs, il réduira les impôts des pauvres en collectant correctement ceux des super-riches, exonérés par l'actuel gouvernement et ses prédécesseurs », se félicite Faizan Ahamed, 31 ans, ingénieur, venu écouter le candidat, avec sa compagne.

Le candidat s'est appuyé sur une petite armée de volontaires, mobilisés jusqu'à la dernière minute. Dans la banlieue de Colombo, quelques jours avant le scrutin, Sunil Kumara Gamage, membre du conseil économique de la coalition, quadrille de porte en porte, avec une équipe d'une cinquantaine de personnes, les rues de Maharagama, pour convaincre les indécis. *« Ce que nous proposons*, plaide-t-il, *c'est plus qu'une alternative économique et sociale, c'est la reconstruction du pays, un changement complet du système. »* Devant sa maison, Manel Mangalika, 63 ans, ancienne supportrice des Rajapaksa, répond qu'elle va voter pour « AKD ». *« Les Rajapaksa ont pris nos voix pour conduire le pays à la ruine »*, fulmine-t-elle.

Ces derniers, affaiblis politiquement, détestés par les Sri-Lankais, ont finalement décidé d'être présents dans la compétition avec la candidature de Namal, 38 ans, député et fils de Mahinda Rajapaksa, président puis premier ministre. Le rejeton n'a aucune chance, mais il s'agit de prendre date. L'histoire repasse souvent les plats au Sri Lanka. ■

SOPHIE LANDRIN

Liban : Israël décime la force d'élite du Hezbollah

Le ministre de la défense israélien qualifie la frappe qui a visé la force Radwan de « nouvelle phase de guerre »

BEYROUTH - *correspondante*

Dans les décombres d'un immeuble de dix étages de la banlieue sud de Beyrouth, les secouristes libanais continuaient de chercher des corps, samedi 21 septembre au matin. La veille, peu avant 16 heures, au cœur de ce fief du Hezbollah, alors que les rues autour de la mosquée Al-Naïm étaient remplies d'habitants revenant du travail, après avoir récupéré leurs enfants à l'école, plusieurs missiles ont visé le sous-sol de l'immeuble, tuant Ibrahim Aqil, le commandant de la force d'élite Radwan, et des combattants du Hezbollah.

Les carcasses de deux immeubles, réduits à l'état de poussière, se sont refermées comme un cercueil sur les miliciens, ainsi que sur les familles vivant aux étages. Dans un bilan provisoire, le ministère de la santé libanais a dénombré quatorze morts et soixante-six blessés, dont neuf dans un état critique. Pris de panique, et déjà terrorisés par une série d'explosions qui ont visé, mardi et mercredi, les systèmes de télécommunication du Hezbollah, au prix de trente-sept morts et de près de trois mille blessés, des habitants ont fait leurs valises et sont partis alors que les drones israéliens tournoyaient dans le ciel.



Sur les lieux de la frappe israélienne, dans la banlieue sud de Beyrouth, vendredi 20 septembre. AFP

« Un grand leader djihadiste »

Israël a choisi de n'offrir aucun répit au Hezbollah, et de balayer toutes les lignes rouges, afin d'amener, à tout prix, le parti chiite à cesser ses attaques contre son territoire. Au risque de précipiter une confrontation ouverte. En octobre 2023, peu après l'attaque du Hamas contre l'Etat hébreu, le Hezbollah a ouvert un front en soutien à la bande de Gaza, prise sous un déluge de feu israélien. Alors même que le Parti de Dieu n'a pas encore absorbé le choc de l'opération de sabotage israélienne du début de semaine, et que son chef, Hassan Nasrallah, a promis d'infliger en réponse à Israël *« un terrible châtiment »*, la décapitation du commandement de la force Radwan est un nouveau revers de taille.

Dans la nuit de vendredi à samedi, le Hezbollah a confirmé la mort d'Ibrahim Aqil, le présentant comme *« un grand leader djihadiste »* et celle d'un autre haut cadre de la force Radwan, Ahmed Mahmoud Wehbe, dans la frappe sur la banlieue sud de Beyrouth, ainsi que la mort d'une quinzaine d'autres combattants, sans préciser ni leur unité ni le lieu de leur *« martyre »*. *« Les commandants du Hezbollah que nous avons éliminés aujourd'hui planifiaient depuis des années leur 7 octobre* [2023] *à la frontière nord »*, avait affirmé, plus tôt, le chef de l'armée israélienne, le général Herzi Halevi.

Selon Israël, Ibrahim Aqil dirigeait les opérations du Hezbollah depuis 2004, notamment *« dans les domaines des opérations antichars, des engins explosifs et de la défense aérienne »*. Figure énigmatique, il a joué un rôle de premier plan dans la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah, puis dans la guerre en Syrie aux côtés des forces loyales au président Bachar Al-Assad. Il aurait, toujours selon Israël, participé à des attaques et à des tentatives d'infiltration contre son territoire, dont un attentat à la bombe au carrefour de Megiddo en 2023. Il dirigeait de facto les 7000 à 10000 hommes de la force Radwan, rompue aux opérations spéciales et aux techniques de guérilla, après l'assassinat de Wissam Tawil en février par Israël.

L'homme, né en 1962 à Baalbek dans la plaine de la Bekaa (Est), connu sous le nom d'« Abou Tahsin », siégeait au sein de la plus haute instance militaire du parti chiite, le Conseil du Djihad, depuis 2008. Avec Fouad Chokr, le numéro deux militaire du Hezbollah, lui-même assassiné le 30 juillet dans la banlieue sud de Beyrouth par Israël, il était l'un des derniers membres encore en vie de la génération des fondateurs du Hezbollah, en 1982, et un proche de son chef Hassan Nasrallah. En 2019, le Trésor et le département d'Etat américains l'avaient placé sur la liste des personnalités terroristes mondiales et, depuis 2023, une récompense de 7 millions de dollars était offerte pour toute information le concernant.

Ancien membre de l'organisation du Jihad islamique, affilié au Hezbollah, il est accusé d'avoir été impliqué dans une série d'attentats revendiqués par la cellule terroriste à Beyrouth dans les années 1980, notamment l'attentat à la bombe d'avril 1983 contre l'ambassade américaine et la caserne du corps des marines américains, qui a tué plus de trois cents personnes, ainsi que dans des prises d'otages.

Escalade aussi à la frontière

Le Jihad islamique a aussi été impliqué dans la mort de cinquante-huit parachutistes français dans l'explosion de l'immeuble Drakkar, à Beyrouth, le 23 octobre 1983, et dans l'attentat à la voiture piégée qui a fait vingt-trois morts, dont les ambassadeurs américain et britannique, devant l'annexe de l'ambassade des Etats-Unis, le 20 septembre 1984.

Selon le quotidien israélien *Haaretz*, Ibrahim Aqil était sorti vendredi matin de l'hôpital après avoir été légèrement blessé dans les explosions qui ont visé les combattants du Hezbollah cette semaine. Cette information, si elle était confirmée, remettrait en cause l'affirmation, faite jeudi par Hassan Nasrallah, qu'aucun commandant du parti chiite n'avait été ciblé dans les explosions d'appareils de télécommunication, mardi et mercredi. Quoi qu'il en soit, sa mort est un nouveau coup dur pour le Hezbollah et une démonstration de la capacité de pénétration du renseignement israélien au sein de la formation chiite.

L'élimination du commandement de la force Radwan représente une victoire majeure pour Israël, qui a fait de cette unité sa bête noire. Depuis le début de la guerre, l'Etat hébreu s'est donné pour priorité de repousser ses combattants au loin de la frontière, craignant qu'ils mènent une opération d'infiltration sur son territoire. Leur ciblage au sein de la banlieue sud de Beyrouth

L'opération montre la capacité de pénétration du renseignement israélien au sein de la formation chiite

renforce le sentiment de panique au sein de la population libanaise, et les doutes parmi les partisans du Hezbollah sur la capacité de la formation chiite à les protéger, au vu de la série de revers qu'elle a subie cette semaine.

A cette fin, Israël ne s'est aucunement embarrassé d'éviter les victimes collatérales, en violation du droit international. Vendredi soir, des photos d'habitants de la banlieue sud, portés disparus, parmi lesquels de nombreux enfants, circulaient sur les réseaux sociaux. Ils pourraient être au nombre des victimes. *« Nous continuerons à poursuivre nos ennemis afin de défendre nos citoyens, même à Dahiya* [la banlieue sud], *à Beyrouth »*, a affirmé le ministre de la défense israélien, Yoav Gallant, qualifiant la frappe israélienne visant Ibrahim Aqil de *« nouvelle phase de guerre »*.

Les derniers jours ont été marqués par une nouvelle escalade aussi à la frontière. Dans la nuit de jeudi à vendredi, l'armée israélienne avait lourdement bombardé le sud du Liban. Vendredi, plus de deux cents roquettes ont été tirées par le Hezbollah en direction d'Israël. Le parti chiite a notamment revendiqué des tirs sur plusieurs sites militaires israéliens, dont une base de renseignement.

En parallèle, les Israéliens continuent, par le biais des chancelleries occidentales, à inviter le Hezbollah à baisser les armes et à choisir une solution négociée à la frontière. *« La guerre n'est pas inévitable sur la "ligne bleue"* [frontière tracée par l'ONU entre les deux pays], *et nous allons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour essayer de l'éviter »*, a assuré, vendredi, le porte-parole de la sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby. ■

HÉLÈNE SALLON

Les troupes françaises de la Finul face « au risque de dérapage »

La Force intérimaire des Nations unies patrouille le long de la frontière entre Israël et le Liban, aux premières loges des affrontements

REPORTAGE

BEYROUTH - *correspondante*

La patrouille du lieutenant Guillaume a été annulée, vendredi 20 septembre. En dépit du calme qui règne autour de la base de Deir Kifa, où sont stationnés 600 hommes du contingent français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), le niveau d'alerte a été relevé, et les sorties interdites, le long de la frontière avec Israël, où devaient patrouiller les soldats français à une quinzaine de kilomètres de là à vol d'oiseau.

L'ordre en a été donné par le quartier général de la force onusienne à Naqoura, alertée par les Israéliens, via le mécanisme de liaison, de possibles opérations en territoire libanais, après une nuit de bombardements intenses. *« Il y a des patrouilles annulées une à deux fois par mois, cela dépend des périodes. Mais, en général, notre mission est peu affectée par la tension qui peut résulter des escalades »*, assure le lieutenant Guillaume, qui dirige neuf hommes issus du 1er régiment de spahis de Valence (cavalerie), comme une grande partie du contingent français, qui achève actuellement sa mission de quatre mois.

Les échanges de tirs se sont intensifiés au cours de la journée. De Deir Kifa, seule une salve de roquettes tirées par le Hezbollah à environ quatre kilomètres a pu être observée à l'œil nu en début d'après-midi, sans que cela ne perturbe la routine du contingent français, habitué à ces scènes. L'assassinat dans la banlieue sud de Beyrouth d'Ibrahim Aqil, un haut cadre du Hezbollah, en fin d'après-midi, est, en revanche, annonciateur d'échanges de tirs plus intenses dans toute la zone d'intervention de la Finul au sud du fleuve Litani, une surface équivalente à deux départements français sur laquelle opèrent 10000 hommes de quarante nationalités.

« Depuis quinze jours, on perçevait une intensification du niveau des coups, de la violence et cela porte en germe le risque de dérapage et de perte de contrôle. Cette semaine, le volume de feu que nous avons détecté a doublé voire triplé et on a à peu près le même ordre de grandeur pour les frappes aériennes », constate le colonel Maurin, le commandant de la Force Commander Reserve (FCR) de la Finul. Cette mission de réaction rapide sur toute la zone de la Finul est une spécificité du contingent français.

« Notre mission est peu affectée par la tension qui peut résulter des escalades », assure le lieutenant Guillaume

Le bataillon de 700 hommes, composé d'une diversité d'unités – infanterie, reconnaissance, génie, sapeurs-pompiers – dispose de capacités de surveillance de l'espace aérien uniques au sein de la Finul, grâce à un module de radars Cobra. Il participe aussi, par le biais des patrouilles, à la mission d'interposition dévolue à la force onusienne dans le cadre de la résolution 1701 depuis la fin de la guerre entre Israël et le Hezbollah en 2006. *« Malgré le contexte sécuritaire dégradé depuis octobre 2023, la Finul maintient la présence la plus visible et la plus active possible à travers les patrouilles et auprès de nos partenaires, au sein de la Finul, des Forces armées libanaises* [FAL] *et de la population libanaise »*, poursuit le colonel Maurin.

Les patrouilles, quotidiennes, menées conjointement avec les FAL, ont pour objectif de collecter du renseignement, notamment la présence de lanceurs, et de sonder l'ambiance parmi la population. *« Je pense que la majorité des habitants sont contents de voir passer les véhicules de la Finul car le temps de notre passage, il y a une accalmie. On n'est pas une cible, on ne se sent pas en danger. On veille à ne pas déranger la population, notamment lors des enterrements, des commémorations religieuses »*, indique le lieutenant Guillaume. Les incidents sur le front entre Israël et le Hezbollah donnent lieu à de brèves périodes de tension. Depuis un an, au moins 650 personnes, dont 179 civils et 471 combattants, sont mortes au Liban.

La vie suit son cours

A chaque patrouille, les soldats français repèrent de nouveaux immeubles détruits dans les bombardements. *« Certaines maisons ressemblent à un tas de Lego, d'autres ne tiennent qu'à un fil. Il y a des villages très impactés, d'autres très peu même dans la bande frontalière de cinq kilomètres de profondeur. Mais, des gens habitent encore dans des villages très détruits, parce qu'ils sont attachés à leurs maisons, ou parce qu'ils ne veulent pas abandonner leurs plantations »*, poursuit le lieutenant Guillaume.

Kfar Kila, Naqoura, Alma Chaab, Aïta Chaab… ont été en grande partie détruits. Le Conseil du Sud estime à 4000 le nombre d'immeubles détruits au Sud Liban. Les attaques s'étendent aujourd'hui sur 2000 kilomètres carrés, soit 18 % de la superficie du Liban, selon le Centre national de la recherche scientifique-Liban, qui a dénombré plus de 6700 attaques depuis octobre 2023.

A quelques kilomètres de la frontière, la vie suit son cours dans les villages du Liban sud. Le contingent français continue d'y mener des actions civiques dans les écoles ou auprès de la défense civile. Les missions de prévention incendie et de formation au secourisme sont dirigées par l'adjudant-chef Cédric, le chef du détachement des sapeurs pompiers de Paris, qui comprend six personnes. *« Ils ont peu de matériel mais, avec ce qu'ils ont, ils sont capables, alors que ce ne sont que des volontaires, de se débrouiller, tant bien que mal »*, salue-t-il. Selon le CNRS-Liban, plus de 1879 hectares de terres ont brûlé dans cette région agricole du fait des affrontements. ■

HÉ. S.

Le Monde
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024

A Homs, la moisson amère des paysans syriens

CARNETS DE SYRIE 7|7 En dix ans, la guerre, la crise économique et le changement climatique ont fait baisser de moitié la production agricole syrienne



Mohamed (le prénom a été modifié), sur son terrain agricole, près de Qattiné, un village syrien proche de la frontière libanaise réputé pour sa variété de pomme de terre, cet été. PHOTOS « LE MONDE »

REPORTAGE

Le lac artificiel de Homs, situé à 1 kilomètre à vol d'oiseau de la grande ville du centre de la Syrie, dessine une grande étendue bleue au pied de la chaîne de montagnes de l'Anti-Liban. Des fermiers et des femmes aux voiles colorés s'affairent dans des champs plantés de maïs, de légumes et d'oliviers. Des adolescents et des enfants font paître leurs troupeaux de chèvres et de moutons.

« Avant la guerre, on ne pouvait pas voir le lac d'ici. Notre parcelle était délimitée par des chênes. Ils ont été détruits dans les combats ou coupés pour faire du bois de chauffage », raconte Mohamed (comme les autres témoins cités, il n'a pas souhaité donner son nom et son prénom a été modifié), un agriculteur de 38 ans de Qattiné, un village syrien proche de la frontière libanaise, réputé pour sa variété de pommes de terre.

Les assauts menés par les rebelles syriens dans les environs de Qattiné en 2012 et 2013 ont été repoussés par les forces loyales au président Bachar Al-Assad. Son portrait est affiché sur le barrage militaire qui garde l'entrée du village. De vieux chars rouillés sont laissés à l'abandon dans une base de maintenance de l'armée.

L'agriculteur et ses deux frères, dont le cadet de 32 ans est toujours mobilisé au sein de l'armée, n'ont pas pu accéder à leur parcelle de 2,5 dounams (1 dounam correspond à 1 000 mètres carrés) avant 2018. Ils ont pu faire quelques récoltes de pommes de terre jusqu'à ce que la rentabilité de leur affaire soit menacée par la crise économique, la pire que la Syrie ait connue depuis le début de la guerre civile, en 2011.

Insécurité alimentaire

« Tous les matériaux sont devenus chers alors que le prix de vente des pommes de terre est très bas. On fait 1,5 tonne de pommes de terre par dounam si les conditions climatiques sont bonnes. La saison dernière, la tonne se vendait entre 6 millions et 7 millions de livres syriennes [entre 360 et 430 euros], *alors que le coût de revient est à 6 millions de livres syriennes la tonne »*, explique l'agriculteur.

Il n'a pas trouvé de solution pour les semences et les engrais, très chers. Il a réussi, en revanche, à économiser un tiers de la somme en installant, en 2023, sept panneaux solaires achetés grâce à un prêt de 24 millions de livres syriennes de l'association syrienne Hope Center. Il a opté pour le goutte-à-goutte, à défaut de pouvoir acheter des arroseurs électriques.

Sous l'effet de la guerre et du changement climatique, la Syrie a déjà perdu plus de 50 % de sa production agricole en dix ans, estime le Comité international de la Croix-Rouge sur la base d'une étude publiée en 2023. Jadis, le pays exportait olives, coton, blé, citrons, fruits et légumes. Du fait de la crise, les agriculteurs, qui représentent environ un quart de la population syrienne, ne vivent plus de leurs cultures. Pourtant, la moitié des habitants – soit près de 12 millions de personnes – est en insécurité alimentaire.

La parcelle de la fratrie de Qattiné ne permet pas de faire vivre la famille. *« Avant la guerre, on pouvait vivre de l'agriculture, car les prix n'étaient pas si élevés. Ce n'est plus le cas. On est aussi pêcheurs »*, explique Mohamed, qui est célibataire, comme ses deux frères. Et la situation n'est pas près de s'améliorer. La disparition de la haie de chênes a aggravé les effets du changement climatique. *« Il y a plus d'humidité qu'avant, car les arbres ne sont plus là pour réguler l'humidité et les températures »*, se désole l'agriculteur.

Les vagues de chaleur sont plus précoces, ce qui accroît le risque de maladies et d'attaques d'insectes. *« Avant, les chaleurs débutaient en juillet, aujourd'hui, elles arrivent en avril ou mai ; l'on atteint jusqu'à 40 °C, tandis qu'avant on restait dans les 30 °C. L'année 2024 est très chaude, on a eu des pics à 42 °C »*, raconte Mohamed. Les champs de Qattiné les plus éloignés du lac sont davantage touchés par la sécheresse. Des agriculteurs ont commencé à planter des oliviers, moins gourmands en eau.

Une sécheresse persistante

La situation est encore plus inquiétante dans l'est de la province de Homs. Autour d'Al-Qaryatayn, beaucoup de terres arables ont été englouties par le désert syrien. La désertification a gagné du terrain à cause de la guerre et du changement climatique. Restée neutre durant la guerre, la ville de 30 000 habitants, où 900 chrétiens vivaient parmi la population sunnite, est tombée à deux reprises aux mains de l'organisation Etat islamique, d'août 2015 à avril 2016, puis quelques semaines en octobre 2017. Les djihadistes ont enlevé et massacré des habitants. Ils ont détruit le monastère chrétien de Mar Elian (Ve siècle), aujourd'hui reconstruit.

> **« J'ai presque tout perdu. Si on veut me prendre le reste, je n'hésiterai pas à me défendre », explique Najib, un agriculteur**

Sur ses deux dounams de terre, Najib a replanté 660 pieds de vigne, 72 grenadiers et 30 oliviers. *« Le climat est plus chaud et le niveau de l'eau des puits diminue. Il ne pleut plus beaucoup. Avant, il neigeait une fois par an et l'eau descendait dans les nappes phréatiques. Il n'a plus neigé depuis 2008 »*, s'inquiète l'agriculteur. La Syrie est confrontée à une sécheresse persistante due aux faibles précipitations depuis 2021 et à la forte baisse des niveaux d'eau des rivières. En 2024, Najib ne pourra pas faire de raisins secs ni de mélasse. Ses raisins ont séché sur pied. Deux de ses pompes à eau fonctionnent avec un générateur à mazout, la troisième est manuelle. Or, il n'a pas pu acheter assez de mazout pour actionner les pompes autant qu'il aurait fallu.

« J'ai presque tout perdu, si on veut me prendre le reste, je n'hésiterai pas à me défendre », dit-il, menaçant. Il dort régulièrement, la nuit, avec un fusil, dans la maison de terre construite près de son champ pour qu'on ne lui vole pas sa pompe. Celle de son voisin, qui cultive trois dounams d'oliviers, a été dérobée. Il achète de l'eau à un autre exploitant agricole quand il lui en reste. Chaque heure d'utilisation coûte 50 000 livres syriennes. *« Je veux installer des panneaux solaires, mais il faut compter 2 000 à 3 000 euros selon la profondeur du puits. Ici, on est pauvres. On n'a pas les moyens de s'équiper »*, dit le voisin. ■

LE MONDE

FIN

A l'attention de nos lecteurs

Les « carnets de Syrie » sont une série de reportages réalisés à l'été 2024. Pour des raisons de sécurité, certaines des personnes citées s'expriment sous un pseudonyme. Pour ces mêmes raisons, le nom des auteurs de ces reportages n'est pas mentionné.

Gaza : plus de 11 000 victimes mineures identifiées

Le ministère de la santé du Hamas a publié le nom de 34 344 personnes mortes depuis le début de la guerre

Cinq minutes après avoir récupéré leur certificat de naissance, on m'a établi leur certificat de décès. » Le 13 août, Muhammad Abou Al-Qoumsan, 33 ans, avait à peine quitté l'hôpital des martyrs d'Al-Aqsa, où il venait de déclarer ses jumeaux à l'état civil, quand il a reçu un appel lui demandant de rebrousser chemin. Sur place, il découvre les corps de ses deux enfants, un garçon et une fille, Ayssal et Asser, nés trois jours plus tôt, tués dans le bombardement de leur immeuble du quartier de Deir Al-Balah, qui abrite une partie des quelque deux millions de Gazaouis déplacés par la guerre. *« Je les ai retrouvés dans une chambre froide, à la morgue »*, témoignait-il en larmes, filmé d'un couloir de l'hôpital.

Ayssal et Asser Abou Al-Qoumsan, numéros d'identité 470333964 et 470333980, font partie des 710 enfants âgés de moins de 1 an morts à Gaza depuis le début de la guerre, parmi une liste de 34 344 habitants du territoire qui ont perdu la vie sous les bombardements et ont été identifiés par le ministère local de la santé au 31 août ; 7 613 personnes, déclarées mortes à leur arrivée aux urgences, n'ont à ce jour toujours pas été identifiées.

Publié le 16 septembre, le document égrène, sur 649 pages, la liste des morts, classés par âge, leur numéro d'identité, genre, et date de naissance. De Noura Walid Abdelsalam Shahine, *« 0 an »*, née le 1er janvier 2023, à Ahmad Ibrahim Al-Tahraoui, *« 101 ans »*, né le 1er janvier 1922. Il souligne le lourd tribut payé par les moins de 18 ans : 11 355 morts identifiés. Il faut parcourir 115 pages avant que n'apparaisse l'identité du premier enfant âgé de 10 ans ; le premier adulte, une femme de 18 ans, n'apparaît qu'à la page 215. En mars, Philippe Lazzarini, le patron de l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, s'alarmait du nombre de morts chez les plus jeunes, *« vertigineux »* : *« Le nombre d'enfants présumés tués en quatre mois à Gaza est plus élevé que le nombre d'enfants tués en quatre ans dans l'ensemble des conflits à travers le monde. Cette guerre est une guerre contre les enfants*, dénonçait M. Lazzarini. *C'est une guerre contre leur enfance et leur avenir. »*

Si la liste publiée par le ministère de la santé le 16 septembre ne distingue pas la part des civils et des combattants, les moins de 18 ans, de 60 ans et plus, et les victimes de sexe féminin représentent plus de 60 % des morts.

Depuis le début de la guerre, les bilans du ministère de la santé de la bande de Gaza sont régulièrement remis en cause par les autorités israéliennes, qui accusent le Hamas de manipuler, voire de gonfler les chiffres. La seule source qui établit les bilans est le ministère de la santé dans le territoire palestinien, placé de facto sous la tutelle du mouvement islamiste, qui administre l'enclave depuis 2007. L'Autorité palestinienne, basée à Ramallah, en revendique aussi la paternité et la véracité lors de bulletins publiés quotidiennement. Elle verse les salaires des fonctionnaires qui compilent ces données à Gaza, et assure les contrôler. Le 15 août, le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari, avait revendiqué la mort de *« plus de 17 000 terroristes »* dans la bande de Gaza. Sans plus de précisions. L'armée n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*. En mai, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, annonçait *« la mort de 14 000 terroristes et de probablement 16 000 civils »*.

> **Le premier adulte, une femme de 18 ans, n'apparaît qu'à la page 215 du document de 649 pages**

« Chiffres généralement exacts »

Lors des précédentes guerres à Gaza, entre 2009 et 2021, les bilans communiqués par les autorités sanitaires locales et ceux des Nations unies s'étaient révélés quasi identiques. *Leurs chiffres se sont révélés généralement exacts »*, déclarait en mai Farhan Haq, porte-parole du secrétaire général des Nations unies, qui compare les chiffres des victimes collectés par l'ONU avec ceux fournis par le ministère de la santé tous les deux ans. *« Nous avons pour habitude de collecter les informations auprès de sources différentes : les ONG, nos équipes sur le terrain, le ministère de la santé palestinien, lequel est une source parmi les autres, pour vérifier le nombre de victimes. Mais il est impossible de le faire pendant que le conflit est toujours en cours »*, explique Jonathan Crickx, porte-parole pour la Palestine du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), tout juste rentré de l'enclave palestinienne. *« Nous prenons donc note des chiffres annoncés par le ministère de la santé. Mais lors des guerres précédentes, la différence entre le nombre d'enfants tués tels que rapporté par le ministère de la santé palestinien, et le bilan vérifié par les Nations unies, était infime »*, confirme-t-il.

« Il est très difficile de vérifier à chaud les bilans quand on opère dans un conflit comme celui-là, au milieu des déplacements de populations ; de quartiers complètement détruits… Combien y a-t-il de corps d'enfants encore prisonniers des ruines des bâtiments, par exemple ? C'est impossible à dire », ajoute Jonathan Crickx. La défense civile du territoire, l'organisation chargée des premiers secours, estime à environ 10 000 le nombre de victimes toujours ensevelies sous les décombres des bâtiments détruits par les frappes aériennes, qu'elle n'a pu atteindre faute d'équipements de levage lourds. ■

MADJID ZERROUKY

INDONÉSIE

Libération d'un pilote néo-zélandais enlevé par des rebelles papous

Un pilote d'avion enlevé en février 2023 par des rebelles armés dans la province indonésienne de Papousie, en proie à une insurrection, a été libéré en bonne santé après un an et demi de captivité, ont indiqué samedi 21 septembre les autorités indonésiennes et néo-zélandaises. Le pilote assurait des liaisons aériennes vitales vers des communautés isolées au moment de son enlèvement par les rebelles du groupe insurgé de l'Armée de libération nationale de Papouasie occidentale (TPNPB). – *(AFP.)*

UKRAINE

Kiev restreint l'usage de Telegram par ses soldats

Le Conseil de défense et de sécurité nationale d'Ukraine a annoncé vendredi 20 septembre interdire l'usage de Telegram, messagerie fondée par le Russe Pavel Durov, sur les appareils de fonction de ses militaires et responsables, suspectant les services russes d'accéder aux échanges. Des représentants des services de sécurité ukrainiens ont assuré que Telegram était utilisé par Moscou pour des cyberattaques ou pour géolocaliser des utilisateurs. – *(AFP.)*

Kamala Harris met la défense de l'IVG au cœur de sa campagne

En meeting à Atlanta, la candidate démocrate a prononcé un discours offensif sur l'avortement

ATLANTA (GÉORGIE) - *envoyé spécial*

Kamala Karris aime se présenter en « *combattante joyeuse* ». D'Etat en Etat, sur les routes de la campagne présidentielle, elle s'exprime devant des assistances souvent massives et enthousiastes. Mais vendredi 20 septembre, son passage rapide au nord d'Atlanta (Géorgie), était empreint d'une gravité particulière. Même sa chanson fétiche, *Freedom*, de Beyoncé, n'était pas diffusée. La candidate démocrate a prononcé un discours personnel et cinglant sur l'avortement, une cause devenue le fil de sa vice-présidence depuis juin 2022, et la décision de la Cour suprême supprimant ce droit fédéral.

Devant environ trois cents personnes rassemblées dans une salle de spectacle, Kamala Harris a dénoncé les « *lois obscures et immorales* » adoptées dans une vingtaine d'Etats américains, interdisant ou restreignant fortement la pratique de l'IVG. « *C'est une crise sanitaire, et Donald Trump est l'architecte de cette crise* », a-t-elle lancé.

Pour la candidate démocrate, l'avortement est un thème de mobilisation essentiel auprès des femmes et des jeunes, dont le vote pourrait s'avérer décisif dans des Etats pivots comme la Géorgie. Les sondages y naviguent dans la marge d'erreur.

Mais il s'agit aussi du sujet dont Kamala Harris parle avec le plus d'incarnation et de vigueur. Sa stratégie politique consiste à ne pas se laisser enfermer dans un discours classique de gauche, dit « pro-choix », mais d'aborder cette question sous un angle plus large : celui des droits menacés, en parlant aussi de la fécondation in vitro et de la contraception, et celui de l'égalité d'accès aux soins.

C'est ainsi que Zaina Malembo, 19 ans, en est venue à épouser ce combat. Fille de pasteurs pentecôtistes, la jeune femme fait partie des Jeunes démocrates à l'université d'Etat de Géorgie, où elle étudie les politiques publiques. « *Pour moi, l'avortement est un sujet délicat, car je crois en Jésus-Christ et au don que nous avons reçu, celui de donner la vie. Un avortement, c'est un peu comme inviter la mort en soi. Mais je me suis renseignée sur la justice reproductive, la façon dont elle était apparue,* dit Zaina Malembo, qui rêve de devenir représentante ou sénatrice. *C'est une affaire de santé. Il s'agit de s'assurer que chaque femme obtient ce dont elle a besoin, pour pouvoir traverser la grossesse et ses suites de la meilleure façon.* »

Un décès « évitable »

Dans un Etat comme la Géorgie, où le taux de mortalité maternelle est l'un des plus élevés du pays, cette approche parle à toutes les femmes, particulièrement les plus défavorisées et les Afro-Américaines. Lors de son intervention, Kamala Harris tournait le dos à deux tribunes entièrement composées de femmes. Dans le public lui faisant face, les hommes étaient fort rares. « *Et ces hypocrites veulent se mettre à parler de "ce qui est dans le meilleur intérêt des femmes et des enfants"*, dit la candidate au sujet des républicains. *Vous étiez où quand il s'agissait de prendre soin des femmes et des enfants de l'Amérique ? Vous étiez où ? Comment osent-ils ?* » L'émotion de Kamala Harris et le grondement de la salle étaient d'autant plus sincères que cette cause, en Géorgie, a un visage : celui d'une défunte, Amber Nicole Thurman.

La vice-présidente a dénoncé les « lois obscures et immorales » adoptées dans une vingtaine d'Etats américains

Cette femme célibataire de 28 ans, mère d'un garçon de 6 ans, rêvait de devenir infirmière. Selon des révélations récentes du site ProPublica, elle est morte en août 2022 d'une septicémie dans un hôpital de la banlieue d'Atlanta, après avoir agonisé pendant vingt heures, tandis que les médecins refusaient de procéder à une intervention banale pour la sauver. Amber Thurman avait pris des pilules abortives, obtenues dans un Etat voisin ; une complication était survenue.

« *Mais voyez-vous, en raison de l'interdiction d'avortement de Trump, ces médecins auraient pu être passibles de dix ans de prison pour lui avoir fourni les soins dont elle avait besoin,* a souligné Kamala Harris. *Comprenez ce que signifie une telle loi. Les médecins doivent attendre que le patient soit à l'article de la mort pour agir.* » La loi en Géorgie interdit l'avortement au-delà de six semaines de grossesse. Elle prévoit la possibilité pour un médecin d'intervenir si la vie de la femme enceinte est en danger, mais le flou autour de cette notion a un effet dissuasif.

Kamala Harris a narré l'histoire d'Amber Thurman en détail, avec une colère froide, au lendemain de sa rencontre avec la mère de la jeune femme, lors d'une émission avec la célèbre présentatrice Oprah Winfrey. Vendredi, la vice-présidente a fait répéter le nom de la victime au public, afin qu'elle ne soit pas une simple « *statistique* ». « *Elle devrait être en vie aujourd'hui* », dit-elle, en rappelant la conclusion des experts : son décès était « *évitable* ».

Donald Trump assure qu'il ne compte pas, s'il est élu le 5 novembre, signer d'interdiction fédérale de l'avortement

La vice-présidente a mis en cause Donald Trump pour son rôle moteur dans toutes les souffrances infligées à des femmes dans les Etats les plus répressifs. « *Il se vante du renversement de l'arrêt Roe* v. *Wade* [par la Cour suprême]. *Selon ses propres mots, je cite : "Je l'ai fait, et je suis fier de l'avoir fait", dit-il. Il est fier. Fier que des femmes meurent ? Fier que des médecins et des infirmières puissent être incarcérés pour avoir prodigué des soins ? Fier que les jeunes femmes disposent aujourd'hui de moins de droits que leurs mères et leurs grands-mères ? Comment ose-t-il ?* »

Pour les femmes noires en Géorgie, la menace sur les droits reproductifs n'est jamais perçue de façon isolée. Fondatrice de Georgia Stand-Up, organisation très investie dans la défense des droits électoraux, Deborah Scott est une figure respectée de la communauté. Charismatique et passionnée, la militante lie cette perception à la mémoire longue. « *L'histoire de l'esclavage dans ce pays montre que les femmes noires n'ont jamais bénéficié de l'autonomie de leur corps depuis que nous sommes arrivées ici,* dit-elle. *Alors pour nous, cela représente une énième tentative de contrôle que quelqu'un veut exercer sur nos familles, sur nos corps, sur nos vies. Le sentiment, c'est : "les revoilà".* »

Appel à la mobilisation générale

En fin de meeting, Kamala Harris a appelé à la mobilisation générale, le 5 novembre, dans les urnes, en dessinant un tableau sombre de Donald Trump. « *S'il est réélu, je suis certaine qu'il signerait une interdiction nationale de l'avortement, qui rendrait ce dernier illégal dans chaque Etat. Et il créerait un coordinateur national anti-avortement. Regardez le Projet 2025, il force les Etats à recenser les fausses couches et les avortements.* » Là aussi, la candidate démocrate mêlait l'indignation sincère avec une entreprise politique.

Donald Trump essaie de se distancier du Projet 2025, cette contribution programmatique réactionnaire à son éventuelle administration, à laquelle ont participé bon nombre de ses anciens conseillers. Le candidat républicain assure qu'il est satisfait du renvoi de la législation sur l'avortement aux Etats, ne comptant pas signer d'interdiction fédérale. Mais l'évocation même du Projet 2025 électrise l'électorat démocrate, justifiant à lui seul ce cri de ralliement, lancé au départ par Kamala Harris, et répété depuis de meeting en meeting : « *On ne reviendra pas en arrière !* » ■

PIOTR SMOLAR

Le meurtre d'un enfant japonais en Chine accroît les tensions entre Tokyo et Pékin

L'attaque au couteau contre un Japonais de dix ans, la deuxième en quelques mois, intervient alors que les relations entre les deux pays se sont dégradées du fait de nouveaux gestes militaires chinois

PÉKIN - *correspondant*

La mort d'un enfant japonais, poignardé mercredi 18 septembre sur le chemin de l'école à Shenzhen, dans le sud-est de la Chine, suscite une vive émotion et l'angoisse dans la communauté expatriée nippone. Elle jette aussi un nouveau froid dans des relations bilatérales difficiles entre les deux pays. Le garçon de dix ans, de père japonais et de mère chinoise, a été attaqué au couteau, le deuxième assaut de ce type en quelques mois. Le premier ministre japonais, Fumio Kishida, a dénoncé un « *crime particulièrement abject* ».

L'ambassadeur japonais à Pékin, Kenji Kanasugi, a « *instamment demandé* », lors d'un appel téléphonique avec le vice-ministre des affaires étrangères chinois, Sun Weidong, que soient partagées les informations sur ce crime et que soit renforcée la sécurité autour des écoles pour les Japonais installés en Chine. La diplomatie chinoise estime qu'il s'agit d'un « *incident isolé* ». L'assaillant, un homme de 44 ans, a déjà été arrêté à plusieurs reprises par le passé, notamment pour trouble à l'ordre public.

Année de froid diplomatique

La plupart des grands groupes japonais, dont Toyota, Nissan et Toshiba, ont appelé leurs employés japonais en Chine à la prudence et ont dit s'enquérir des protocoles de sécurité autour des établissements scolaires. Panasonic permet aux familles expatriées de rentrer temporairement au Japon si elles le souhaitent, et prend en charge les frais. Déjà, au cours des semaines précédant cette attaque, les relations entre la Chine et l'Archipel s'étaient dégradées, du fait de nouveaux gestes militaires chinois, alors que les tensions se sont accrues en mer de Chine méridionale et au large des Philippines ces dernières années. Le 26 août, un avion de reconnaissance de l'Armée populaire de libération est entré dans l'espace aérien japonais, une incursion inédite. Le 18 septembre, un porte-avions chinois, le *Liaoning*, a navigué en zone japonaise lorsqu'il a emprunté une nouvelle voie entre deux îles situées à 140 kilomètres à l'est de Taïwan.

L'attaque de Shenzhen a eu lieu le jour de la commémoration du début de l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931. Elle intervient après une année de froid diplomatique, la Chine accusant son voisin de polluer les océans en ayant commencé, le 24 août 2023, à rejeter en mer les eaux de la centrale de Fukushima, malgré les rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) constatant qu'elles respectent les standards internationaux. Un intense battage médiatique autour de la question avait mobilisé les Chinois, réellement inquiets des conséquences pour leur santé et l'environnement. Pékin avait depuis suspendu ses importations de tous produits de la mer japonais.

Finalement, les deux capitales ont annoncé, vendredi, être parvenues, après une dizaine de séances de négociations au fil des derniers mois, à un accord pour mettre fin à cette brouille. Les contrôles de l'AIEA, auxquels pourront être associés des experts étrangers dont des Chinois, seront renforcés, tandis que la Chine reprendra progressivement ses achats de poisson japonais.

L'affaire n'avait fait que raviver le sentiment antijaponais dans l'opinion chinoise, toujours fort en raison de l'histoire sombre entre les deux pays. Des pierres avaient été lancées en août 2023 contre l'ambassade nippone à Pékin, et contre des écoles japonaises ; Tokyo avait appelé ses ressortissants à la prudence, leur déconseillant de parler japonais trop fort.

Une mère et sa fille blessées

Puis, en juin 2024, un homme avait agressé au couteau un enfant japonais et sa mère à un arrêt du bus, dans la ville de Suzhou, dans l'est de la Chine. Les deux avaient été seulement blessés, mais l'accompagnatrice chinoise du bus scolaire, qui s'était interposée, touchée au cœur, était morte d'une hémorragie. La Chine avait, là aussi, conclu à un incident isolé.

Les villes chinoises comme celles des autres pays d'Asie du Nord-Est sont en général considérées comme sûres. Les armes à feu ne circulent pas dans la population, et la République populaire se félicite régulièrement de ne pas être confrontée au fléau américain des fusillades dans les établissements scolaires. Toutefois, des attaques au couteau autour d'écoles reviennent régulièrement dans l'actualité depuis le début des années 2000, amenant à chaque fois la société chinoise à spéculer sur les raisons de ces actes, hésitant entre la thèse de malades mentaux isolés et celle du malaise plus large d'une société bousculée. ■

HAROLD THIBAULT

Sur l'île de Pâques, les moais rongés par le climat

Friables, les célèbres statues de tuf volcanique souffrent des aléas climatiques, accentués par le réchauffement

RAPA NUI (CHILI) - *envoyé spécial*

«Voilà mes moais!» Vaihere Tuki Haoa s'approche d'un monticule de pierres face à l'océan. Dans le sud-est de l'île de Pâques, deux géants endormis reposent au sol: torses bombés, visages impassibles, regards tournés vers le ciel. *«Ils ont été sculptés par mes ancêtres, du clan Ngaruti. Ce site, c'est la mémoire vivante de ma famille!»*, raconte avec émotion cette guide âgée de 43 ans.

Mais les deux colosses de l'Ahu (plate-forme cérémonielle) One Makihi n'ont pas le même profil. Le premier a le teint blond et le nez pointu, la figure, le front et les orbites parfaitement dessinés. Quant au second… charbonneux, lépreux, décrépi, ses traits sont à peine discernables. *«Mon moai est laissé à l'abandon. Il disparaît peu à peu»*, s'attriste Vaihere Tuki Haoa.

L'Ahu One Makihi est loin d'être un cas à part. Sur l'île de Pâques (Rapa Nui, en langue polynésienne), les moais se détériorent à vue d'œil, à tel point que certains prédisent la transformation des majestueuses statues de pierre en sable d'ici quelques dizaines d'années seulement. Une catastrophe économique et culturelle pour ce petit territoire chilien, à peine grand comme l'île d'Oléron, peuplé par 7700 personnes.



Après un incendie dans le parc national de Rapa Nui, sur l'île de Pâques, le 6 octobre 2022.
RAPANUI MUNICIPALITY SHOWS MOAIS/AFP

Pierre poreuse

A 3500 kilomètres des côtes d'Amérique du Sud, l'accès à l'un des havres les plus isolés de la planète se mérite. Rapa Nui, avec ses prairies dénudées parcourues de chevaux libres, son chapelet de volcans éteints, ses falaises éboulées et noires comme de l'encre, se dévoile après cinq heures de survol du Pacifique depuis Santiago.

Pedro Edmunds Paoa, maire de la commune de Rapa Nui, est bien conscient de la force d'envoûtement de son île. A 63 ans (dont la moitié à cette fonction), l'édile aime raconter au visiteur de passage l'arrivée du mythique premier roi Hotu Matu'a, débarqué en canoé à double coque, depuis les lointaines Marquises, il y a de cela 1200 ou 800 ans… Une histoire qui, assure-t-il, fascinait l'ancien président français Jacques Chirac, féru d'arts premiers. *«Il rêvait de visiter Rapa Nui!»*, se souvient M. Paoa.

Mais, à propos des moais, le maire s'assombrit: l'île compte autour de mille de ces statues de pierre, redressées, affalées au sol ou semi-enterrées, dont les plus grandes peuvent mesurer 21 mètres et peser 270 tonnes. Mais ces géants ont des pieds d'argile: *«Ils ont presque tous été fabriqués à partir de tuf issu du volcan Rano Raraku* [dans le sud-est de l'île]*»*, rappelle M. Paoa. Une pierre tendre, facile à travailler, mais friable et poreuse. *«Ils subissent de plein fouet les atteintes du vent, de l'eau salée, de la pluie et du soleil. Les moais sont constamment menacés et se dégradent d'année en année.»*

Les colosses disparaîtront-ils avant d'avoir livré leurs secrets? La fabrication des statues, revêtues d'un couvre-chef ocre (le *pukao*) et dotées d'yeux de corail blanc, ainsi que leur difficile transport, parfois sur 20 kilomètres, ont donné libre cours à toutes les interprétations, depuis l'intervention d'extraterrestres jusqu'à l'existence d'un écocide provoqué par les habitants de l'île, une idée popularisée par le géographe Jared Diamond dans son livre *Effondrement* (Gallimard, 2006), battue en brèche par les recherches archéologiques et par une étude génétique.

Les moais auraient eu pour fonction de protéger les villages et représenter les anciens, tout en abritant leurs dépouilles. Au fil des siècles, les géants furent d'abord victimes des hommes. Des peuples de Rapa Nui, premièrement, en proie à des guerres intestines et qui n'hésitaient pas à renverser les statues des vaincus. De générations de colons, ensuite, depuis l'arrivée du premier explorateur hollandais Jakob Roggeveen, en 1722. Européens et Américains du Nord comme du Sud n'ont pas hésité à piller l'île et à réduire sa population en esclavage.

«Mais, aujourd'hui, le principal péril, c'est le changement climatique», tranche Ariki Tepano, 30 ans, directeur de la communauté indigène Ma'u Henua, chargé d'administrer le parc national de Rapa Nui. Fort de treize sites archéologiques, celui-ci s'étend sur près de la moitié de l'île. *«Presque tous les moais sont construits au bord de l'eau. Or, le niveau de la mer monte. Les monuments sont rongés par les vagues, s'effondrent et tombent dans la mer»*, dit-il.

Ile de Pâques
AMÉRIQUE DU SUD
CHILI
3500 km
Santiago
Océan Pacifique
ÎLE DE PÂQUES
RAPA NUI
Volcan Rano Raraku
Ahu One Makihi
5 km

Rapa Nui est désormais en proie à des sécheresses d'une intensité et d'une durée sans précédent. Conséquence: en octobre 2022, un incendie sur le volcan Rano Raraku a dévasté une centaine d'hectares et endommagé les moais par dizaines, dont certains de manière *«irrémédiable»*.

Attisé par la sécheresse, le feu a été *«provoqué par de mauvaises pratiques d'élevage»*, déplore Ariki Tepano. *«Nous sortions de la pandémie de Covid-19* [durant laquelle l'île fut coupée du monde, de mars 2020 à août 2022] *et les institutions n'étaient pas prêtes à faire face à un tel événement. Mais, aujourd'hui, nous travaillons pour prévenir les incendies. Nous sommes capables d'allumer des contre-feux partout autour du volcan»*, assure le directeur du Ma'u Henua.

Pour ne rien arranger, les moais subissent également des tempêtes tropicales, brèves mais de plus en plus violentes: une autre conséquence du réchauffement climatique. Au mois de juin, un inhabituel cyclone a traversé l'île, prenant les habitants de court. *«Le tuf volcanique est comme une éponge: il absorbe très rapidement l'humidité de la pluie. Celle-ci s'infiltre et dégrade fortement la statue»*, poursuit Ariki Tepano.

En urgence, le Ma'u Henua a lancé un programme de restauration. Des moais particulièrement abîmés du Rano Raraku vont recevoir, cette année, un traitement biochimique *«consolidant et imperméabilisant»*. Le tout doit permettre aux géants de résister aux avaries. Mais l'opération reste une goutte d'eau dans le Pacifique: seuls cinq moais recevront le traitement, pour un coût total prohibitif: 100 millions de pesos chiliens (environ 100000 euros), financés par l'Etat chilien et l'association Ma'u Henua. Et le traitement devra être appliqué de nouveau dans quelques années.

«L'Etat se désintéresse de nous»

L'argent manque cruellement sur cette terre si reculée. Le tourisme n'a pas retrouvé son niveau d'avant-pandémie. A peine 100000 visiteurs devraient se rendre sur Rapa Nui cette année, contre 160000 avant le Covid-19. De quoi grever les finances de Ma'u Henua, qui tire ses revenus de la billetterie du parc et a besoin d'un budget de fonctionnement de 3 millions d'euros pour veiller sur ces sites classés au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1995.

«L'Etat chilien se désintéresse de notre situation! Les élites du continent sont lointaines et peu cultivées. Elles ne comprennent pas l'importance des moais. Et ce, peu importe la couleur du gouvernement», dénonce, de son côté, Pedro Edmunds Paoa. Le maire en veut particulièrement au jeune président de gauche, Gabriel Boric, arrivé au pouvoir en 2021, et qui avait obtenu 70 % des voix au second tour sur l'île: *«Il a soulevé beaucoup d'espoir… mais, finalement, il n'a rien fait pour nous. Il n'est d'ailleurs jamais venu en visite à Rapa Nui»*, peste M. Paoa. Afin de donner le change, le chef d'Etat chilien a néanmoins restitué à l'île, en 2022, le célèbre moai Tau, l'un des très rares taillés dans du basalte, exposé depuis un siècle et demi au Musée national d'histoire naturelle de Santiago.

Les géants de pierre sont loin d'être les seuls monuments en péril sur l'île: la petite Rapa Nui abrite plus de 400 sites archéologiques: pétroglyphes, carrières, grottes de pêcheurs, sépultures, villages cérémoniels, vestiges du culte rendu à la divinité homme-oiseau Make-make, postérieurs aux moais… *«Sauver les seules statues ne sert à rien si on ne préserve pas tout le reste. Sans leur contexte socioculturel, elles perdent tout leur sens et leur symbolique»*, insiste Rafael Rapu, archéologue à l'association Ma'u Henua.

C'est l'ensemble de ce patrimoine qui est menacé, mais aussi les sols de cette île dénudée, où les arbres ne recouvrent que 5 % du territoire. *«L'érosion est très grave, créant des failles jusqu'à deux mètres de profondeur!»*, alerte Ninoska Huki, cheffe provinciale de la Corporation nationale forestière (Conaf), organisme gouvernemental chargé de la protection des milieux naturels.

Les glissements et affaissements du terrain entraînent l'écroulement des sols sur lesquels reposent les monuments. Plusieurs sites de l'île de Pâques sont désormais fermés aux visiteurs, comme celui de Mata Ngarahu. Là, face à l'océan, sur les flancs du grand volcan Rano Kau, sont conservés plus de 1700 pétroglyphes, sur des roches qui risquent en permanence de sombrer dans l'océan…

En 2022, un incendie sur les flancs du volcan Rano Raraku a endommagé des moais de manière irrémédiable

Face au danger, la Conaf a lancé un vaste programme de reforestation, prévoyant de planter 240000 arbres: pour l'essentiel des *aitos*, sélectionnés avec précaution en Polynésie française grâce à l'Office national des forêts. Un arbre absent de l'île de Pâques, mais surnommé à raison le «bois-de-fer». *«L'idée est de planter d'abord des arbres très résistants, capables de s'adapter à un environnement salin et volcanique, et efficaces pour ralentir l'érosion et récupérer les sols»*, détaille Ninoska Huki.

Un péril spirituel

L'ambitieux programme risque cependant de mettre des années à produire ses effets. D'ici là, impossible de reproduire avec les moais de Rapa Nui l'exemple d'Abou Simbel en Egypte, dont les sanctuaires ont été déplacés pierre par pierre dans les années 1960 pour échapper à la submersion après la construction du barrage d'Assouan sur le Nil. *«Il faut se rendre à l'évidence: ces statues, fragiles par essence, ne sont pas exposées dans une salle de musée avec un environnement et une température contrôlés, mais en plein air, sur une île isolée au milieu du Pacifique, frappée par le changement climatique. Même avec un grand programme de conservation, on ne pourra pas toutes les protéger»*, insiste l'archéologue Rafael Rapu.

L'enjeu dépasse de toute façon de très loin le tourisme, l'économie et le sort des sites archéologiques: *«Il s'agit ni plus ni moins que de la possibilité de vivre sur cette île. Avec la sécheresse et l'érosion, les nappes phréatiques s'assèchent ou se salinisent et Rapa Nui pourrait très bientôt manquer d'eau douce»*, frissonne Ninoska Huki.

Mais ce péril existentiel est aussi spirituel pour une population qui, après des siècles d'asservissement, proclame fièrement son attachement à son passé et à ses racines. Un lien personnifié par les moais, tels ceux de l'Ahu One Makihi, si chers à Vaihere Tuki Haoa. *«Les voir disparaître, c'est comme perdre un membre de la famille»*, conclut tristement la guide. ■

BRUNO MEYERFELD

A gauche, le PS peine à s'imposer face à LFI

SI les socialistes ont doublé leur nombre de députés, les « insoumis » donnent toujours le tempo au sein du NFP

A gauche, on s'inquiète du gros torticolis contracté par le Parti socialiste (PS), qui a fait oui et non de la tête en même temps, ce qui peut s'avérer périlleux et douloureux. Il a dit oui, mardi 17 septembre, à La France insoumise (LFI), qui avait besoin de ses voix, au bureau de l'Assemblée nationale, pour que la spectaculaire motion de destitution du président de la République, pourtant initiée par LFI sans concertation avec ses partenaires, puisse être déclarée recevable. Même si le PS a pris soin, dans le même élan, d'annoncer qu'il dirait non lors de son éventuel examen parlementaire, le oui initial ravive l'impression tenace d'une soumission récurrente du PS à LFI, au sein du Nouveau Front populaire (NFP).

Presque un an après l'éclatement de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), l'équation semble avoir peu changé à gauche. LFI continue de donner le tempo de la coalition, au grand dam du PS. *« La politique, c'est comme le vélo, pour avancer, faut pédaler, sinon tu tombes. Nous sommes dans une situation instable, il y a donc une guerre de mouvement et nous, on a un mouvement fait pour ça »*, justifie le coordinateur de LFI, Manuel Bompard. Samedi 21 septembre, LFI sera en première ligne d'une nouvelle mobilisation pour la destitution d'Emmanuel Macron et contre le gouvernement Barnier, qui va rassembler *« tous les battus des dernières élections*, selon Manuel Bompard. *La plus grande arnaque de la Ve République »*.

A l'Assemblée nationale, le débat autour du vote du bureau sur la résolution « insoumise » était pourtant légitime. *« Ce qui nous a motivés, c'est que l'examen de la recevabilité n'est pas un contrôle politique d'opportunité, mais de légalité*, justifie Laurent Baumel, député socialiste d'Indre-et-Loire, proche du premier secrétaire du PS, Olivier Faure. *De la même façon, on a reconnu la recevabilité de la proposition d'abrogation des retraites déposée par le Rassemblement national* [RN]. *Cela signifie-t-il que nous sommes inféodés au RN ? »*

Mais l'ancien président de la République François Hollande, réélu député PS de la Corrèze, estime qu'il fallait éviter le *« juridisme »* pour privilégier la *« politique »*. *« Que comprennent les citoyens ?*, s'interroge-t-il. *Il fallait voter contre la recevabilité de cette procédure de destitution en considérant qu'elle était vouée à l'échec. A partir du moment où Jean-Luc Mélenchon* [le leader de LFI] *a demandé que les socialistes le fassent alors qu'ils avaient, dès le départ, dénoncé cette opération, il ne fallait pas céder. Et donner ainsi la main à LFI qui tente de mobiliser vainement la rue sur la destitution. »*

Comme au temps de la Nupes, les opposants socialistes à Olivier Faure réclament davantage d'affirmation de soi ; surtout depuis que le groupe a doublé ses effectifs à l'Assemblée lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet – passant de 31 à 66 élus –, faisant quasiment jeu égal avec LFI – 72 élus – et alors qu'il s'est renforcé politiquement depuis le retour de François Hollande.

> **« Le PS ne doit pas se déterminer par rapport aux autres, mais par rapport à ce que nous pensons »**
> FRANÇOIS HOLLANDE
> ancien chef de l'Etat

Mais cette séquence « destitution » est symptomatique d'un tiraillement existentiel au sein du PS, entre son refus de se fâcher avec LFI pour préserver l'unité – et pour de pures raisons électoralistes, soulignent ses contempteurs – et son envie de couper le cordon avec le radicalisme de Jean-Luc Mélenchon. *« Les socialistes ont toujours la même crainte, celle d'être suspectés de trahison quand ils gouvernent, mais aussi de rompre l'union quand ils sont dans l'opposition »*, poursuit François Hollande. Alors, le PS fait des zigzags, pendant que l'encombrant partenaire, tout à son souci de conserver son hégémonie, multiplie les coups d'éclat.

Mi-août, quand LFI publie son texte dans *La Tribune Dimanche*, « Démettre le président plutôt que nous soumettre », personne, au sein du NFP, ne veut suivre LFI sur cette interprétation jugée très exagérée de l'article 68 de la Constitution. Tandis que le Parti communiste français (PCF), 17 députés, et les Ecologistes, 38, n'ont qu'une importance proportionnelle à leur nombre de représentants à l'Assemblée, le PS pèse bien plus lourd, et sa direction se montre très dubitative quant à l'initiative solitaire de LFI.

« Vous vous couchez »

Alors quand, mardi, à l'issue d'une réunion, par 32 voix contre 28, les députés PS votent pour la recevabilité de la procédure, les « insoumis » jubilent. *« Un fait politique majeur vient de se produire »*, se félicite Jean-Luc Mélenchon sur les réseaux sociaux. Au même moment, lors d'un bureau national, Hélène Geoffroy, maire de Vaulx-en-Velin (Rhône) et adversaire d'Olivier Faure, assène : *« Vous restez toujours soumis à la pression de Mélenchon. Chaque fois, vous vous couchez. »*

Depuis que la demande de destitution d'Emmanuel Macron a obtenu le feu vert, Paul Vannier, député LFI du Val-d'Oise, exulte, mais très calmement : *« Bien sûr que c'est une victoire. »* Sur les socialistes, aussi ? Il veut laisser à distance les *« éternelles batailles internes du PS qui nous ralentissent, nous affaiblissent, alors que le NFP devrait se concentrer pour dénoncer l'autoritarisme d'Emmanuel Macron. Mais s'ils font le choix de l'indécision et de l'attentisme pour préserver leurs équilibres internes, notre sujet à nous, c'est de mobiliser l'électorat populaire et les abstentionnistes dans un contexte dégagiste. Et de ne pas rester les bras ballants alors que la crise de régime s'installe »*.

Quand Jean-Luc Mélenchon prend la parole à 20 h 02 le soir du second tour des législatives, il court-circuite ses partenaires et verrouille la position du NFP : Emmanuel Macron doit appeler, à Matignon, la coalition de gauche pour appliquer *« rien que le programme mais tout le programme du NFP »*. Une aubaine pour le chef de l'Etat, qui n'a pas envie de laisser les rênes à la gauche, craignant qu'elle ne défasse les réformes de son gouvernement.

« Nos adversaires ont intérêt à faire croire que le NFP est une réplique de la Nupes, car ils se servent de LFI comme d'un épouvantail », analyse le sénateur communiste de Paris Ian Brossat. Finalement, les intérêts convergent entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron, aucun des deux ne voulant le retour des socialistes au pouvoir. *« Le PS doit s'affirmer et ne pas se déterminer par rapport aux autres, mais par rapport à ce que nous pensons*, invite François Hollande. *Le NFP est la première force à l'Assemblée, mais il n'est pas majoritaire. Et si nous voulons gouverner, il ne faut pas dire "tout le programme, rien que le programme", sinon on ne peut pas nouer de compromis. »* La direction du PS se défend d'être dans une posture figée : *« On a très vite dit que nous avions plutôt une majorité relative. Qu'il y aurait des compromis nécessaires à rechercher, texte par texte »*, rappelle Laurent Baumel.

C'est, ensuite, Jean-Luc Mélenchon lui-même qui suggère un soutien sans participation de LFI au gouvernement de Lucie Castets, la candidate du NFP pour le poste de premier ministre, quand le camp présidentiel met un veto à une présence « insoumise » à Matignon. *« Mais seul Jean-Luc Mélenchon pouvait le dire*, précise Laurent Baumel. *Il était impossible de le dire à sa place sans imaginer, de notre part, un manque de loyauté à l'égard de la coalition que nous avons formée devant les électeurs. »*

En réalité, Olivier Faure, qui n'a pas été consulté, est mal à l'aise : il craint que LFI, en restant en dehors d'un gouvernement de gauche, ne fasse pression en lançant des procès au moindre assouplissement programmatique.

Le chef de file du PS ne montre d'ailleurs pas une envie réelle de se démarquer des « insoumis ». Une fois nommé premier ministre, Michel Barnier invite toutes les formations politiques à discuter. Lors d'une réunion du groupe PS à l'Assemblée, François Hollande apprend incidemment que le PCF a accepté l'entrevue et demande : *« On n'a pas été invités ? »* Boris Vallaud, président du groupe, élude : *« Moi, j'étais dans ma voiture. »*

« On est en réaction »

Sans prévenir personne, Olivier Faure a décidé que le PS déclinerait : *« On n'ira pas avant la déclaration de politique générale »*, bredouille-t-il aux députés mécontents. Avant même de recevoir le carton d'invitation, les « insoumis » avaient prévenu qu'ils n'iraient pas rencontrer le nouveau locataire de Matignon. L'ancien président de la République s'inquiète : *« Pourquoi ne pas y aller ? L'avantage d'être reçu, c'est qu'après, on peut parler. »* Les minorités socialistes voient dans la démarche une autre preuve de la volonté du premier secrétaire du PS de coller à LFI. *« J'attends que le moment vienne où LFI ne dira plus ce qui est de gauche et ce qui ne l'est pas*, soupire Dominique Potier, député PS de la Meurthe-et-Moselle. *Et où les socialistes pourront exprimer leur singularité et leur force. »*

> **Le oui socialiste à la motion de LFI sur la destitution du chef de l'Etat ravive l'impression d'une soumission récurrente du PS**

Sur ce point, Jérôme Guedj, député socialiste de l'Essonne, est optimiste. *« LFI a toujours eu cette agilité pour avoir un coup d'avance*, reconnaît-il. *Mais nous, à l'Assemblée, on est désormais soixante-six. Le groupe PS se renifle encore. Cela se met petit à petit en place. En attendant, fatalement, on est en réaction. Ne passons pas notre temps à commenter ce que fait LFI, mais faisons en sorte d'acquérir cette culture de l'agit-prop, mais enrichie de la nécessaire crédibilité, pour mettre en avant nos chantiers de fond. »* Mais, samedi 21 septembre, le PS ne prendra pas part à la mobilisation contre Emmanuel Macron, laissant, encore une fois, LFI prendre toute la lumière. ■

SANDRINE CASSINI ET LAURENT TELO

Le Monde
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024

GOUVERNEMENT

Gouvernement : des tensions avant le dénouement

La liste des ministres pressentis par Michel Barnier a causé une certaine effervescence au MoDem et irrité les macronistes. Une députée Renaissance a déjà annoncé son départ de son groupe, dénonçant un « virage à droite »



Pas encore avenu, le gouvernement de Michel Barnier provoque déjà des crispations au sein de la coalition présidentielle. Si l'architecture globale de l'exécutif, présentée jeudi 19 septembre par le premier ministre au cours d'une réunion avec les chefs de parti à Matignon, est peu contestée, les noms ébruités depuis, qui annoncent un gouvernement fortement marqué à droite, ont provoqué des remous, vendredi, parmi les alliés de l'ancienne majorité.

La présence de Bruno Retailleau, figure de la droite conservatrice, ancien protégé du souverainiste Philippe de Villiers, auquel aurait été proposé le ministère de l'intérieur, hérisse particulièrement les macronistes. Le président du groupe Les Républicains (LR) au Sénat représente *« la droite la plus dure »*, souligne le député Renaissance de Moselle Ludovic Mendes. *« On peut travailler avec des gens de droite*, assure cet ancien du Parti socialiste, citant en exemple les noms d'Annie Genevard (députée LR du Doubs, pressentie pour être ministre de l'agriculture), Julien Dive (député LR de l'Aisne, proche du président des Hauts-de-France, Xavier Bertrand) ou Philippe Juvin (député LR des Hauts-de-Seine), *mais avec Retailleau, qui parle de "Français de papier", ce n'est pas possible. De plus, ce n'est pas avec ce type de profil qu'on va attirer des gens de gauche au gouvernement. »*

De fait, à gauche, seul l'ancien président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale Didier Migaud, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, aurait accepté les avances de Michel Barnier.

Autre profil jugé *« clivant »* dans le camp présidentiel, celui de la sénatrice LR de Loire-Atlantique Laurence Garnier, proche de Bruno Retailleau, qui s'était opposée au mariage pour tous ou à la constitutionnalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Alors qu'elle était pressentie pour le portefeuille de la famille, son nom a fait bondir la gauche et une partie du camp présidentiel, qui ont dénoncé une *« provocation »*. Alerté par plusieurs cadres macronistes, Emmanuel Macron, qui lui-même ne connaissait pas l'élue, selon un proche, a à son tour attiré l'attention du premier ministre sur le *« profil délicat »* de la cheffe de file de l'opposition à la maire socialiste de Nantes, Johanna Rolland. La sénatrice devrait être déplacée sur un autre poste. Un procédé contesté du côté de la droite républicaine.

« RUPTURE PROFONDE »

C'est dans ce contexte tendu que la députée de Loire-Atlantique Sophie Errante, l'une des premières députées socialistes à avoir rejoint Emmanuel Macron en 2017, a annoncé vendredi son départ du groupe Ensemble pour la République (EPR), qui rassemble les députés Renaissance. *« La désignation de Michel Barnier et la composition du gouvernement marquent un virage net à droite »*, regrette-t-elle dans un communiqué, et *« une rupture profonde avec les raisons pour lesquelles je me suis engagée aux côtés d'Emmanuel Macron en 2017. »* Réélue au second tour des élections législatives, le 7 juillet, lors d'une triangulaire, l'élue espérait la constitution d'une *« coalition centrale autour de Bernard Cazeneuve* [ancien premier ministre socialiste]*»*, dit-elle au *Monde*. Déçue, elle reprend sa *« liberté de parole, de ton et de vote »*, et siégera désormais parmi les non-inscrits.

La droitisation du gouvernement a également provoqué une certaine effervescence au MoDem. Alors que deux postes de ministres de plein exercice leur ont été promis, dont celui des affaires étrangères, les députés centristes ont passé la journée de vendredi en réunion, afin de trancher leur participation au gouvernement de Michel Barnier. Un premier vote, en début de journée, donnait une écrasante majorité en faveur de la non-participation.

> **« ON PEUT TRAVAILLER AVEC DES GENS DE DROITE, MAIS AVEC [BRUNO] RETAILLEAU, QUI PARLE DE "FRANÇAIS DE PAPIER", CE N'EST PAS POSSIBLE »**
> LUDOVIC MENDES
> député Renaissance de Moselle

Selon plusieurs participants, la déception du ministre démissionnaire de l'agriculture Marc Fesneau, président du groupe MoDem à l'Assemblée nationale, qui devait quitter le gouvernement alors que son collègue Jean-Noël Barrot, ministre démissionnaire chargé de l'Europe, se voyait proposer le Quai d'Orsay, jouerait un rôle non négligeable dans les convulsions qui ont saisi vendredi le parti de François Bayrou.

Sur X, l'ancien député MoDem des Hauts-de-Seine Jean-Louis Bourlanges a *« adjuré* [ses] *amis »* de *« surmonter leurs réserves »*, car *« la situation politique, financière et internationale du pays est trop sérieuse ». « Il y a péril en la demeure,* a insisté l'ancien président de la commission des affaires étrangères. *Nous ne pouvons pas nous permettre de faire le jeu de M*me *Le Pen* [cheffe de file des députés Rassemblement national] *ou de M. Mélenchon* [leader de La France insoumise]. *Il faut aider Michel Barnier à réussir. »* Le vent de fronde centriste était retombé vendredi soir, le MoDem ayant l'habitude de se battre *« jusqu'au premier sang »*, brocardait, hilare, un cadre d'un parti allié.

« NOMS JETÉS EN PÂTURE »

En déplacement à Chartres vendredi, où il visitait, à la veille des Journées du patrimoine, le trésor de la cathédrale, Emmanuel Macron a lui aussi appelé ses partisans et alliés à *« aider »* le premier ministre à *« former son gouvernement », « parce que c'est l'intérêt collectif ». « Il faut laisser travailler Michel Barnier »*, a ajouté le chef de l'Etat, assurant que le premier ministre composait son équipe en *« pleine liberté »*.

Wauquiez, de l'« intérieur » vers l'extérieur sans passer par Bercy

Le président du groupe des députés de droite espérait atterrir Place Beauvau, au point de dire non au ministère de l'économie

Quel est le point commun entre Philippe Brun, Valérie Rabault, Stéphane Le Foll et Laurent Wauquiez ? Les quatre ont décliné un poste de ministre dans le gouvernement de Michel Barnier, mais seul le dernier nommé n'a pas sa carte au Parti socialiste.

Jeudi 19 septembre au soir, le patron du groupe des députés Les Républicains (LR) annonçait à ses élus avoir refusé le portefeuille de l'économie : *« Depuis le début, j'ai dit qu'entrer au gouvernement n'était pas mon obsession. »* Mais d'ajouter plus loin une exception : le ministère de l'intérieur, où le député de Haute-Loire pensait *« pouvoir être utile »*. Les parlementaires connectés à distance n'ont pas vécu l'annonce comme une révélation. Tous sont au courant des ambitions de leur chef.

Une ambition récente. La rentrée 2024 devait marquer une rupture très progressive avec sa stratégie de la rareté du désormais ex-président de la région Auvergne-Rhône-Alpes. La dissolution surprise du 6 juin a accéléré le calendrier du prétendant à l'Elysée entre les élections législatives des 30 juin et 7 juillet, le retour à l'Assemblée nationale et la prise du groupe. D'abord opposé à toute coalition gouvernementale, Laurent Wauquiez perçoit les retours du terrain. Le peuple de droite plébiscite une participation de personnalités LR à un gouvernement Barnier.

Cela tombe bien, les volontaires ne manquent pas. Comme souvent, l'ancien ministre de l'enseignement supérieur soupèse toutes les options avant de jeter son dévolu sur l'intérieur. Dans l'optique de 2027, Beauvau est perçu comme la rampe de lancement la moins glissante. Là-bas, il pourra incarner l'autorité (de droite), marcher sur les traces de Nicolas Sarkozy entre 2005 et 2007, et éviter de trop diluer son offre politique dans le « en même temps » macroniste.

Mais M. Wauquiez peut toujours prévenir que cela *« sera l'intérieur ou rien »*, Michel Barnier a un autre projet pour celui dont l'aide s'est révélée précieuse, pour coiffer au poteau le président LR des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, dans la course à Matignon. La semaine dernière, le premier ministre lui propose l'économie, sans le budget, mais avec un périmètre élargi à la finance et à l'emploi, à l'image de Christine Lagarde, entre 2007 et 2011. D'autres auraient signé des deux mains, mais accepter Bercy, c'est aussi endosser le costume de « père la rigueur », pas l'habit le plus confortable avec un déficit public attendu à 4,6 % du produit intérieur brut pour 2024.

Nouveau refus d'obstacle

Jeudi, rien n'est encore décidé quand Laurent Wauquiez traverse la cour de Matignon aux côtés de Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, pour une réunion avec les autres composantes de la nouvelle majorité. Depuis le début, Michel Barnier a noté pour l'intérieur le nom du sénateur de Vendée en qui *« il a toute confiance »*, indique un proche. Malgré un antimacronisme souvent flamboyant, M. Retailleau a été jugé comme un allié fiable lors de la réforme des retraites par la Macronie. Michel Barnier propose une dernière fois Bercy (avec l'emploi) à Laurent Wauquiez. Nouveau refus. Bruno Retailleau est même prêt à laisser l'intérieur *« à Laurent »*, pour débloquer la situation, comme le révélait *Le Point*, vendredi, et comme le confirme un proche de Laurent Wauquiez au *Monde*. Un geste chevaleresque de le part de ce cavalier émérite, mais le chef des députés LR préfère finalement renoncer à entrer au gouvernement.

Les détracteurs de l'ancien président de LR y verront un nouveau refus d'obstacle. Plusieurs élus LR s'étonnent aussi de l'absence de ses proches dans un gouvernement. *« Laurent Wauquiez a suggéré certains noms qui n'ont pas été retenus, mais cela fait partie de la constitution d'un gouvernement,* note son entourage. *Par ailleurs, des personnes comme Annie Genevard, Patrick Hetzel et Othman Nasrou* [pressentis respectivement pour l'agriculture, l'enseignement supérieur et la laïcité] *entretiennent des relations de proximité avec lui. »* Des noms toujours en attente de confirmation. Laurent Wauquiez, lui, n'en sera pas mais encourage ses députés à *« aider Michel* [Barnier] *dans sa difficile mission »*. Un soutien fort, mais sans participation dans son cas. ■

ALEXANDRE PEDRO



Emmanuel Macron, en visite à la cathédrale de Chartres, vendredi 20 septembre. YOAN VALAT/REUTERS

Vendredi matin cependant, l'hôte de Matignon cherchait toujours un ministre chargé des relations avec le Parlement. Michel Barnier appelle directement les personnalités convoitées, dont les noms lui ont parfois été soufflés par le chef de l'Etat, le président du Sénat, Gérard Larcher (LR), ou quelque autre personnalité. Une méthode peu appréciée par les chefs de parti.

Désormais président du groupe EPR à l'Assemblée nationale, Gabriel Attal est volontiers incisif avec son successeur à Matignon. Il a ainsi précisé, jeudi, lors de la réunion organisée rue de Varenne par le chef du gouvernement, qu'il le soutiendrait sans états d'âme, même s'il *« vient d'une formation qui a fait trois fois moins de voix que nous aux élections législatives »*. Au cours du bureau exécutif de Renaissance, le 11 septembre, les cadres du parti s'étaient étonnés d'entendre l'élu de Vanves, pas toujours tendre avec Emmanuel Macron, s'offusquer que Michel Barnier, dans son discours de passation de pouvoir, le 5 septembre, n'ait pas salué le président de la République.

Si une relation aigre-douce s'est installée entre les deux hommes, le Savoyard se garde de relever les piques de son cadet. *« Les petites phrases, ce ne sera jamais la méthode Barnier »*, dit-on dans son entourage, où l'on déplore que les noms des ministres pressentis aient été *« jetés en pâture »* avant la finalisation du gouvernement. Au demeurant, l'ancien négociateur du Brexit n'a pas intérêt à affaiblir le chef de file des députés macronistes, compte tenu des divisions internes qui traversent le groupe EPR.

Vendredi soir, après de *« derniers ajustements »*, *« l'architecture et la composition finalisées du gouvernement ont été transmises à l'Elysée »*, a fait savoir l'entourage du premier ministre, vingt-quatre heures après que Michel Barnier avait déjà présenté une liste de trente-huit ministres à Emmanuel Macron. Les deux têtes de l'exécutif devaient avoir un échange téléphonique *« dans la soirée »*, selon l'entourage de M. Barnier, lequel entendait toujours présenter son gouvernement *« avant dimanche »*. Une réception était prévue dimanche soir à l'Hôtel de Matignon, à laquelle devait être conviée la nouvelle équipe gouvernementale. Histoire de permettre aux ministres de faire connaissance avant leur premier conseil, prévu lundi à l'Elysée. ■

NATHALIE SEGAUNES

Michel et Nicolas Barnier, une valse familiale entre LR et Macron

Le premier ministre a toujours veillé sur la carrière politique de son fils, qui avait tenté sans succès de se faire une place dans le camp présidentiel

En prenant ses quartiers à Matignon, le 5 septembre, Michel Barnier a fait passer quelques messages personnels. Et le lendemain de sa nomination, un autre Barnier s'est chargé de les répéter presque mot pour mot. Dans un entretien à *Paris Match*, le fils, Nicolas Barnier, 39 ans, est venu dépoussiérer l'image un peu *« coincée »* du père, 73 ans, citant son film culte, *Les bronzés font du ski*, décrivant l'*« attention particulière »* qu'il porte à son entourage, ressuscitant la figure d'une grand-mère, Denise, *« chrétienne de gauche »* ennemie du *« sectarisme »*. Et a ajouté cette phrase : *« Il a toujours tenu son rôle de père. »* Davantage qu'on ne le pense ?

Ancien étudiant en droit à l'université Panthéon-Assas, aujourd'hui directeur de l'Agence de la ruralité d'Ile-de-France, Nicolas Barnier n'est pas totalement étranger au groupe de presse où il s'est exprimé. Avant de rejoindre les équipes de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France, Valérie Pécresse, où il aide depuis 2022 des communes rurales de la région à monter des projets, il a travaillé pour le groupe de Vincent Bolloré, capitaine d'industrie alors proche de la droite conservatrice. De 2011 à 2017, avant le cuisant échec des Autolib', le jeune Barnier était le « VRP » chargé de trouver de nouveaux clients pour la filiale de batteries électriques Blue Solutions. C'est alors qu'il a tenté de se lancer en politique.

« Lui, c'est lui, et moi, c'est moi, a lâché, en mars 2019, Nicolas Barnier au *Soir* de Bruxelles, reprenant la formule fameuse de Laurent Fabius. *Chacun a son parcours et le gère de façon indépendante et du mieux possible. »* C'est à vrai dire un peu plus compliqué. Interrogé par *Le Monde* sur sa trajectoire politique, Nicolas Barnier nous renvoie d'ailleurs vers... le spin doctor de Matignon, Antoine Lévêque, nouveau conseiller stratégie et presse du premier ministre. Barnier père s'est souvent mêlé de la carrière du fils, à tel point que les relations entre le nouveau chef du gouvernement et certains pontes macronistes ont pu se lire ces derniers jours à l'aune de ce que chacun a pu faire, ou pas, pour *« Nicolas »*.

L'aventure politique du jeune homme commence en 2009 au parti Les Républicains (LR), lorsqu'il devient le collaborateur du sénateur LR du Haut-Rhin Hubert Haenel, puis chargé de mission de Jean Bizet, sénateur LR de la Manche. En 2017, après sa parenthèse dans le privé au sein du groupe Bolloré, Nicolas Barnier observe la vague macroniste qui s'annonce et jette son dévolu sur un *« ami entrepreneur »*, Grégory Besson-Moreau, futur compagnon d'Aurore Bergé. A l'entendre, c'est lui qui le convainc de se faire élire député de l'Aube face au député LR sortant, le souverainiste Nicolas Dhuicq. *« Une aventure incroyable »*, selon Nicolas Barnier, qui, au terme d'une campagne serrée, devient trois ans durant le collaborateur parlementaire de l'élu macroniste à l'Assemblée nationale.

Certains le devinent rancunier

Alors qu'Emmanuel Macron siphonne méthodiquement cette droite où Michel Barnier a grandi et fait carrière, le père se rapproche à son tour de la Macronie. En 2019, il rêve en grand et se voit mener la liste du camp présidentiel aux européennes. Il tâte le terrain auprès de Christophe Castaner, alors délégué général du parti présidentiel, puis de son successeur, Stanislas Guérini, et enfin de Stéphane Séjourné. Le plan avorte.

L'ancien négociateur du Brexit plaide alors pour placer son fils, qui postule en novembre 2019, en position éligible. A l'Elysée, à Matignon, il remue tout ce que la Macronie compte de chefs à plumes, mais le parti présidentiel écarte cette idée. De ce moment, Michel Barnier n'adresse plus guère la parole à ces anciens interlocuteurs devenus ministres démissionnaires, y compris depuis sa nomination à Matignon. Certains, qui le devinent rancunier, y voient l'une des raisons pour lesquelles le nouveau chef du gouvernement voulait évincer Stéphane Séjourné, désigné depuis commissaire européen pour la France par l'Elysée...

> **« LE CARNET D'ADRESSES DES PARENTS, CE N'EST PAS SUFFISANT. JE NE CROIS PAS À LA FAMILLE BIEN PLACÉE, JE CROIS AU TALENT »**
> THIERRY COSTE
> lobbyiste de la chasse

Changement de stratégie : même scrutin, même « bannière » Barnier, mais... autre pays et nouvelle génération. Alors que les européennes de 2019 se profilent à grands pas, Nicolas Barnier se retrouve en troisième place sur la liste du parti libéral belge francophone dirigé par le premier ministre de Belgique. *« J'ai été appelé par Charles Michel, qui a demandé à me rencontrer*, assure-t-il alors au *Soir* de Bruxelles. *L'idée de ma candidature sur la liste était évidemment soutenue par lui et Emmanuel Macron »*, explique Nicolas Barnier au quotidien belge, jurant qu'il n'y a aucune raison de voir dans cette « opération Barnier fils » la main de son père. Nicolas Barnier échoue à se faire élire mais ne *« renoncera jamais à la politique, il est mordu »*, assure un ami, et tente de se faire recruter dans un cabinet de lobbying.

L'offre de services se fait lors d'une partie de chasse à Chambord, l'ancien château de François Ier en Sologne, un cercle dans lequel on n'entre pas sans le piston d'amis haut placés. La famille Barnier possède d'ailleurs une propriété solognote nichée dans un bois près de La Ferté-Saint-Aubin, dans le Loiret, rappelle le socialiste Claude Bartolone, président de l'Association des amis de Chambord, dont Nicolas Barnier est membre. Entre deux battues, ce dernier postule auprès de Thierry Coste, alors conseiller officieux d'Emmanuel Macron sur la ruralité, qui connaît Barnier père depuis 1994. *« Nicolas a joué la carte de son nom*, s'amuse le roi du lobbying de la chasse. *Mais le carnet d'adresses des parents, ce n'est pas suffisant. Je ne crois pas à la famille bien placée, je crois au talent. »*

C'est donc au Palais du Luxembourg, au sein du cabinet du président (LR) du Sénat, Gérard Larcher, autre grand chasseur, qu'en 2021 Nicolas Barnier se retrouve chargé de mission du directeur de cabinet pour « l'agenda rural », passant de la majorité macroniste à l'opposition LR. Sans renoncer à briguer un mandat, régional cette fois, dans le berceau de la propriété familiale en Sologne, sur la liste LR de Nicolas Forissier – donc face au candidat de la majorité présidentielle Marc Fesneau, aujourd'hui ministre MoDem sortant de l'agriculture. En vain.

Rendez-vous manqués

Présidentielle 2022. Michel Barnier est candidat aux primaires de la droite. Revoilà son fils Nicolas dans les couloirs du local de cette fameuse campagne « droitière », à deux jets de pierre de la place Beauvau, avec le spin doctor Antoine Levêque mais aussi Romain Marleix (frère du député Olivier Marleix), aujourd'hui conseiller parlementaire de Michel Barnier, arrivé quasiment dans les valises du nouveau locataire de Matignon. Quand Valérie Pécresse l'emporte, Nicolas reste présent aux réunions que la candidate LR consacre à la chasse.

La droite a échoué à prendre l'Elysée, mais Michel Barnier ne se décourage pas : pour les législatives de juin 2022, il glisse le nom de son fils à un pilier de la Macronie pour une investiture en Bretagne ou ailleurs, mais fait chou blanc. Autour du chef de l'Etat, des parlementaires se souviennent de cette longue série de rendez-vous manqués entre l'ex-commissaire européen, son fils et le camp macroniste : toutes ces *« avances de Michel »*, sourit le sénateur Renaissance François Patriat, restées sans retour de l'Elysée, qui n'avait pas besoin de ce représentant de l'ancien monde, et qui, pour l'un au moins, ont fini par payer. ■

ARIANE CHEMIN ET IVANNE TRIPPENBACH

Budget : les maires s'impatientent

Les élus des petites villes craignent que l'incertitude nationale ne pèse sur les projets locaux

En ouvrant les 26es assises de l'Association des petites villes de France, qui regroupe les communes de 2 500 à 25 000 habitants, jeudi 19 septembre, à Amboise (Indre-et-Loire), le président, Christophe Bouillon, a rappelé que l'événement était prévu en juin. Mais la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin, a changé la donne. *« On a repoussé les assises pour pouvoir accueillir les membres du nouveau gouvernement*, a noté M. Bouillon. *Ils ne sont pas là. »* La salle a ri.

Cela fait plus de deux mois que les ministres sont démissionnaires. Et les maires s'impatientent. *« Sur des projets ultra-concrets, on est dans un abîme d'incertitude*, confie Daniel Cornalba, maire (sans étiquette) de L'Etang-la-Ville (Yvelines). *On a un cap, on avance mais, en parallèle, la situation actuelle a un vrai impact sur l'équilibre des budgets et le fait de savoir qui seront nos partenaires. »*

Le maire prend un exemple : la population de sa commune vient de bondir de 10 % (à 5 500 habitants) avec la livraison d'une nouvelle résidence. *« Il faut que j'accueille ces familles*, explique-t-il, *que j'agrandisse et que je réaménage l'école. Il y a en a pour 7 millions d'euros, c'est un an de budget pour nous. »* Mais M. Cornalba a dû mal à boucler son tour de table. *« Tout le monde est dans l'incertitude, ça fige les projets »*, constate-t-il, s'interrogeant sur les aides publiques que sa ville pourrait toucher ou sur ses partenaires potentiels, comme le département ou la région, eux-mêmes attentistes.

Même constat pour le maire de Châteauroux, Gil Avérous, qui a quitté Les Républicains cette année. *« En matière de logement, tout est à l'arrêt »*, regrette-t-il. Les acteurs de l'immobilier attendent de savoir si la fiscalité sera remise en cause. *« La vente des terrains à construire est gelée parce que les banques veulent savoir quelle politique économique sera conduite*, poursuit l'élu. *Il y a un besoin d'être rassuré, d'avoir de la lisibilité et un gouvernement au travail... »*

L'un des enjeux est le fonds vert

M. Avérous, qui est aussi président de l'association Villes de France (qui regroupe les communes allant de 10 000 à 100 000 habitants), s'inquiète de la manière dont la loi de finances pour 2025 sera élaborée, et des choix qui seront faits. *« Il ne faut pas qu'on perde une année si on loupe le budget 2025 »*, confie-t-il.

L'un des enjeux est le fonds vert. Dans les documents budgétaires préparatoires du gouvernement Attal, ce dispositif qui appuie les collectivités locales dans la transition écologique, devait être ramené de 2,5 milliards d'euros en 2024 à 1 milliard en 2025. *« Il n'y a pas que la banquise qui fond, il y a aussi le fonds vert. Ce n'est pas sérieux »*, a déploré Christophe Bouillon. Gil Avérous ne cache pas son inquiétude sur les arbitrages budgétaires qui seront rendus. *« Le fonds vert est déclencheur de beaucoup de projets*, rappelle-t-il. *On a besoin de défendre notre position et d'expliquer pourquoi il est vertueux. Mais on n'a aucun interlocuteur ! On est mis en cause sur les finances locales, mais il n'y a personne à qui répondre... »*

La situation ne présente pas que des inconvénients, tempère le maire (Parti radical) de Château-Thierry (Aisne), Sébastien Eugène : *« Cette période de calme a des avantages. Pas d'appels à projet tous les quatre matins, plus d'inflation réglementaire et législative. On peut se concentrer sur les projets en cours et les finaliser. »* Sur les mobilités douces et le plan vélo, il y a un appel à projet *« presque toutes les semaines*, soupire-t-il. *On ne peut même plus y répondre... »* ■

BENOÎT FLOC'H

Le Monde
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024

Nouvelle-Calédonie : un dossier urgent pour le gouvernement

Le scrutin provincial prévu cette année devrait être repoussé, la question du corps électoral, cause de la crise dans l'archipel, n'ayant pas été réglée

Le sujet qui a déclenché une insurrection violente en Nouvelle-Calédonie, le 13 mai, s'apprête à revenir sur la scène politique nationale. Des élections déterminantes sont prévues d'ici au 15 décembre pour renouveler les assemblées des trois provinces du territoire, dont dépend ensuite la composition du gouvernement local, et donc les rapports de force entre indépendantistes et loyalistes.

Mais la gravité de la crise en cours depuis quatre mois pousse, de nouveau, au report de ces élections, d'ici au 30 novembre 2025. Cette date est le délai maximal fixé par le Conseil d'Etat. Car le scrutin, qui avait été assorti par Emmanuel Macron d'une réforme constitutionnelle du corps électoral rejetée par une partie des indépendantistes, avait déjà été décalé de six mois.

Le nouveau premier ministre, Michel Barnier, a écrit, mercredi 18 septembre, aux quatre parlementaires néo-calédoniens pour solliciter leur avis sur la tenue du vote. De leur côté, les présidents de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet (Renaissance), et du Sénat, Gérard Larcher (Les Républicains, LR), ont relancé les réunions sur le sujet, redevenu une urgence.

Le groupe Socialiste, écologiste et républicain du Sénat a déposé, jeudi, une proposition de loi organique pour le report des élections néo-calédoniennes à la fin de 2025. Le texte expose que l'effondrement économique de l'archipel – pour un coût équivalant à un quart de son produit intérieur brut, selon le gouvernement local –, mais aussi la division et la radicalisation de ses forces politiques rendent impossible l'organisation d'une campagne électorale.

« Les émeutes survenues en Nouvelle-Calédonie sont la conséquence de l'adoption à marche forcée du projet de loi constitutionnelle visant à élargir le corps électoral sans accord politique global sur l'avenir du territoire », affirme l'exposé des motifs.

Le président de la République a suspendu sa réforme sous la pression des événements, mais le dialogue politique n'a pas repris pour autant. *« Il faut trouver un moyen pour que les Calédoniens se remettent à parler entre eux*, justifie Patrick Kanner, président des sénateurs socialistes. *C'est une initiative visant à remettre le dossier sur le devant de la scène, à pousser le gouvernement à déposer un projet de loi organique. »*

« Echec total »

De quoi *« provoquer un débat pour que Matignon reprenne le dossier »*, ajoute sa collègue sénatrice Corinne Narassiguin (Parti socialiste, Seine-Saint-Denis). *« De nombreux éléments de la crise vont rester, telles des braises sous la cendre, si l'Etat ne reprend pas un rôle impartial. »*

« On ne voit pas la situation de crise s'éclaircir d'ici à décembre, et on a vu ce que produisait le passage en force sur ces sujets, approuve le constitutionnaliste Ferdinand Mélin-Soucramanien, coauteur du rapport "Réflexions sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie" (2014). *La stratégie du gouvernement a consisté à saucissonner les questions pour éviter d'aborder frontalement la question du statut du territoire et à se servir de la révision constitutionnelle pour tordre le bras de ceux qui ne voulaient pas avancer. C'est un échec total. »*

Le premier ministre a écrit aux quatre parlementaires néo-calédoniens pour solliciter leur avis sur la tenue du vote

Juridiquement, rappelle ce professeur de droit public, la solution la plus correcte pour tenir le scrutin provincial consisterait à revenir à l'universalité du suffrage, *« mais chacun la reconnaît comme inenvisageable »*. Le corps électoral élargi sous condition de dix ans de résidence, schéma qui a relancé la mobilisation indépendantiste, *« n'est plus atteignable à court terme »*, selon M. Mélin-Soucramanien. Qui ne juge plus possible d'envisager des élections sans rouvrir une discussion sur la souveraineté du territoire, car *« ces questions sont interdépendantes »*.

Une majorité devrait se dégager au Parlement en faveur d'un report, qui semble inévitable et avait déjà été suggéré par la commission des lois du Sénat. Mais *« la priorité urgente, et c'est un sujet pour le premier ministre, consiste à entrer en contact avec toutes les parties calédoniennes »*, souligne le sénateur (LR) de la Manche Philippe Bas. *On a eu trop de démarches unilatérales sur ce sujet pour ne pas tenter d'abord de renouer le dialogue. L'autre préalable est d'ouvrir un nouvel horizon économique aux Calédoniens. »*

A l'Assemblée nationale, le président (Renaissance) de la commission des lois, Florent Boudié, prône une *« très grande prudence »*. Car si l'Union calédonienne, la composante dure du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), aimerait tenir le scrutin en cette fin d'année 2024 avec un corps électoral inchangé et proclamer l'indépendance en 2025, les loyalistes veulent, au contraire, repousser les provinciales pour élargir le nombre des votants et gouverner la Nouvelle-Calédonie.

« Report a posteriori »

« Toute initiative qui viendrait forcer un report réveillerait des difficultés », juge M. Boudié. Le gouvernement Attal démissionnaire est aussi partagé, souligne-t-il, *« avec le ministère délégué aux outre-mer, qui opte pour le maintien à 2024, ce qui serait un signal pour apaiser les indépendantistes, et le ministère de l'intérieur, sensible à l'idée d'un report. Mais on pourrait se trouver obligés de valider un report a posteriori, en fonction des circonstances »*. Aussi plaide-t-il pour la mise sur pied rapide d'une mission d'information.

Une délégation des groupes politiques du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, des maires de l'archipel et du Sénat coutumier est attendue à Paris, mardi, pour parler de la reconstruction du territoire. A Nouméa, le Haut-Commissariat de la République, lui, ne peut faire autrement que de préparer les listes électorales comme si le scrutin avait lieu au cours du prochain trimestre.

S'il est maintenu, le décret de convocation des électeurs doit intervenir au plus tard le 15 novembre, le gouvernement néo-calédonien devant être saisi au plus tard le 1er novembre. Si le report à la fin de 2025 est décidé, le gouvernement Barnier devra déposer son projet de loi organique en octobre pour une entrée en vigueur au plus tard le 1er novembre. Dans les deux cas, le temps presse. ■

NATHALIE GUIBERT

A Saint-Louis, « des gens préfèrent mourir que se rendre »

Deux hommes sont morts le 19 septembre dans ce fief indépendantiste

SAINT-LOUIS (NOUVELLE-CALÉDONIE) - *envoyée spéciale*



Depuis un mois et demi, la seule route qui conduit vers le sud de la Grande-Terre s'arrête brusquement au lieu-dit Thabor, qui marque le début de la « traversée de Saint-Louis ». Deux centaures, des véhicules blindés dernière génération, bloquent la circulation, tandis que des gendarmes contrôlent les allées et venues, qui ne peuvent se faire qu'à pied, derrière des *bastion walls*, ces cages de métal doublées de sacs remplis de gravats, qui protègent des tirs et des intrusions. Un checkpoint fortifié digne d'une zone de guerre, jamais vu sur le territoire, mais rendu nécessaire, selon les autorités, par les incessants coups de feu essuyés par les forces de l'ordre à Saint-Louis : plus de trois cents en quatre mois.

Au « verrou nord » de Thabor répond, de l'autre côté de Saint-Louis, le « verrou sud ». Les *bastion walls* y sont encore plus nombreux, car le lieu est *« totalement à découvert »*, s'inquiète le général Nicolas Matthéos, commandant de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie. C'est à quelques mètres de là qu'un gendarme de 22 ans, Nicolas Molinari, est mort, le 15 mai, *« visé entre les deux yeux »*, raconte le général Matthéos. Une enquête pour assassinat a été ouverte. C'est là aussi que sont morts deux hommes tués par balle, lors d'une opération spéciale de la gendarmerie, le 19 septembre.

Sur la carte épinglée dans l'état-major de la gendarmerie, à Nouméa, une ligne rouge symbolise les six kilomètres de route interdits à toute circulation automobile. *« Saint-Louis, c'était déjà un problème, lors de mon premier séjour en Nouvelle-Calédonie, il y a plus de quinze ans, ça l'est encore aujourd'hui. Toute insurrection commence ici et se termine ici, bien longtemps après que le calme est revenu partout ailleurs »*, analyse le général Matthéos.

Onze hommes recherchés

D'abord « modèle » du développement d'une économie indigène sous la férule de la congrégation religieuse des pères maristes au XIXe siècle, Saint-Louis prit fait et cause pour l'indépendance, dans les années 1980. Avec le délitement des liens religieux, une partie de la jeunesse a fini par sombrer dans la délinquance. En vingt ans, cinquante jeunes seraient décédés de mort violente à Saint-Louis, qui compte à peine mille deux cents habitants.

Au total, onze hommes, âgés de 20 à 45 ans, sont toujours activement recherchés par les gendarmes, pour leur implication dans les coups de feu sur les forces de l'ordre, mais aussi dans les soixante vols de véhicule, à main armée, commis à partir de juin, et qui ont pesé dans la décision de fermer la route à la circulation, à la mi-juillet. *« On a d'abord essayé de faire traverser les gens en convoi. Mais les gendarmes de l'escorte se retrouvaient sous un feu nourri »*, explique le général Matthéos. Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie (équivalent du préfet), Louis Le Franc, *« assume cette décision inédite. Tous les jours, je pense aux quelque quinze mille personnes qui vivent au Mont-Dore sud et à Yaté, aux entreprises qui ont fermé leurs portes »*, détaille-t-il.

Marchandises, bétail, travailleurs : seule la voie maritime permet de maintenir le lien avec le reste du pays. Chaque jour, des norias de semi-rigides de douze places et deux navettes d'une centaine de places font l'aller-retour vers Nouméa. Trois mille huit cents personnes sont ainsi transportées quotidiennement vers leur lieu de travail ou à l'école. Au prix d'un réveil aux aurores.

Comme d'autres habitants du sud, Francine a fait le choix de venir s'installer à Nouméa *« parce que sinon j'allais finir par perdre mon travail. Mes filles sont restées avec mes parents, elles viennent me voir en navette sur mes jours de congé*, raconte-t-elle. *Moi je préfère ne pas prendre le bateau, j'ai peur de ne pas pouvoir revenir à temps pour prendre mon poste. »* La fermeture de la route a aussi eu raison de l'entreprise de vidange de Christelle, déjà en difficulté. *« Mes camions sont au sud, inaccessibles. J'ai préféré arrêter les frais »*, déplore la quinquagénaire, qui tient un camion-épicerie en attendant des jours meilleurs.

Entre exaspération et colère

« Je suis extrêmement déterminé à rouvrir la route, assure Louis Le Franc. *On ira chercher tous ceux qui sèment le trouble à Saint-Louis. Et je n'ai qu'un conseil à leur donner, c'est de se rendre. C'est la seule issue qui leur sauvera la vie »*, estime le haut-commissaire. Une option que n'ont pas choisie Samuel Moekia et Johan Kaidine, les deux trentenaires tués au cours de l'opération spéciale, menée par le GIGN, pour aller les chercher. *« Nous sommes face à des gens qui préfèrent mourir que se rendre »*, constate le général Nicolas Matthéos.

Avec, en toile de fond, la peur de se rendre au « Camp-Est », la prison de Nouméa, où les détenus s'entassent à quatre dans 9 mètres carrés, vingt-deux heures sur vingt-quatre. Sur les onze recherchés, la grande majorité y a déjà effectué un ou plusieurs séjours. Roch Wamytan, leader indépendantiste et responsable coutumier de Saint-Louis, pointe lui aussi le problème de la politique carcérale : *« Cette prison a une capacité de 400 places, mais six cents personnes y sont placées,* [et sont] *à 90-95 % des Kanak »*, déplorait-il sur la chaîne de télévision NC La Première, la veille de la mort de Samuel Moekia et Johan Kaidine.

Les habitants oscillent entre exaspération et colère envers les forces de l'ordre. Pour eux, ces jeunes sont certes des délinquants de droit commun, mais avant tout des militants indépendantistes *« combattants de la liberté »*. *« Les gens ne parlent pas, même si l'on sait que ceux que l'on recherche ont été exclus et vivent en marginaux »*, estime le général Matthéos. Jeudi, au « verrou nord », la rancœur s'est exprimée au cri de *« gendarmes assassins »*, face à la violence crue de l'intervention qui s'est déroulée à l'aube. Ce sont les habitants qui ont amené Samuel Moekia et Johan Kaidine au checkpoint. L'un était déjà mort, l'autre, gravement blessé, n'a pas survécu au transport vers l'hôpital. Au même moment, quarante-huit enfants de la tribu passaient le checkpoint pour prendre le bus scolaire. ■

CH. M.

L'archipel retient son souffle avant une Fête de la citoyenneté sous haute tension

Les autorités vont déployer 6 000 gendarmes, policiers et militaires pour empêcher tout débordement à l'occasion du 24 septembre, qui marque le début de la colonisation française

NOUMÉA - *correspondante*

Il n'y aura pas de 13 mai bis. L'Etat, surpris par l'ampleur des violences qui ont dévasté l'archipel il y a quatre mois, en fait la promesse. Le couvre-feu, assoupli ces dernières semaines, a été durci : jusqu'à mardi 24 septembre, les Néo-Calédoniens ont interdiction de circuler entre 18 heures et 5 heures du matin. La vente d'alcool à emporter est également prohibée, tout comme les rassemblements.

« Il y aura six mille policiers, gendarmes et militaires sur le terrain. C'est sept fois les effectifs dont nous disposions le 13 mai », souligne Théophile de Lassus, le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. Des *« colonnes de déblaiement »* se tiendront également prêtes à détruire d'éventuels barrages.

La tribu de Saint-Louis, où deux hommes ont été tués, jeudi 19 septembre, au cours d'une opération de gendarmerie, et les quartiers sensibles de Nouméa *« feront l'objet d'une attention particulière »*, selon les autorités. Pour autant *« rien ne permet aujourd'hui d'affirmer qu'un regain de violence va avoir lieu le 24 septembre »*, estime Théophile de Lassus.

Depuis les années 1970, les indépendantistes parlent du 24 septembre comme du « jour de deuil du peuple kanak »

Officiellement « Fête de la citoyenneté » depuis 2004, la journée, fériée dans l'archipel, marque la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, en 1853. Ce jour-là, à Balade, sur la côte est de la Grande Terre, l'amiral Auguste Febvrier-Despointes levait pour la première fois les couleurs tricolores sur le territoire. Pendant longtemps, la Nouvelle-Calédonie a célébré chaque 24 septembre le « rattachement à la France », terme éludant la question de la colonisation. Avec l'émergence de la revendication indépendantiste dans les années 1970, la commémoration est contestée. En 1974, une contre-manifestation est réprimée. A compter de ce jour, les indépendantistes parleront de *« jour de deuil du peuple kanak »*.

Calme très précaire

Aucun appel à manifester n'a été lancé par le camp indépendantiste pour le 24 septembre. Seuls les grands chefs coutumiers réunis au sein de l'association Inaat Ne Kanaky entendent prononcer une *« déclaration unilatérale de souveraineté »* sur les chefferies, au cours d'une cérémonie qui se déroulera sur l'île de Maré.

Mais le calme reste très précaire dans l'archipel, et la mort, jeudi, de Samuel Moekia et Johan Kaidine, portant à treize le nombre total de décès depuis le début des violences, a ravivé les tensions. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu dans les quartiers sensibles de Nouméa et de sa banlieue. *« On a eu affaire à des groupes de quatre à cinq personnes, quinze au maximum. Rien à voir avec les milliers de jeunes qui sont descendus dans la rue le 13 mai »*, souligne Jean-Marie Cavier, le directeur territorial de la police nationale. La colère gronde aussi hors de l'agglomération. A Bourail, la grande case qui marque l'entrée du domaine de Deva, appartenant à la province Sud, collectivité dirigée par la cheffe de file loyaliste Sonia Backès, a été incendiée.

Jeudi, le Front de libération nationale kanak et socialiste a appelé *« l'ensemble de la population à ne pas céder à la violence »*, tout en accusant les représentants de l'Etat, *« poussés par la droite extrémiste locale »*, d'avoir *« décidé un passage en force dont l'objectif n'est autre que d'abattre encore du Kanak »*. De son côté, la branche dure des loyalistes a salué, à l'instar de Virginie Ruffenach, vice-présidente du Rassemblement-Les Républicains, *« le travail des forces de l'ordre, qui interviennent au péril de leur vie à Saint-Louis. Depuis trop d'années, ces délinquants terrorisent les habitants du Mont-Dore. Il est par conséquent indispensable qu'une reconquête républicaine ait lieu à Saint-Louis et aux abords »*, a réagi l'élue sur les réseaux sociaux. Sans un mot pour la perte de deux vies humaines. ■

CHARLOTTE MANNEVY

Le diplomate Luis Vassy nommé à la tête de Sciences Po

L'ancien directeur de cabinet de Stéphane Séjourné au Quai d'Orsay met en avant son désir de « redresser l'image » de l'institution


Luis Vassy, à l'ouverture de Tapis Rouge, le festival du film français à Amsterdam, le 30 octobre 2019. MARTIN BERTRAND/HANS LUCAS VIA AFP

La promotion Senghor de l'Ecole nationale d'administration (ENA) – celle d'Emmanuel Macron – vient de fournir un second directeur à Sciences Po : après Mathias Vicherat fin 2021, c'est Luis Vassy qui prend la suite, adoubé par les deux conseils de gouvernance de l'établissement parisien les 19 et 20 septembre. Ancien directeur de cabinet de Stéphane Séjourné au Quai d'Orsay, ce diplomate devra rétablir la sérénité au sein d'une école en crise. Eprouvée, d'abord, par la démission de M. Vicherat au mois de mars 2024, renvoyé devant la justice avec son ex-compagne pour des faits de violences conjugales. Déchirée, ensuite, par le conflit entre Israël et le Hamas durant tout le printemps, avec une forte mobilisation étudiante contre la guerre à Gaza, suivie de nombreuses critiques.

L'administrateur provisoire nommé après la démission de Mathias Vicherat, Jean Bassères, expatron de France Travail (anciennement Pôle emploi), laissera place officiellement à Luis Vassy une fois qu'aura été publié au *Journal officiel* un décret du président de la République, qui nomme le directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, et un arrêté du futur ministre de l'enseignement supérieur, qui nomme l'administrateur de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). Luis Vassy s'apprête à endosser ces deux fonctions.

« Projet le plus solide et abouti »

Avec 19 voix sur 25 (dont 3 votes blancs), le conseil d'administration de la FNSP, composé de nombreux membres extérieurs au monde universitaire (Alexandre Bompard, PDG de Carrefour, Ramon Fernandez, directeur financier de CMA CGM, Henri de Castries, président de l'Institut Montaigne...), a confirmé le choix effectué la veille par le conseil de l'Institut (20 voix sur 31 au second tour), où siège une majorité d'enseignants et de chercheurs.

Rostane Mehdi, professeur de droit public et directeur de l'IEP d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), a obtenu devant les deux instances respectivement 9 et 3 voix. La troisième candidate en lice, Arancha Gonzalez Laya, doyenne de l'école des affaires internationales de Sciences Po, a fait le choix de se retirer de la course, vendredi matin, après n'avoir obtenu que 8 suffrages devant le conseil de l'IEP. Parmi les trois aspirants retenus après une première sélection début septembre, les deux instances de gouvernance ont opté pour le seul qui présente un profil non universitaire et qui a fait l'ENA. *« Dire "Encore un énarque !", c'est un commentaire paresseux*, balaie Laurence Bertrand-Dorléac, présidente de la FNSP. *Tous les énarques ne se ressemblent pas et tous les universitaires non plus, d'ailleurs. »* Pour Mme Bertrand-Dorléac, Luis Vassy, né d'un père ingénieur agronome uruguayen et d'une mère juriste argentine, tous deux réfugiés politiques, est un *« modèle d'intégration et de réussite »*. Un profil qui intrigue autant qu'il séduit.

Balayant les critiques, elle assure que le nouveau directeur, un *« gros travailleur »*, a été choisi car il présentait *« le projet le plus solide et le plus abouti à la fois à l'écrit mais aussi à l'oral, qui est l'épreuve de vérité »*. L'historienne rappelle que Luis Vassy, ambassadeur de France aux Pays-Bas de 2019 à 2022, n'est pas le premier diplomate à la tête de Sciences Po : *« Il y a eu Roger Seydoux entre 1936 et 1947, un pionnier en matière d'ouverture sociale en lien avec le gouvernement du Front populaire. »* Selon les informations recueillies par *Le Monde*, Luis Vassy aurait tiré son épingle du jeu en proposant *« plus de changements »* que les autres. Arancha Gonzalez Laya aurait été critiquée pour son *« manque de précision »*, tandis que Rostane Mehdi, tout en convainquant une partie des universitaires, salariés et élus étudiants, aurait laissé naître *« des doutes quant à sa capacité à diriger Sciences Po »*.

« Arancha Gonzalez Laya n'a pas bénéficié de sa candidature interne alors que lui a tiré avantage d'être un candidat de l'extérieur, même si personne ne sait ce qu'il sera vraiment en tant que directeur », affirme une autre source. *« Il plane un doute sur Luis Vassy »*, lâche un membre du conseil de la FNSP. Car le nouveau directeur serait aussi un candidat jugé conforme aux exigences exprimées devant le conseil d'administration de la FNSP le 13 mars, par l'ancien premier ministre Gabriel Attal, qui avait alors directement imposé l'ajout d'un critère, « respect des valeurs de la République », dans la fiche de poste du futur directeur.

Les deux instances de gouvernance ont opté pour le seul aspirant qui présente un profil non universitaire et qui a fait l'ENA

S'invitant à cette réunion du conseil d'administration, après une mobilisation propalestinienne la veille dans un amphithéâtre, il avait estimé que l'école était sous l'influence idéologique d'une *« minorité agissante »* d'étudiants militants contre laquelle il fallait lutter. Quel positionnement a adopté le candidat au sujet de cette mobilisation étudiante ? *« Ce que je peux dire, c'est qu'il a convaincu un certain nombre d'étudiants, et de plusieurs bords »*, assure Laurence Bertrand-Dorléac.

« Forger un consensus »

Depuis les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, les positions pro-israéliennes de Luis Vassy, dans la ligne de celles de l'Elysée au début de la guerre de Gaza, ont alimenté les tensions au sein du Quai d'Orsay, face aux diplomates présents dans la région, plus sensibles aux positions défendues par les capitales arabes.

Pour l'Union étudiante de Sciences Po, *« un nouveau cap est franchi avec la désignation d'un proche d'Emmanuel Macron donnant ainsi les clés de l'établissement au chef de l'Etat »*, écrit le syndicat dans un communiqué, vendredi soir. *« La venue de Gabriel Attal ne peut en aucun cas être considérée comme un simple "symbole" ou comme le résultat d'un mauvais conseil de son collaborateur, comme cela a été dit par M. Vassy devant le conseil : cette intervention du premier ministre a eu des répercussions concrètes sur la vie étudiante comme l'intervention de la police sur le campus. »*

Dans son projet, l'ex-ambassadeur a plaidé pour un *« apaisement en interne »*, seul à même de *« redresser l'image de Sciences Po dans les médias et l'opinion, ainsi que chez les partenaires académiques, institutionnels et financiers »*. Il invitait à *« se tenir à la civilité du débat démocratique »*, ce qui nécessite de *« forger un consensus au sein de l'institution sur les problèmes liés à la diffusion de la culture des réseaux sociaux au sein de l'université »*, telle que *« l'instantanéité aux dépens de la réflexion, la mobilisation des émotions aux dépens de la démonstration »*, développait-il. Pour ce diplômé de l'ENA, de l'Ecole normale supérieure Cachan et de Sciences Po, les *« ruptures du temps présent »* – les conflits à l'étranger, l'environnement, le numérique et la question européenne – doivent guider l'enseignement et la recherche de cette *« université de la contemporanéité »*. Interrogé sur son parcours académique par un membre du conseil de l'Institut, Luis Vassy aurait répondu, selon plusieurs sources : *« Je ne m'excuse pas d'avoir fait l'ENA car, sans l'ENA, je ne serais pas ici. J'ai passé vingt ans avec un père ancien guérillero et je suis passé à l'ENA et à l'ENS... Qu'est-ce qui me détermine le plus dans tout cela ? »* ■

Pour Luis Vassy, les « ruptures du temps présent » doivent guider l'enseignement et la recherche de cette « université de la contemporanéité »

SOAZIG LE NEVÉ

ÉDUCATION

Inquiétudes autour de la situation budgétaire des universités

Les présidents d'université, réunis au sein de France Universités, et le Snesup-FSU, premier syndicat de l'enseignement supérieur, se sont inquiétés vendredi 20 septembre de la situation financière des universités, dont 60 pourraient être en déficit en 2024, avec des répercussions sur leur fonctionnement. *« En 2022, quinze universités étaient en déficit. En 2023, il y en avait trente. Pour 2024, il y en a 60 sur 74 qui ont voté un budget initial en déficit »*, a fait remarquer Virginie Dupont, vice-présidente de France Universités et présidente de l'université Bretagne-Sud. *« Ce sont des économies à trouver un peu sur toutes les lignes, donc ça peut être des personnes qui ne seront peut-être pas recrutées s'il y a des départs »*, précise-t-elle. – *(AFP.)*

JUSTICE

Blanchiment en bande organisée : jusqu'à sept ans de prison requis à Bobigny

Le parquet de Bobigny a requis, vendredi 20 septembre, des peines allant jusqu'à sept ans de prison contre 19 hommes pour leur participation à des systèmes de blanchiment entre des grossistes chinois d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), l'Europe et la Chine. – *(AFP.)*

Le Monde
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024

Mort de Steve à Nantes : le commissaire relaxé

Selon le tribunal correctionnel de Rennes, le responsable du maintien de l'ordre « n'a pas commis de faute »

NANTES - *correspondant*

La mort de Steve Maia Caniço trouve bien son origine dans l'opération de police orchestrée, le 22 juin 2019, peu après 4 heures du matin, pour faire cesser la musique des derniers sound systems installés sur le quai Wilson, à Nantes, à l'occasion de la Fête de la musique. Dans son jugement rendu vendredi 20 septembre, le tribunal correctionnel de Rennes a conclu à l'existence d'*« un lien entre l'utilisation par la police des gaz lacrymogènes et la chute de Steve Maia Caniço dans la Loire, et par là même avec son décès par noyade »*, ainsi que l'a rapporté Marianne Gil, présidente du tribunal.

L'utilisation des gaz lacrymogènes a *« concouru à créer la situation qui a mené à la mort de Steve Maia Caniço »*, appuie M^me^ Gil. Mais cette action, selon la justice, *« ne constitue pas la cause directe et exclusive du décès »*. Et le commissaire Grégoire Chassaing, qui a mené l'intervention controversée, n'a *« pas commis de faute »*. Fort de cette analyse, le tribunal correctionnel a relaxé l'intéressé du chef d'homicide involontaire.

La nuit du drame, le climat s'était embrasé en un éclair lorsqu'un DJ avait relancé la musique à l'heure de l'extinction du son. Les policiers avaient essuyé rapidement une pluie de projectiles et avaient riposté avec un déluge de grenades lacrymogènes, semant la panique parmi les fêtards. Le quai Wilson, lieu de la fête techno, était à l'époque dépourvu de barrières de sécurité. A 4 h 33, Steve Maia Caniço, animateur périscolaire de 24 ans, avait basculé dans le fleuve.

Grégoire Chassaing a rappelé n'avoir utilisé aucun moyen lacrymogène, ni donné l'ordre à ses équipiers d'en faire usage

« Un repli était possible »

Le 13 juin, le procureur de la République Philippe Astruc et son adjoint, Tanguy Courroye, avaient demandé une condamnation et requis *« une peine de principe »* à l'encontre du commissaire Grégoire Chassaing. A l'heure de la chute fatidique, l'usage des armes par les effectifs placés sous les ordres du commissaire de police n'était *« ni absolument nécessaire, ni strictement proportionné »*, avait énoncé le vice-procureur, estimant également qu'*« un repli était possible »*.

La mission consistant à faire cesser la musique à 4 heures du matin était inscrite *« sur la feuille de route du commissaire »*, signée par sa hiérarchie, fait valoir la présidente Marianne Gil. Pour mener à bien cet objectif, Grégoire Chassaing est *« passé en début de soirée voir les DJ des murs de son pour les prévenir »*. Les échanges, à cet instant, étaient *« cordiaux »*. Les heurts qui ont éclaté au retour des policiers n'ont aucune justification, développe en creux le tribunal. Les policiers, non casqués, ont expliqué *« avoir eu recours à l'usage de grenades lacrymogènes non pas pour assurer une mission de maintien de l'ordre, mais en état de légitime défense »*.

Face au tribunal, Grégoire Chassaing a rappelé n'avoir utilisé aucun moyen lacrymogène à titre personnel, ni donné l'ordre à ses équipiers d'en faire usage, assurant : *« Chacun s'est senti en danger et avait peur pour son intégrité physique, voire pour sa vie. »* Le tribunal correctionnel de Rennes considère que le commissaire Chassaing *« ne pouvait empêcher ses équipiers »* d'employer ces grenades. Et relève qu'il a passé *« à deux reprises un message radio manifestant sa volonté de faire baisser la pression »*, et amorcé une sorte de *« repli derrière le bunker »*, en direction des véhicules de police. *« Je n'ai pas été irréprochable ce soir-là*, avait confessé Grégoire Chassaing lors de l'audience. *Qui l'aurait été dans une telle situation ? Je n'ai pas tout maîtrisé (...). La situation était tellement dégradée que j'ai fait de mon mieux. »*

« Justice a été rendue, a réagi Louis Cailliez, avocat du commissaire. *Grégoire Chassaing est un homme innocent. »* La défense *« a crié dans le désert pendant cinq ans »*, expose-t-il, avant de reprendre : *« C'est peut-être une surprise pour certains, mais cette décision n'est que le strict reflet de la vérité factuelle et juridique de ce dossier. »* Saluant *« la dignité absolue »* de la famille et des proches de Steve Maia Caniço, l'avocat du commissaire avance : *« La relaxe qui vient d'être prononcée n'est absolument pas un camouflet pour les parties civiles (...). Une relaxe qui est conforme au droit doit être acceptée et comprise par tous. »*

Pour Cécile de Oliveira et William Pineau, avocats de la famille, le tribunal pointe *« une action policière extrêmement discutable face à des jeunes gens qui étaient simplement là pour écouter de la musique »*. Les parties civiles sont désormais suspendues à la décision du parquet de faire appel ou non. Sollicité, le parquet de Rennes a déclaré qu'il statuerait *« avant la fin du délai d'appel »* de dix jours, *« après avoir procédé à une analyse juridique de la décision du tribunal correctionnel ayant relaxé le commissaire Chassaing »*. Louis Cailliez, de son côté, veut croire que le jugement de ce 20 septembre constituera *« l'épilogue d'un long combat judiciaire »*. ■

YAN GAUCHARD

Procès des viols de Mazan : la diffusion des vidéos ne sera pas « systématique »

Le président de la cour a décidé d'imposer un huis clos lorsque les images seront projetées

AVIGNON - *envoyé spécial*

La vidéo de Dominique Pelicot et de Jacques C. abusant de Gisèle Pelicot complètement inerte, diffusée la veille, est encore dans les esprits lorsque l'avocat général, Jean-François Mayet, se lève pour prendre la parole, vendredi 20 septembre, à l'ouverture de l'audience. *« Sans ces vidéos, il n'y aurait pas ce procès, car M^me^ Pelicot ne se souvient de rien, et, quand bien même elle se serait souvenue d'un fragment de ce dont elle aurait été victime, sa parole aurait été contestée. Je souhaite donc que, pour l'ensemble des accusés, les images les plus représentatives de ce qui a pu se passer soient regardées par la cour, pour ceux qui contestent comme pour ceux qui reconnaissent. »* Malaise sur les bancs des accusés.

Initialement, seules les vidéos concernant ceux qui contestent les faits devaient être visionnées. Mais, puisque ceux qui reconnaissent les faits contestent souvent avoir eu l'intention de les commettre et puisque certains affirment que leur seule faute a été de mettre du temps à se rendre compte de l'anormalité de la situation, l'avocat général estime que la diffusion des vidéos permettra de lever certains doutes.

Stéphane Babonneau, avocat de Gisèle Pelicot, soutient la demande : *« Certains accusés expliquent : "Pendant les faits, je ne me sentais pas bien, mais je n'ai pas eu l'impression de commettre un viol, ce n'est qu'après que je m'en suis rendu compte." Il faut qu'ils puissent expliquer en quoi, au moment d'accomplir ces actes, ils ne pensaient pas commettre un viol. »*

Béatrice Zavarro, avocate de Dominique Pelicot, n'y voit pas d'inconvénient. Ses confrères en défense des cinquante coaccusés ne sont pas de cet avis. *« La demande de l'avocat général n'est pas pour votre cour*, s'offusque l'un. *Elle est pour tous ceux qui, au-dehors, cherchent à s'abreuver du sang qui peut couler de cette justice ! »* Un autre : *« La justice, pour bien passer, n'a pas besoin d'un déballage pornocriminel nauséabond, qui confine à une certaine forme de voyeurisme. La dignité, c'est celle de la partie civile, mais également celle de chaque accusé. »*

Après un quart d'heure de réflexion, Roger Arata, président de la cour criminelle du Vaucluse, tranche : *« Les diffusions ne seront pas systématiques, elles se feront à la demande de l'une ou l'autre des parties, dans le but unique de la manifestation de la vérité. Considérant que ces images sont indécentes et choquantes, elles seront diffusées en la seule présence des parties et de la cour, et je ferai évacuer la salle. »* Il répète : *« Ces images sont indécentes et choquantes. »*

La presse, initialement autorisée, contrairement au public, à assister à la diffusion des vidéos, ne l'est plus. Gisèle Pelicot avait refusé le huis clos pour ce procès. Le président le lui impose pour une partie de l'audience cruciale, puisqu'il s'agit de l'étude des preuves que constituent ces vidéos.

« Attends, laisse-la respirer »

Lors du débat matinal, une avocate de la défense, hostile à la diffusion systématique, s'était interrogée : *« Quel intérêt ? Une vidéo permettrait de prouver un élément intentionnel ? »* Il faut croire que oui. Dans la foulée du débat était étudié le cas de Cyrille D., 54 ans, accusé d'avoir imposé une fellation à Gisèle Pelicot dans son sommeil.

« A quel moment avez-vous réalisé qu'il s'agissait d'un viol ?, lui demande M^e^ Babonneau.

– Une fois rentré chez moi.

– C'est une question importante, insiste M^e^ Babonneau, *et, en fonction de votre réponse, j'envisage de faire projeter les images. Nous avons une vidéo où vous introduisez votre pénis dans la bouche de M^me^ Pelicot, elle subit un risque vital de régurgitation, Dominique Pelicot vous dit : "Attends, laisse-la respirer", et vous êtes en train de nous dire que vous n'avez pas conscience que vous êtes en train de la violer ?*

– Je ne pense pas avoir un rapport consenti hein...

– Donc vous êtes conscient que vous êtes en train de la violer. »

L'accusé hésite un instant, puis répond : *« Oui, quelque part.*

– Merci. Si vous m'aviez dit non, j'aurais demandé à faire diffuser la vidéo. » ■

HENRI SECKEL

Le pari québécois du quantique français

A Sherbrooke, les start-up Quandela et Pasqal disposent d'un poste avancé pour attaquer le marché américain

REPORTAGE
SHERBROOKE (QUÉBEC)

A 150 kilomètres à l'est de Montréal, à Sherbrooke, la physique quantique est partout, jusque dans les canettes de bière. Concoctée au milieu des années 2010 par deux anciens doctorants de l'Institut quantique de la faculté des sciences, cette *India Quantum Ale* pourrait prétendre au titre de boisson officielle de l'ex-bastion de l'industrie textile québécoise devenu l'une des capitales mondiales de cette technologie du futur. Celle-ci permettra aux ordinateurs qui l'utiliseront (les particules y remplaceront alors les puces) d'effectuer des calculs incroyablement plus vite qu'un ordinateur classique.

« Il y a peu d'écosystèmes dans le monde qui soit autant concentré et coordonné qu'ici », savoure Julien Camirand Lemyre. En plus d'avoir eu le bon goût d'inventer l'India Quantum Ale, ce docteur en ingénierie des micro-aimants a créé, en 2020, Nord Quantique, start-up canadienne symbole de l'effervescence qui règne à Sherbrooke.

Lancée début 2022 par le gouvernement québécois, la Zone d'innovation quantique vise, en rapprochant recherche et entrepreneuriat, à concrétiser les promesses de la technologie pour l'informatique, la cryptographie, les capteurs ou les matériaux. Pour cela, un espace de 4 600 mètres carrés finit d'être aménagé dans l'ancien siège du journal *La Tribune*. Les jeunes pousses peuvent y louer des bureaux, des salles de réunion et surtout des appareils ultramodernes qu'elles pourraient difficilement s'offrir pour leurs expérimentations.



L'ordinateur quantique d'IBM à Bromont (Québec), le 13 septembre. ADIL BOUKIND POUR « LE MONDE »

« Terreau fertile »

Afin de trouver les meilleurs cerveaux, il leur suffit de remonter la colline vers l'Institut quantique. Fondée il y a quarante-cinq ans pour se démarquer des grandes universités de Montréal, comme McGill, l'école est une référence mondiale. Elle compte trois cents étudiants et trente-neuf professeurs, dont Alexandre Blais, la star canadienne de la spécialité. La présence à Bromont, à une heure de route de Sherbrooke, de la seule usine canadienne d'IBM, contribue aussi au rayonnement de la zone : le géant américain de l'informatique y a installé l'un de ses quatre ordinateurs quantiques en fonctionnement dans le monde.

C'est ce *« terreau fertile »* qui a séduit Valérian Giesz, cofondateur et directeur général de Quandela, start-up française spécialisée dans l'ordinateur quantique, rencontré à Sherbrooke, vendredi 13 septembre, lors d'une visite à laquelle *Le Monde* était invité.

Sa société a créé, le 12 septembre, sa filiale canadienne et installé une de ses machines dans un ancien couvent de la congrégation des Sœurs Grises reconverti en centre de calcul informatique par Exaion, une filiale d'EDF, et géré par Pinq2, une plate-forme créée par le gouvernement québécois pour permettre aux industriels de tester les bienfaits du quantique.

Les aides gouvernementales expliquent aussi le succès de Sherbrooke. *« Sur les 90 millions de dollars canadiens* [60 millions d'euros] *que nous projetons d'investir ici sur cinq ans pour construire nos ordinateurs, 15 millions ont été prêtés par le Québec »*, note Raphaël de Thoury, le directeur général de Pasqal Canada, start-up française déjà présente dans la Zone quantique. Sherbrooke offre un dernier attrait : située à 50 kilomètres à peine de la frontière avec les Etats-Unis, la ville peut servir de poste avancé pour attaquer le marché américain.

« Tout le monde est parti d'une feuille blanche et la taille ne fait pas tout », affirme M. Giesz, qui ne voit pas pourquoi le quantique tricolore devrait nourrir des complexes face aux Américains. L'aura d'Alain Aspect, Prix Nobel de physique en 2022, a créé des vocations entrepreneuriales chez les jeunes chercheurs. Quandela, Pasqal et leurs consœurs Alice & Bob, C12 et Quobly sont des essaimages des grandes écoles françaises. *« L'accord que nous avons signé avec IBM en juin dans les supercalculateurs prouve que notre technologie est reconnue »*, appuie Raphaël de Thoury.

Le plan quantique de janvier 2021, qui promet d'injecter un milliard d'euros de fonds publics dans cette technologie, a placé la France dans la course mondiale, avec comme principale initiative le programme Proqcima. Lancé en mars par le ministère des armées, ce projet, doté de 500 millions d'euros, doit permettre de disposer, en 2032, de deux modèles d'ordinateurs prêts à passer l'échelle industrielle.

> **Le plan quantique de janvier 2021 a placé l'Hexagone dans la course mondiale**

Ces engagements suffiront-ils ? Jusqu'à présent, les jeunes pousses françaises du quantique ont trouvé dans l'Hexagone les dizaines de millions d'euros nécessaires à leur éclosion. Mais, lorsque Pasqal a visé la barre de la centaine de millions, fin 2023, pour passer à une phase industrielle, il a dû se tourner vers le fonds souverain singapourien Temasek et le pétrolier saoudien Aramco.

Quandela, dont la dernière levée de fonds d'un montant de 50 millions d'euros remonte à novembre 2023, pourrait, lui aussi, se tourner vers des investisseurs étrangers pour son prochain financement. Soucieux de créer une industrie numérique, les pays du Golfe, dont les fonds souverains regorgent de dollars, regardent de plus en plus vers le quantique. Une délégation du Qatar a ainsi visité en juin les installations de Quandela à Massy (Essonne).

« Acculturer les industriels »

Cette internationalisation de la filière pose des questions de souveraineté technologique. Soumis, dans tous les pays développés, à des régimes de contrôle des exportations, le quantique trouve de nombreuses applications dans les domaines militaire, énergétique ou pharmaceutique.

« Si nous souhaitons faire émerger un ou plusieurs acteurs en mesure de rivaliser avec les Américains ou les Chinois, il faudra le faire à l'échelle européenne », analyse Laurent Samama, associé du fonds d'investissement français Jolt Capital, spécialisé dans les sociétés de hautes technologies.

« Ce qui manque le plus, ce sont les cas d'usage », explique Andréa Le Vot, responsable de la coordination des activités quantiques du Crédit agricole, l'une des banques françaises les plus engagées dans ce domaine. *« Il faut encore acculturer les industriels au quantique »*, poursuit Siméon Valdman, le directeur général de la Maison du quantique créée à Station F, à Paris, en octobre 2023, justement afin d'évangéliser l'industrie.

L'exemple de la Zone quantique québécoise pourrait aider à industrialiser le quantique en France. En visite à Sherbrooke en septembre 2023, Valérie Pécresse, la présidente de la région Ile-de-France, a été séduite par la zone « tout-en-un ». Elle aimerait l'importer sur le plateau de Saclay (à cheval sur l'Essonne et les Yvelines), où se trouvent les plus grands laboratoires français de quantique, à l'Ecole normale supérieure, l'Institut d'optique ou Polytechnique. ■

OLIVIER PINAUD

Les consommateurs britanniques se rebellent contre Google

Les plaintes collectives se multiplient au Royaume-Uni contre le groupe californien, l'accusant de pratiques anticoncurrentielles

LONDRES - *correspondance*

Une centaine de livres pour chacun des 65 millions de consommateurs que compte le Royaume-Uni, c'est le montant que Nikki Stopford réclame à Google. Soit 7 milliards de livres (8,3 milliards d'euros) au total. Cofondatrice de l'organisation de défense des consommateurs Consumer Voice, elle a déposé une plainte collective en leur nom. Un tribunal a commencé à examiner sa validité, mercredi 18 septembre, et rendra son verdict d'ici un mois, ouvrant la voie à un procès.

« Google a conclu des accords avec tous les fabricants de téléphones portables souhaitant utiliser son système d'exploitation Android, détaille M^me^ Stopford. *S'ils veulent avoir accès à son Play Store, ils doivent s'engager à installer et à promouvoir son moteur de recherche et son portail Chrome. »* A cela s'ajoutent des versements à Apple *« à hauteur de plusieurs milliards de dollars »* pour s'assurer que son moteur de recherche figure par défaut sur les iPhone, précise-t-elle.

Résultat, *« au Royaume-Uni, plus de 90 % des recherches en ligne passent par Google, contre moins de 5 % par Bing »*, dit encore Mme Stopford. Ce monopole – et l'absence de concurrence qu'il suscite – permet à Google de vendre ses espaces publicitaires à des prix surfaits. Elle cite la Competition and Markets Authority, le régulateur de la concurrence au Royaume-Uni, qui a démontré que le coût par clic, soit le montant facturé à un annonceur lorsqu'un internaute clique sur sa publicité en ligne, était 30 % à 40 % plus cher chez Google que chez Bing.

« Ces surcoûts sont alors répercutés sur les consommateurs », poursuit la cofondatrice de Consumer Voice. Et comme quasi tous les commerces britanniques font de la publicité sur Google, la pratique a un impact sur le prix des biens vendus au Royaume-Uni.

« Commissions excessives »

Ce n'est pas le seul procès visant Google outre-Manche. Aux côtés des Pays-Bas, le Royaume-Uni est le pays européen où le groupe américain affronte le plus d'actions en justice, indique l'avocat Damien Geradin, qui est impliqué dans une autre plainte collective, engagée par Barry Rodger, professeur de droit de la concurrence à l'université de Strathclyde. *« Je représente environ 2200 développeurs d'apps, essentiellement des PME »*, explique ce dernier.

Ils n'ont pas d'autre choix que de passer par le Play Store de Google pour commercialiser leurs produits, en raison de la domination de ce dernier sur les smartphones utilisant Android. *« Cela permet à Google de leur facturer des commissions excessives, pouvant atteindre 30 % »*, complète-t-il. Sa plainte, déposée fin août, réclame 1 milliard de livres à Google pour compenser les pertes subies par les développeurs d'applications depuis 2018.

Le géant de la tech devra d'abord se défendre dans une autre affaire, concernant ses pratiques en matière de publicité. *« Google contrôle les outils pour vendre et acheter des annonces, ainsi que la Bourse où ces transactions se déroulent,* explique Damien Geradin, qui est également impliqué dans cette plainte collective. *Cela lui permet de surfacturer les annonceurs et de sous-payer les éditeurs vendant des espaces publicitaires. »* La Bourse prend, elle, une commission de 20 %. Déposée en 2022, la plainte réclame 13,6 milliards de livres à Google.

Les soucis du groupe ne sont pas limités au Royaume-Uni. En août, un juge a donné raison au département de la justice américain, qui accuse le moteur de recherche de Google d'avoir une position monopolistique. Un autre procès, consacré aux pratiques du groupe en matière de publicités en ligne, vient de démarrer.

L'Union européenne a de son côté émis trois amendes contre Google pour 8,2 milliards d'euros, lui reprochant d'avoir abusé de sa position dominante pour promouvoir son comparateur de produits, son moteur de recherche et ses publicités, au détriment de ses rivaux. La dernière pénalité a toutefois été annulée mercredi en raison d'*« erreurs »* commises durant l'accusation. Pour l'heure, Google a adopté une ligne de défense unique face à ces diverses accusations : si tout le monde choisit d'utiliser ses technologies, c'est parce qu'elles sont meilleures que celles de la concurrence. ■

JULIE ZAUGG

Le Monde
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024

Carburants : le prix du gasoil redescend à son niveau d'avant la guerre en Ukraine

Les cours du brent se sont tassés, repassant brièvement sous les 70 dollars le baril début septembre, sur fond d'inquiétudes pour l'économie mondiale, notamment en Europe

Les automobilistes ne s'en plaindront pas. Dans les stations-service de l'Hexagone, les prix des carburants continuent de baisser. Durant la semaine achevée vendredi 13 septembre, le litre de gasoil (diesel) est repassé en moyenne en deçà de 1,60 euro, selon le ministère de la transition écologique. Une première depuis janvier 2022, avant le début de la guerre en Ukraine, qui avait renchéri les approvisionnements.

Pour les habitués du diesel, encore majoritaires en France, le relevé affiche 1,59 euro par litre, 12 centimes de moins qu'au début de l'été, et une trentaine de centimes de moins qu'en septembre 2023. La tendance s'observe aussi, à un degré moindre, pour le litre d'essence. Au 13 septembre, le prix moyen du sans-plomb 95 s'est établi à 1,72 euro, ce qui représente une baisse d'environ 13 centimes comparée au début de juillet.

« Les prix à la pompe restent quand même encore relativement élevés », nuance Olivier Gantois, président de l'Union française des industries pétrolières (UFIP). Le gasoil, par exemple, se vendait à moins de 1,50 euro en moyenne en 2019. Quoi qu'il en soit, *« les automobilistes ont autant besoin de leur voiture, que les prix soient en hausse ou en baisse*, rappelle-t-il. *Il n'y a donc pas d'élasticité de leur demande de carburant par rapport aux prix »*.

« Divergence de vues »

Pour tous les types de carburant, la fiscalité compte pour une part importante des tarifs. Les diverses taxes (sur la valeur ajoutée et sur la consommation de produits énergétiques) constituent, à elles seules, 55 % du prix affiché au 13 septembre pour le gasoil, et près de 57 % pour le sans-plomb 95, d'après le décompte de l'UFIP. Soit des recettes non négligeables pour l'Etat.

> **La part croissante de véhicules électriques est susceptible d'amoindrir la consommation d'or noir**

Il reste que les prix à la pompe reflètent aussi et surtout l'évolution des cours sur le marché de l'or noir. Le litre de brent, indice de référence en Europe pour le pétrole brut, est redescendu brièvement, mardi 10 septembre, sous les 70 dollars (environ 63 euros) pour livraison en novembre. Une première depuis décembre 2021. Jeudi 19 septembre, il se redressait cependant, pour terminer la journée à 74 dollars. *« Ce niveau convient encore globalement aux pays producteurs »*, considère Edouard Lotz, analyste pour le cabinet de conseil Omnegy.

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi le baril de brent reste éloigné de ses niveaux d'avril, voire de l'automne 2023, lorsqu'il tutoyait les 90 dollars. Le repli est motivé notamment par les craintes du marché quant à un ralentissement de l'économie en Chine, en Europe et aux Etats-Unis. Ce qui pourrait se traduire par une demande moins forte que prévu. *« Le secteur manufacturier est clé pour la consommation de produits pétroliers »*, rappelle Jérôme Sabathier, chef du département économie et évaluation environnementale à l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles.

Malgré un consensus sur une consommation pétrolière en hausse, certaines prévisions varient du simple au double. *« Il existe une certaine divergence de vues sur la croissance de la demande, notamment sur la croissance chinoise »*, décrit M. Sabathier. Outre l'évolution du secteur immobilier, la part croissante de véhicules électriques ou de camions au gaz naturel liquéfié est susceptible d'amoindrir la consommation d'or noir.

L'Agence internationale de l'énergie table sur une demande mondiale de 102,99 millions de barils par jour pour 2024 et 950 000 en plus pour 2025. Pas le même rythme que celui envisagé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole : 104,2 millions de barils en 2024 et 1,8 million en plus pour 2025. Afin de stabiliser les prix, le 5 septembre, le cartel et certains de ses alliés ont annoncé leur volonté de prolonger de deux mois *« leurs réductions volontaires supplémentaires de production de 2,2 millions de barils par jour »*. ■

ADRIEN PÉCOUT

105 MILLIONS

C'est, en barils par jour, la prévision de l'offre pétrolière en 2025, qui est supérieure à la demande, selon l'Agence internationale de l'énergie. Cette hausse attendue de 2,1 millions de barils par rapport à 2024 est notamment due à des pays (Etats-Unis, Canada, Guyana) n'étant ni membres ni proches de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), menée par l'Arabie saoudite et alliée à la Russie. A l'inverse, l'OPEP s'attend à une offre moins élevée (104,7 millions de barils)… et à une demande plus forte.

MATIÈRES PREMIÈRES
PAR LAURENCE GIRARD

Le beurre et l'or du beurre

Le beurre est doré sur tranche. Faisons fi du baratin et allons au cœur du sujet de la crème de lait baratté. Celle-ci n'a jamais été aussi prisée et flambe sur les marchés. Comme l'or, qui a franchi, vendredi 20 septembre, la barre historique des 2 600 dollars (2 330 euros) l'once, le beurre bat des records. La denrée se négocie, en cette fin d'été, à près de 8 000 euros la tonne. Du jamais vu. Le beurre et l'or du beurre.

On se souvient que, il y a sept ans, à l'automne 2017, les Français se ruaient sur les rayons clairsemés des supermarchés, et les médias enchérissaient sur la pénurie de plaquettes beurrées. Ce moment de panique coïncidait avec un cours du beurre proche des 7 000 euros la tonne, un niveau jugé, alors, stratosphérique. Pour l'instant, alors que ce sommet est dans le rétroviseur, personne n'a tiré la sonnette d'alarme. Les fabricants de croissants et autres viennoiseries ne sont pas sortis du bois. Ils ne sont pas encore aux abois.

Pour expliquer cette flambée, Benoît Rouyer, économiste au Centre national interprofessionnel de l'économie laitière, évoque *« le recul de production de deux des trois grands bassins laitiers mondiaux. Aux Etats-Unis, le repli est lié à des conditions climatiques peu favorables, alors que, en Nouvelle-Zélande, la pression agro-environnementale pousse à une stagnation, voire à une baisse. »*

Même si, en Europe, le débit des pis reste positif, la tendance du marché est légèrement déficitaire.

Or, *« dès qu'il y a un déséquilibre, il y a un effet d'emballement »*, constate M. Rouyer. *« Depuis l'automne 2023, le cours du beurre industriel a bondi de 50 % »*, précise-t-il. Nul ne sait quand cette culbute sera répercutée au consommateur. Il est vrai que, dans les magasins, le beurre ou la crème ont déjà vu leur tarif bondir de 30 % en trois ans et que les baisses n'ont jamais été transférées dans les prix affichés.

De bon augure

Cette valorisation est de bon augure pour négocier le prix du lait pour 2025. Selon le ministère de l'agriculture, la tonne de lait conventionnel s'est vendue, en moyenne, à 460 euros, sur les sept premiers mois de l'année, en repli de 3 % sur un an. *« Nous demandons un tarif au moins égal à nos coûts de production, évalués à 485 euros la tonne*, souligne Yohann Barbe, président de la Fédération nationale des producteurs de lait. *La production française est passée de 24 milliards à 23 milliards de litres de lait. Nous devons récupérer le milliard perdu. »* Un objectif qui n'est peut-être pas utopique. Après des années de glissade, la collecte de lait, en France, est repartie à la hausse, en 2024, en progression de 1,3 % sur un an. Les éleveurs espèrent boire du petit-lait. ■



A Paris, le 25 février 2022. SOPHIE PALMIER/REA

« L'IA est la première technologie d'emblée dominée par les grands acteurs »

LES ENTRETIENS DE L'IA Benoît Cœuré, le président de l'Autorité de la concurrence, alerte sur le risque de voir, dans le domaine de l'intelligence artificielle, les géants du numérique comme Google, Microsoft ou Meta écraser le marché et ses start-up

ENTRETIEN

Benoît Cœuré est président de l'Autorité de la concurrence, qui a rendu, en juin, un avis sur le secteur de l'intelligence artificielle (IA). Le régulateur alerte, comme ses homologues à Washington ou à Bruxelles, sur le risque de voir des géants comme Google, Microsoft, Meta ou Amazon utiliser leur force dans le numérique pour écraser ce marché et ses start-up.

L'Autorité de la concurrence est aussi, souligne M. Cœuré, *« tout à fait »* prête à intervenir si besoin dans les négociations entre fabricants d'IA et producteurs de contenus, alors que de premiers accords ont été noués entre OpenAI et News Corp (*The Wall Street Journal*…), Prisa (*El Pais*…) ou, en France, *Le Monde*.

En quoi l'IA pose-t-elle un problème de concurrence ?

Comme toutes les technologies numériques, l'IA générative soulève des problèmes de concurrence, car elle porte en elle une logique de concentration et d'accumulation. Plus on a de données ou plus on a d'utilisateurs, plus on va pouvoir innover. Après une première phase de profusion d'initiatives, on a souvent vu, dans ces secteurs, une phase de consolidation jusqu'à ce qu'il ne reste que quelques acteurs, voire un seul. Ceux-ci risquent alors d'exclure leurs concurrents ou d'imposer des conditions inéquitables à leurs clients et à leurs fournisseurs. Ils construisent une forteresse ou un jardin fermé.

Pourquoi les géants du numérique comme Google, Microsoft ou Meta risquent-ils de dominer l'IA ?

Parce que la production d'IA générative repose sur des intrants qui sont les données, la capacité de calcul informatique, c'est-à-dire des processeurs, et les talents. Sa distribution, elle, repose, pour les entreprises, sur les plates-formes de services en ligne dans le cloud *[l'informatique dématérialisée]* et, pour les particuliers, sur les environnements mobiles, les moteurs de recherche, les réseaux sociaux…

Or, aujourd'hui, une poignée d'entreprises, la plupart américaines, ont déjà une position très forte dans tous ces domaines. C'est une situation nouvelle. L'IA est la première technologie à être d'emblée dominée par des grands acteurs. D'habitude, une innovation disruptive porte la promesse de remplacer des technologies et de mettre fin aux rentes d'acteurs existants. Ainsi, Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft ou Netflix étaient, au départ, des petits acteurs, qui ont eu une idée brillante. Dans l'IA, il y a bien sûr la force des idées, chez des acteurs plus petits comme OpenAI ou Mistral AI. Mais les régulateurs craignent que, très vite, celles-ci soient utilisées pour renforcer le pouvoir des grands acteurs.

Que peut-on attendre des enquêtes de concurrence sur la prise de participation dans le capital de start-up d'IA par des géants du cloud qui leur fournissent des capacités de calcul, comme Microsoft dans OpenAI ou Google et Amazon dans Anthropic ?

Je ne peux me prononcer sur les enquêtes des autres autorités, mais je comprends leur préoccupation. Nous sommes les arbitres de la compétition économique : c'est normal qu'il y ait des gagnants, mais nous voulons nous assurer qu'ils ne se soient pas dopés ou ne fassent pas de croche-pied à leurs concurrents.

La croissance par l'acquisition de sociétés fait partie du cycle de vie des entreprises, mais elle peut aussi aider à éliminer ses rivaux ou à créer un écosystème puissant qui va dissuader la concurrence. Dans l'IA, nous avons effectivement des indices du fait que les grands acteurs vont parfois chercher à acquérir une technologie ou des compétences en utilisant leurs ressources financières pour prendre le contrôle d'autres entreprises. Cela peut aussi prendre la forme d'embauches d'équipes d'une start-up *[comme Microsoft, Google et Amazon avec Inflection AI, Character.ai et Adept AI]*.

Quels types de partenariats entre des start-up et des géants ne posent pas de problème de concurrence ?

Un partenariat non exclusif qui permet à des petits acteurs de s'appuyer sur des entreprises plus grosses est, en principe, moins problématique. Je pense, par exemple, aux partenariats que Mistral AI est en train de nouer avec Microsoft et d'autres plates-formes de cloud *[qui distribuent les modèles d'IA de la start-up française auprès des entreprises]*.

Présents dans Anthropic, Amazon ou Google font valoir qu'ils n'ont pas de représentant au conseil d'administration ni d'accords exclusifs. Est-ce convaincant ?

Je ne peux pas parler d'un sujet sur lequel nous n'enquêtons pas, mais c'est le genre de point qu'il faut analyser. Y a-t-il un contrôle ? Par où passe-t-il ? Il peut être capitalistique ou se faire par les ressources humaines, par la technologie ou encore être économique, si l'acquéreur est un gros client ou un gros fournisseur de sa cible.

> « D'habitude, une innovation disruptive porte la promesse de mettre fin aux rentes d'acteurs existants »

Microsoft est le distributeur exclusif des modèles d'OpenAI dans le cloud. Et vous avez proposé d'intégrer certains services d'IA présents dans le cloud dans le règlement européen Digital Markets Act (DMA). Cela aurait-il un impact ?

Le DMA a été inventé pour compléter les enquêtes en droit de la concurrence, qui sont menées a posteriori, avec une régulation qui interdit certains comportements anticoncurrentiels a priori. Il a été créé pour les moteurs de recherche, les réseaux sociaux ou les magasins d'applications mobiles, mais il est normal qu'on se demande comment l'appliquer à l'IA. Et les services de cloud, notamment les plates-formes qui mettent à disposition les modèles d'IA, semblent un cas d'application assez naturel.

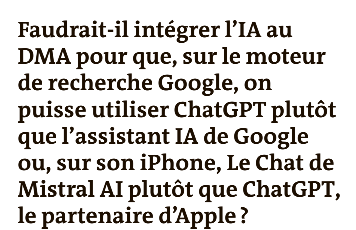
C'est bien sûr à la Commission européenne de mener cette réflexion. Cela pourrait permettre de s'assurer que la distribution des outils d'IA auprès des entreprises ne suscite pas de comportements inéquitables comme l'« autopréférence » – si un acteur favorise ses services et ceux de ses partenaires – ou l'exclusion, s'il fixe des conditions techniques ou commerciales désavantageant ses concurrents.

Les bénéfices économiques de l'IA ne se matérialiseront que si la puissance publique impose de la concurrence, non seulement en amont de ce marché, pour permettre à de nouveaux acteurs de rester présents dans la production des modèles, mais aussi en aval, pour assurer la distribution de ces logiciels dans des conditions abordables à l'ensemble des entreprises.

Les géants du numérique ont aussi l'avantage de déployer leurs IA sur leurs services grand public : smartphones, moteurs de recherche, logiciels de bureautique…

Sur cet autre aspect de l'aval de l'IA, le risque est la constitution de systèmes intégrés avec des technologies ou des partenariats exclusifs, dans lesquels les utilisateurs vont être piégés. Dans le numérique, les barrières à l'entrée peuvent être techniques – comme l'absence d'interopérabilité empêchant de transférer des données d'un écosystème à un autre – ou économiques, comme le coût pour changer d'opérateur. Nous préconisons plutôt des systèmes ouverts permettant aux utilisateurs de choisir leurs services, auprès de prestataires différents.

Faudrait-il intégrer l'IA au DMA pour que, sur le moteur de recherche Google, on puisse utiliser ChatGPT plutôt que l'assistant IA de Google ou, sur son iPhone, Le Chat de Mistral AI plutôt que ChatGPT, le partenaire d'Apple ?



Les « services de plate-forme essentiels », comme les moteurs de recherche, les réseaux sociaux ou les systèmes d'exploitation, sont déjà couverts par le DMA. La Commission européenne, qui est responsable de sa mise en œuvre, pourra vérifier que l'ajout de fonctionnalités d'IA ne crée pas des iniquités ou des exclusions. Cela pourrait-il être un levier pour obliger les plates-formes à proposer aux internautes un choix d'assistant IA ? Oui, mais avec une mise en œuvre raisonnable et objective, car nous ne sommes pas là pour rendre la vie difficile aux utilisateurs.

Apple a dit suspendre le lancement de son assistant d'IA sur ses smartphones dans l'UE en raison du DMA, sous-entendant que la régulation privait les Européens d'innovation…

Apple ne peut pas imposer ses règles à l'Europe. Le DMA n'est pas une barrière à l'innovation, mais vise au contraire à éviter la domination de quelques acteurs. Si des adaptations sont nécessaires, le DMA lui-même prévoit qu'Apple peut en discuter avec la Commission européenne. Ce n'est pas une raison pour punir les utilisateurs européens.

La publication de modèles d'IA en accès libre open source améliore-t-elle la concurrence ou permet-elle à des grands acteurs de type Meta d'imposer leur modèle, comme Google l'a fait avec l'environnement mobile Android ?

Dans notre avis de juin, nous avons pris une position nuancée. En principe, l'open source est une bonne chose, car il permet à des petits acteurs d'utiliser le travail des grands créateurs de modèles d'IA. L'innovation, ce sont des « nains montés sur les épaules de géants », disait Isaac Newton.

> « Apple ne peut pas imposer ses règles à l'Europe. Le règlement Digital Markets Act sur les plates-formes n'est pas une barrière à l'innovation »

Cependant, l'expérience d'Android avec Google montre qu'un système ouvert peut aussi servir à asseoir une dominance et ensuite se refermer sur les usagers rendus prisonniers. Il faudra donc être attentif à l'évolution des modèles d'IA open source. Il y a d'ailleurs un besoin de transparence et de certification indépendante sur leur degré d'ouverture : on ne connaît souvent pas sur quelles données ils ont été entraînés.

Des premiers accords rémunérés ont été signés entre des fabricants d'IA et des producteurs de contenus. Y a-t-il un risque que cela ferme le marché à certains acteurs ?

Oui, des deux côtés du marché. Ces accords pourraient bénéficier aux producteurs de contenus les plus gros ou jugés les plus intéressants par les fabricants d'IA, et pas à tous les ayants droit. Ces partenariats pourraient aussi ne profiter qu'aux grands acteurs de l'IA. L'un d'eux pourrait par exemple payer très généreusement des articles de presse pour être le seul à pouvoir les utiliser.

Pourriez-vous intervenir, comme vous l'avez fait dans les négociations entre les médias français et Google sur la rémunération, par le biais du droit voisin, de la reprise d'extraits de leurs articles sur ses moteurs de recherche ?

Oui, tout à fait. Nous sommes d'ailleurs la première autorité de concurrence au monde à l'avoir fait : en mars, dans notre condamnation de Google pour non-respect de ses engagements sur les droits voisins, l'une des raisons était de n'avoir pas informé les éditeurs de presse que leurs articles étaient utilisés pour entraîner son assistant d'IA. De plus, à l'époque, Google leur avait proposé de manière trop dissuasive le droit de retrait qui est inscrit dans la loi : s'ils avaient refusé l'entraînement des IA, leurs articles auraient été retirés du moteur de recherche.

A l'avenir se poseront des questions économiques : quel est le prix de ces contenus ? Est-il fixé de manière équitable ? Il faudrait intégrer que différentes données peuvent avoir des valeurs différentes dans différents contextes. Et proposer des structures de contrat variées, comme les contrats de regroupement d'éditeurs. Faudrait-il aussi instaurer un prix forfaitaire d'accès aux données pour les petits éditeurs qui n'auraient pas la capacité administrative de gérer des contrats ? C'est à l'industrie et aux pouvoirs publics de décider.

L'autorité pourrait-elle intervenir si un fabricant d'IA refusait de négocier avec des médias tout en promettant de ne pas utiliser leurs contenus, comme l'a fait OpenAI avec les syndicats français l'APIG et le SEPM ?

Je ne peux pas en préjuger car, si l'autorité était saisie, elle analyserait une telle situation de manière concrète, en fonction notamment – mais pas seulement – du pouvoir de marché du fabricant d'IA et de la nature des contenus. Mais nous procéderions à un examen attentif. Plus généralement, si on considère que l'IA va changer l'avenir de l'économie, voire de nos sociétés, on ne peut laisser l'allocation de ses ressources entièrement à des acteurs privés. Il est légitime que les autorités publiques et politiques s'y intéressent. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE PIQUARD

Iles Salomon
L'avant-poste de la nouvelle guerre du Pacifique

La stratégie d'implantation chinoise dans les Etats îliens du Pacifique, particulièrement visible sur l'archipel des Salomon, a sonné le réveil des chancelleries occidentales, qui tentent de rivaliser sur les fronts économique et sécuritaire

ÎLES SALOMON - *envoyée spéciale*

Au milieu des modestes maisons aux toits de tôle de Honiara, capitale surpeuplée des îles Salomon, Etat parmi les plus pauvres d'Océanie, le stade national flambant neuf saute aux yeux. Tout comme l'inscription, gravée en larges lettres rouges sur le mur d'enceinte, signalant aux visiteurs que Pékin en est le généreux donateur. Le complexe dernier cri a été offert pour la 17e édition des Jeux du Pacifique, olympiades régionales qu'accueillait le pays, pour la première fois, du 19 novembre au 2 décembre 2023. Au point de devenir le symbole de la controverse entre partisans et détracteurs de la Chine, dont l'influence ne cesse de s'étendre dans cette zone du Pacifique.

L'événement aura mis en lumière le spectaculaire regain d'intérêt que suscite cet archipel composé de près de mille îles et îlots, ancien protectorat britannique devenu indépendant en 1978. Chine, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Etats-Unis : plus de 60 % des infrastructures liées à l'organisation de ces jeux ont été financées par des nations étrangères. Pour Pékin, la facture a atteint l'équivalent de près de 110 millions d'euros (dont 76 millions pour le seul stade), sur un coût total estimé à 258 millions d'euros.

CHANGEMENT D'ALLÉGEANCE

Territoire un peu oublié de l'« arrière-cour » australienne, les îles Salomon se sont retrouvées propulsées au cœur de la rivalité sino-occidentale dans le Pacifique à l'automne 2019. Le 16 septembre de cette année-là, Manasseh Sogavare, alors premier ministre salomonais, fait le choix de changer d'allégeance, en rompant les liens diplomatiques avec Taïwan au profit de la République populaire de Chine. Alors que Pékin revendique en des termes toujours plus virulents sa souveraineté sur l'ancienne île de Formose, la bascule opérée par l'archipel sonne le réveil des chancelleries occidentales. D'autant que, une semaine plus tard, la République de Kiribati – septième allié de Taïwan ravi par la Chine en trois ans – lui emboîte le pas.

Depuis, la Chine a installé une ambassade rutilante et multiplié prêts et subventions pour construire routes, réseaux électriques et antennes-relais, dont les Salomon, qui figurent au 156e rang sur 193 dans le classement 2023-2024 établi par les Nations unies selon l'indice de développement humain, manquent cruellement. Hors de l'hypercentre de la capitale, les routes criblées de nids-de-poule exaspèrent la population. Sur l'île principale de Guadalcanal, les agriculteurs mettent parfois une journée entière pour rejoindre la capitale, où ils écoulent leurs marchandises. Alors, *« Chine ou pas Chine, ce dont on a besoin, c'est surtout de pouvoir circuler »*, explique Rebecca, qui cultive un lopin de terre situé à environ 50 kilomètres et deux heures de route de Honiara.

L'empreinte chinoise se fait cependant de plus en plus visible. *« Avant, Chinatown, c'était quelques rues autour du fleuve Mataniko*, remarque un habitant. *Aujourd'hui, c'est tout Honiara qui est devenue Chinatown, avec partout les mêmes échoppes et les mêmes produits. »* Cette mainmise agace jusque dans la communauté chinoise – nombreuse à Honiara, comme dans toutes les îles du Pacifique, depuis le début du XXe siècle –, dont les membres ont eu à cœur de s'intégrer.

Aux Salomon, le plus célèbre d'entre eux se nomme Tommy Chan. Ou plutôt Sir Thomas Chan, depuis que l'octogénaire, inlassable organisateur de galas de charité, a été anobli, en 2006, par la reine Elizabeth II – alors cheffe de l'Etat de ces îles membres du Commonwealth. L'homme d'affaires, propriétaire de l'extravagant Honiara Hotel, a placardé des photos de sa vie sur les murs de son établissement. Son intronisation y occupe une place de choix, ainsi que la réception donnée à l'occasion de la visite dans l'archipel du couple princier William et Kate, en 2012.



En 2023, la Chine a construit le stade national, situé à Honiara, pour les Jeux du Pacifique. MATTHEW ABBOTT/PANOS-REA

L'homme est surtout le premier Salomonais d'origine chinoise à avoir été élu au Parlement, en 1997. Et s'il affirme s'être aujourd'hui *« retiré de la vie politique »*, c'est toujours dans son hôtel que se réunit le Parti démocrate unifié, auquel a appartenu Manasseh Sogavare avant d'en être exclu, en 2016, par Tommy Chan, lorsque ce dernier en assurait la présidence. Il demeure très critique à l'égard du virage pro-Pékin de l'ex-premier ministre : *« Je ne suis pas d'accord avec cette politique. Ce qu'il faut, c'est développer l'économie de ce pays, sa production locale. S'arrimer à l'une ou à l'autre puissance revient à aller de dépendance en dépendance. Et je ne suis pas sûr que l'on mesure jusqu'où s'allier avec Pékin va nous mener. »*

Ce qui inquiète Tommy Chan, c'est le pacte de sécurité signé entre la Chine et les Salomon en 2022. Malgré les demandes réitérées d'élus d'opposition salomonais d'en connaître le contenu, le texte demeure secret. Le clan occidental est, quant à lui, persuadé – malgré les dénégations des intéressés – qu'il contient une clause permettant à Pékin d'établir une base militaire sur l'archipel et d'intervenir sur son sol, dans le cas où ses intérêts ou ses ressortissants seraient menacés. Si de telles dispositions étaient confirmées, les Salomon seraient alors l'Etat du Pacifique ayant poussé le plus loin le partenariat avec la Chine.

Situé au carrefour entre le géant chinois, le continent américain et l'Australie, l'archipel revêt un indéniable intérêt géostratégique. En leur temps, les Etats-Unis ne s'y sont pas trompés. En août 1942, huit mois après l'attaque de Pearl Harbor (Hawaï), la reprise de ce territoire aux mains des Japonais devient leur priorité afin de maintenir les lignes de communication avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La bataille dure six mois et fait 37 000 morts. Le tribut versé par le 1er régiment de l'US Marine est si lourd que le nom de Guadalcanal entouré des étoiles de la Croix du Sud reste, quatre-vingts ans plus tard, son emblème.

« Pékin a méticuleusement étudié la seconde guerre mondiale avant de partir à la conquête du Pacifique », estime Cleo Paskal, chercheuse canadienne associée à la Fondation pour la défense des démocraties, spécialiste de l'Indo-Pacifique. C'est aussi l'avis de Toshi Yoshihara, du Centre d'évaluation stratégique et budgétaire, basé à Washington. *« La Chine s'attend à combattre sur une vaste zone maritime, équivalente à celle des conquêtes du Japon impérial à l'été 1942 »*, souligne-t-il dans un rapport intitulé « Chinese Lessons from the Pacific War. Implications for PLA Warfighting » (« les leçons chinoises de la guerre du Pacifique. Implications pour l'Armée populaire de libération dans la conduite de la guerre »), paru en 2023. A l'époque, *« les Etats-Unis ont combattu loin de chez eux, tandis que le Japon impérial cherchait à les tenir à distance. De la même manière* [dans l'hypothèse d'un nouveau conflit dans le Pacifique], *l'armée américaine devrait mener une guerre expéditionnaire, et l'armée chinoise tenter de maintenir son ennemi à bonne distance du territoire national »*.

« PÉKIN A MÉTICULEUSEMENT ÉTUDIÉ LA SECONDE GUERRE MONDIALE AVANT DE PARTIR À LA CONQUÊTE DU PACIFIQUE »

CLEO PASKAL
chercheuse canadienne spécialiste de l'Indo-Pacifique

Pour couvrir l'immensité de l'océan Pacifique, Pékin a donc besoin de bases avancées. Or, quel meilleur endroit pour cela que les Salomon, qui, aussi stratégiques soient-elles, ont été délaissées par les Etats-Unis dans les années 1990 ? Ce désintérêt, rappelle Cleo Paskal, est lié au contexte de la fin de la guerre froide : *« Pour les Américains, c'était la fin de l'histoire avec un grand H. De même pour les Britanniques, qui sont partis au même moment. Il leur suffisait de confier le contrôle de la zone aux alliés australiens et néo-zélandais pour le compte des "Five Eyes"* [alliance des Etats-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande]. *»* En 1993, l'ambassade américaine de Honiara ferme ses portes.

RETOUR DE L'AMI AMÉRICAIN

L'Australie, qui souhaite étendre son influence régionale, se prête au jeu de bonne grâce. En 1998, alors que les Salomon menacent de sombrer dans la guerre civile, c'est Canberra qui pilote la Mission d'assistance régionale aux îles Salomon (Ramsi) et qui lance, en 2003, l'opération « Helpem Fren » – « aider un ami », en pidgin –, visant à désarmer les groupes rebelles hostiles au gouvernement central de Honiara. La Ramsi a dénombré jusqu'à 7 100 soldats et 1 700 policiers australiens, quand les forces de l'ordre salomonaises alignent tout au plus 1 500 hommes. Si les troupes étrangères ont quitté le pays en 2013, la Ramsi perdure sous la forme d'une coopération régionale au développement. L'influence australienne demeure considérable dans l'archipel, même si elle est aujourd'hui fortement concurrencée – notamment par le retour de l'ami américain.

Pour contrer l'ascendant de Pékin, Washington a, en effet, décidé de réagir. En février 2022, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, annonce la réouverture d'une ambassade à Honiara, près de trente ans après sa fermeture. Ce qui n'empêche pas les Salomon de signer avec la Chine, un peu plus d'un mois plus tard, le pacte de sécurité tant décrié. Les Etats-Unis ne sont pas en reste dans cette course à la coopération sécuritaire. Avec, en 2023, un partenaire de taille : l'immense Papouasie-Nouvelle-Guinée, frontalière de l'Indonésie et des Salomon, à la croisée entre l'Asie et l'Océanie. Le 22 mai 2023, Antony Blinken se rend à Port Moresby pour sceller pas moins de deux accords de sécurité. En cas d'urgence, l'US Army pourra utiliser certaines bases militaires papouasiennes. Les gardes-côtes américains seront par ailleurs autorisés à monter à bord de navires papouasiens dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue et la pêche illégale. Les Etats-Unis maintiennent, en outre, leur contrôle aux portes du Pacifique Sud grâce au renouvellement, en 2023, des accords de libre association qui les lient aux îles Palaos, à la Micronésie et aux îles Marshall et qui, depuis 1986, dotent Washington d'un accès exclusif à ces territoires, en échange de l'aide américaine.

En théorie, Washington et ses alliés devraient être hégémoniques dans la région en raison de l'alliance, ancienne et solide, des « Five Eyes », mais aussi de l'importance de leurs investissements. De ce point de vue, les îles Salomon font figure de cas d'école. Sur un total de 4,37 milliards d'aide internationale perçus par l'archipel en 2023, le Lowy Institute a calculé que 62 % provenaient de l'Australie, 9 % de la Nouvelle-Zélande et 6 % du Japon. Les fonds chinois n'en ont représenté qu'à peine 1 %. Au niveau régional, la même année, l'Australie a distribué près de 14 milliards de dollars – soit 40 % de l'aide internationale. La Chine, le Japon et la Nouvelle-Zélande arrivent loin derrière, avec un peu plus de 3 milliards chacun, soit 9 % chacun du total alloué.

Si l'aide chinoise a connu un pic en 2016, la crise économique ouverte par la pandémie de Covid-19 a contraint Pékin à resserrer les cordons de la bourse. *« Ce n'est pas parce que la Chine donne moins qu'elle a moins d'influence »*, nuance la professeure Meg Keen, directrice du programme des îles du Pacifique au Lowy Institute : pour pallier le manque de trésorerie, la Chine s'est lancée dans une chasse – couronnée de succès – aux contrats financés par les organismes multilatéraux tels que la Banque asiatique de développement. Ce sont ainsi des entreprises d'Etat chinoises qui ont remporté les appels d'offres pour le déve-



Le navire de guerre américain « USS Oakland », dans le port de Honiara, le 23 septembre 2022, à l'occasion de commémorations de la seconde guerre mondiale. MATTHEW ABBOTT/PANOS-REA

loppement du port de Honiara, mais aussi de celui d'Aiwo, sur Nauru – qui, à son tour, a rompu ses liens diplomatiques avec Taïwan, en janvier. La Chine peut aussi compter sur sa force de frappe commerciale. Selon des chiffres communiqués par Pékin, le volume de ses échanges avec les pays insulaires du Pacifique a grimpé de 153 millions de dollars en 1992 à 5,3 milliards en 2021.

Le géant asiatique bénéficie enfin indirectement d'une exaspération des insulaires à l'égard de l'Occident. *« Pour les habitants du Pacifique, les Etats-Unis, ce sont ceux qui viennent, qui prennent et qui s'en vont »*, résume Cleo Paskal. L'administration Biden a tenté de rectifier le tir en organisant par deux fois, en septembre 2022 et 2023, un sommet Etats-Unis - Pacifique : une stratégie régionale cependant réfrénée par des dissensions au sein du Congrès américain. Du fait de ces mêmes atermoiements, l'ambassade américaine rouverte en grande pompe à Honiara, en février 2023, avec pour objectif de démontrer le retour des Etats-Unis dans la région, n'a toujours pas d'ambassadeur. Et le service consulaire se fait attendre, obligeant les Salomonais à se rendre dans la capitale papouasienne pour obtenir un visa.

RESSENTIMENT À L'ÉGARD DE L'OCCIDENT

Si les traités de libre association avec Palaos, la Micronésie et les îles Marshall – très avantageux pour l'armée américaine – ont bien été renouvelés, fin 2023, le Congrès américain aura tergiversé pendant plus de six mois avant de voter les 7 milliards d'aide sur vingt ans de contrepartie, dont sont totalement dépendants ces trois minuscules Etats. Ces derniers en ont nourri du ressentiment, notamment les îles Marshall, qui, au cours des négociations, avaient accepté de renoncer à une revendication de taille : leur indemnisation pour les essais nucléaires américains menés à Bikini au lendemain de la seconde guerre mondiale... Cette marque de mépris a ému jusque dans les allées feutrées du Capitole, où un groupe transpartisan de vingt-six sénateurs s'est fendu d'un courrier alertant sur l'image déplorable envoyée à *« ces pays alliés, au risque de mettre en péril* [les] *relations* [des Etats-Unis] *avec eux et les autres pays de la région, qui voient les traités de libre association comme le baromètre de l'implication américaine dans le Pacifique »*.

Les alliés des Etats-Unis ne sont pas épargnés par la critique. *« Pour les Salomonais, il est plus facile de se rendre au Royaume-Uni* [parce que leur pays est membre du Commonwealth] *que chez leurs voisins australiens ou néo-zélandais*, note la chercheuse canadienne Cleo Paskal. *Cela crée beaucoup de rancœur parmi les habitants, qui voient les Australiens aller et venir librement dans les rues de Honiara, tandis qu'eux-mêmes ne peuvent pas rendre visite à leurs cousins installés en Australie, par exemple. »*

En 2023, 6 700 Salomonais sont partis en Australie, le plus souvent pour occuper des emplois saisonniers pour lesquels ils sont surqualifiés, comme la cueillette des fruits : *« Il s'agit d'enseignants, de policiers qui partent dans ces fermes, alors même que leur pays a besoin d'eux. Là encore, cela crée de la frustration, d'autant que l'Australie et la Nouvelle-Zélande évoquent à l'envi la "famille du Pacifique". »* Ces emplois temporaires effectués dans des conditions déplorables font régulièrement l'objet d'accusations d'« esclavage moderne », au point que le Parlement fédéral australien a créé une commission d'enquête sur le sujet, en 2020.

Cette attitude jugée colonialiste à l'égard des îliens du Pacifique est aussi reprochée à la diplomatie australienne et néo-zélandaise. Début avril, la chaîne de télévision ABC Australia, qui diffuse dans l'ensemble de la région, a publié sur son site Internet un document interne à l'administration du Tonga particulièrement virulent. Le petit royaume polynésien y exprime la pression ressentie depuis 2022 et la signature du pacte de sécurité liant la Chine aux îles Salomon. *« Les points de vue exprimés par Wellington et Canberra font preuve, comme souvent, d'une rhétorique condescendante »*, peut-on lire dans ce document pointant notamment les contradictions de l'Australie qui *« refuse de limiter ses émissions de gaz à effet de serre et de comprendre que le réchauffement climatique constitue la première menace pour la région »*, mais qui *« estime tout de même être en droit de décider de qui peut s'allier avec qui »*.

Ce climat fait le jeu de Pékin et de ses alliés insulaires, qui n'hésitent pas à investir le terrain de la morale. *« Vous ne verrez pas de mendiants en Chine »*, lançait Manasseh Sogavare lors d'un meeting de campagne, fin mars, avant d'enchaîner sur les *« prétendues valeurs occidentales qui laissent des hommes épouser des hommes, et les femmes des femmes »*. De quoi marquer des points aux Salomon, pays foncièrement religieux où l'homosexualité est illégale et la solidarité un fondement de la société. *« Au-delà de l'économie, il y a ce refrain de Pékin sur l'existence d'un fossé présumé entre valeurs occidentales et valeurs traditionnelles du Pacifique, qui seraient plus proches de celles de la Chine*, reconnaît un diplomate en poste dans la région. *Ajoutez à cela la complexité de nos procédures pour des administrations souvent réduites à un ou deux fonctionnaires, quand les Chinois posent simplement l'argent sur la table : alors, oui, la manière de faire chinoise séduit. »* Sauf quand Pékin franchit la ligne rouge en matière de droits de l'homme.

« LES GRANDES NATIONS SE LIVRENT À UNE COMPÉTITION DE PLUS EN PLUS FORTE POUR IMPOSER LEUR VISION DU MAINTIEN DE L'ORDRE, AVEC DES IMPLICATIONS POUR LA STABILITÉ RÉGIONALE »

ANNA POWLES
chercheuse néo-zélandaise

Les Fidji, signataires d'un accord de sécurité avec Pékin, ont fait l'amère expérience de la conception toute particulière que la Chine a de la souveraineté de ses alliés et de la *« protection de ses intérêts »*. Une vidéo tournée par les autorités de Pékin en août 2017 est édifiante. On y voit 150 policiers chinois en uniforme débarquer, à l'aube, sur le tarmac de l'aéroport international de Nadi, puis rafler, à leur domicile, 77 ressortissants chinois soupçonnés par Pékin d'organiser des arnaques en ligne depuis les îles Fidji. Les dernières images font froid dans le dos : des prisonniers, encagoulés et étroitement encadrés de policiers chinois, montent dans l'avion affrété pour les ramener en Chine. Sans qu'à aucun moment les autorités fidjiennes n'interviennent.

COOPÉRATION POLICIÈRE

La République des îles Fidji avait signé, en 2011, un protocole de coopération policière avec la Chine, alors que le pays était sous la férule du premier ministre Frank Bainimarama. Début 2023, son successeur, le colonel Sitiveni Rabuka, a envisagé de désavouer cet accord, expliquant que les Fidji allaient examiner si leur intérêt n'était pas plutôt de *« coopérer avec ceux qui ont des valeurs démocratiques et des systèmes de législation, d'application de la loi similaires »*. Las, il a annoncé, en mars, le renouvellement de cet accord prévoyant notamment la formation de policiers fidjiens en Chine. En revanche, aucun officier chinois ne sera plus intégré aux forces de l'ordre locales, et ceux qui l'étaient jusqu'alors ont été invités à quitter l'archipel.

Outre les Fidji, les Salomon, les îles Kiribati et le Vanuatu ont accepté une coopération policière avec la Chine. *« Ces partenariats reflètent bien les ambitions de Pékin, qui souhaite diffuser ses propres méthodes policières et, sur un plan stratégique, asseoir son influence en se rendant indispensable pour assurer la sécurité nationale de ces territoires*, explique Anna Powles, chercheuse néo-zélandaise spécialisée dans les questions sécuritaires. *Le problème, c'est que les grandes nations se livrent à une compétition de plus en plus forte pour imposer leur vision du maintien de l'ordre, avec des implications pour la stabilité régionale. »*

Le Pacifique continue d'être le théâtre d'une âpre lutte entre Pékin et Taipei. Le 30 août, le Forum des îles du Pacifique, organisation régionale qui tenait sa réunion annuelle aux Tonga, a fait frémir les autorités chinoises en renouvelant, dans sa déclaration finale, le principe du maintien des liens avec Taïwan. *« Ce doit être une erreur »*, avait réagi l'envoyé spécial de la Chine. Le lendemain, sans explication, les dirigeants du Forum retiraient de leur communiqué toute mention de Taïwan.

L'entrisme chinois a ses limites. Aux îles Salomon, trois semaines avant les élections générales du 17 avril, le média d'investigation *In-depth Solomons* a publié une enquête qui a fait scandale. Elle a démontré à quel point était disproportionné le patrimoine du premier ministre sortant, Manasseh Sogavare, un *« homme parti de rien »* qui, dans sa jeunesse, nettoyait les toilettes et préparait le thé pour l'administration coloniale britannique, comme lui-même aime à le raconter.

Soupçons de corruption, bilan économique mitigé : malgré l'appui chinois, les considérations de politique interne l'ont emporté, et le parti de Manasseh Sogavare n'est arrivé en tête que d'une courte tête. Pour bâtir la coalition nécessaire à la constitution d'un gouvernement, l'homme fort de Honiara a cédé son poste de premier ministre à un membre de son parti, Jeremiah Manele. Un échec pour Sogavare, mais pas pour Pékin. *« Il ne fait aucun doute que Manele, ex-ministre des affaires étrangères, poursuivra la politique prochinoise »*, estime Meg Keen, du Lowy Institute.

A Honiara, dans la petite salle qui tient lieu de musée national, les mots affichés en grand d'un vétéran de la seconde guerre mondiale font écho à l'âpre compétition internationale à laquelle se livrent les grandes nations dans l'archipel : *« Ce n'était pas notre guerre, mais celle de deux pays qui avaient décidé de venir se battre sur notre terre. »* Une guerre qui tue encore, quatre-vingts ans plus tard, aux Salomon, où mines et autres obus oubliés sont autant de bombes à retardement dissimulées dans les champs, et même sous les écoles. Le 21 août, deux cents ogives intactes ont été découvertes dans le sous-sol d'un établissement scolaire de la capitale. ■

CHARLOTTE MANNEVY

LA POSITION STRATÉGIQUE DES ÎLES SALOMON DANS L'OCÉAN INDO-PACIFIQUE ATTISE LES CONVOITISES

- ① Première « barrière » d'îles, composée de territoires appartenant à des Etats proches, ou alliés, des Etats-Unis
- ② Deuxième chaîne
- ③ Troisième chaîne
- Présence militaire américaine
- Principales voies maritimes
- Route de la soie maritime chinoise
- Zone économique exclusive des îles Salomon

Zone économique exclusive des Etats :

- pro-occidentaux
- pro-Chine
- Pays membres du Forum des îles du Pacifique

La Chine étend son influence sur les îles Salomon

Depuis la rupture de ses liens diplomatiques avec Taïwan, l'archipel est passé dans l'orbite de Pékin

LE RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE CHINOISE...

- Accord sécuritaire avec la Chine, en 2022
- Port de l'archipel, certains disposant d'un mouillage en eau profonde
- Infrastructure portuaire modernisée par une entreprise publique chinoise
- Stade national construit par la Chine pour accueillir les Jeux du Pacifique

... INQUIÈTE LA POPULATION LOCALE, L'AUSTRALIE ET LES ÉTATS-UNIS

- Emeutes contre la politique prochinoise du gouvernement, en 2021
- Couvert forestier des îles Salomon
- Perte de la couverture forestière de 2000 à 2023 : l'opposition politique dénonce l'exploitation forestière par Pékin
- Câble Internet à haut débit, financé par l'Australie, en 2018, pour contrer initialement le développement du géant des télécoms chinois Huawei, dans le Pacifique Sud
- Rétablissement d'une ambassade américaine en 2023, trente ans après la fermeture de celle-ci

Accords sécuritaires avec la Chine

En avril 2022, Honiara signe un accord de sécurité avec Pékin permettant aux forces de sécurité chinoises de maintenir l'ordre sur les îles à la demande du gouvernement salomonais, qui ne possède pas d'armée.

Soft power chinois

Les Jeux du Pacifique sont l'événement sportif le plus important de la région. En 2023, vingt-quatre nations insulaires y participent. La Chine en profite alors pour affirmer son soft power, en finançant de nombreuses infrastructures, dont un immense stade à Honiara, et en envoyant sur place des policiers chinois en vertu de l'accord de sécurité conclu avec les autorités locales.

Routes de la soie du numérique chinoises

Dans le cadre du projet chinois des routes de la soie du numérique, les îles Salomon obtiennent de la Chine, en 2022, un prêt de 66 millions de dollars (61 millions d'euros) pour financer la construction, par Huawei, de 161 tours de télécommunications dans le pays.

Modernisations portuaires effectuées par la Chine

En 2023, le gouvernement des îles Salomon choisit la China Civil Engineering Construction Corp pour diriger un projet de 170 millions de dollars, visant à développer le port international de Honiara.

Infographie *Le Monde* - **Julie Cassotti, Iness Debbouza et Flavie Holzinger**

Sources : International Institute for Strategic Studies ; Congressional Research Service ; Asia Maritime Transparency Initiative ; Global Forest Watch



« Borders Are Only in Our Minds #2, 2023 », de Hazem Harb. Impressions UV superposées sur acrylique d'une photographie d'archives de la frontière entre le Liban et la Palestine sous mandat britannique, 100 × 150 cm. COURTESY OF HAZEM HARB AND TABARI ARTSPACE.

L'artiste palestinien Hazem Harb est né à Gaza en 1980 et vit aujourd'hui à Dubaï. Dans sa série « Borders Are Only in Our Minds », il revisite des images d'archives de paysages pastoraux du Levant datant de 1890. Ce travail interroge la nature même des frontières. Il met en évidence la continuité frappante de la vie végétale, soulignant leur similitude malgré les délimitations arbitraires qui leur sont imposées, comme ici entre le Liban et la Palestine. Dans le contexte des conflits en cours au Proche-Orient, l'œuvre de Hazem Harb incite à repenser ces limites territoriales artificielles, issues de l'imagination humaine, et porte une réflexion sur ce qu'elles imposent.

ENTRETIEN

Ghassan Salamé « Malgré la gravité de la situation à Gaza, l'enjeu du conflit demeure la Cisjordanie »

Pour l'universitaire et diplomate libanais, l'élite de l'Etat hébreu s'est habituée, depuis plus de vingt ans, à l'idée qu'elle allait annexer la Cisjordanie avec la complaisance de la communauté internationale

Tour à tour professeur en relations internationales à Sciences Po, ministre de la culture au Liban et diplomate pour les Nations unies, Ghassan Salamé est l'auteur d'un nouvel essai, *La Tentation de Mars. Guerre et paix au XXIe siècle*, publié en mars (Fayard, 392 pages, 25 euros, numérique 17 euros).

Dérégulation de la force, impuissance du multilatéralisme, affaiblissement des Etats-Unis : la guerre qui se déroule à Gaza depuis bientôt un an ne concentre-t-elle pas les dysfonctionnements du monde, dont vous dressez l'inventaire dans votre dernier ouvrage ?

Gaza est un cas majeur de dérégulation de la force, une sorte de déluge de feu qui a suivi l'action sans précédent du 7 octobre 2023. Nous assistons à une ignorance totale du droit humanitaire, à l'usage disproportionné de la force et à la confirmation de ce que nous savons déjà : dans les conflits du XXIe siècle, l'immense majorité des victimes sont des civils. Quant à l'impuissance des Nations unies, elle confirme ce que les gens oublient trop souvent : cette organisation est un ensemble d'institutions, plus ou moins liées les unes aux autres, fonctionnant chacune selon sa propre culture. Certaines sont devenues indispensables dans l'accompagnement des grandes tragédies, comme le Programme alimentaire mondial ou le Haut-Commissariat pour les réfugiés. En dépit de la paralysie du Conseil de sécurité et du climat politique général, ces agences continuent de fonctionner selon les missions qui leur sont assignées.

Est-ce le cas de l'agence qui s'occupe des réfugiés palestiniens, l'UNRWA ?

Bien sûr. Je ne suis pas certain que la campagne menée contre elle était autre chose que politique. Très vite, les Etats qui se montraient complaisants à l'égard de la position israélienne *[qui a accusé l'agence onusienne d'employer plus de « 450 terroristes »]*, en particulier les pays occidentaux, ont compris que la situation à Gaza était dramatique et qu'elle le serait encore plus sans l'UNRWA.

Comment analysez-vous la position de Washington dans ce conflit ?

Les Etats-Unis font preuve à l'égard de l'Etat hébreu de la même permissivité depuis la présidence de Harry Truman *[1945-1953]*. Ils n'ont pas montré aux autorités israéliennes qu'ils étaient prêts à faire usage du « bâton », par une interruption de leurs livraisons d'armes. Au contraire, Biden a signé *[en avril]* le projet de loi attribuant à Israël plus de 14 milliards de dollars *[12,7 milliards d'euros]* dans le cadre d'une enveloppe d'aide internationale *[comprenant aussi l'Ukraine et Taïwan]*. Malgré la gravité de la situation à Gaza, je crois pourtant que ce qui s'y passe est un leurre.

Que voulez-vous dire ?

L'éruption du 7 octobre a brutalement réveillé le front sud *[d'Israël]*, et Gaza est devenu le théâtre d'une tuerie d'une cruauté sans précédent. Elle a aussi activé le front nord *[à la frontière avec le Liban]* quand le Hezbollah s'est engagé dans une confrontation de basse intensité en soutien aux Palestiniens, qui ne devait s'arrêter qu'avec un cessez-le-feu de plus en plus hypothétique à Gaza. Cette confrontation suivait, de part et d'autre, un protocole implicite excluant une guerre totale entre Israël et le Hezbollah, comme celles d'avril 1996 *[opération « Raisins de la colère », au Liban sud]* ou de l'été 2006.

Depuis plusieurs mois, Israël s'est mis à violer ce protocole en élargissant le théâtre des opérations, avec des raids dans la plaine de la Bekaa et, surtout, dans la banlieue de Beyrouth, qui a tué une icône du Hezbollah, Fouad Chokr *[le 30 juillet]*. L'escalade décidée par le gouvernement israélien a atteint un niveau extrême avec l'attaque massive *[les 17 et 18 septembre]* contre les membres du Hezbollah, par le biais de bipeurs et de talkies-walkies piégés, qui a fait des dizaines de morts et des milliers de blessés. Cela indique la fin d'un protocole déjà écorné et un glissement probable vers une guerre plus large. Mais ni la sauvagerie à Gaza ni les risques d'embrasement au Liban ne sauraient voiler le fait que l'enjeu principal du conflit a été, et demeure, la Cisjordanie. Car c'est dans ce territoire que pourrait naître un Etat palestinien, une perspective que le gouvernement israélien – surtout depuis que les messianistes du Grand Israël y sont majoritaires – est déterminé à empêcher.

Cette tendance lourde condamne-t-elle la solution à deux Etats ?

Cette solution a de moins en moins de chances de voir le jour, parce que les faits accomplis sur le terrain sont importants et en raison du glissement à droite de l'opinion israélienne. La politique menée par l'Etat hébreu a consisté à affaiblir l'Autorité palestinienne – qui n'avait pas besoin de l'être, du fait de sa propre ineptie –, à l'utiliser comme une force supplétive et, surtout, à lui interdire de poser le pied à Gaza, c'est-à-dire à lui ôter la possibilité de représenter l'ensemble des Palestiniens.

Pour concevoir cette solution, il faudrait défaire ce paradigme vieux de plus de deux décennies. L'élite politique israélienne a-t-elle l'énergie, et des visionnaires, pour le faire ? J'en doute. L'idée des deux Etats n'est pas impossible physiquement. Démanteler quelques colonies, échanger des territoires, permettre aux Palestiniens d'utiliser les routes tracées en tous sens à travers la Cisjordanie : tout cela est faisable. Ce qui, par contre, est difficilement concevable, c'est une révolution copernicienne au sein de l'élite israélienne, habituée depuis plus de vingt ans à l'idée qu'elle était en train de préparer l'annexion de la Cisjordanie, avec l'acceptation de l'opinion israélienne et la complaisance de la communauté internationale.



Ghassan Salamé. JOEL SAGET/AFP

Votre livre met en évidence la responsabilité américaine dans l'affaiblissement du multilatéralisme…

Les Etats-Unis sont allés très loin dans sa délégitimation. Le mépris de l'OTAN et de l'ONU affiché par *[George W.]* Bush et *[Donald]* Trump n'était pas surprenant. En revanche, le comportement de *[Barack]* Obama par rapport à ses promesses était très décevant. De même celui de *[Joe]* Biden : certes, nous avons assisté avec lui à un retour en grâce de l'Europe, mais sans beaucoup d'investissement dans le multilatéralisme. Il n'a pas montré d'intérêt particulier à rétablir l'accord sur le nucléaire iranien *[signé en 2015, dont Washington s'est retiré en 2018]*.

Quand on accepte la paralysie du Conseil de sécurité, l'instrument principal de la sécurité collective, concernant Israël ou d'autres sujets, il est difficile de reprocher ensuite aux Russes d'en faire autant vis-à-vis de la Syrie ou de l'Ukraine. Quand le fondateur, l'hôte et le principal financier du système onusien montre du mépris et de l'indifférence vis-à-vis de l'ONU, il ne faut pas s'étonner de l'opportunisme arrogant de puissances moyennes – Turquie, Iran, Inde et bientôt, peut-être, Brésil et Afrique du Sud – qui invoquent ce mépris américain pour légitimer des alliances contradictoires. On le voit avec la Turquie, membre de longue date de l'OTAN, qui demande aujourd'hui à intégrer les BRICS. Dans ce climat international où l'opportunisme est devenu le maître mot de la diplomatie, les alliances et l'action multilatérale sont affectées, et le moindre accord sur la sécurité collective est très difficile à obtenir.

Comment s'articulent l'affaiblissement de l'Occident et le mouvement postcolonial à l'origine de situations inédites, notamment en Afrique ?

Le mouvement postcolonial est très intéressant d'un point de vue conceptuel, parce qu'il pose la question de savoir à quel moment, et par qui, peut se clore un chapitre de l'histoire universelle. La plupart des puissances coloniales ont refermé le chapitre colonial, ou ont considéré qu'il l'avait été, le jour où un grand nombre de pays d'Afrique et d'Asie ont accédé à l'indépendance politique. Cette idée était acceptée par les élites locales dans les années 1960 et 1970. Mais la nouvelle génération considère aujourd'hui que le mea culpa des ex-puissances coloniales n'a pas été convaincant et que ce chapitre a été suivi par une phase postcoloniale marquée par la dépendance économique et le dénigrement culturel. Les pays du Sahel représentent le cas d'école de cette remise en cause. Leur répudiation de la présence française me paraît plus sérieuse que leur acceptation de la présence russe, qui est un pis-aller. Mais il existe une autre dimension à ce ressentiment postcolonial.

Quelle est cette dimension ?

Il s'agit de tout ce qui est lié à la grande question démographique que les Occidentaux ont tant de mal à gérer. Le glissement à droite observé dans la plupart des élections occidentales, des Etats-Unis à l'Allemagne, est fondamentalement mû par le déséquilibre démographique mondial. Toute personne un peu raisonnable sait que l'Europe va subir une énorme pression migratoire. On peut mettre des garde-côtes partout, essayer de barricader la Méditerranée, rétablir un dictateur en Libye pour stopper les passages…, cela ne résoudra pas le problème lié aux très faibles taux de renouvellement des populations européennes. Cette difficulté est aggravée par le refus net des pays du Nord de laisser passer des migrants du Sud, même sur une base économique, qui prennent de plus en plus de risques pour fuir une dictature, une guerre civile, mais aussi la conscience qu'ils n'auront pas une vie décente dans leur pays.

Il faudrait une sorte de boussole pour débloquer ce malentendu entre Etats européens et africains. On pourrait imaginer un système d'alternance de travail pour multiplier le nombre de personnes qui bénéficieraient d'une expatriation éphémère sans s'installer dans les pays du Nord. Le système coréen, par exemple, accorde des visas de travail limités dans le temps pour éviter des demandes de cartes de résident. On peut penser à beaucoup de choses. Ce qui est sûr, c'est que les opérations purement sécuritaires, comme celles qui se multiplient en Méditerranée, ne résolvent pas le problème. Sans compter les manipulations de cette question de l'immigration par des Etats « voyous », comme la Biélorussie *[en 2021]* ou le Nicaragua, aujourd'hui, qui autorise des Chinois et des Africains qui veulent rejoindre les Etats-Unis à atterrir sur son sol *[moyennant finance]*.

Nous sommes face à un déséquilibre démographique sans précédent et face à une attitude de plus en plus cynique de la part de pays de transit qui obtiennent des pays de destination des compensations financières pour leur coopération. On a vu ça en Turquie, en Tunisie, en Libye… Davantage que les miettes accordées pour le développement local et qui ne produisent pas les effets attendus, ou que ces pleurnicheries sur la démocratie dans des pays où la kleptocratie locale peut être aussi bien civile que militaire, il me semble qu'un grand contrat social, mondial, sur l'immigration, conçu de manière créative, peut être la voie qui permettra de sortir de ce dilemme postcolonial, aigu au Sud et dénié au Nord. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GILLES PARIS

Le Monde
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024

A la Biennale de Lyon, un fleuve intranquille

Jeunes artistes et figures confirmées se mêlent dans un ensemble foisonnant, mais sans ligne directrice

ARTS
LYON - *envoyés spéciaux*

La 17e édition de la Biennale d'art contemporain de Lyon a été confiée à Alexia Fabre, ancienne directrice du MAC Val, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Elle préside aussi, depuis 2022, aux destinées de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (Ensba) de Paris. Avec Isabelle Bertolotti, la directrice artistique, elle a réuni, dans neuf lieux – jusqu'à la station de métro Part-Dieu – de la métropole lyonnaise, 78 artistes, venus avec 280 œuvres, dont le tiers est exposé pour la première fois, et 70 produites spécifiquement pour l'événement qui se poursuit jusqu'au 5 janvier 2025. Pour un budget de 8 millions d'euros, elle espère accueillir 300 000 visiteurs (270 000 en 2022).

Le thème proposé cette année aux artistes est « Les Voix des fleuves », étrangement traduit en anglais (car la biennale est internationale, avec 59 % d'artistes étrangers) par « Crossing the Water », « traverser l'eau ». Alexia Fabre entend célébrer l'accueil de l'Autre, en s'appuyant sur l'utilisation millénaire du réseau fluvial de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui, dit-elle, a permis *« de colporter et d'échanger les produits, de transporter des personnes et générer des rencontres »*. A la visite, on ne peut pas dire que tous les artistes ont respecté la consigne...

Dans leur grande majorité, ils sont très jeunes (la benjamine, Sofia Salazar Rosales, n'a que 25 ans), ce qui est judicieux, tant par ce que cela promet de découvertes qu'en raison du fait que la moitié du public de la dernière édition avait moins de 26 ans, comme ont pu le constater les organisateurs. Les anciens n'ont toutefois pas été oubliés, comme Annette Messager (80 ans), Christian Boltanski (1944-2021) ou la regrettée Sylvie Fanchon (1953-2023), qui enseigna longtemps à l'Ensba.

Espaces parfois difficiles

La jeunesse, ou au contraire l'expérience, n'était pas de trop pour se confronter aux espaces parfois difficiles de la Biennale, notamment un nouveau lieu, l'ancien site de réparation de la SNCF dit « Les Grandes Locos » : 50 000 mètres carrés dont 20 000 d'exposition. Avec une halle redoutable, grande et haute voûte d'un béton vieillissant qui, de l'aveu des responsables de la biennale, a conduit bien des artistes qui le découvraient à repenser totalement leur installation, sans pour autant être effrayés par l'aspect « squat » du lieu : nombre d'entre eux, surtout les plus jeunes, le vivent au quotidien. Mieux, le côté déglingué peut inspirer, comme c'est le cas pour Michel de Broin : il a créé sur toute la voûte une étrange calligraphie de néon qui souligne les parties restaurées, plus claires, du béton.

D'autres ont tenté de trouver une forme d'intimité en créant qui un couloir, qui un tunnel, comme Hans Schabus, dont le cylindre de bois, que l'on peut traverser d'une extrémité à l'autre, permet un instant d'échapper à l'immensité de l'espace de la nef : il a les dimensions de la carlingue d'un Airbus A321. D'autres encore se sont créé un espace plus intime, en s'installant dans un conteneur, ou dans un bureau vitré en périphérie de la nef. D'autres enfin jouent avec ironie de l'histoire du lieu, comme Pilar Albarracin dont les Cocotte-Minute (une cinquantaine) lâchent leur vapeur à l'approche des visiteurs, telles les locomotives du temps jadis. Nos camarades cheminots apprécieront de reconnaître, dans les sifflements variés, les notes de *L'Internationale*...

Un second bâtiment, sur le même site, moins effrayant par ses dimensions, accueille d'autres artistes – ils sont trente-six rien qu'aux Grandes Locos –, qui ne souffrent pas des dimensions de l'endroit, mais d'être, malgré leurs qualités, éclipsés par l'envoûtement que procure, à ceux qui acceptent de s'y immerger, une installation vidéo d'Oliver Beer, un plasticien qui a aussi une formation de compositeur. Il a convié huit chanteurs choisis un peu partout dans le monde dans des cavernes peintes au paléolithique supérieur en Dordogne. Chacun y a choisi l'emplacement qui lui convenait le mieux, non pour sa beauté ou son confort, mais pour la qualité du son qu'il rendait en écho : une sorte de diapason naturel, pour entonner une chanson de son enfance, huit comptines issues de huit cultures et langues différentes. Chacun chante dans son coin, mais tous sont finalement réunis grâce aux huit écrans en une polyphonie parfaite. Donner des concerts dans les cavernes, le principe existe dans bien des grottes visitables, et certains pensent même (l'hypothèse est discutée) que nos ancêtres choisissaient d'orner telle ou telle partie de leur antre en fonction de ses qualités acoustiques. Beer lui a donné une dimension presque magique.

Bien d'autres lieux méritent la visite, chacun avec ses qualités : l'Institut d'art contemporain de Villeurbanne réunit dix jeunes artistes dans des conditions plus proches de la normale muséale qu'aux Grandes Locos, chacun bénéficiant d'une salle, au départ un classique « white cube » qu'ils sont nombreux pourtant à avoir pris plaisir à bouleverser. La Cité internationale de la gastronomie, implantée dans l'ancien hôtel-Dieu, est également un lieu difficile, mais onze artistes en ont fait leur terrain de jeu, d'Annette Messager, qui hybride animaux naturalisés et peluches dans les belles armoires boisées de l'ancienne pharmacie, au très réjouissant Malo Chapuy, qui s'est réfugié dans trois toutes petites pièces d'angle, écrins rêvés pour ses vitraux faits de visières de protection en plastique, et ses tableaux peints à la manière médiévale, avec les sujets qui vont avec : ainsi saint Nicolas sauve les marins de la noyade, sauf qu'il se détache sur un fond d'éoliennes en mer...

Un nouveau lieu, Les Grandes Locos, offre 50 000 mètres carrés dont 20 000 d'exposition



« Monument for People on the Move » (2024), de Hans Schabus, aux Grandes Locos, à Lyon. JAIR LANES/ADAGP, PARIS, 2024



« Sans titre » (2022), de Malo Chapuy, aux Grandes Locos, à Lyon. JAIR LANES/ADAGP, PARIS, 2024

Voix fortes peu nombreuses

Dans cette assemblée d'artistes, dont on a souvent peine à comprendre ce qu'ils auraient en commun, les voix fortes sont peu nombreuses, comme s'il était entendu qu'il faut éviter tout ce qui susciterait malaise et controverse. Vaines précautions, car ce sont celles qui ont ce pouvoir de troubler qui s'imposent. Tel est évidemment le cas de l'ensemble des travaux de Taysir Batniji au Musée d'art contemporain (MAC). Batniji est né à Gaza, en 1966, et vit à Paris depuis les années 1990. Il procède par séries. L'une d'elles paraît presque muette : les relevés d'empreintes de chaussure sur les trottoirs parisiens – parce que collecter de telles traces est une méthode policière. Les autres sont plus explicitement politiques.

De la succession des courriers administratifs, visas et passeports que les administrations israélienne, puis italienne et française lui ont adressés, de son départ des territoires occupés jusqu'à sa naturalisation, il fait une frise qui n'en finit pas de s'allonger. Les captures d'écran de ses communications avec sa mère, demeurée à Gaza, rendent visibles les brouillages et coupures qui interrompent leurs conversations. La pièce la plus récente, intitulée par dérision *Au cas où #2*, occupe une salle. Les murs sont couverts des rangées de deux cents photographies qui toutes montrent des trousseaux de clés. Sous chacune, Batniji écrit au crayon l'histoire de ces clés. Par exemple : *« Dr Abd El-Rahim, professeur de littérature et de critique à l'université Al-Aqsa, habitant de la ville de Gaza. Réfugié à Rafah. Sa maison a été détruite par un bulldozer le 3 janvier 2024. »*

Tous les récits se terminent sur une telle destruction et, parfois, sur la mort des habitants. En 2010, il avait réalisé un ensemble de fausses annonces immobilières illustrées d'images de villas en ruine après les combats de l'hiver 2008-2009. Les faits se répètent, et Batniji en témoigne avec de plus en plus de sobriété. Dans une deuxième salle, sombre celle-ci, il a dessiné au sol le plan routier de sa ville natale en lignes bleues, dont on sait qu'elles ne représentent plus rien désormais.

Parmi toutes les œuvres exposées, ce sont celles qui ont le pouvoir de troubler qui s'imposent

Cette puissante intrusion de l'actualité place bien des œuvres voisines dans une situation délicate. Par comparaison, trop d'entre elles paraissent un peu trop anecdotiques, légères. Il y a des exceptions cependant. Certaines ne surprennent pas car ce sont les travaux, déjà vus, d'artistes connus de longue date. Le film *Continuity* (2012), de l'Israélien Omer Fast, est, sur un sujet abondamment traité dans la façon hollywoodienne, les guerres d'Afghanistan, l'un des très rares qui ne sacrifie rien à la grandiloquence patriotique et à l'exhibitionnisme militaire, et rend visibles les traumatismes de façon toujours indirecte – et d'autant plus efficace. La musique des clochettes japonaises plantées dans la neige que filmait Christian Boltanski en 2017 est toujours aussi tremblante et mélancolique.

On ne connaissait pas encore, à l'inverse, la vaste installation de ferrailles de construction que Myriam Mihindou place à l'entrée des Grandes Locos. A l'extrémité des fers à béton sont fichés des bras nus de femmes, et toutes lèvent le doigt, comme pour demander le droit de parler. Que l'on y voie une référence aux luttes féministes ou ouvrières, cette installation symbolique s'inscrit dans la suite de ses travaux récents, de plus en plus politiques et acérés.

Ce dernier adjectif s'applique aussi bien à la vidéo *Ride*, de Jérémie Danon et Kiddy Smile. Elle a pour sujet la manière dont le cinéma français montre – ou ne montre pas, ou travestit – les corps noirs féminins et masculins. Elle déjoue autant les artifices visuels du cinéma que les stéréotypes racistes toujours actifs. Des réflexions graves sont ici énoncées sur un mode faussement dégagé et presque comique, preuve que la dénonciation ne passe pas nécessairement par le pathétique. Une autre se trouve dans les travaux sur papier et toile de Tirdad Hashemi, qui, parce que queer, a dû fuir l'Iran. Réalisées avec sa compagne, Soufia Erfanian, ce sont des saynètes du quotidien et de l'intimité, mais aussi des allégories de l'exil et du désir d'échapper aux interdits supposément moraux qui ont tué Mahsa Amini.

Enfin, le dernier étage du MAC est réservé à une seule artiste, Grace Ndiritu. A ses œuvres textiles, elle a associé différents objets d'art produits par de nombreuses civilisations, pour l'essentiel provenant des collections des musées de la ville de Lyon. Manière de nous dire que, dans la plupart des pays du monde, l'un des rares lieux à accueillir l'étranger, c'est bien le musée. L'étranger, ou du moins son art. Et de l'aimer aussi, au point qu'il rechigne à le restituer quand on le lui réclame. ■

HARRY BELLET ET PHILIPPE DAGEN

Les Voix des fleuves, 17e Biennale d'art contemporain de Lyon, jusqu'au 5 janvier 2025.

La comédie tout en postiches de Richard Linklater

« Hit Man », à voir sur MyCanal, suit un faux tueur à gages aidant la police à arrêter ses commanditaires

CINÉMA

Qu'y a-t-il de si attachant dans l'œuvre de Richard Linklater, ancien rejeton du phénomène « indé » des années 1990 (*Slacker*, *Before Sunrise*, *Génération rebelle*, *Boyhood*) ? Sans doute le régime régulier avec lequel le Texan, installé à Austin, enchaîne encore aujourd'hui, à 64 ans et après trente ans de carrière, des films à la fois originaux et modestes, certes inconstants, mais jamais soucieux de tirer la couverture à eux.

A ce titre, *Hit Man*, son dernier long-métrage, présenté hors compétition à la Mostra de Venise en 2023, représente une sorte d'antidote à la crise inflationniste que traverse en ce moment le cinéma américain. Voici une comédie de caractère, simple et enlevée – genre millimétré qui a largement migré vers le petit écran –, d'une facture toute classique, brassant une riche matière humaine et toute une galerie de personnages. *Hit Man* appartient en outre, comme avant lui *Bernie* (2011), à une veine de son cinéma qu'on pourrait dire « inspirée de faits réels », mais pour mieux en faire un promontoire à fiction.

Un film de caractère, simple et enlevé, d'une facture classique, brassant une riche matière humaine et toute une galerie de personnages

Déguisements appropriés

Tout part d'un article de Skip Hollandsworth, publié en 2011 dans le magazine *Texas Monthly*, au sujet de Gary Johnson, un discret professeur de philosophie de Houston, qui, pendant plusieurs années, joua pour la police locale le rôle de faux tueur à gages, afin de prendre sur le fait des particuliers prêts à faire supprimer la vie d'un proche. Johnson, qui aida ainsi à conclure une soixantaine d'arrestations, eut notamment à cœur d'élaborer des déguisements appropriés à chacun des commanditaires, et a rencontré à travers ceux-ci une foule de profils et, surtout, d'effarantes impasses existentielles : maris ou femmes voulant éliminer leur conjoint, des employés leur patron, un adolescent ses parents, des amants leurs rivaux, etc. Ecrit avec son acteur principal, Glen Powell, le film transpose le fait divers dans le décor plus pittoresque de La Nouvelle-Orléans, et aborde ce personnage insolite sur la brèche de sa métamorphose.

Car Gary est d'abord dépeint comme un parfait normopathe, prof à lunettes divorcé vivant seul avec ses deux chats, englué dans une banalité sans éclat, si ce n'étaient les missions d'appoint qu'il effectue pour la police en tant qu'électricien. Amené à remplacer un collègue mis à pied, le voilà bombardé dans la peau du tueur pro, rôle qu'il investit avec tant de conviction que les suspects tombent dans ses filets.

Gary se compose des figures de plus en plus variées : un jour parfait plouc sudiste à tatouages, le lendemain Russe impavide en manteau de cuir noir ou encore pervers au teint nordique en col roulé. Lui qui donne cours sur la structure du psychisme freudien se découvre dans ce rôle d'exécuteur une sorte d'« idéal du moi », qui libère en lui un fond d'aisance, d'assurance, de « coolitude ».

Dans sa première partie, *Hit Man* actionne ce ressort classique de comédie qu'est le changement de costume, à quoi l'enchaînement des situations et l'abattage caméléon de Glen Powell confèrent un entrain communicatif. Richard Linklater installe son héros au cœur d'une double « routine » : à son quotidien immuable s'adosse une valse de numéros transformistes, d'exercices de postiches, qui ouvrent en lui un éventail de facettes plus ou moins inavouables. Tout comme aux différents personnages que s'invente Gary répond la succession de ses « clients », autant de sociotypes croqués avec malice en quelques traits saillants, formant un petit panel d'humanité dévoyée. La procédure policière s'appuyant sur un simulacre, son exécution grimée convoque comme une scène sans théâtre, secondée au loin par un camion-régie qui enregistre toute l'action. Ici, spectacle et réalité sont entièrement réversibles.



Gary Johnson (Glen Powell) et Madison (Adria Arjona). SND/BRIAN ROEDEL/NETFLIX

A mi-parcours, les données de la comédie policière se compliquent encore d'un récit amoureux. Gary tombe un jour sur une belle cliente, Madison (Adria Arjona), qui voudrait faire éliminer son mari violent, avec laquelle s'engage un jeu de séduction. Elle tombe amoureuse non pas de Gary mais de son masque de tueur. Il faudra ensuite tout le travail de la comédie romantique pour que les identités d'emprunt cèdent place aux caractères réels. Avec l'arrivée de cette partenaire féminine, Richard Linklater trouve de quoi relancer ses dispositifs de jeu et de faux-semblants. Les amants deviennent, en quelque sorte, des acteurs au carré, amenés à dénicher la raison pure de leur attirance dans l'exercice même du mensonge.

L'invention perpétuelle du moi, le recours à l'imaginaire, le bon usage des archétypes sont évidemment au cœur de ce *Hit Man* qui exalte les puissances du jeu comme vecteur de mobilité sociale. Richard Linklater aurait pu générer du trouble et des faux-semblants, mais c'est au contraire par les voies les plus classiques, celles de la clarté et de la fluidité, qu'il réactualise ces grands thèmes canoniques de la comédie. Porté par ses dialogues et son écriture, le film s'en remet aux vertus dialectiques du champ-contrechamp, qui distribue façon ping-pong les échanges multibandes entre personnages. Mais aussi à la vivacité d'un montage elliptique qui brasse de vastes chaînes de péripéties – comme cette belle séquence qui prouve, archives à l'appui, que la figure du tueur à gages est une invention de l'imaginaire collectif. *Hit Man* a certes un petit côté passe-partout, mais c'est avec ce genre de petit film roublard et sympathique, qui semble rouler tout seul, qu'on entretient les rouages de la fiction. ■

Le cinéaste transpose le fait divers à La Nouvelle-Orléans et aborde ce personnage insolite sur la brèche de sa métamorphose

MATHIEU MACHERET

Film américain de Richard Linklater. *Avec Glen Powell, Adria Arjona, Austin Amelio, Retta, Sanjay Rao (2023, 1 h 53). Disponible sur MyCanal.*

Le cheval s'invite dans les salons du château de Versailles

L'établissement, qui a accueilli l'équitation aux Jeux olympiques et paralympiques, consacre une exposition à la représentation de l'animal

EXPOSITION

A quoi l'animal peut-il bien penser, son regard, où l'on peut lire un mélange de curiosité et d'inquiétude, planté dans le nôtre ? Signée Théodore Géricault (1791-1824), la *Tête de cheval blanc* traduit bien la fascination exercée sur les peintres par ces animaux aux attitudes énigmatiques. L'œuvre est présentée au château de Versailles, dans une foisonnante exposition intitulée « Cheval en majesté », qui explore quatre siècles d'art équestre, de la Renaissance au début du XXᵉ siècle. Elle se découvre dans une dizaine de salons du palais, au fil d'un long parcours jalonné de quelque 300 œuvres.

Proposée à l'occasion des Jeux olympiques (JO) et paralympiques – le parc du château a accueilli les épreuves équestres –, l'exposition survit à Paris 2024 et se tient jusqu'au 3 novembre. Le flot des visiteurs devrait connaître un bond avec l'arrivée surprise de Zeus, le cheval mécanique argenté dont les cavalcades sur la Seine avaient enchanté les spectateurs de la cérémonie d'ouverture des JO : après avoir été exposé dans la cour de la Mairie de Paris, il rejoindra, à partir du 1ᵉʳ octobre, le palais du Roi-Soleil.

Le lieu a probablement influé sur le choix fait par les commissaires de centrer l'exposition sur la vie de cour, l'art et la guerre plutôt que sur la vie domestique ou le travail aux champs. Le cheval y est représenté avec la même magnificence que les souverains ayant occupé les lieux. Dès la première salle, ils sont plusieurs à se dresser fièrement, crinière au vent, tel Kortom, ou soigneusement lissée, comme Sultan, peints grandeur nature sur des toiles monumentales.

Ces chevaux ont été les favoris de Charles XI de Suède, qui les a fait immortaliser par David Klöcker Ehrenstrahl (1628-1698). Louis XIV aussi chérissait ses chevaux – ses écuries en comptèrent jusqu'à 2300 –, dont les noms, que l'on découvre sur un registre de la Maison du roi, reflétaient le caractère – le Commode, le Charmant, le Pompeux, etc. Quant à Marengo, représenté par Jacques-Louis David (1748-1825) sur la célèbre toile *Bonaparte franchissant le Grand-Saint-Bernard*, il a acquis une notoriété quasi égale à celle de son cavalier.

« Cheval en majesté » explore quatre siècles d'art équestre, de la Renaissance au début du XXᵉ siècle

« La plus noble conquête que l'homme ait jamais faite est celle de ce fier et fougueux animal qui partage avec lui les fatigues de la guerre et la gloire des combats (…). *Il partage aussi ses plaisirs, à la chasse, aux tournois, à la course, il brille, il étincelle »*, écrit Buffon dans son *Histoire naturelle* (1749-1789). Pour les fêtes, les animaux sont luxueusement parés, comme en témoignent une selle d'apparat en velours brodée d'argent, cadeau diplomatique de Louis XIV au roi de Pologne, Auguste le Fort, et cette autre en velours de soie tissé de fils d'or et d'argent, offerte à Charles XI de Suède.

Dans le décor tout en dorures et verreries de la galerie des Glaces trône le spectaculaire *Portrait équestre de Léopold de Médicis*, signé Justus Sustermans (1597-1681), prêt du château de Konopiste, ancienne résidence impériale, en République tchèque. Agé de 7 ans, le jeune prince est représenté sur sa jument andalouse à la crinière tellement vertigineuse que pour éviter qu'elle ne touche le sol, on l'a attachée sur le haut de la selle avec un élégant ruban.

Long compagnonnage

Pour le combat, le cheval se voit doté d'une seconde peau métallique censée le protéger, décorée avec virtuosité par des maîtres armuriers. Quatre spectaculaires chanfreins royaux en forme de dragon recouvrant les parties fragiles de la tête sont présentés. Ainsi harnaché, l'animal envoyé sur les champs de bataille avait l'allure d'une créature fantastique.

Des protections bien insuffisantes, toutefois, face à la violence des combats : une salle entière est consacrée à la mort, évoquée par plusieurs tableaux de bataille, dont le plus évocateur est celui de Joseph Ferdinand Boissard de Boisdenier (1813-1866), relatant un épisode de la retraite de Russie. On y voit, dans la neige, un combattant couché sur son cheval, qui lui délivre un peu de sa chaleur avant d'expirer. Une fascinante série de dessins de Charles Le Brun (1619-1690) montre avec un réalisme saisissant l'animal mourant, allongé sur le dos, le ventre gonflé ou couché sur le flanc.

L'anatomie du cheval et ses proportions parfaites ne pouvaient laisser indifférent Léonard de Vinci (1452-1519), qui, toute sa vie, s'est passionné pour les structures et le fonctionnement des êtres vivants. Issu de la Royal Collection Windsor, un dessin du Florentin, daté des années 1480, représente l'animal de profil, ses dimensions relevées au compas, travail préalable à la réalisation d'une série de sculptures équines. A l'époque romantique, c'est l'âme du cheval que les artistes s'efforcent de sonder. Réunis dans l'appartement de la dauphine, des œuvres de Théodore Géricault, de Carle Vernet (1758-1836) et d'Eugène Delacroix (1798-1863) nous font partager les émotions de l'animal surpris par une tempête ou effrayé par un orage.

La longue période de compagnonnage entre l'homme et le cheval s'achève avec l'avènement, au début du XXᵉ siècle, des industries ferroviaire et automobile. Non sans malice, l'exposition se clôt sur un tableau de Léon Fauret (1863-1955) retraçant l'arrivée au Grand Palais, à Paris, pour le premier Salon de l'automobile, des premières voitures… traînées par des chevaux.

Après Versailles, le cheval donne rendez-vous aux amateurs dans un autre lieu prestigieux, le château d'Ecouen (Val-d'Oise). Siège du Musée national de la Renaissance, l'édifice semi-royal propose, à partir du 16 octobre (et jusqu'au 27 janvier 2025), une exposition sur le portrait équestre dans la France de cette période, dans les appartements de Catherine de Médicis, elle-même, selon ses biographes, cavalière *« émérite »*. ■

SYLVIE KERVIEL

« Cheval en majesté. Au cœur d'une civilisation ». *Château de Versailles (Yvelines). Jusqu'au 3 novembre. Tous les jours, sauf le lundi, de 9 heures à 18 h 30. De 13 euros à 21 euros. Chateauversailles.fr*

François Sarhan, fil rouge du festival Musica

A Strasbourg, un focus est consacré à l'artiste, qui pratique la composition sans frontières



François Sarhan, à Strasbourg, en juillet. BENOÎT LINDER

RENCONTRE

Qu'il le veuille ou non, parce qu'il est du genre discret et qu'il a tendance à fuir les grandes institutions, François Sarhan apparaît comme la figure emblématique du festival Musica, organisé à Strasbourg, du 20 septembre au 6 octobre. Une exposition (« Epicerie solitaire »), une nouvelle pièce de théâtre musical (*Les murs meurent aussi*), une partition pour ensemble à cordes (*Covaru*) donnée en création mondiale et le dernier état d'une performance évolutive (*Log Book*), inaugurée en 2019, tels sont les éléments d'un « Focus François Sarhan », dont le principal intéressé pense bénéficier pour son adhésion à une démarche créatrice chère au directeur de Musica. « *Stéphane Roth voit en moi quelque chose de représentatif d'une certaine tendance de la musique contemporaine qu'illustrent également Simon Steen-Andersen ou Jennifer Walshe, des gens qui ont assumé la manière pluridisciplinaire d'aborder la musique.* »

Toutefois, s'il se retrouve dans le travail de ce Danois et dans celui de cette Irlandaise de sa génération, le Français de (bientôt) 52 ans regrette un peu d'avoir dû, encore en 2024, prouver qu'il est un « vrai » compositeur, en écrivant, pour l'Ensemble Resonanz, une œuvre de trente minutes (*Covaru*), sans recourir à la vidéo, aux arts plastiques ou à la mise en scène. D'autres que lui ont rencontré le scepticisme de leurs collègues compositeurs, pour s'être écartés de la ligne purement musicale de la création contemporaine : Fausto Romitelli, Jacques Rebotier…

François Sarhan comprend qu'on puisse voir en eux certains de ses « parents » mais seulement comme de « *grands-oncles éloignés* », alors qu'il désigne Pierre Boulez (1925-2016) comme la référence principale de son arbre généalogique, en opposition à l'autre influence marquante de son adolescence, Frank Zappa (1940-1993), « *pour le goût de la laideur et du mélange des genres* ». Cependant, les compositions écrites au terme d'une formation académique (violoncelle, contrepoint, analyse, orchestration) s'avèrent « *totalement bouléziennes* ».

Contraint à s'exiler

De fait, comme l'auteur du *Marteau sans maître* (1954), François Sarhan a connu une situation le contraignant à s'exiler. « *En 2010, j'ai eu l'impression que le biotope musical de Paris avait perdu de sa vitalité et que mes préoccupations n'y étaient pas entendues comme en Allemagne ou en Norvège. C'est pourquoi je suis parti.* » Fixé d'abord à Prague (en raison d'origines tchèques), François Sarhan vit (depuis 2015) à Berlin et avoue ne plus trop savoir ce qui se passe en France.

C'est pourtant dans l'Hexagone qu'il a obtenu ses premiers succès, à l'instar de *Kyrielle du sentiment des choses*, en 2004, sur un texte de Jacques Roubaud (l'un des deux pôles poétiques du musicien, l'autre étant le surréalisme). Vingt ans plus tard, l'artiste se montre critique vis-à-vis d'une production « *trop cadrée* », à la différence des collaborations qu'il effectuera avec William Kentridge, « *magnifique plasticien, metteur en scène et lui-même interprète* ».

Une rencontre déterminante, dont témoigne *Telegrams from the Nose* (2008), avec pour principale conséquence la nécessité de monter sur scène. « *Se trouver sur le plateau enrichit infiniment le rapport au son, au temps, et la respiration qu'on a avec le public* », assure celui qui a découvert, avec William Kentridge, qu'il était possible de « *réaliser soi-même un objet dans lequel les rôles n'ont pas besoin d'être hiérarchisés ou figés* ».

Cet adepte du collage est fasciné « par les projets dont on n'arrive pas à établir les contours »

A cette aspiration répond l'« Epicerie solitaire », une installation dans laquelle François Sarhan accueillera les visiteurs, assis dans un fauteuil de papier, à proximité d'une caisse où il enregistrera leurs éventuels achats. Un livre de musicologie alternative (*L'Encyclopédie du professeur Glaçon*), un jeu de cartes (sur une face, une illustration, sur l'autre, un QR code pour écouter un fragment musical) réalisées à partir de son *Log Book*, dont certains éléments orneront les murs… Quant au *Log Book* lui-même, il sera accessible sous la forme d'un concert continu de quatre heures (assuré, dimanche 29 septembre, par le Zafraan Ensemble), qui résulte de la tenue d'une sorte de carnet de bord très personnel.

« *Une conversation, mon fils qui chante, des fragments de mémoire transposés dans un présent qui n'en finit plus* », explique François Sarhan, qui dit procéder ici comme un entomologiste. Fasciné « *par les projets dont on n'arrive pas à établir les contours* », cet adepte du collage tend vers l'idéal d'une œuvre sans fin avec ce *work in progress*. Dans le temps comme dans l'espace, la notion de frontière s'y trouve niée. Elle constituera d'ailleurs le fondement d'une pièce de théâtre musical, *Les murs meurent aussi*, inspirée de conflits contemporains (Ukraine, Palestine). ■

PIERRE GERVASONI

Focus François Sarhan. Festival Musica, Strasbourg. Jusqu'au 6 octobre.

Avec l'album « No Name », l'essence rock retrouvée de Jack White

Le sixième album solo du guitariste, chanteur et producteur, renoue avec le blues punk garage virulent des White Stripes

MUSIQUE

Personne ne l'avait vu venir. Le sixième album solo du rockeur américain Jack White, ex-White Stripes et patron du label Third Man Records, est sorti à la surprise générale en plein milieu de l'été par un canal de distribution plutôt inhabituel. Vendredi 19 juillet, sans la moindre annonce préalable, les clients des boutiques Third Man Records de Londres, Nashville et Detroit (Jack White est le propriétaire des trois) se sont vu offrir gracieusement en complément de leurs emplettes une mystérieuse pochette vinyle blanche seulement tamponnée de la mention *No Name* (« sans nom »). Ce n'est qu'une fois posé le 33 tours sur la platine que les chanceux acquéreurs ont découvert qu'il s'agissait du sixième album studio de Jack White III.

En quelques heures, le disque est piraté et partagé sur la Toile sur les propres encouragements de son géniteur. Avec ce coup de promo, le « guitar hero » des années 2000 et as du marketing démontre qu'il possède toujours un voire deux coups d'avance.

Car le patron du label Third Man Records possède son studio d'enregistrement à Nashville (Tennessee) ainsi que sa propre usine de pressage de vinyles. Parfaitement autonome, il peut ainsi contrôler toutes les étapes (création, pressage, distribution dans ses boutiques), ce qui fait de lui un cas à part dans le milieu de la musique. L'électron libre du rock a d'ailleurs improvisé une tournée dans des petits clubs aux Etats-Unis (tous les concerts joués à guichets fermés), comme au bon vieux temps des White Stripes.

Droit à l'essentiel, sans fioritures à l'instar de son titre « sans nom », le matériel ne trompe pas sur la marchandise. En matière d'inspiration, nous n'avions pas entendu le Tim Burton du rock dans un tel état d'urgence depuis la fin, en 2011, de son explosif tandem avec la batteuse Meg White.

Riffs survoltés

Que ce soit en solo ou avec ses projets parallèles – The Dead Weather et The Raconteurs –, le musicien et producteur nous a plutôt habitués à livrer des disques de plus en plus produits et arrangés. Après *Fear of the Dawn* et *Entering Heaven Alive*, parus en 2022, deux albums denses et variés, il s'offre avec *No Name* un retour aux sources de son blues punk garage si galvanisant. Entouré du fidèle bassiste Dominic John Davis, du batteur des Raconteurs, Patrick Keeler, et du claviériste Bobby Emmett (une nouvelle recrue), le natif de « Detroit Rock City » accouche d'un disque brut, sans temps morts.

Parmi les treize titres autoproduits en 2023 et en 2024, neuf ont été conçus dans une configuration trio (guitare-basse-batterie). *Number One with a Bullet* renoue avec le binôme guitare-batterie. Seules exceptions à cette formule serrée, sa fille, Scarlett White, 17 ans, joue de la basse sur *Underground*, et son épouse, Olivia Jean (membre du quatuor féminin The Black Bells), assure derrière les fûts sur l'impérial *That's How I'm Feeling*.

Le diable bleu aligne, quant à lui, une implacable série de riffs survoltés (*Old Scratch Blues*, *Bless Yourself*, *Missionary*, *Number One with a Bullet*), hurle comme un damné, enchaîne du hard rock à la Led Zeppelin (*What's the Rumpus ?* et *It's Rough on Rats*) ou du rhythm and blues suramplifié (*Bombing Out*), et s'offre même avec *Underground* une mélodie pop façon Wings graissée à la sauce garage.

Certaines paroles en disent long sur sa colère contre Donald Trump : « *J'ai l'impression que la vérité est devenue une simple opinion* », éructe-t-il sur *What's The Rumpus ?* Liant la parole aux actes, Jack et son ex-moitié Meg White ont porté plainte, le 9 septembre, contre le candidat républicain pour avoir utilisé le tube *Seven Nation Army* dans une vidéo de campagne. A bientôt 50 ans, Jack White est toujours aussi remonté. ■

FRANCK COLOMBANI

No Name, de Jack White, Third Man Records/Legacy.

SÉLECTION ALBUMS



JULIETTE GUIGNARD
A la folie
Œuvres de John Cage, Monsieur de Sainte-Colombe, William Young, François Rossé, Jean Lacquemant, Lionel Ginoux, Jean-Sébastien Bach, Karl Friedrich Abel, le sieur Demachy par Juliette Guignard (viole de gambe).

Cofondatrice de l'ensemble Les Surprises, réputé pour sa présentation de la musique des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles sous un angle original, Juliette Guignard adopte ici une semblable démarche au bénéfice de la viole de gambe. Le titre, *A la folie*, de ce premier album enregistré en solo paraît plus que justifié au terme d'un parcours où la passion se décline dans l'audace. A preuve, ces transcriptions de pièces pour « piano préparé » de John Cage que Juliette Guignard pourrait légitimement revendiquer comme ses propres compositions. Le recours à des pinces à linge pour modifier le timbre des cordes apparente la viole à un instrument plus proche des vents, de type hindou, que des percussions balinaises « imitées » par Cage, mais la transe chorégraphique et l'incantation primitive qui dominent l'interprétation sont tout à fait conformes à l'idéal de l'iconoclaste Américain. Minutieusement conçu à partir du principe de la « suite de danses » en vogue à l'époque baroque, le programme confronte des pages récentes assez ternes (à l'exception de celles de Cage) et des pièces anciennes flamboyantes (Sainte-Colombe, Young, Abel). Cependant, c'est encore une transcription qui témoigne le mieux de l'exaltation propre à Juliette Guignard, avec la plongée du violon de Bach dans les eaux troubles de la viole. ■ PIERRE GERVASONI
Son ar Mein/UVM Distribution.

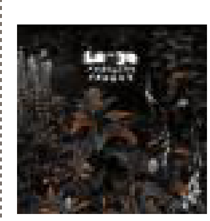


JEAN-PHILIPPE RAMEAU
Les Boréades
Avec Gwendoline Blondeel, Tassis Christoyannis, Sabine Devieilhe, Thomas Dolié, Benedikt Kristjansson, Philippe Estèphe, Reinoud Van Mechelen, Orfeo Orchestra, György Vashegyi (direction).

Ultime opéra de Rameau, *Les Boréades* (1763) – ni représenté ni édité du vivant du compositeur – a attendu 1982 et le Festival d'Aix-en-Provence pour connaître sa première intégrale scénique, sous la direction de John Eliot Gardiner, laquelle donnera lieu à une première captation phonographique. Suivra, en 2003, la version gravée par William Christie. Les 260 ans de la mort du compositeur nous valent la parution d'un nouvel enregistrement, qui bénéficie des dernières avancées de la recherche musicologique (instrumentarium, types de voix), emmenée par Sylvie Bouissou (Rameau, Opera omnia). Au sommet d'une distribution de haut vol, Sabine Devieilhe, dont la musicalité enchante tout autant que les qualités vocales superlatives. A ses côtés, la soprano belge Gwendoline Blondeel, technique magnifique, dont le timbre s'apparie à merveille avec celui de la colorature française. Les hommes ne sont pas en reste : de l'émouvant Reinoud Van Mechelen au flamboyant Benedikt Kristjansson (ténor islandais), sans oublier le dynamique Tassis Christoyannis, l'engagement de Thomas Dolié, la maestria de Philippe Estèphe. Sous la direction de György Vashegyi, la phalange hongroise Orfeo Orchestra est idéale de clarté dramaturgique et de sensualité, tandis que le Purcell Choir se distingue par son homogénéité et sa perfection prosodique en français. ■ MARIE-AUDE ROUX
Erato/Warner Classics.



JEAN-LOUIS AUBERT
Pafini
Précédé par la diffusion, en juin, du single *Merveille*, radieuse chanson d'été, voici *Pafini*, dixième album studio de Jean-Louis Aubert, pour entrer dans l'automne. Aux guitares acoustiques et électriques mêlées, entre élans rock et approche pop, Aubert ajoute ici et là quelques sonorités de claviers, une pointe électro (*Saute !*, *L'Enfant perdu*, *Qui c'est ?*). Sans slogan, il évoque quelques sujets de société, l'attente d'un changement (*C'est quand ça commence*, *Saute !*, qui pourrait devenir un hymne lors des concerts, *L'Arbre de la liberté*) avec un rien de désillusion mêlée d'espoir (*Défie l'horizon*), se raconte discrètement (le plaisir simple d'être face à la mer dans *Merveille*, des éléments de son quotidien dans *R'n'R*). On est ici plus convaincu par les chansons qui vont vers la ballade, le début de *C'est quand ça commence*, *Défie l'horizon*, *La Chanson qui guérit*, en particulier, mais aussi l'allégresse pop du titre principal, *Merveille*. En ajout de ce plaisant ensemble, une piste cachée mène vers une ambiance orientale. ■ SYLVAIN SICLIER
Parlophone/Warner Music.



LO'JO
Feuilles fauves
De la chanson française. Tressée d'images surréalistes, de combinaisons intrigantes de mots, traversée d'instinct polyglotte (créole réunionnais, espagnol, anglais, langue inventée…). Un son à dominante acoustique, avec instruments d'ici (piano, violon, basse…) ou d'ailleurs (harmonium indien, kamele n'goni malien, vièle imzad berbère). D'album en album, le chanteur-poète-musicien Denis Péan, ses compagnes et compagnons de voyage tracent un chemin à nul autre pareil dans le paysage de la chanson. Evitant la redondance, la redite. Comme, dans cette famille, on a grandi avec l'idée qu'il n'y a pas de vie pleine sans ami(e)s, ils ont invité. Le violoncelliste Clément Petit (également à la réalisation), le flûtiste Jean-Luc Thomas, l'autrice-compositrice-interprète Mélissa Laveaux, Jupiter et sa voix d'outre-monde, l'accordéoniste René Lacaille, d'autres encore. Enveloppante et hypnotique, la nouvelle ballade poétique du quintette angevin, qui trace son chemin atypique depuis le début des années 1980, se savoure encore comme une parenthèse enchantée. ■ PATRICK LABESSE
Yotanka/Integral.

Lire aussi sur Lemonde.fr la critique de l'album de Julien Appalache : « Désolé pour la gêne occasionnée » (Neon Napoleon/Believe).



Manu Chao, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), le 17 septembre.
THOMAS SAMSON/AFP

La soif d'ailleurs de Manu Chao

Avec « Viva tu », le globe-trotteur poursuit son éloge de l'artisanat

MUSIQUE

Dix-sept ans ! L'écart séparant *Viva tu*, le nouvel album de Manu Chao, de son prédécesseur, *La Radiolina* (2007), est presque celui d'une génération. Le retour discographique de cette figure iconique de la scène rock alternative française, devenue star internationale plusieurs années avant le triomphe de la French touch, est donc un événement de taille. Pas une révolution portée par l'excitation du changement, mais de réconfortantes retrouvailles. Soit treize chansons inédites aux ambiances familières, fidèles à l'éthique et à l'esthétique d'un troubadour altermondialiste qui n'avait, après tout, jamais disparu.

Sa présence s'exprimait régulièrement sur scène, des bars des *barrios* (« quartiers ») de Barcelone (Espagne) – où il s'est installé depuis les années 1990 – aux salles à taille humaine et aux festivals atypiques du monde entier. Régulièrement, le globe-trotteur franco-espagnol envoyait des cartes postales sonores, bricolées à la maison ou enregistrées live, mises en ligne gratuitement sur son site. Il collaborait aussi avec des artistes de rencontre (Calypso Rose, Bomba Estereo, Amadou et Mariam, la Grecque Klelia Renesi…), gravant sa patte, reconnaissable entre toutes.

Même quand il ne donnait plus de nouvelles, notre mémoire collective se chargeait de ne pas l'oublier. Des hymnes rock latino de Mano Negra (*Mala vida*, *Pas assez de toi*, *King of Bongo*, *Out of Time Man*…), son groupe de 1987 à 1994, aux ritournelles de sa carrière solo (*Clandestino*, *Mentira*, *Me gustas tu*, *Je ne t'aime plus*…), son répertoire a laissé suffisamment de classiques pour traverser les générations. D'autant que son art de la tournerie et du gimmick qui fait mouche s'est parfaitement adapté à l'ère de réseaux sociaux avides de concision musicale.

Ces dernières années ont ainsi fleuri nombre de tendances illustrées par des extraits de *Me gustas tu*, *Bongo Bong* ou *Clandestino*, tirés des versions originales ou remixés en version accélérée (sped up). Dernier exemple en date, un mélange de *Me gustas tu* et de *Missili*, tube italien chanté par Frah Quintale et Giorgio Poi, a servi de bande-son pour les contenus de tiktokeurs, tels TioMusic et Megaamerican, générant des millions de vues. Pas un hasard, sans doute, si, avec 11,6 millions d'auditeurs mensuels sur Spotify, Manu Chao dépasse aujourd'hui Aya Nakamura (9,8 millions).

Ecologie musicale

Viva tu ne devrait pas inverser la tendance. Manu Chao y poursuit son éloge de l'artisanat, en limitant encore le nombre d'outils l'aidant à façonner son ouvrage. Quelques six-cordes – souvent jouées, avec élégance, par l'Argentin Lucky Salvadori –, quelques percussions, un trombone minimal par-ci, un accordéon et un harmonica par-là, une touche de bidouillages électroniques plus rustiques encore qu'une guitare sèche… Militant des concerts de proximité (dorénavant donnés en trio acoustique), Manu Chao enregistre des chansons qui semblent s'inviter chez l'auditeur, en voisin de quartier ou de palier.

> **Treize chansons aux ambiances familières, fidèles à l'éthique et à l'esthétique du musicien**

Son écologie musicale prône le recyclage et la décroissance. Cela devrait plaire à la génération Greta Thunberg, même si cette dernière pourrait reprocher son empreinte carbone à l'éternel nomade. Car ces chansons restent des carnets de voyage, le témoignage de son appétit d'ailleurs. Pas de traces apparentes, ici, de ses nombreuses et récentes virées en Asie. De la France et de l'Espagne, il continue de filer vers le continent américain.

Un joyeux country-blues, *Heaven's Bad Day*, en duo avec le rebelle nonagénaire de Nashville, Willie Nelson (à la voix sous-mixée), rappelle que Manu Chao débuta en fan de Chuck Berry et du rock'n'roll états-unien. Les racines hispaniques de ce fils d'un écrivain galicien et d'une chercheuse basque remontèrent ensuite à la surface, grâce notamment à l'écoute des Clash et de l'album *Sandinista !* (1980). Avant que des tournées sud-américaines fassent basculer le supporteur de Diego Maradona et du sous-commandant Marcos dans la bohème latino.

Comme dans l'ensemble de sa discographie solo, ce cinquième album récupère les thèmes et les rythmes les plus conviviaux que le baroudeur ait glanés lors de ses pérégrinations. Rumba, cumbia, reggae, salsa, forro… Fondus dans le melting-pot du chanteur aux semelles de vent, guidés par son sens de la mélodie et des boucles, ces styles deviennent le sien. Mis au service de ses combats de toujours, en solidarité avec les réfugiés et les travailleurs clandestins (ceux qui sont morts en mer dans *Vecinos en el mar*), avec les victimes du capitalisme sauvage (*Sao Paulo Motoboy*, en hommage aux coursiers de la mégalopole brésilienne).

Dans un français candide (la plume de Manu Chao ne vaut pas celle de Brassens ni de Boby Lapointe), *La Couleur du temps* constate que les diagnostics livrés depuis ses débuts n'ont pas redressé un *« monde à l'envers »*. Au point qu'aux brûlots contestataires, celui qui continue de soutenir dissidents politiques, associations caritatives et environnementales préfère finalement des messages d'encouragement, de réconfort, pas loin de frôler la pensée positive (*Viva tu*, « vive toi ! »).

On se réfugie donc dans cette festivité humaniste, dont les formules, quoique familières, ne manquent pas de jolies trouvailles. Comme la touche mexicaine de *Cuatro calles*, le dylanien *Tantas tierras*, ou la rafraîchissante rencontre du bondissant sexagénaire avec la jeune rappeuse (et actrice de la série *Validé*) Laeti, dans l'attachant *Tu te vas*. ■

STÉPHANE DAVET

***Viva tu**, de Manu Chao (Radio Bemba/Because Music).*

A Paris, la jeunesse afghane de Kubra Khademi

La galerie Eric Mouchet expose près de cent cinquante œuvres sur papier de l'artiste exilée

ARTS

De sa jeunesse afghane, Kubra Khademi a décidé de faire le récit en gouaches et en mots. Une petite fille naît en 1989 dans une famille hazara qui s'est réfugiée en Iran pour fuir la persécution sunnite, puis revient en Afghanistan. Cette enfant a, aux yeux de toutes et tous, deux défauts impardonnables : elle aime le dessin et la liberté. Celle-ci, elle ne l'a longtemps que dans ses rêves. Quant au dessin qu'elle pratique en cachette, il lui vaut colères et punitions corporelles. Près de cent cinquante œuvres sur papier racontent ce quotidien, la maison, la vie des femmes, la découverte du corps à mesure qu'il grandit, quelques fêtes ; mais, plus souvent, les interdits religieux, les prières obligatoires, la menace de l'enfer, les châtiments et l'enrôlement forcé des garçons. Le dessin synthétise figures et objets, découpés par un trait continu.

Chaque forme a sa couleur propre, qui s'inscrit exactement à l'intérieur de ces lignes. Architectures et paysages ne sont indiqués que quand leur présence a du sens. Sinon, le papier reste blanc et l'intensité chromatique de l'œuvre n'en est que plus intense. Le récit s'achève au moment où la jeune fille peut entrer dans une école d'art à Kaboul, en 2008. En 2015, après sa performance *Armor*, qui dénonce le sort des femmes afghanes, elle a dû s'exiler en France, où elle vit et travaille depuis.

Si nombreuses soient-elles, les gouaches exposées ne sont néanmoins qu'une partie de celles que l'artiste a exécutées et qui sont toutes réunies dans son livre *La Fille et le dragon* (Denoël, 392 pages, 39,90 euros). L'anthropologue Nicole Lapierre en assure la part littéraire : elle écrit l'autobiographie de Kubra Khademi à partir de leurs conservations, imprimée en vis-à-vis de l'autobiographie peinte. C'est un livre qu'il faut avoir lu. ■

PHILIPPE DAGEN

***La Fille et le dragon.** Galerie Eric Mouchet, Paris 6^e^. Jusqu'au 14 octobre.*

Quand le climat se dérègle en Méditerranée

Le magazine « Zone d'impact » analyse deux catastrophes passées

FRANCE 5
LUNDI 23 SEPTEMBRE - 21 H 05
MAGAZINE

Alors que l'Europe centrale vient de subir des inondations meurtrières et que le Portugal est ravagé par une cinquantaine de feux de forêt, le sujet inaugural de la collection « Zone d'impact », sur le lien entre la Méditerranée et le changement climatique, se retrouve au cœur de l'actualité.

Présenté par la journaliste Chloé Nabédian, ce magazine propose de se donner le temps et de revivre deux drames : les inondations de la vallée de la Vésubie (Alpes-Maritimes), le 6 octobre 2020, et les incendies du massif des Maures (Var), le 6 août 2021.

Deux catastrophes suffisamment anciennes pour qu'élus, pompiers, victimes et scientifiques aient eu le temps de tirer les leçons de ce qu'ils ont vécu. Hydrologues et météorologues ont ainsi pu révéler une origine commune : le dérèglement du courant-jet, qui oscille dans la partie supérieure de l'hémisphère Nord. Ils ont aussi montré que les fortes chaleurs provoquent une évaporation accrue de la mer qui, en s'élevant au contact de l'air froid, se transforme en pluies intenses. A cela s'est ajoutée une accumulation inédite d'épisodes météorologiques spécifiques.

La « règle des trois 30 »

Deux jours avant le 6 octobre 2020, une tempête dans l'océan Atlantique va ainsi intensifier les précipitations à Saint-Martin-Vésubie. En trois heures, le village est coupé du monde. Le maire, Ivan Mottet, une habitante, Laetitia Carton, son fils, Nino Segapelli, et son père, pompier volontaire, relatent la peur, sur des images prises au smartphone.

A l'heure du bilan (10 morts, 8 disparus, 161 maisons détruites, des millions d'euros de dommages) suit cele de la reconstruction, menée par l'architecte Eric Daniel-Lacombe – passionnant –, qui devra, lui aussi, prendre le temps du dialogue pour faire accepter par tous des solutions raisonnables et durables.

On retrouve le même déroulé, *« heure par heure »*, pour le 16 août 2021. Ce jour-là, il fait près de 40 °C dans le Var. Or, une température de plus de 30 °C, un vent de plus de 30 kilomètres-heure et une hygrométrie inférieure à 30 %, c'est ce que les pompiers appellent la « règle des trois 30 », synonyme d'un risque maximal d'incendie.

L'événement déclencheur sera toutefois, *« comme dans 90 % des cas, d'origine humaine »*, souligne Chloé Nabédian. Puis des phénomènes inédits vont s'enchaîner, dont une « saute de feu » de 2 kilomètres et une vitesse de progression des flammes jamais vue. Eric Grohin, contrôleur général SDIS 83, un organisme chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies dans le Var, relate chaque phase devant des images impressionnantes. En filigrane, il justifie quelques décisions, que l'on devine mal comprises à l'époque.

Les récits des victimes reflètent l'inconscience du début, la panique et l'entraide : à Grimaud (Var), où Laura possède un ranch ; à Cogolin, où la famille de Pierre Audemard exploite un domaine viticole depuis le XVI[e] siècle ; au camping de Sophie Grenouilloux, à La Mole. En quatorze heures, ils vont tout perdre.

Après de tels drames, il y a trois possibilités, explique l'universitaire Thomas Lebourg : *« Accepter, partir ou, ce qui est le mieux, s'adapter. »* Ce qui permet, selon lui, d'accepter de *« vivre avec le risque »*. Dans la commune voisine, le maire de La Garde-Freinet, Thomas Dombry, en arrive à la même conclusion : apprendre à *« vivre avec le risque »*. ■

CATHERINE PACARY

***La Méditerranée au cœur du changement climatique**, réalisé par Charles Bourla et Wilfrid Garcette, présenté par Chloé Nabédian (Fr., 2024, 90 min).*



Les inondations de la vallée de la Vésubie (Alpes-Maritimes), le 6 octobre 2020. MORGANE PRODUCTION

Coco Chanel jeune, un rôle taillé sur mesure pour Audrey Tautou

Le film « Coco avant Chanel », d'Anne Fontaine, échappe à la reconstitution de la vie de la styliste de mode

ARTE
DIMANCHE 22 - 21 H 10
FILM

Le succès du film *La Môme* (2007) sur Edith Piaf a assuré la fortune française du néologisme hollywoodien *biopic*, « film biographique ». Et quand on a su qu'Audrey Tautou incarnerait Gabrielle Chanel sous la direction d'Anne Fontaine, le destin de *Coco avant Chanel* a semblé scellé : il serait à la couturière ce que le film d'Olivier Dahan fut à la chanteuse, une hagiographie teintée de lucidité.

Quelle surprise, et quel soulagement, de découvrir un thriller sentimental qui met aux prises une jeune femme tenaillée par l'ambition, un débauché moins endurci qu'il ne le croit et un bellâtre dans un affrontement ambigu et étourdissant. Les connaisseurs de la vie de Coco Chanel jugeront de la pertinence biographique du scénario qui couvre une période assez brève allant jusqu'en 1919. Les autres se laisseront aller aux attraits d'un récit énergique qui s'abîme avec délices dans les eaux troubles de la Belle Epoque.

Après un prologue à l'orphelinat apparaît sous les traits d'Audrey Tautou la silhouette vulnérable mais indestructible d'une très jeune femme résolue à échapper à l'existence étriquée de petite main dans la couture, à Moulins (Allier). Sa sœur Adrienne (Marie Gillain) a déjà choisi : elle sera la maîtresse, et peut-être l'épouse, d'un homme fortuné. Gabrielle s'y résout après avoir rencontré Balsan (Benoît Poelvoorde), un officier de passage à Moulins.

C'est dans l'idylle entre ces deux êtres que tout sépare que l'on trouvera le meilleur de *Coco avant Chanel*. Benoît Poelvoorde propose une espèce de variation de Barbe-Bleue. C'est un roué qui vit dans la terreur du travail et l'amour des chevaux, et n'attire les filles dans son château que pour les séduire. Tout l'art de l'acteur est de prêter à ce personnage sans valeur assez de cœur pour concevoir un peu d'amour pour la cousette. Il faut encore, pour y croire, que l'objet de cet amour sorte des images figées de l'histoire de la haute couture.

Tant que *Coco avant Chanel* dépeint le duel amoureux entre la future couturière et Balsan, le long-métrage est parcouru d'une vigueur hors du commun pour un film en costume. Audrey Tautou traîne le regard écarquillé et l'universelle compassion d'*Amélie Poulain*. Ce n'est pas la première fois qu'elle jette cet habit aux orties (voir *Dirty Pretty Things*, de Stephen Frears). Gabrielle Chanel aura pour première utilité de reléguer Amélie au musée. L'actrice n'élude aucun des travers de son modèle : l'ambition forcenée, la mythomanie, l'absence de scrupules. Elle ne renonce pas pour autant à la sympathie du public, jouant d'un charme à rebours des lieux communs de la séduction. ■

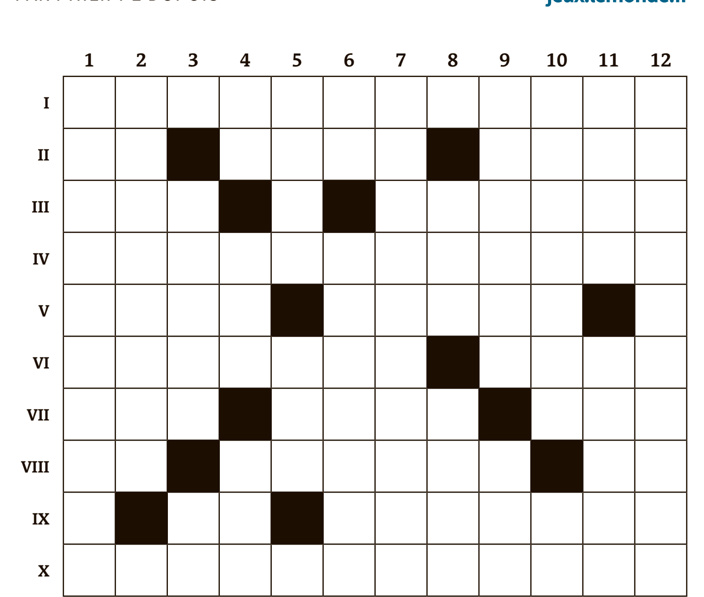
THOMAS SOTINEL

***Coco avant Chanel**, d'Anne Fontaine, avec Audrey Tautou (Fr., 2009, 110 minutes).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 223
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**



HORIZONTALEMENT

I. En faire voir de toutes les couleurs. **II.** Dans l'embrasure. A l'opéra dans les décors. Sur l'Ognon en Haute-Saône. **III.** Pointe d'étoile. Fit tremper. **IV.** Mettras sous et bouts de chandelle de côté. **V.** Côté sud. Retrouve le Rhône. **VI.** Pour les amateurs de riz et de moules. Garnissent la rose. **VII.** Dangereux quand il est bien nourri. A retrouvé son frère en morceaux. Cordes iraniennes. **VIII.** En piste. Laisse au passage la récolte à venir. Demi-part. **IX.** Points opposés. Equipai la monture. **X.** Une garantie pour le créancier.

VERTICALEMENT

1. Sa date doit être vérifiée avant les achats. **2.** Creusais les traits. **3.** Charger de senteurs marines. Préposition. **4.** Négation. Cours Africain. Du côté des crétins. **5.** Petit ensemble. Mauvais fond. **6.** Bas de gamme. Emanations nocives. **7.** Remises des peines et pardon des péchés. **8.** Enzyme. Vieux monsieur. **9.** Fortement vexé. Mesure de dose. **10.** Firent trembler les brancards. Bien arrivé. **11.** S'aventura. Commune du Loiret. **12.** Remplaça tout ce qui manquait.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 222

HORIZONTALEMENT I. Grattouiller. **II.** Ravioli. Aine. **III.** Otello. Pinta. **IV.** Gl. Téraoctet. **V.** Noterons. Est. **VI.** Ecurent. CA. **VII.** Mit. Ecru. **VIII.** Enouer. Ui. Tu. **IX.** Ney. Nébraska. **X.** Tracteraient.

VERTICALEMENT 1. Grognement. **2.** Ratiociner. **3.** Avé. Tutoya. **4.** Tilter. **5.** Tolérèrent. **6.** Oloron. Rée. **7.** Ui. Ante. Br. **8.** POS. Cura. **9.** Laïc. Criai. **10.** Linteau. Se. **11.** Entes. Tkn. **12.** Réattaquât.

SUDOKU
N°24-223

						6	9	5
					7	2		
				8				
	9		1			7		
		3			6	1		8
	3				1			6
	7	2		6	5			1
	1	5		9	8		4	7

3	8	4	1	2	6	9	7	5
1	2	5	7	8	9	3	4	6
7	6	9	3	5	4	2	8	1
8	1	2	5	4	7	6	9	3
5	4	3	6	9	2	7	1	8
9	7	6	8	3	1	5	2	4
2	3	8	4	7	5	1	6	9
4	9	1	2	6	3	8	5	7
6	5	7	9	1	8	4	3	2

Expert
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

 Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26





L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier



La cuisine française à l'heure africaine

A Paris, à Lyon ou à Etretat, des dizaines de chefs d'origine africaine utilisent leur héritage culinaire pour réinterpréter des classiques de la gastronomie. Proposant des ravioles de canard au jus de café ou un suprême de pintade sur gratin de taro

GASTRONOMIE
MARSEILLE

Le moment est joyeux et presque historique. Ce 31 août, chez Kin (pour « Kinshasa »), restaurant marseillais semi-gastronomique aux inspirations congolaises, ils sont quatre chefs d'origine africaine à s'activer en cuisine sur des vieux hits de hip-hop. Il y a là Hugues Mbenda, le patron de cet établissement phocéen au plafond ponctué de fougères et aux murs décorés de caractères bassa. Mais aussi, les cheveux protégés par un foulard en wax, la médiatique Anto Cocagne, alias « Le Chef Anto », qui vient d'ouvrir Baraka, une épicerie fine dans le 15e arrondissement de Paris. Sans oublier Patrick N'Diaye, aux commandes du bistronomique Okra, à Bordeaux, et Senda Waguena, qui pilote la table Racines, à Etretat (Seine-Maritime).

Ils préparent, à huit mains, le repas du soir : gaufre de manioc croustillante ; poireaux fondants à la mousse de parmesan fumé ; raviolis de canard posés comme en apesanteur sur une émulsion de taro, un délicieux légume racine. L'exercice devrait en toute logique virer à la cacophonie et aux empoignades, mais tout se passe en douceur, comme si ces cuisiniers qui travaillent ensemble pour la première fois se connaissaient depuis longtemps.

« *On parle le même langage*, s'enthousiasme Senda Waguena. *Quand je bosse avec des chefs européens, il faut un bon mois pour s'organiser. Là, on s'est accordés sur un menu précis hier, et tout roule. Hugues, qui m'a donné un coup de main pour mes assiettes, savait d'instinct que je voulais les assaisonner avec du poisson fumé plutôt que du sel, et parfumer mes ravioles avec de l'oignon, du gingembre, de l'ail et du piment – un mélange de base dans la cuisine d'Afrique de l'Ouest. Et, évidemment, je n'ai pas eu à lui expliquer ce qu'était le taro !* »

Les quatre chefs sont réunis à l'initiative de Vérane Frédiani, qui les observe dans la salle en sirotant un gin congolais au poivre. Cette autrice et documentariste fête ce soir-là la publication de son dernier ouvrage, *L'Afrique cuisine en France* (Ed. de La Martinière, 272 pages, 29,90 euros), pour lequel elle a parcouru l'Hexagone et mené des interviews fleuves avec vingt chefs. Georgiana Viou (étoilée à Nîmes), Jules Niang (patron de Petit Ogre, à Lyon) et d'autres talents sont attendus parmi les invités.

« *Ces professionnels d'origine africaine ont longtemps été éclipsés par des ténors, qui sont encore majoritairement des hommes blancs*, observe Vérane Frédiani. *Or, aujourd'hui, c'est aussi cette diaspora qui écrit un nouveau chapitre de la gastronomie française. Ses représentants ont du mal à rayonner, car les banques ne misent pas sur eux. De ce fait, ils n'ont pas le budget pour investir dans un établissement ni payer un photographe pour bien présenter leurs plats ni une attachée de presse.* »





En haut, de gauche à droite : les chefs Anto Cocagne, Patrick N'Diaye, Hugues Mbenda et Senda Waguena, à Marseille, en août. Ci-contre : mikate, sorte de beignet, mayonnaise à l'ail noir, épices dibi, gaufre de manioc et houmous aux haricots niébé, réalisé par Hugues Mbenda.
YOHANNE LAMOULÈRE/TENDANCE FLOUE POUR « LE MONDE »

Du foufou farci au mafé

Ce n'est que depuis peu que cette communauté prend enfin conscience d'elle-même et de sa légitimité. « *Quand j'étais adolescent, je voulais apprendre à faire de la "vraie" cuisine*, se souvient Hugues Mbenda. *J'ai travaillé chez Taillevent, à Paris, et d'autres étoilés en reproduisant des plats français – blanquette, lièvre à la royale. Les plats congolais, je les cuisinais seulement chez moi et, s'il fallait ajouter une touche exotique, je piochais dans des recettes asiatiques, mieux acceptées.* »

Hugues Mbenda n'intègre les ingrédients africains que progressivement, jusqu'à préparer récemment du foufou, une boule de pâte aux farines de manioc et de maïs, qu'il farcit avec du mafé, une sauce à base d'arachide, pour le restaurant gastronomique Saisons, à Marseille. « *Les clients ont adoré, même s'il fallait manger avec les doigts !*, dit-il en souriant. *J'ai compris qu'ils avaient aimé ce plat parce qu'il faisait partie de mon histoire, et cela m'a poussé à rester authentique.* »

Ce qui a freiné les chefs de la diaspora, c'est aussi l'isolement. « *Pendant longtemps, chacun travaillait de son côté*, se souvient Anto Cocagne. *Ce sont souvent des Caucasiens qui nous ont poussés à nous associer : lors de la Saison Africa 2020 proposée par le gouvernement français ; pour Les Rencontres des cuisines africaines, organisées à Marseille en mars, ou encore lors de ce "huit-mains" que nous réalisons aujourd'hui.* »

Quand elle a cofondé son festival We eat Africa (trois éditions, à Paris, Dakar et Lomé, entre 2018 et 2020), la cheffe dit avoir eu du mal à trouver des sponsors et convaincre les journalistes de l'intérêt de sa démarche. « *Ce sont pourtant des moments essentiels*, assure-t-elle. *Pas seulement pour populariser nos gastronomies, mais pour apprendre les uns des autres sur les produits, les techniques.* »

Ce n'est que depuis peu que cette communauté prend enfin conscience d'elle-même et de sa légitimité

Ces rencontres sont également l'occasion de trouver des parrains. Jusqu'à récemment, les grands cuisiniers d'origine africaine se comptaient sur les doigts d'une main : Rougui Dia, la première cheffe à prendre les commandes d'un restaurant étoilé ; Alexandre Bella Ola, qui a été l'un des premiers à moderniser les spécialités du continent en réduisant les matières grasses ; Christian Abégan, devenu ambassadeur de la gastronomie subsaharienne…

« *Des mentors, aujourd'hui, on en a bien plus : Le Chef Anto, c'est mon Ducasse à moi*, s'exclame Patrick N'Diaye en sortant des cuisines de Kin. *C'est grâce à elle, à ses émissions télé et à son ouvrage* Goûts d'Afrique [Mango, 2019] *que j'ai par exemple découvert l'odika, ce noyau du fruit de l'acacia qui a un goût de chocolat. Je l'ai utilisé pour parfumer un jus dans une recette de sanglier travaillé comme un bœuf bourguignon.* »

Une association plus pérenne a récemment vu le jour. A l'initiative de Kader Jawneh, le patron de la minichaîne de restauration Afrik'n'Fusion, des Franciliens ont créé l'Union des métiers de bouche africains (UMBA), qui compte déjà une trentaine d'adhérents. « *Tout est parti d'un message de Kader sur LinkedIn, en février 2023, disant que puisque le Michelin ne recensait que 0,01 % de restaurants africains, il faudrait créer un "guide Mamadou" avec nos propres adresses* », grince Aïssata Fane.

Cette cofondatrice des restaurants Savane & Mousson mélange des spécialités des continents asiatique et africain, proposant par exemple des makis chapeautés de sauce yassa (à base d'oignons) ou des morceaux de bœuf marinés au soja avec du tieb (riz) gorgé de tomate. Elle est désormais vice-présidente de l'UMBA, qui veut répondre aux besoins spécifiques des restaurateurs. « *Il y a un manque de formation*, constate-t-elle. *En Afrique, la cuisine se transmet oralement de mère en fille, mais de façon imprécise. Nous avons créé une structure à Saint-Maur-des-Fossés* [Val-de-Marne], *en février, pour apprendre à reproduire les gestes, les découpes, préciser les grammages.* »

Antoine Joss Lecocq a adhéré à l'UMBA avec enthousiasme. Ce jeune patron a ouvert cet été Kuti, dans le centre de Paris – une table aux couleurs vives où l'on vient « *s'enjailler* » (passer du bon temps) sur des tubes nigérians et sud-africains. Il a d'abord sillonné les étals de street food d'Afrique centrale et observé les cuisines de sa famille au Cameroun, avant de proposer une carte singulière. On y découvre des spécialités méconnues et savoureuses, comme le masa – sorte de pancake moelleux préparé à partir de riz fermenté et égayé par de la sauce moyo (ail, tomate, oignon) –, des chips de plantain ou du poulet frit.

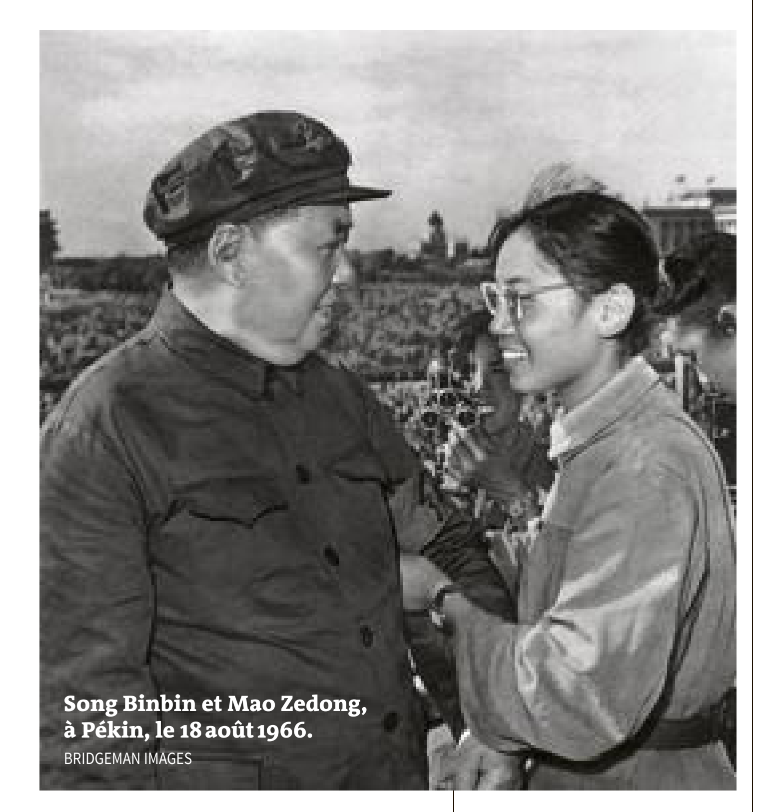
« *L'intérêt d'adhérer à l'UMBA, c'est aussi de former une centrale d'achat qui nous permette de dégotter les produits à un bon prix et à qualité constante*, explique-t-il. *Aujourd'hui, si je veux commander des bananes plantains, j'ai seulement le choix entre des palettes de 800 kilos à Rungis et des sachets de 10 kilos vendus très cher dans des commerces de détail. Je ne peux plus proposer l'un de mes plats de thiakry, un dessert à base de mil, car mon fournisseur n'en a plus. Quant à l'épice "quatre côtés", dont je me sers très souvent, je ne sais jamais précisément sur quoi je vais tomber quand je l'achète dans une boutique afro…* »

Depuis son restaurant lyonnais, Petit Ogre, le chef Jules Niang se félicite de ce mouvement d'unification de la diaspora. « *Si la cuisine scandinave a fini par s'imposer, c'est parce qu'elle a des ténors comme René Redzepi, mais aussi parce que de nombreux chefs ont trouvé un langage commun en dépassant leurs spécificités régionales*, note-t-il. *Si nous voulons avoir un impact sur ce qui se cuisine dans le monde, il faut que nous apprenions à parler d'une même voix et à mettre en avant ce qui nous unit.* » Le patron a déjà posé quelques fondamentaux. C'est la sauce, le légume ou la graine qui est centrale dans le plat, et non la protéine animale (une tendance que l'on retrouve dans la plupart des restaurants gastronomiques). Ensuite, les condiments sont proposés à part.

Jules Niang conserve cette philosophie tout en piochant dans le terroir lyonnais : il sert notamment un délicieux suprême de pintade sur un gratin de taro, avec, sur le côté, un dé de pesto à la noix de cajou. Il s'est aussi mobilisé pour le festival culturel et gastronomique Aada Fest, organisé à Lyon en septembre, qui mettait cette année en avant les Peuls, peuple nomade présent dans une quinzaine de pays africains. « *Nos cuisines sont encore cloisonnées par des frontières créées artificiellement il y a longtemps*, observe-t-il. *C'est aux chefs de découvrir le fil rouge de notre identité culinaire, forcément panafricaine.* » ■

LÉO PAJON

Song Binbin
Ancienne garde rouge chinoise


Song Binbin et Mao Zedong, à Pékin, le 18 août 1966.
BRIDGEMAN IMAGES

Le 18 août 1966, sur la terrasse de la Porte-de-la Paix-Céleste (Tiananmen), à Pékin, une lycéenne enfile le brassard de la garde rouge jusqu'au-dessus du coude du président Mao. La photo qui immortalise ce moment fera le tour du monde, et marque l'un des débuts de la Révolution culturelle dans la Chine populaire (1966-1976). Cette lycéenne, Song Binbin, vient de décéder, le 16 septembre, aux Etats-Unis. Elle avait épousé un universitaire américain et obtenu un doctorat au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

A l'époque, les « cathos maos » parisiens s'extasient, sans deviner ce que Hu Jie – le patriarche du cinéma documentaire chinois – révélera en 2006 dans son film *Ne pleurez pas sur mon cadavre* : cette lycéenne, avec quelques condisciples venait de torturer à mort quelques jours plus tôt, avec d'autres lycéennes, Bian Zhongyun, la proviseure adjointe de son lycée de filles, le plus prestigieux de la capitale.

Enfiler le brassard au bras du président devant un million de gardes rouges était donc une récompense. Mao Zedong sait qu'il avait en face de lui la fille de Song Renqiong (1909-2005), un des généraux de l'Armée populaire de libération, considéré comme l'un des huit immortels du Parti communiste chinois. Mao lui demande son petit nom : Binbin (gentillette). Il lui suggère alors d'en adopter un plus martial (*YaoWu*) : *« Va-t-en-guerre »*.

Dans les quatre semaines qui suivent, près de deux mille enseignants des lycées de Pékin seront torturés et mis à mort par leurs élèves, avant que les tueries portent le chiffre des victimes à environ quatre millions.

1947 Naissance à Pékin
18 AOÛT 1966 Ceint le bras de Mao du brassard des gardes rouges
16 SEPTEMBRE 1924 Mort à New York

Repentir modéré

Mme Mao, alors aux commandes derrière les élèves des lycées, sera jetée en prison, en 1976, dès la mort de son mari. Quelques années après, elle sera condamnée à mort avec sursis. Quelques centaines de « madame maoïste » françaises se cotiseront pour acheter une page de publicité dans *Le Monde*, et protester contre son procès.

Après la Révolution culturelle, Song Binbin intègre l'Académie des sciences dont elle sort diplômée en 1980. Elle part alors aux Etats-Unis, où elle obtient un master de géochimie en 1983, puis achève en 1989 un doctorat au MIT. Ayant épousé un Américain, elle obtient la nationalité américaine avant de rentrer en Chine en 2003. C'est à cette époque que son lycée sollicite 90 anciennes élèves pour un livre d'or – à l'occasion du 90 anniversaire de l'établissement. Song Binbin avait demandé à faire partie des élues, en raison de ses succès universitaires états-uniens. Le maquettiste du lycée avait alors inséré sa photo en face du portrait de la proviseure assassinée. Le Web chinois s'était enflammé de protestations, qui avaient alerté le cinéaste Hu Jie.

Son documentaire reconstitua, en 2006, de manière sobre et implacable, ce meurtre grâce aux témoignages de plusieurs témoins et à des souvenirs conservés et/ou photographiés par Wang Jingyao – le mari de Mme Bian, appelé à rentrer de son travail par les lycéennes pour débarrasser les poubelles du cadavre de son épouse. Dès le lendemain de l'assassinat de sa femme, cet historien a en effet décidé d'acheter un appareil photo et de photographier toutes les traces du martyre de son épouse. Sur une photo, on voit ses filles effectuer la toilette mortuaire de leur mère, le visage tuméfié. Sur une autre, les dazibaos dénonçant l'enseignante, collés sur les murs de son domicile.

En janvier 2014, Song Binbin sera de retour dans son lycée, en larmes, avec d'autres de ses condisciples, pour rendre hommage – devant sa statue – à la proviseure torturée et assassinée quarante-huit années auparavant. Après de longues discussions furent gravées ses dates de naissance et de mort « 1916-5 août 1966 », sans référence à la Révolution culturelle. A cette occasion, Song Binbin avait déclaré souhaiter que ceux qui avaient commis des violences durant la Révolution culturelle *« se regardent dans les yeux, réfléchissent à la Révolution culturelle, cherchent le pardon et œuvrent à la réconciliation »*. *« Je ne fais pas exception »*, avait-elle ajouté.

Un repentir si modéré que de nombreux internautes l'avaient critiquée, poussant les autorités à censurer de nombreux messages. Le mari de Mme Bian, Wang Jingyao, ne fut pas invité à la commémoration. ■

RENÉ VIÉNET
(ÉDITEUR, COORDINATEUR DE L'OUVRAGE « RÉVO.CUL. DANS LA CHINE POP. », 1974)

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU « MONDE »

Mariage

Trente ans après avoir annoncé la naissance de notre fils, nous avons le plaisir de célébrer l'union de

Niels BRALEY
et
Victoire RISSELET,

le 14 septembre 2024.

Décès

Clermont-Ferrand. Saint-Priest. Saint-Martin-d'Hères. Choulex.

Joseph Brunet-Jailly et Martine,
Agnès Calvet,
Cécile Brunet-Jailly et Jean-Pierre Fouilleul,
Christine et Jacques Descombes,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur frère bien aimé,

Jean-Baptiste BRUNET-JAILLY,

survenu le 15 septembre 2024,
à Saint-Pierre-le-Déchausselat,
à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Jean-Baptiste Brunet-Jailly était un spécialiste de langue et civilisation suédoises. Il a traduit en français de nombreux romans d'auteurs suédois en vue dans les années 1980 à 2000, et trois ouvrages écrits en latin aux 9e, 12e et 16e siècles portant sur les pays du Nord : en particulier, la monumentale *Description des peuples du Nord* de l'évêque Olaus Magnus, publiée à Rome en 1555, et jamais traduite intégralement en français depuis lors. Sa traduction, véritable édition scientifique, est parue l'an dernier chez Droz en 3 volumes comptant plus de 2000 pages. L'ouvrage comporte les reproductions des très nombreuses vignettes gravées sur bois dans les années 1550 à Rome et même de la carte marine accompagnant l'original.

L'absoute aura lieu en l'église de Saint-Pierre-le-Déchausselat, située à 11 km des Vans par D350, le mardi 24 septembre, à 9 h 30, suivie à 13 heures, de la crémation au crématorium d'Alès, sis à Saint-Martin-de-Valgalgues (Gard), à 7 km au Nord d'Alès par N106 ou D60.

Brigitte Ledoigt,
sa compagne,
Sibylle et Hubert,
ses enfants,
Louise, Alfred et Rose,
ses petits-enfants,
Virginie,
sa belle-fille,
Hervé et Didier,
ses frères
Ainsi que toute la famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-François CAILLARD,
professeur honoraire
de médecine et santé au travail,

survenu à Rouen, le 11 septembre 2024,
à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 23 septembre, à 10 heures, en l'église de Bois-Guillaume (Seine-Maritime).

Bên et Florence,
Tâm et Anne,
ses enfants,
Axelle, Lucas, Théo, Jules et Emile,
ses petits-enfants,
Anna,
son arrière-petite-fille,
Toute la famille
Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Serge CHAURANG,

survenu le 16 septembre 2024,
dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 septembre, à 14 h 30, en l'église de l'Immaculée-Conception, Paris 12e, 34, rue du Rendez-Vous.

La famille de

M. Jean GESLIN,
diplômé de l'École
des beaux-arts de Paris
et de l'École des métiers d'art,
directeur et fondateur
de l'École régionale des beaux-arts
de Dunkerque,
directeur de l'École nationale
d'arts décoratifs de Limoges,

a la douleur d'annoncer son décès, survenu à Gradignan, le 19 septembre 2024, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Une cérémonie aura lieu le jeudi 26 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Gradignan, avant la crémation à Mérignac, avenue du Souvenir.

Sara et Anne,
ses filles,
Toute sa famille,
Ses amis chers,

ont le chagrin de faire part du décès de

Elisabeth HELLER,
née **MARY,**

survenu le 16 septembre 2024,
à La Maison de Gardanne.

La crémation aura lieu le 24 septembre, à 9 h 30, au crématorium d'Aix-en-Provence.

Caen. Mondeville.

Pierrette,
son épouse,
Pauline et Sébastien,
ses enfants,
leur mère, Geneviève Dutillieux,
Romane et Maxence,
ses petits-enfants
et leur père, Éric Girard,
Ses frères et sœurs,
Ses neveux et nièces,
Sa famille
Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Marc HOUSSAY,

survenu à Caen,
le mardi 17 septembre 2024,
à l'âge de soixante-quatorze ans.

Un dernier hommage lui sera rendu le mardi 24 septembre, au crématorium de Caen, à 14 h 15.

Pas de fleurs ni plaques.

Dons bienvenus à l'association Autisme Basse-Normandie.

Christine de Tarr-Michel,
son épouse,
Diane de Tarr-Michel,
sa fille,
Sa famille
Et ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Alain MICHEL,
inspecteur général honoraire
de l'Éducation nationale
(sciences économiques et sociales),

ancien directeur adjoint
des études de l'École nationale
d'administration (ENA),
ancien directeur général
du Centre national
d'études supérieures
de sécurité sociale (EN3S),

président d'honneur
de l'Association française
des acteurs de l'éducation (AFAE)
et de l'Institut européen d'éducation
et de politiques sociales (IEEPS),

conseiller scientifique
de *Futuribles International*,
membre du comité de rédaction
de *European Journal of Education*
et *Futuribles*,
expert auprès de l'OCDE,
la Commission européenne,
le Conseil de l'Europe,
la Banque mondiale,
l'Unesco
et du ministère français
des Affaires étrangères,

survenu le 17 septembre 2024,
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie aura lieu le samedi 28 septembre, à 10 heures, dans le caveau familial, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Valery Guyot-Sionnest,
Funeral Planner,
Tél. : (+33)6 76 09 21 55.

Isabelle Pépin
et ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves PÉPIN,
HEC 1957,

survenu le 14 septembre 2024,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie civile aura lieu au crématorium de Clamart (Hauts-de-Seine), le mardi 24 septembre, à 11 heures.

emmanipep@outlook.com

Catherine, Bénédicte, Marielle et Pascal,
ses enfants,
leurs conjoint.e.s,
Ses dix petits-enfants,
Ses six arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Suzanne RICHÉ,
née **GRENIER,**

survenu le 17 septembre 2024, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Ses obsèques auront lieu le mardi 24 septembre, à 10 heures, en l'église Sainte-Marguerite, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

Elle sera inhumée à Marly-le-Roi (Yvelines), où repose son époux,

Pierre RICHÉ.

Que ceux qui l'ont connue pensent à elle.

La famille de

Denise
SAINTE FARE GARNOT,
médecin et psychanalyste,

a la grande tristesse de faire part de son décès, survenu le 18 septembre 2024.

Elle sera inhumée en toute intimité au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Crest (Drôme). Dole (Jura).

Martine de Pouilly,
sa sœur,
Jean-Robert et Sylvie Illaire,
son frère et sa belle-sœur,
Olivier et Manon, Catherine, Florence et Olivier, Nathalie et Olivier, Eric,
ses enfants et beaux-enfants,
Elena, Edouard et Loïc, Luna et Noa, Toscane, Heidi et Avril,
ses petits-enfants,
Ses trois arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christiane THIEFFRY,

survenu le 16 septembre 2024, à Dole, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Une cérémonie a eu lieu le samedi 21 septembre, à 9 heures, au crématorium de Dole, 40, rue des Nouvelles.

Bernard WACH,
vice-président
d'Initiative citoyens en Europe,

est décédé le 12 septembre 2024.

Ses nombreux amis qui ont partagé son parcours militant, associatif et européen depuis les années 1970, s'en souviennent.

souvenirbernardwach@gmail.com

Anniversaire de décès

Il y a quatre ans, le 22 septembre 2020,

Gilbert KUBIS

nous quittait.

Jacques Dugravier.

Conférence

Conférence interreligieuse
« Quel avenir pour les religions au 21e siècle ? »,
avec Haïm Korsia, Ghaleb Bencheikh,
François Euvé et Frédéric Chavel,
le jeudi 26 septembre 2024, à 20 h 30,
organisée par l'Église
protestante unie de l'Étoile,
54, avenue de la Grande Armée,
Paris 17e.
Entrée libre.
www.etoile.pro/150ans

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Vladimir Cosma « On sent la Roumanie dans mes compositions »

ENTRETIEN

Qui n'a jamais fredonné une mélodie de Vladimir Cosma ? *Le Grand Blond avec une chaussure noire, Rabbi Jacob, Le Père Noël est une ordure, L'Aile ou la cuisse, Un éléphant ça trompe énormément, La Boum, L'As des as*… Plus de trois cents musiques de film ont été créées par le compositeur, né en Roumanie en 1940 et venu à l'âge de 22 ans en France. Emblématique de la culture populaire française, Vladimir Cosma n'a rien oublié des vaches maigres et des riches rencontres qui forgent un destin.

Je ne serais pas arrivé là si…

… Si, enfant, je n'avais pas appris le violon, alors que je rêvais de jouer du piano. Malheureusement, il n'y avait pas assez de place dans notre appartement, à Bucarest, pour installer un piano, qui est un instrument plus riche en matière d'harmonie que le violon. Ce choix contraint m'a donné le goût de la mélodie, qui est le sujet même de la musique, son ossature. Sans sujet, on ne peut pas écrire une symphonie ou un roman.

Vous êtes issu d'une grande famille de musiciens en Roumanie. Votre mère composait, votre père était pianiste et chef d'orchestre, votre oncle compositeur. Auriez-vous pu vous destiner à autre chose que la musique ?

Non, j'y étais en quelque sorte condamné ! J'ai essayé plusieurs fois de m'orienter vers une autre discipline, les maths par exemple. Mais je revenais à chaque fois vers la musique, comme attiré par un aimant. Tout autour de moi était musique. Mon père m'a mis un violon entre les mains à l'âge de 4 ans. Je n'aurais pas pu choisir une autre voie.

A 8 ans, alors que vous commencez à donner des concerts, un événement singulier va avoir un impact décisif sur l'enfant prodige que vous étiez…

C'était un jour où j'interprétais un concerto en *la* mineur de Bach. J'étais tellement pénétré par la musique que je fermais les yeux en jouant. A la fin du concert, une vieille dame est venue me voir pour me demander pourquoi je faisais cela. Il s'agissait de Cecilia Nitulescu-Lupu, la plus grande professeure de violon de l'époque en Roumanie. Je lui ai répondu que la musique était tellement belle que je m'étais laissé transporter. Elle m'a alors fait cette remarque un peu brutale : « Ce n'est pas à vous d'être transporté par la musique, c'est au public de l'être ! » Elle m'a ensuite expliqué que j'aurais mieux fait de garder les yeux ouverts parce que mon bras droit n'était pas perpendiculaire aux cordes. Ses remarques ont été une révélation. La prise de conscience qu'on ne joue pas la musique seulement pour soi, mais surtout pour les autres.

Qu'écoutait-on dans la Roumanie communiste de l'après-guerre ?

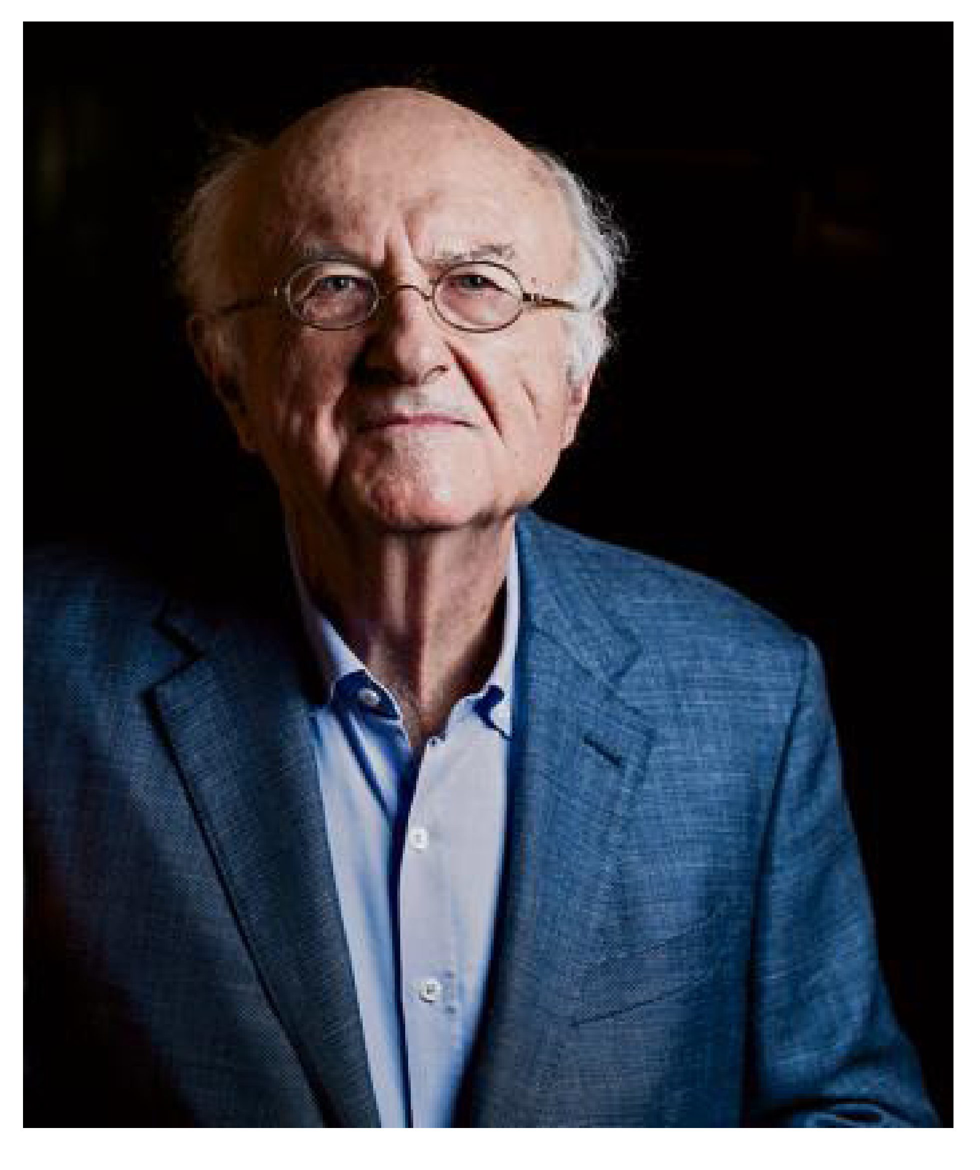
De nombreux compositeurs russes étaient de passage, comme Chostakovitch ou Prokofiev. La musique allemande était également très jouée, mais je n'en raffolais pas. Je n'ai jamais été très fan de Haydn, Mozart ou Wagner. Ma préférence allait plutôt à la musique française : Ravel, Fauré, Debussy… J'aimais aussi beaucoup le jazz, que nous écoutions clandestinement sur Voice of America.

Jouer de la musique occidentale vous a-t-il valu des problèmes ?

En effet. Un jour, tous les étudiants en arts plastiques, en musique et en théâtre de Bucarest – soit 3 000 jeunes – ont été réunis dans une salle de la ville. Des membres du comité central avaient pris place autour d'une grande table. Un jeune artiste s'est d'abord fait reprocher de faire de la peinture abstraite. Puis, à ma grande stupeur, est venu mon tour. On m'a accusé de jouer de la musique décadente. Comme me l'avait conseillé le directeur du conservatoire, j'ai fait profil bas, expliquant que cela me passerait car j'étais encore jeune, et que je me plierais musicalement à la ligne imposée par le parti. « Le parti n'impose rien ! », m'a-t-on répliqué. J'ai eu beau expliquer que c'était un lapsus, j'ai été exclu du conservatoire et j'ai été obligé d'effectuer une « réhabilitation » en travaillant pendant huit mois dans une usine de ventilateurs.

Cette expérience a-t-elle pesé sur votre décision de rejoindre la France à 22 ans, en 1962, en pleine guerre froide ?

Non. Mon lien avec la France s'est d'abord fait à travers des artistes comme Yves Montand ou Catherine Sauvage, qui venaient enregistrer des disques en Roumanie ou y donner des concerts. On faisait alors appel à moi en tant qu'arrangeur. Mon travail avait plu à Mica Salabert, dont le mari, Francis, détenait une importante maison d'édition de musique symphonique et de variété à Paris. Elle venait régulièrement chercher des talents à Bucarest pour les lancer en Occident. Elle a convaincu mon père que je pourrais faire une grande carrière en France. Mon père a ensuite tout organisé, en secret, sans rien me dire. J'ai suivi.



A Paris, le 25 septembre 2023.
ÉRIC GARAULT/PASCO&CO

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI… Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. Le musicien, né à Bucarest, revient sur l'origine de sa vocation de compositeur

Sans beaucoup de conviction…

Oui, car je me sentais bien à Bucarest. J'étais même plutôt « communisant », personne ne savait que Staline était un criminel. J'étais une star dans mon pays, et amoureux qui plus est. Adolescent, mon père avait fait ses études au lycée Janson-de-Sailly. Revenir vivre à Paris était son rêve. Mon ascension lui a permis de le réaliser. J'ai essayé de lui expliquer qu'il y avait de très grands musiciens en France, comme Michel Legrand, et que personne ne m'attendait. Ou encore que lui-même ne trouverait pas de travail comme chef d'orchestre. « Tu méprises ton père », m'a-t-il répondu.

Votre père avait alors dû payer des intermédiaires qu'il allait falloir rembourser…

Oui, et le travail manquait. Nous habitions un petit appartement à Levallois-Perret *[Hauts-de-Seine]*, ce n'était pas le paradis. J'aurais aimé renouer avec Yves Montand, mais il avait délaissé la chanson pour se concentrer sur le cinéma, ou bien avec le groupe Los Paraguayos, avec lequel j'avais également travaillé quand il venait en Roumanie, mais la musique sud-américaine était passée de mode. La première personne que j'ai rencontrée, et qui m'a apprécié, fut Jean Wiéner, qui avait été le professeur de piano jazz de mon père au milieu des années 1920.

Un très grand compositeur de musiques de film, à qui l'on doit notamment « Touchez pas au grisbi »…

Après qu'il m'a fait faire un essai au piano et dit à mon père que j'étais « la musique même », je lui ai fait part de mon regret de ne pas trouver de disque de lui. Il m'a expliqué qu'il n'y en avait pas et que ses musiques étaient « mortes dans des boîtes en fer » – celles dans lesquelles sont rangées les pellicules cinématographiques. J'ai compris, ce jour-là, qu'il ne suffit pas de faire de la « bonne » musique ; il faut aussi qu'elle soit diffusée pour être entendue. Wiéner m'a ensuite pris sous son aile. Il me prêtait son piano, ou plutôt ses deux pianos : celui de l'appartement où il vivait avec sa femme, rue de la Trémoille *[Paris 8e]*, et celui de l'appartement de sa maîtresse, rue Pigalle *[Paris 9e]*. J'allais de l'un à l'autre, en fonction de ses allées et venues.

Vous allez alors rencontrer une autre figure, la pédagogue Nadia Boulanger, qui dirigeait le Conservatoire américain de Fontainebleau. Qu'avez-vous retenu de son enseignement ?

Je voulais apprendre le contrepoint « à l'ancienne », dont elle était la dernière spécialiste. Cela ne s'est pas très bien passé entre nous au départ. Courir le cacheton à Paris, aller à Fontainebleau me prenait énormément de temps. Je lui ai demandé de pouvoir bénéficier de cours privés, elle m'a trouvé un peu impertinent, mais a finalement accepté de m'en donner, gratuitement, et de surcroît de me loger dans une chambre de son immeuble, rue Ballu *[Paris 9e]*. Malgré son air austère, elle a été, avec moi, d'une grande générosité. A cette époque, je composais dans le but de gagner des concours de musique contemporaine. Elle m'a conseillé d'écrire la musique qui vient de mon cœur, et de ne pas tenir compte des tendances.

Votre père va parfois vivre assez mal votre ascension…

D'un côté, il était heureux pour moi, car j'étais en train de devenir un musicien français, ce qui était son souhait le plus cher. De l'autre, lui-même changeait de statut. Le fait de ne pas trouver de travail en France alors qu'il avait connu le succès en Roumanie à la tête de l'Orchestre national l'a plongé dans une grande tristesse. Il s'était sacrifié pour moi. Une sorte de petite jalousie s'est même installée entre lui et moi. Il était devenu le « père de Vladimir Cosma », alors qu'en Roumanie je n'étais que le « fils de Téodor Cosma ». Il était devenu celui qui m'accompagnait aux rendez-vous, il sentait que je lui échappais.

Vous devenez l'assistant de votre idole, Michel Legrand, auprès de qui vous allez mettre en pratique vos talents d'arrangeur, et non de compositeur…

L'arrangement a toujours fait partie de la composition musicale. A mes débuts, j'ai fait des arrangements dans l'ombre de Michel Legrand, et même parfois à sa place quand il n'avait pas le temps. Son nom apparaissait au générique des films. Le mien non, ce qui rendait très triste ma mère. Mais cela m'était égal, car j'étais au service de Michel Legrand et heureux de l'être. Il a apporté à la musique de film et de variété une forme de noblesse.

Jusqu'à ce fameux coup de téléphone d'Yves Robert, que Michel Legrand, trop occupé, va rediriger vers vous pour composer la musique d'« Alexandre le Bienheureux » (1968). C'est le début de votre carrière dans le cinéma. Et de votre éloignement de Michel Legrand.

Des réalisateurs avec qui il collaborait ont commencé à frapper à ma porte pour me passer des commandes. Habitué à être le roi, il a très mal vécu de voir un subalterne prendre sa place. Le fait est, aussi, que je me suis totalement démarqué de sa musique, en mettant l'accent sur le timbre instrumental.

Avec ce don inné pour la mélodie. D'où vous vient-il d'ailleurs ?

Du plus profond de moi-même, sans doute. J'ai écouté de la musique roumaine et de la musique russe pendant toute ma jeunesse. Cela m'a imprégné. Aujourd'hui encore, on sent la Roumanie dans mes compositions. Ce qui ne m'empêche pas d'écrire une musique très française dans l'esprit.

Vous sentez-vous proche de Bartok et de son « folklore imaginaire » ?

Oui. Et contrairement à ce qu'on pourrait croire, une musique de film ne se résume pas à un thème. Il y a toujours une idée derrière. Prenez *Le Grand Blond avec une chaussure noire*. Dans son scénario, Francis Veber avait souhaité une musique « à la James Bond » pour accompagner les péripéties du personnage de Pierre Richard. Voulant à tout prix éviter le pastiche, je suis parti de l'idée qu'il s'agissait d'un « espion qui venait du froid ». D'où cette couleur mélodique inspirée par la musique d'Europe de l'Est. Idem avec *Un éléphant ça trompe énormément*. Il fallait représenter musicalement la quête éperdue de Jean Rochefort à la recherche de la plus belle femme du monde. Je me suis dit qu'un air paradisiaque venant des îles conviendrait. D'où l'idée des vagues et des mouettes qu'on entend.

Recevez-vous encore des commandes ?

Oui, régulièrement. La commande est intrinsèque au métier de compositeur. Bach a composé pour l'église, Ravel et Stravinski pour le ballet. J'ai passé soixante-dix ans à travailler pour le cinéma. Je reçois toujours de nombreuses propositions pour des concerts ou de nouvelles pièces à écrire. En attendant celle qui me fera rêver le plus…

Vous avez composé la bagatelle de trois cents musiques de film. Comment expliquer cette frénésie musicale ?

Je note toutes mes idées sur des cahiers, comme me l'avait recommandé un professeur, dans mon enfance, qui me voyait écrire des compositions sur des feuilles volantes. Dès qu'arrive une commande pour une musique de film, je cherche d'abord dans mes cahiers pour trouver le thème qui conviendrait. En général, je n'aime pas ce que je fais sur l'instant. Je plonge alors dans mes cahiers afin de réutiliser une mélodie que j'ai écrite bien avant ; comme je la connais, je m'y suis habitué et elle finit par me plaire.

Vous brisez là un dogme selon lequel il existerait une concordance entre la musique du film et son sujet…

C'est un point de vue ! Vous pouvez plaquer « pom pom pom » *[il imite le début de la* Cinquième Symphonie *de Beethoven]* sur toutes sortes d'images différentes, cela les mettra en valeur. La musique est un art abstrait qui doit donner de l'expression au film. Savez-vous que le début du thème de *La Boum [1980]* était à l'origine une commande publicitaire de la marque de chaussures Eram ? Comme quoi, les musiques originales ne sont pas toutes originales. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC POTET

RAPPORT DRAGHI : LE DÉCROCHAGE DE L'EUROPE

Le texte sur la compétitivité européenne analyse les causes de l'écart de productivité entre Europe et Etats-Unis. Les solutions proposées ne font pas l'unanimité

Clara Leonard et Mathilde Viennot Le délicat équilibre entre argent public et argent privé

S'il rappelle opportunément que l'Europe doit investir dans son avenir, le rapport Draghi surestime le rôle des marchés, analysent l'historienne et l'économiste

Le contexte

Manque d'innovation technologique, mauvaise orientation de l'épargne, absence de coopération industrielle, dépendance énergétique… Le rapport, remis le 9 septembre par l'ancien président de la BCE Mario Draghi, s'inquiète de voir les défauts majeurs et déjà bien connus de la construction européenne devenir rédhibitoires, alors que la compétition avec les Etats-Unis et la Chine s'exacerbe. Mais les solutions avancées oscillent entre la poursuite de ce qui a été commencé (l'approfondissement du marché unique) et des initiatives nouvelles (un instrument financier commun) sur lesquelles l'unanimité politique fait défaut.

Au moment où le nouveau premier ministre français semble annoncer un retour de l'austérité budgétaire, le rapport de Mario Draghi a le mérite de se passer d'ambiguïté : l'Europe fait face à *« un défi existentiel »*, et, pour y répondre, il va falloir investir massivement. Pour assurer la décarbonation, la transformation numérique et la défense, il faudrait accroître les investissements annuels de 5 % du produit intérieur brut (PIB) européen. Ces niveaux (la part d'investissement passerait de 22 % à 27 % du PIB) n'ont pas été atteints depuis les années 1970 et ils représentent un pas de géant historique ; le plan Marshall, par exemple, ne représentait qu'entre 1 % et 2 % du PIB.

Mais comment s'y prendre ? Le financement public est évoqué, et ce pour deux raisons. Tout d'abord parce qu'il serait irréaliste de s'attendre à ce que le secteur privé prenne en charge l'intégralité de cet investissement supplémentaire ; ensuite, parce que le financement public doit contribuer à attirer le financement privé. Le rapport insiste sur la nécessité d'assurer l'émission régulière d'un actif sûr commun pour financer les biens publics européens, et il se désole de la taille restreinte du budget communautaire. Des rappels plus que bienvenus dans le contexte actuel.

Le thème central du rapport reste cependant la mobilisation du capital privé. Mario Draghi constate en effet que, malgré une épargne des ménages plus élevée en Europe qu'aux Etats-Unis (1390 milliards d'euros, contre 840 milliards), un fossé est apparu depuis la crise de 2008 entre l'investissement privé américain et européen, qui n'a pas été compensé par plus d'investissement public. Il y a donc eu tout bonnement moins d'investissement. Une question essentielle est donc posée par le rapport : comment mobiliser cette épargne privée ?

Une série de mesures sont évoquées : incitations fiscales, accélération de la titrisation, union des marchés de capitaux (UMC). L'émission d'un actif sûr commun y est d'ailleurs présentée comme une manière de réaliser l'UMC, et non pas comme un outil permettant de dégager davantage de financement public. Et il est précisé que la contrepartie d'un accroissement de l'endettement commun devrait être la mise en place des règles budgétaires européennes plus strictes, alors que les nouvelles règles sont déjà truffées de seuils arbitraires et qu'elles ont été négociées en ignorant la question du financement de la transition.

Pour mobiliser les capitaux privés, le rapport se concentre sur les investissements productifs. Il juge que ce stimulus pourrait avoir un impact négatif à court terme sur les finances publiques, mais qu'il serait en grande partie compensé par une hausse de la productivité. Ce constat omet que la transition suppose une part significative d'investissements non rentables : rénovation énergétique des logements, accompagnement social des plus démunis, réparation des dommages climatiques. Selon le cabinet de conseil McKinsey, près de la moitié des investissements de transition ne seraient pas attractifs pour le secteur privé. C'est également le constat du rapport Pisani-Ferry Mahfouz, qui propose une répartition à parts égales entre financement public et privé.

> IMPLICITEMENT, IL EST CONSIDÉRÉ, DANS LE RAPPORT DRAGHI, QUE LE CAPITAL PUBLIC VIENDRA RÉDUIRE LE RISQUE DU CAPITAL PRIVÉ

Question taboue

Certes, le financement privé devrait en effet être davantage mobilisé, et il est important de renforcer la compétitivité européenne. Mais le rapport évite des questions épineuses : le secteur privé se tournera-t-il suffisamment vers les investissements existentiels une fois l'UMC réalisée ? Qui devra prendre en charge les pertes inévitables pour certains acteurs ? Implicitement, il est considéré dans ce rapport que le capital public viendra systématiquement réduire le risque du capital privé.

Or ce partage des rôles entre public et privé ne va pas de soi. De nombreux travaux récents d'historiens montrent que d'autres façons de faire sont possibles : le financement public hors marché et l'orientation du crédit ont servi à financer les grandes transformations économiques passées, ont montré Eric Monnet pour la France, Will Bateman pour les Etats-Unis et Steffen Murau pour l'Allemagne. A ces différents moments, les relations entre le Trésor, la banque centrale et les acteurs financiers ont été profondément modifiées. Cette architecture générale n'est pourtant pas remise à plat dans le rapport, malgré des évolutions importantes depuis 2008, comme le recours à des politiques monétaires non conventionnelles. Les chercheurs Will Bateman et Jens van't Klooster dénoncent ces *« tabous dysfonctionnels »*, qui nous empêchent de mieux calibrer nos politiques.

Mais si cette question est taboue, c'est parce qu'elle implique de considérer l'économie politique et les rapports de force sous-jacents à nos choix de financement. Comment expliquer la prédominance du modèle actuel ? Le philosophe Pierre Charbonnier juge que le rapport est emblématique de la nouvelle ère de *« l'écologie de guerre »*, dans un monde où sécurité et décarbonation sont jumelées. Comme l'illustre l'Inflation Reduction Act américain, chaque continent renforce sa puissance en s'appuyant sur la transition écologique, qui se retrouve ainsi au cœur de tensions géopolitiques. Or, comme l'Europe et les Etats-Unis considèrent depuis plusieurs décennies que la recette du succès réside dans l'encouragement de l'investissement privé, celle-ci est à nouveau appliquée. L'Etat-parti chinois, lui, dirige les investissements et les désinvestissements, mais en omettant toute considération démocratique.

Le rapport Draghi est rafraîchissant en ce temps où la France et l'Allemagne ont tendance à marginaliser la question du financement de la transition, mais le modèle qui allie discussion transparente sur le partage des gains et des pertes de la transition et démocratie reste encore à trouver. ■

Clara Leonard, *historienne, et* **Mathilde Viennot,** *économiste, sont cofondatrices de l'Institut Avant-Garde*

Jason Furman L'Europe peut rattraper son retard sur les Etats-Unis

L'UE doit achever la mise en place de son marché unique pour mener une stratégie industrielle, sans copier les réformes américaines, observe l'économiste

> LE RAPPORT DRAGHI FAIT PARFOIS PREUVE D'UN ENTHOUSIASME NAÏF À PROPOS DES POLITIQUES INDUSTRIELLES À L'AMÉRICAINE

La productivité est sans doute ce qui se rapprocherait le plus de la panacée en matière économique. C'est elle, en effet, qui permet aux économies de produire plus à partir des mêmes intrants. Elle améliore les niveaux de vie et réduit les déficits budgétaires. Elle place les pays en meilleure position pour lutter contre le changement climatique et assurer leur sécurité nationale. Malheureusement, l'Europe enregistre aujourd'hui une productivité bien moindre que celle qu'elle devrait avoir – ce qui accentue son retard sur les Etats-Unis. Mario Draghi vient tout juste de proposer un plan à la fois vaste et ambitieux, mais aussi pragmatique et parfaitement réalisable, pour remédier à ce problème et réduire l'écart avec les Etats-Unis.

Entre la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à la fin des années 1990, les niveaux de productivité européens tendaient à converger vers ceux des Etats-Unis. Cela a eu comme conséquence d'améliorer rapidement le niveau de vie tout en permettant d'étendre les politiques d'inclusion sociale qui assuraient un large partage des bénéfices de cette hausse de la productivité. Mais l'arrivée de l'Internet a coïncidé avec un regain de la productivité américaine qui n'a pas eu son équivalent en Europe. L'écart n'a fait que s'amplifier. Depuis 2019 la productivité, soit la production moyenne d'un travailleur en une heure de travail, a augmenté à un rythme annuel de 1,6 % aux Etats-Unis, contre 0,5 % dans l'Union européenne (UE).

Fragmentation des marchés

L'une des principales sources de productivité est la taille de l'économie, dont bénéficient tant les Etats-Unis que la Chine. Cela explique que ces deux pays ont vu naître d'énormes plates-formes numériques nécessitant un vaste nombre d'utilisateurs capables d'interagir. Ou encore que les Etats-Unis ont pu devenir un leader mondial de l'intelligence artificielle (IA), laquelle exige également une vaste échelle en termes de données et de traitement. Et enfin que la Chine est parvenue à réduire de façon spectaculaire les coûts de production des panneaux solaires et des batteries et véhicules électriques – qu'elle produit désormais à très grande échelle.

L'Europe a été incapable d'égaler ou de dépasser ces performances, parce que la fragmentation de ses marchés et de ses institutions limite son échelle. Certes, l'UE assure la libre circulation des biens, services, personnes et capitaux. Mais, dans de nombreux cas, dont certains sont les plus critiques au regard de la croissance de la productivité, les frontières nationales n'ont pas totalement disparu et freinent le progrès. L'économie numérique, les télécommunications, l'énergie, la banque, la Bourse, les entreprises de défense et autres agissent selon des règles différentes, des acheteurs différents et des régulateurs différents. Cela complique l'émergence de plates-formes numériques européennes viables, alourdit les coûts de financement des entreprises, entrave l'apport efficace de capital-risque en faveur des start-up novatrices, augmente le prix de l'énergie et affaiblit la défense nationale.

Le rapport Draghi a raison d'accorder la priorité à la mise en place intégrale du marché unique, dont il souligne qu'il doit être la *« première »* brique dans la construction d'une stratégie industrielle. Celle-ci fait appel à une série d'idées connues ou inédites, comme l'instauration d'un régulateur boursier unique, allant dans le sens d'une unification du secteur numérique et des marchés de capitaux. Le rapport propose également l'objectif ambitieux d'une augmentation des investissements équivalant à 5 % du PIB, qui ne pourra être atteinte que si l'union des marchés de capitaux diminue les coûts de financement et si des réformes réglementaires et antitrust réduisent les obstacles à l'investissement et à la croissance. D'autres idées du rapport visent à s'assurer que la transition verte ne soit pas d'un coût exorbitant pour les entreprises et les consommateurs, et que l'Europe soit en meilleure position pour se défendre grâce à une plus grande résilience économique et à une meilleure préparation militaire.

Un grand nombre de ces réformes permettraient à l'économie européenne de se rapprocher du niveau de l'économie américaine. Mais je ne recommanderais certainement pas à l'Europe d'adopter intégralement notre approche. L'Europe a des amortisseurs sociaux beaucoup plus solides que les Etats-Unis, et le rapport en souligne à juste titre les bienfaits – ils peuvent d'ailleurs coexister avec, et même soutenir, une forte croissance de la productivité.

Le rapport Draghi fait parfois preuve d'un enthousiasme naïf à propos des politiques industrielles à l'américaine. Même si nous avons remporté quelques succès, ils ne sont probablement pas aussi impressionnants que voudraient le laisser croire leurs promoteurs, et ont parfois dû en passer par des compromis. J'espère notamment que le rapport ne sera pas utilisé pour justifier des politiques de droits de douane et d'exigences de contenu local aussi agressives que celles en vigueur aux Etats-Unis.

Le plus célèbre rapport économique de l'histoire des Etats-Unis, le « Rapport sur les manufactures » soumis au Congrès en 1791 par Alexander Hamilton, le premier secrétaire au Trésor, a permis aux Etats-Unis, qui n'étaient jusqu'alors qu'un petit pays peu prospère, de devenir la première économie mondiale. Si les responsables européens prennent au sérieux le rapport Draghi, celui-ci sera peut-être considéré dans les siècles à venir comme ayant amorcé un tournant dans la croissance économique européenne. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Jason Furman *est professeur d'économie politique à Harvard et chercheur à l'Institut Peterson pour l'économie internationale, à Washington. Il a été président du Council of Economic Advisers du président Barack Obama, de 2013 à 2017*

Jean Tirole Donnons au plan Draghi la chance qu'il mérite

Le Prix Nobel d'économie 2014 souhaite que les jeux politiques européens autour de l'enjeu financier du rapport de Mario Draghi ne fassent pas perdre de vue son dessein stratégique

Le rapport de Mario Draghi sur la compétitivité européenne, affirme la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, doit être le socle de l'action de l'Union les cinq prochaines années. Il faut dire que le rapport est de qualité. Par son diagnostic très juste, celui d'une *« lente agonie »* de notre continent, selon les mots de son auteur. Par son absence de langue de bois – Européen convaincu, Draghi n'hésite pas à faire le procès de la bureaucratie de la Commission et des Etats et de leur mauvaise gouvernance dans la gestion des financements publics. Par son soutien à des réformes, en particulier transverses. Par sa démonstration que la fragmentation de l'Europe en vingt-sept pays gardant jalousement leurs prérogatives dans pratiquement tous les domaines représente un handicap compétitif rédhibitoire et nous rend inexistants sur la scène mondiale. La seule façon de faire croître le pouvoir d'achat de façon pérenne et de garder notre souveraineté est d'innover et d'améliorer notre compétitivité. Or, nous avons décroché par rapport aux Etats-Unis, qui tient le haut du pavé dans ce domaine, et bientôt nous serons distancés par la Chine.

Pourtant, beaucoup de commentateurs ne semblent retenir des 400 pages du rapport que la somme importante liée au financement des investissements nécessaires au redressement de nos économies. Certains bénéficiaires industriels potentiels et les adversaires de l'« austérité » – l'austérité d'une France en déficit de 6 % et héritière de cinquante ans de déficits ininterrompus ? – acclament l'ambition financière du rapport. Les Etats frugaux de l'Europe du Nord, eux, y voient, à l'inverse, la perspective d'argent public mal utilisé et d'une nouvelle subvention à l'Europe du Sud après le plan de relance européen de 2020, dont les grands bénéficiaires sont l'Italie et l'Espagne, et un peu la France.

Deux scénarios, aussi dommageables l'un que l'autre, pourraient alors se présenter. L'un où l'on oublie (stratégiquement) le projet, le pourquoi de cette dépense, et où l'on se focalise sur le gâteau à distribuer. La croissance ne serait pas au rendez-vous, et la dette publique n'en serait encore que plus élevée. L'autre dans lequel le rapport Draghi serait jeté aux oubliettes de l'histoire, comme tant d'autres rapports. Pour donner une chance au (vrai) plan Draghi, il faut procéder différemment.

Projet commun de renouveau

Commencer par vouloir s'entendre sur le niveau de dépenses est la meilleure façon de transformer le plan en bouillie lors des tractations politiques qui s'ensuivront. La logique voudrait que les Européens s'entendent plutôt sur un projet : par exemple, sont-ils d'accord pour créer les institutions qui permettront de donner une chance aux innovations de rupture dont l'Europe a tant besoin – faut-il rappeler qu'aucune des vingt plus grosses entreprises de la tech et aucune des vingt plus grosses start-up mondiales n'est européenne, et que nous laissons les activités les plus rentables de la chaîne de valeur à l'étranger ? Pour l'instant, comme le montrent aussi bien le rapport sur l'innovation en Europe (« EU Innovation Policy. How to Escape the Middle Technology Trap », TSE-Bocconi-CES Ifo Munich) que le rapport Draghi, les institutions européennes ne sont pas du tout adaptées pour freiner la lente agonie technologique que nous subissons.

Seulement dans un second temps pourrons-nous trouver les financements. Chacun aura ses préférences : un nouvel emprunt communautaire, des impôts nouveaux exceptionnels ou permanents, la réorientation de ce qui n'a pas été dépensé de l'emprunt de 2021, une réduction des dépenses publiques de fonctionnement, ou encore des mesures qui ne coûteraient rien mais toucheraient aux prés carrés. Dans le cas de l'innovation, par exemple, la réallocation au niveau européen d'une partie des budgets nationaux de soutien à la recherche-développement – la composante fédérale du soutien public à l'innovation est à moins de 10 % en Europe, alors qu'elle est dominante aux Etats-Unis –, la réorientation des crédits existants vers des projets plus ambitieux, choisis par ceux qui s'y connaissent – les scientifiques, comme aux Etats-Unis –, et ce avec beaucoup moins de contraintes bureaucratiques.

Enfin, il faut s'assurer de l'intégrité du suivi et faire en sorte que le projet commun de renouveau ne soit pas compromis par des interventions politiques motivées par l'immédiateté. Un pays est grand quand il a un projet réfléchi, une méthode et une ambition, et non parce qu'il dépense beaucoup ! Donnons au plan Draghi la chance qu'il mérite. Pour cela, il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. ■

Jean Tirole *est président honoraire de l'Ecole d'économie de Toulouse, Prix Nobel d'économie 2014*

Jean-Michel Naulot Une fuite en avant financière

L'ancien banquier affirme ne pas croire à l'efficacité d'un emprunt européen, ni à celle d'une unification des marchés de capitaux

Entre 2010 et 2023, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne (UE) a progressé de 21 % et celui des Etats-Unis de 34 %. Ce décrochage de l'Europe s'explique par les handicaps mentionnés dans d'innombrables rapports depuis plusieurs années : démographie déclinante, dépenses de recherche insuffisantes, système éducatif médiocre, autonomie industrielle faible, nombre annuel d'heures travaillées insuffisant (mille cinq cents en France, contre mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf aux Etats-Unis, selon l'OCDE), prix de l'électricité deux à trois fois supérieur aux coûts américains, expatriation des start-up, bureaucratie excessive, non-application du principe de préférence européenne (78 % des commandes de l'industrie de défense sont passées hors d'Europe), marché largement ouvert aux importations chinoises…

On retrouve dans le rapport de Mario Draghi la plupart de ces faiblesses. L'ancien président de la Banque centrale européenne dit les choses sans détour, par exemple lorsqu'il dénonce la bureaucratie bruxelloise et plaide pour l'application du principe de subsidiarité, ou lorsqu'il affirme que les règles du marché européen de l'énergie *« empêchent l'industrie et les ménages de profiter pleinement des bénéfices d'une énergie propre sur leurs factures »*.

Mais la nouveauté de son rapport concerne surtout les solutions financières envisagées pour faire face à un supplément d'investissement de 800 milliards d'euros par an. Le rapport propose de développer la titrisation afin d'alléger le bilan des banques, qui pourraient ainsi prêter davantage. Une piste à examiner avec prudence, compte tenu de l'expérience américaine malheureuse qui conduisit au krach de 2008… Trois autres propositions sont franchement contestables : l'assouplissement de la régulation bancaire, l'accélération de l'union des marchés de capitaux sur le modèle américain, l'émission régulière d'une dette conjointe.

> **POUR RELEVER LE DÉFI DE LA COMPÉTITIVITÉ, LA FEUILLE DE ROUTE EUROPÉENNE EST CLAIRE**

L'assouplissement de la régulation imposée aux banques n'est pas un sujet technique qui concerne les seuls initiés. Nos concitoyens ont trop souffert des crises financières pour que l'on évite de refaire les mêmes erreurs. En apparence, cet assouplissement est louable car il permettrait aux banques de prêter davantage. Mais la vérité est que nous ne sommes pas encore parvenus à effacer la réforme de juin 2004, qui avait autorisé les banques à calculer elles-mêmes leurs ratios réglementaires. Il est légitime de rapprocher les ratios calculés par les banques de ceux qui sont calculés par les régulateurs. Prendre prétexte du fait que les Etats-Unis n'appliquent pas cette réglementation est un curieux argument du point de vue de la stabilité financière. Des banques européennes solides sont un facteur d'attractivité pour les capitaux. Le rapport rappelle à cet égard que, dans le cadre de l'union bancaire, il est interdit à l'Etat d'intervenir en cas de difficultés d'une grande banque. Une recommandation vraiment irréaliste compte tenu des intérêts en jeu et de l'urgence à agir, comme on l'a vu aux Etats-Unis au printemps 2023, lorsque l'Etat fédéral et la Fed durent voler au secours de trois banques en faillite.

Est-ce bien le moment ?

Deuxième proposition, l'accélération de l'union des marchés de capitaux. Ce projet consiste à réduire la fragmentation des marchés et à flécher l'épargne des ménages vers les investissements privés, sur le modèle des marchés financiers américains. Surgit aussitôt une question que le rapport ne pose pas : aux dépens de qui cette épargne serait-elle détournée ? Aux dépens de l'assurance-vie et des dépôts bancaires. Le risque serait alors de pénaliser le financement de la dette publique. Est-ce bien le moment de fragiliser ce financement alors que nos comptes publics partent à la dérive ? Le sujet ne serait-il pas plutôt de retenir en Europe l'épargne qui s'investit massivement aux Etats-Unis ?

Troisième proposition, la dette commune qui est, doit-on le rappeler, interdite par les traités. Mais a-t-on tiré les leçons de l'expérience récente sur laquelle la Cour des comptes européenne vient de remettre un rapport ? Fin 2023, l'emprunt de 806 milliards d'euros destiné à *« atténuer le contrecoup économique de la pandémie »*, donc censé être efficace rapidement, n'avait été utilisé qu'à hauteur de 213 milliards : 139 milliards de subventions et 74 milliards de prêts ! Les fonds versés aux destinataires finaux ne représentaient que la moitié ! Du fait de cette lenteur, l'UE emprunte à des taux supérieurs à 3 %, alors qu'elle aurait pu emprunter à des taux proches de zéro trois ans plus tôt. Il s'ensuit un doublement des annuités. Pour faire face au remboursement à partir de 2028, une seule ressource est disponible : la très modeste taxe carbone aux frontières, qui va rapporter 1 milliard à 2 milliards d'euros par an. L'emprunt sera, par conséquent, remboursé par le budget européen, auquel la France contribue pour 18 % alors qu'elle ne reçoit que 10 % des subventions… Emprunter demain à Bruxelles, c'est accroître la dette française !

Rattraper le retard sur les Etats-Unis ne doit pas conduire l'Europe à les suivre dans leurs folies financière et budgétaire. Pour relever le défi de la compétitivité, la feuille de route européenne est claire : que chaque Etat mette en œuvre les réformes qui figurent dans tant de rapports, dont celui de Mario Draghi, afin de rendre le continent plus attractif. L'épargne européenne reviendra alors s'investir d'elle-même en Europe. ■

Jean-Michel Naulot *est ancien membre du collège de l'Autorité des marchés financiers*



LA CHRONIQUE DE **DOMINIQUE MÉDA**

Sciences exactes, mais politiques inexactes

Dominique Méda *est professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine-PSL et présidente de l'Institut Veblen*

Qui aurait pu prédire ? Science, expertise et action publique ». Tel est le sujet que les candidats au concours externe de l'Institut national du service public (l'ex-ENA) ont eu à traiter à la fin du mois d'août, lors de l'épreuve « question contemporaine ». Un sujet particulièrement bien choisi, qui s'applique on ne peut mieux au moment dans lequel nous nous trouvons et qui devrait permettre de sélectionner le nouveau type de *« décideur »* dont nous avons urgemment besoin.

On se souvient que c'est le président de la République lui-même qui, à la stupéfaction générale, avait osé cette formule, lors de ses vœux, le 31 décembre 2022 : *« Qui aurait pu prédire (…) la crise climatique aux effets spectaculaires, encore cet été, dans notre pays ? »*, provoquant l'indignation des scientifiques. Et ce, alors même qu'une politique de formation des décideurs publics avait été engagée sur ce sujet brûlant et que la climatologue Valérie Masson-Delmotte avait été reçue à l'Elysée pour un enseignement express.

Elle y avait présenté toutes les informations, déjà terriblement inquiétantes à l'époque, dont dispose la science climatique. Les climatologues, mais aussi les physiciens et autres professionnels des sciences exactes, alertent depuis des années sur la réalité des changements en cours et à venir. Ils ont récemment redoublé de mises en garde, indiquant que la situation est désormais extrêmement dangereuse pour l'ensemble de l'humanité, et que leurs pires prévisions sont actuellement dépassées. Le réchauffement pourrait, selon eux, atteindre les 4 °C dans un avenir peu éloigné. Les *tipping points* (« points de bascule ») climatiques – ces seuils critiques qui une fois atteints conduisent à des changements irréversibles et de grande ampleur – pourraient être franchis dans un futur très proche.

Marchands de doute

Comment alors comprendre que les décideurs publics n'aient pas fait de cette question, depuis des années, leur priorité absolue ? Gouverner, n'est-ce pas prévoir et anticiper ? Ne s'agit-il pas de la question absolument essentielle, vitale, celle autour de la résolution de laquelle devraient s'organiser toutes les autres ? De nombreuses explications de cet aveuglement des décideurs ont été apportées, notamment par les sociologues. Poids des lobbys, influence des marchands de doute, enchevêtrement des responsabilités et des compétences jouent un rôle. Mais il faut aussi s'intéresser à la place qu'occupent les sciences dans l'action publique.

Bien que la plupart des progrès techniques depuis deux siècles soient dus aux sciences exactes, leurs représentants contribuent peu à la décision publique. Peu de ces scientifiques font une partie de leur carrière dans le pouvoir exécutif ou au Parlement. Les médias leur font généralement peu de place. Eux-mêmes hésitent à prendre la parole publiquement même si une fraction s'engage, voire appelle désormais ouvertement à la rébellion. Il n'existe pas de structure permettant d'informer directement ou d'alerter les décideurs publics, et peu ont des contacts directs et réguliers avec ces derniers.

> **LE POIDS DE BERCY N'A AUCUNE COMMUNE MESURE AVEC CELUI DU MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

Dans les médias, ce sont les économistes que l'on entend, qui sont aussi les conseillers du prince depuis bien longtemps – au moins depuis que l'Etat a besoin de connaître les meilleurs moyens d'obtenir des ressources financières. Le poids de Bercy n'a aucune commune mesure avec celui du ministère de la transition écologique. Les arbitrages se font le plus souvent en faveur du premier. S'il existe un programme de stabilité pour les dépenses publiques, il n'en existe pas pour l'empreinte carbone. Peu d'économistes proposent d'accorder autant d'attention aux variations de température ou de tonnes de CO_2 qu'à celles du PIB.

Et pourtant, le rapport « The Emperor's New Climate Scenarios » (« Les nouveaux scénarios climatiques de l'empereur », 2023), sous la double responsabilité de l'équipe du climatologue Tim Lenton (université d'Exeter) et de la Fédération britannique des actuaires, alerte sur les graves limites des scénarios de changement climatique couramment utilisés par les économistes. Il souligne que la plupart des modèles de scénarios climatiques utilisés tant par les gouvernements que par les entreprises sous-estiment considérablement le risque climatique, que le changement climatique se produit plus rapidement que prévu et qu'un certain nombre de points de bascule pourraient être déclenchés si le réchauffement dépasse 1,5 °C. Ils dénoncent le fait que *« les modèles d'équilibre général largement utilisés pour estimer les impacts économiques contiennent un certain nombre d'hypothèses simplificatrices qui ne sont pas valables dans le monde réel »*. Modéliser les risques physiques et de transition sur la base de données passées revient à regarder en arrière depuis le pont du *Titanic* le soir du 14 avril 1912, et à prédire un passage sans encombre vers New York parce qu'aucun iceberg n'a encore été heurté, écrivent-ils en substance.

Ce document de trente-deux pages devrait nous convaincre de réorganiser immédiatement l'ensemble de l'action des pouvoirs publics autour de cette priorité. Nous avons besoin d'instances permettant de confronter les visions du monde portées par les différentes sciences et capables d'informer les décideurs et le public. Nous avons besoin d'institutions capables de prendre au sérieux l'ensemble des scénarios climatiques, y compris ceux qui indiquent, comme l'écrit Tim Lenton, que *« l'impact négatif sur le PIB pourrait être de 73 % en cas d'échec de la transition »*. Nous avons besoin d'un grand plan d'urgence, comme si nous étions en temps de guerre, pour organiser la bifurcation rapide et radicale qui nous permettra d'éviter le pire. Les actions à développer sont connues : comme le suggère Tim Lenton, il est urgent que le gouvernement déclenche au plus vite des points de bascule positifs. ■

Vincent Lemire
Une complicité criminelle unit Yahya Sinouar et Benyamin Nétanyahou

L'historien rappelle que les intérêts vitaux des populations palestinienne et israélienne ne coïncident pas avec les calculs politiques de leurs dirigeants

Comme l'aube d'un soleil noir, le tragique anniversaire du 7 octobre 2023 se dessine à l'horizon de nos consciences exténuées. Loin de nous éclairer, il nous aveugle et nous terrifie. Pour lui échapper, on se couvre les yeux. Pour ne pas affronter l'effrayant bilan de presque un an de guerre, on se bouche les oreilles. Il faut pourtant résister à cet engourdissement. Il faut se souvenir, nommer, compter et regarder.

Le 7 octobre 2023, plus de 1100 Israéliens ont été massacrés par les terroristes du Hamas, selon le bilan officiel des autorités israéliennes, qui ont dénombré parmi les victimes près de 800 civils, dont presque un tiers de femmes et d'enfants. C'est l'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire d'Israël. Elle correspondrait, à l'échelle de la France, à un attentat qui aurait coûté la vie à 9000 personnes, en une seule journée, dont 3000 femmes et enfants.

Depuis, plus de 40000 habitants de Gaza ont péri sous les bombes de l'armée israélienne, selon le bilan du ministère de la santé du Hamas, qui ne peut dénombrer que les cadavres sortis des décombres et identifiés. Parmi eux, plus des deux tiers sont des femmes et des enfants. A l'échelle de la France, cela correspondrait à 1,5 million de morts, dont 1 million de femmes et d'enfants. Au printemps, l'ONU a comparé ces terribles statistiques à celles des récents conflits armés les plus meurtriers, et le verdict est implacable: pendant les quatre premiers mois de la guerre, plus d'enfants ont été tués à Gaza que pendant ces quatre dernières années dans l'ensemble des conflits armés à travers le monde.

Ces chiffres sont vertigineux, mais au lieu de nous sortir de notre torpeur, ils agissent désormais sur nous comme des anesthésiants. Pour les faire parler, il faudrait transfigurer chacun d'eux en autant de visages, d'histoires, de regards. C'est possible pour les victimes israéliennes, dont la presse peut nous raconter la vie et nous rapporter la mort. C'est possible pour le jeune Hersh Goldberg-Polin, 23 ans, abattu à bout portant d'une balle dans la tête dans un tunnel de Gaza, il y a quelques jours, après onze mois de détention. Le jour de ses funérailles, l'ancien ministre Benny Gantz a accusé Benyamin Nétanyahou d'avoir *«protégé sa coalition plutôt que sa population»* en ayant refusé l'accord de cessez-le-feu et de libération des otages, piétinant ainsi le devoir de protection des citoyens, contrat moral fondateur de l'histoire d'Israël.

Il est plus difficile de donner un visage aux morts palestiniens, car la presse internationale n'a aucun accès à Gaza et parce qu'au moins 130 journalistes locaux y ont été tués depuis le 7 octobre 2023. Grâce à eux, on connaît cependant l'histoire de Hind Rajab, une fillette de 6 ans assassinée avec toute sa famille alors qu'elle tentait de fuir les combats, en février, après avoir appelé les secours depuis une voiture criblée de balles; son corps n'avait été retrouvé que douze jours plus tard. Pour les autres, on en est réduits à comparer ce décompte macabre à l'histoire du conflit: la guerre de Gaza a tué quarante fois plus de Palestiniens en un an que la première Intifada *[1987-1993]* en cinq ans. L'année qui vient de s'écouler a donc été 200 fois plus meurtrière pour les Palestiniens que chaque année de la première intifada.

RATIONNELS ET SOLIDAIRES

Un tel déferlement d'horreurs devrait imposer dignité et gravité aux responsables politiques français qui s'expriment sur le sujet – et le silence aux autres. Au lieu de cela, on assiste depuis un an à une constante dégradation du débat public: alors que, dans les semaines qui ont suivi le 7 octobre 2023, la sidération collectivement ressentie permettait l'écoute et l'échange des arguments les plus contradictoires, chacun s'est depuis enfermé à nouveau dans sa bulle cognitive et idéologique, sourd et aveugle à la souffrance de l'autre. Le climat politique français, autocentré sur les enjeux nationaux et l'inquiétante progression de l'antisémitisme, ne permet plus de poser sereinement les termes du débat.

L'enquête en cours de la Cour internationale de justice *[CIJ]* sur le *«risque plausible de génocide»* à Gaza en est un bon exemple. Si l'on garde à l'esprit que le mandat de la CIJ est autant un mandat de *«prévention»* que de *«répression»* du crime de génocide, si l'on mentionne que la convention de 1948 définit ce crime de façon extensive – incluant notamment les *«transferts forcés»* et les *«atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe»* –, si l'on rappelle qu'Israël est bel et bien signataire de cette convention, alors on doit raisonnablement s'accorder sur le fait que la CIJ a non seulement le droit, mais aussi le devoir, de se saisir de cette cause, sans que cela ne présage ses futures conclusions, puisque la CIJ intervient précisément pour tenter de «prévenir» le génocide, c'est-à-dire pour l'empêcher.

Pour intervenir, la CIJ doit constater qu'il y a, parmi les responsables politiques du pays mis en cause, l'expression d'une *«intention génocidaire»*. De ce point de vue, les preuves ne manquent pas: le 28 décembre 2023, à Jérusalem, onze ministres du gouvernement israélien ont participé à une *«conférence pour la recolonisation de Gaza»*. Le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, y a affirmé que *«la seule solution, c'est la déportation massive des habitants de la bande de Gaza»*, et le ministre des communications, Shlomo Karhi, a cyniquement précisé que *«l'émigration volontaire doit parfois être imposée avant d'être consentie»*.

Quelques semaines plus tôt, Nétanyahou évoquait l'objectif de réduire la population de Gaza *«à son strict minimum»*, et son ministre des finances, Bezalel Smotrich, donnait l'objectif chiffré de *«100000 à 200000 Palestiniens à Gaza»*, ce qui supposerait d'en expulser plus de 2 millions. Chacun peut constater que ces déclarations relèvent toutes de l'«intention génocidaire» telle que définie par la CIJ. S'il était posé en ces termes, sur un plan factuel et méthodologique, le débat public ne pourrait que s'en trouver apaisé.

Une autre façon d'apaiser le débat, ou tout du moins de le rendre à nouveau possible et audible, serait de rappeler que les intérêts vitaux des sociétés civiles israéliennes et palestiniennes ne coïncident pas avec les calculs tactiques de leurs dirigeants. Yahya Sinouar espère que cette guerre consolidera l'assise idéologique du Hamas, replacera la question palestinienne au centre de l'agenda diplomatique et dégradera durablement l'image d'Israël dans l'opinion publique internationale. Benyamin Nétanyahou et ses alliés d'extrême droite espèrent qu'elle accélérera la colonisation en Cisjordanie, fera avancer leur projet messianique à Jérusalem et freinera les menaces judiciaires qui pèsent sur eux.

Qui pourrait affirmer que ces calculs sont erronés? Du point de vue de leurs intérêts propres, Sinouar et Nétanyahou sont rationnels, complices et solidaires, ils ont tout intérêt à ce que cette guerre se poursuive, c'est pourquoi le cessez-le-feu est sans arrêt retardé. C'est aussi pourquoi le procureur de la Cour pénale internationale réclame un mandat d'arrêt contre chacun d'eux.

Mais on devrait pouvoir rappeler, posément, que cette guerre fait peser un risque existentiel sur les deux peuples, palestinien et israélien confondus. Ce risque existentiel est physique, vital et immédiat pour les Palestiniens; il est juridique, géopolitique et différé pour les Israéliens. Les premiers sont menacés à Gaza par les bombardements, la famine, les épidémies, les expulsions répétées et l'anéantissement du système de soins, et en Cisjordanie par la violence meurtrière des colons, dont le président israélien lui-même considère qu'ils se sont livrés le 15 août à un *«pogrom»* contre le village palestinien de Jit.

Les seconds sont menacés par l'isolement d'Israël, toujours plus profond sur le plan régional, par l'effondrement d'une légitimité internationale pourtant indispensable à ce jeune Etat, issu d'un vote de l'ONU en 1947, et par le départ de ses habitants les plus diplômés: 38 % des jeunes médecins israéliens en formation ont annoncé vouloir quitter le pays à la fin de leurs études. Au même moment, on apprenait que l'armée israélienne recrutait des demandeurs d'asile pour combattre à Gaza en échange de titres de séjour.

A l'horizon, au-delà du soleil noir de ce tragique anniversaire, se dessinera un processus d'embrasement ou un processus d'apaisement. Rien n'est écrit. Là encore, Sinouar et Nétanyahou sont complices d'espérer un embrasement à la frontière libanaise, le premier pour desserrer l'étau militaire qui pèse sur les tunnels de Gaza, le second pour rester au pouvoir, obliger les Etats-Unis à s'engager encore plus fortement à ses côtés et, au passage, contrarier la campagne que Kamala Harris mène contre son allié Donald Trump. La décision de faire exploser à distance des milliers de bipeurs et talkies-walkies du Hezbollah de même que les frappes meurtrières dans la banlieue sud de Beyrouth ensuite sont venues nourrir cette logique d'embrasement.

Fort heureusement, les sociétés civiles locales font ce qu'elles peuvent pour freiner cette course vers l'abîme: les sondages montrent que la majorité des Libanais ne veulent pas que le Hezbollah les entraîne dans une guerre généralisée, et, chaque samedi soir, des centaines de milliers d'Israéliens manifestent pour un cessez-le-feu immédiat. Ces mobilisations ne sont ni forcément majoritaires ni strictement pacifistes, mais, dans le contexte actuel, elles forcent le respect.

Au sein des opinions publiques occidentales, à l'abri des bombes et dans le confort d'une paix civile encore préservée, de nouvelles solidarités doivent également pouvoir se reconstruire en faveur d'un processus d'apaisement, contre la complicité criminelle qui réunit Yahya Sinouar et Benyamin Nétanyahou. Il ne s'agit pas de ranimer un «camp de la paix», car ce n'est pas à l'ordre du jour, mais plutôt de bâtir un nouveau «camp de l'apaisement» et de la désescalade.

C'est possible, car nous ne sommes pas face à un dilemme moral, dans lequel il faudrait choisir entre deux voies contraires mais également légitimes. Il n'y a, en réalité, qu'une seule issue juste et raisonnable: un cessez-le-feu immédiat pour préserver les populations civiles de Gaza, sauver les otages encore en vie et prévenir un embrasement régional; le recours à la justice internationale pour s'interposer entre les belligérants et briser ainsi le cycle de la vengeance. A ce prix, et à ce prix seulement, l'aube tragique du 7 octobre prochain pourrait se lever sur un fragile espoir. ■

IL NE S'AGIT PAS DE RANIMER UN «CAMP DE LA PAIX», CAR CE N'EST PAS À L'ORDRE DU JOUR, MAIS PLUTÔT DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU «CAMP DE L'APAISEMENT» ET DE LA DÉSESCALADE

Vincent Lemire *est professeur d'histoire à l'université Gustave-Eiffel. Il a dirigé le Centre de recherche français à Jérusalem de 2019 à 2023, et conduit le projet de recherche européen Open Jerusalem. Il est l'auteur, avec Christophe Gaultier, de la bande dessinée «Histoire de Jérusalem» (Les Arènes, 2022) et, avec Thomas Snégaroff, d'«Israël/Palestine. Anatomie d'un conflit» (Les Arènes, 136 p., 17 €)*



PLANÈTE | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE FOUCART

Le Barnier de 2024 n'est plus celui de 1990

Immédiatement après sa nomination à Matignon, Michel Barnier a fait une déclaration qui a surpris tout le monde. Dans la même phrase, il a prononcé les mots *« vérité »* et *« dette écologique »*. Il faut, a-t-il dit le 7 septembre, *« dire la vérité »* sur *« la dette financière et la dette écologique »*. A l'instant même où elle s'est échappée de la bouche du nouveau premier ministre, cette sortie a été commentée par des observateurs décontenancés par un tel propos. Mais qu'a-t-il bien pu se passer pour que cette brève déclaration, qui relève pourtant du truisme, paraisse aussi incongrue et inattendue dans la bouche d'un responsable politique de la droite républicaine ?

Les commentateurs ont fini par s'y accoutumer, par l'accepter comme si c'était le fruit d'une loi de la nature : tout l'espace politique compris entre le centre et les droites extrêmes est, du point de vue de la question environnementale, une *terra nullius*. Marginalisées, les rares figures conservatrices qui portaient une vision, ou au moins affichaient une sensibilité sur le sujet, se sont effacées. De rares députés du parti Les Républicains s'en désolent, en vain.

Pour saisir dans toute sa magnitude ce phénomène – la disparition de l'écologie du logiciel moral et politique de la droite –, il suffit là encore de se référer à Michel Barnier. Sa vision de la question environnementale a été consignée dans un livre dense et précis mais il est hélas difficile de se le procurer en librairie, puisqu'il a été écrit il y a près de trente-cinq ans.

Chacun pour tous. Le défi écologique (Stock, 1990) est le fruit d'une enquête parlementaire conduite par Michel Barnier alors jeune député, dont la carrière avait commencé quelques années auparavant auprès de Robert Poujade (1928-2020), un gaulliste, qui fut le premier ministre de l'environnement. On l'oublie souvent, mais c'est un homme de droite qui a été la première incarnation de l'écologie au gouvernement – et c'est aussi lui qui, une fois congédié, avait eu ce bon mot que chacun connaît, faisant de l'hôtel de Roquelaure le *« ministère de l'impossible »*.

Des enjeux bien documentés

Lu trente-cinq ans plus tard, le livre de Michel Barnier a quelque chose de fascinant. Au moment où il est rédigé, le Sommet de la Terre à Rio ne s'est pas tenu et les grandes conventions environnementales n'ont pas été signées, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat n'a pas rendu sont premier rapport, la convention de Stockholm sur les polluants persistants ne sera signée que onze ans plus tard… Pourtant, tous ces enjeux sont déjà bien documentés, fidèlement rapportés et analysés dans *Le défi écologique* et, pour le lecteur des années 2020, la surprise provient autant de la précision des connaissances déjà disponibles à l'époque que de ce qu'elles avaient percolé à droite de l'échiquier politique.

L'IDÉE QU'IL FAILLE CONSERVER UN PATRIMOINE PRÉCIEUX, CELUI DE LA NATURE, A COMPLÈTEMENT DISPARU À DROITE

IL Y A TRENTE-CINQ ANS, MICHEL BARNIER AVAIT PUBLIÉ « CHACUN POUR TOUS. LE DÉFI ÉCOLOGIQUE »

Comme l'a montré mon collègue Matthieu Goar dans le portrait qu'il lui a consacré, le Michel Barnier de 1990 n'est plus celui de 2024 ; ses prises de position récentes sont d'autres indices de l'érosion des préoccupations environnementales dans son camp politique. Et ce même si quelques marqueurs – l'inscription du principe de précaution dans la Constitution (2005), le Grenelle de l'environnement (2007) – suggèrent que les derniers feux ne se sont éteints que récemment. Ils sont toutefois bel et bien morts. L'idée qu'il faille conserver un patrimoine précieux – celui de la nature –, socle moral de l'écologie du camp conservateur dans les années 1970-1980, a complètement disparu à la droite de l'échiquier politique. Une disparition qui est survenue des deux côtés de l'Atlantique.

Pour les historiens Naomi Oreskes et Erik Conway, le point de bascule remonte à l'effondrement de l'Union soviétique, lorsque l'écologie politique a commencé à être considérée comme l'héritière du socialisme, secrètement mue par la même volonté d'entraver la liberté d'entreprendre, donc la liberté tout court. C'est ainsi vers le milieu des années 1980 que la défiance à l'égard de la question environnementale gagne le camp conservateur américain, entraînant par capillarité, et avec une décennie de latence, le basculement des droites occidentales.

Ce n'était pas écrit. En 1970, par exemple, à l'appui de sa volonté d'étendre considérablement les zones naturelles protégées sur le territoire des Etats-Unis, le président républicain Richard Nixon s'était lancé dans un vibrant plaidoyer : *« Partout dans le monde, les gens prennent conscience de la nécessité urgente de protéger le fragile équilibre de la vie et de préserver pour l'avenir ce qui nous reste aujourd'hui de la nature sauvage et de sa beauté. »*

La même année, Georges Pompidou écrivait à son premier ministre une lettre extraordinaire contre une circulaire permettant l'abattage d'arbres au bord des routes. Elle est reproduite dans le livre de M. Barnier. *« Bien que j'aie plusieurs fois en conseil des ministres exprimé ma volonté de sauvegarder "partout" les arbres, cette circulaire témoigne de la plus profonde indifférence à l'égard des souhaits du président de la République* (…), écrit-il. *Il est à noter que l'on n'envisage qu'avec beaucoup de prudence le déplacement des poteaux électriques. C'est que là, il y a des administrations pour se défendre. Les arbres, eux, n'ont semble-t-il d'autres défenseurs que moi-même* (…). *»*

La sauvegarde des arbres, poursuit le président Pompidou, par ailleurs grand bétonneur devant l'éternel, *« est essentielle pour la beauté de notre pays, pour la sauvegarde de la nature, pour la préservation d'un milieu humain »*. A ceux qui se demandent ce que ferait M. Pompidou s'il revenait parmi nous, on peut se risquer à répondre qu'il serait peut-être sur la ZAD du chantier de l'A69, perché dans les arbres avec des « écoterroristes ». ■

POUR LE GOUVERNEMENT BARNIER, L'URGENCE NÉO-CALÉDONIENNE

ÉDITORIAL M

D'innombrables défis attendent le gouvernement de Michel Barnier, dont la composition devait être annoncée avant le dimanche 22 septembre. Mais l'un d'eux, la Nouvelle-Calédonie, relève de l'urgence absolue. Non seulement parce que la situation sécuritaire et économique y est alarmante pour près de 300 000 de nos compatriotes depuis le début, en mai, de l'insurrection violente, mais aussi parce que la France se doit d'y réussir ce qu'elle a si souvent raté dans le passé : une décolonisation.

Le renouvellement à Matignon doit permettre un changement total de méthode politique après que celle suivie par les précédents gouvernements a abouti à une tragique faillite. Un quart de siècle après l'accord de Nouméa de 1998, qui proposait aux Néo-Calédoniens *« un destin commun »* et, à terme, une *« complète émancipation »*, après trois référendums sur l'indépendance qui n'ont rien réglé, il s'agit d'avancer vers une nouvelle formule de souveraineté pour ce territoire, où le 24 septembre, date de la prise de possession par la France en 1853, demeure une date sensible.

En instrumentalisant, pour obtenir un accord, la question du corps électoral, sujet existentiel et inflammable qui renvoie à l'histoire de cette colonie de peuplement où la France a toujours cherché à déborder numériquement les Kanak, en faisant voter le projet de loi constitutionnelle renforçant le poids des autres communautés, Emmanuel Macron a débouché sur une impasse sanglante. Treize personnes sont mortes depuis mai, et l'incertitude est totale sur les élections provinciales, déterminantes, prévues d'ici au 15 décembre. La première décision que doit prendre le nouveau gouvernement d'ici au début novembre porte sur la tenue ou le report de ce scrutin.

L'insécurité à la fois personnelle et alimentaire que continuent de vivre les habitants du Caillou, ainsi que la radicalisation de ses forces politiques, rendant difficile l'organisation d'élections sereines, tend à commander leur report. Mais cette direction – à laquelle sont opposés les plus radicaux des indépendantistes – ne saurait être prise sans une sérieuse concertation.

Michel Barnier doit mettre à profit la nouvelle situation de cohabitation pour prendre la main sur le dossier néo-calédonien, transversal par définition, comme du temps de Michel Rocard, et rompre avec une gestion éclatée entre des ministres aux intérêts parfois contradictoires, qui fait du président le seul arbitre. La lettre que vient d'adresser le nouveau premier ministre aux quatre parlementaires néo-calédoniens, afin de solliciter leur avis sur la tenue des élections provinciales, est à cet égard de bon augure. En parallèle, la reconstruction du territoire dévasté par les émeutes suppose une décision budgétaire pour un montant estimé à un milliard d'euros au moins par an pendant cinq ans.

Surtout, les leçons du crash politique sur la Nouvelle-Calédonie doivent être tirées. La question cruciale du corps électoral ne saurait être dissociée de la discussion sur un projet global de souveraineté et de citoyenneté pour le territoire. L'urgence est à la reprise d'un dialogue, large et patient, et à une stricte impartialité de l'Etat que la nomination comme secrétaire d'Etat, en 2022, de Sonia Backès, présidente loyaliste de la province Sud, avait lourdement compromise. Telles sont les conditions pour retrouver un degré de confiance minimal sans lequel le retour de la paix civile n'est guère envisageable. ■


PHOTOGRAPHIE RETOUCHÉE
TEL. 01.55.35.20.20

l'époque

Le Monde



LUCAS BURTIN

ENQUÊTE

2

Rodéo en col blanc

Roue avant levée, quand leur puissante bécane fait vroum, le frisson de l'interdit les parcourt. Ils sont cadres supérieurs, happés par une passion illégale : le « cross bitume ». Peu bavards sur ce sujet, ils assurent que leurs dérapages sont contrôlés, s'adonnant à leur loisir loin des espaces publics trop fréquentés

5 RECONVERSION

Un job d'enfer

Ils ont tout plaqué pour devenir maraîcher, fleuriste ou kiné. Mais la réalité les a cruellement rattrapés

7 VOYAGE

Cap sur Saint-Nazaire

La ville portuaire de la Loire-Atlantique propose une armada d'activités liées à la mer : visite des chantiers navals, pêche sur pilotis ou aventure dans un paquebot

8 UN APÉRO AVEC

Agnès Jaoui

A l'affiche de « Ma vie, ma gueule », l'actrice et réalisatrice s'efforce de mettre de côté les « passions tristes » et de « cultiver toutes les joies »

DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024 CAHIER DU « MONDE » N° 24797 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

ENQUÊTE

Attaché-case et roue arrière

Mis sous les feux de l'actualité par des faits divers tragiques, le rodéo sauvage est souvent associé à la jeunesse des quartiers. Mais, derrière ces stéréotypes, un autre public, CSP+ celui-là, lève la roue arrière dans le plus grand secret. Plongée dans le « Fight Club » du cross bitume

Par Hélène Brunet-Rivaillon

N*ée de père et de mère motards »*, lance-t-elle en guise de présentation, à la manière dont elle déclinerait son état civil. D'une voix posée et dans un langage soutenu, elle demande qu'on la surnomme « Angela » pour préserver son anonymat. Cette aimable quarantenaire, agente immobilière de profession, confie sans vantardise rouler *« depuis l'adolescence, bien avant d'avoir l'âge légal pour passer le permis »*. Trois décennies plus tard, elle a conservé ce goût pour la transgression.

Désormais mère de trois enfants et séparée du père de ces derniers, Angela compte parmi les adeptes du rodéo sauvage. Cette pratique, également appelée « cross bitume » ou *« bike life »*, consiste à effectuer des figures sur des deux-roues ou des quads lancés à vive allure, le plus souvent sur des lignes droites. La forme la plus populaire est illégale, car elle a lieu sur la voie publique. *Wheeling* (roue arrière), *drifts* (dérapages), *stoppies* (roue avant) et les *burn* (faire fumer la roue arrière en brûlant la gomme sur l'asphalte) sont parmi les figures les plus prisées.

Synonyme de fortes nuisances sonores, de riverains au bout du rouleau et, surtout, de faits divers dramatiques, le rodéo motorisé véhicule une image particulièrement négative et inquiétante. Cependant, certains pratiquants, insérés socialement et issus des classes sociales aisées, revendiquent une approche plus raisonnable et plus respectueuse, en s'exerçant sur des terrains privés, voire sur des circuits autorisés.

« J'ai découvert la bike life *il y a quelques années avec mon frère et sa bande de copains*, confie Angela. *On faisait des runs* [des courses] *et on levait la roue sur des parkings d'entrepôts qui n'étaient pas surveillés, à l'époque. »* Cette mordue de sports mécaniques s'adonne à des sessions de cross bitume avec des amis, de nuit, le week-end, lorsque le temps est clément. Et dans la plus grande discrétion. L'équipe charge les motos non homologuées – des modèles sportifs non autorisés à circuler sur la voie publique – dans un camion pour les acheminer vers un endroit tranquille, à l'abri des regards, et prend un maximum de précautions pour éviter d'attirer l'attention des autorités. Les spots de rendez-vous sont partagés sur WhatsApp et choisis à l'écart des grands axes et des routes passantes.

En dehors de la petite bande et d'une poignée de très proches amis motards mis dans la confidence, la quadra ne parle à personne de ce qu'elle qualifie de *« plaisir coupable »*. *« C'est mon jardin secret »*, donne-t-elle en guise d'explication. La pratique est confidentielle, pour ne pas dire clandestine. Lorsqu'on les interroge sur leurs lieux de pratique, les CSP+ adeptes de la *bike life* sont aussi flous que s'ils préservaient l'emplacement d'un coin à champignons : *« Oh, une petite route isolée. »*

Même si elle constitue potentiellement un délit lorsqu'elle est pratiquée sur la voie publique, cette activité à hauts risques est parfois décrite par les concernés comme un banal loisir. *« Je me prépare comme pour aller en soirée, mais j'enfile une combinaison et des bottes à la place de la robe et des talons*, s'amuse ainsi Angela. *Avec le casque, plus besoin de brushing ! »*

Ce discours teinté de légèreté laisse place à un message empreint de gravité, quelques jours après notre premier échange. Kamilya, 7 ans, est morte début septembre, après avoir été percutée par un motard à Vallauris, dans les Alpes-Maritimes. Dans ce contexte, l'agente immobilière policée tient absolument à souligner qu'elle partage la douleur de cette famille dévastée. *« Je suis maman et je ne l'oublie jamais »*, assure-t-elle, la voix assombrie. Avant d'insister pour que ses précédents propos soient complétés et précisés : *« Je roule sur des routes qui ont été fermées pour travaux à la suite d'intempéries, je n'ai jamais mis et je ne mettrai jamais personne en danger. C'est important que vous l'écriviez, car il ne faut pas inciter les gens à faire n'importe quoi. »*

L'argument d'une pratique sportive responsable et sécurisée revient souvent dans les discussions avec les cadres supérieurs amateurs de cross bitume. Selon eux, la conduite inconsidérée serait l'apanage des jeunes désœuvrés qui relaient, sur les réseaux sociaux, des vidéos dans lesquelles on les voit narguer les autorités en se filmant encagoulés, juchés sur leurs bécanes taillées pour le motocross et leurs puissants scooters TMAX, en se balançant sur leur roue arrière (« en Y », dans le jargon).

Les discours les plus caricaturaux rappellent un peu le célèbre sketch des Inconnus moquant *« les bons et les mauvais chasseurs »*. Il y aurait donc les bons et les mauvais adeptes de la *bike life*, ceux en col blanc s'employant à offrir une image rassurante. Pour cela, ils relativisent les risques inhérents à leur passion, à l'instar de cet interlocuteur qui balaie d'un revers de main les blessures, alors même qu'il panse encore ses plaies provoquées par une chute...

Sur leurs lieux de pratique, les CSP+ adeptes de la « bike life » sont aussi flous que s'ils préservaient l'emplacement d'un coin à champignons

Un peu comme dans le film *Fight Club*, de David Fincher (1999), où des employés de bureau s'adonnent à des combats clandestins avant de revenir travailler l'œil poché, c'est dans l'ombre que quelques petits groupes de cadres supérieurs et de travailleurs indépendants, parfois réunis en *crew* (« équipe »), vivent leur passion. Insoupçonnables pour le grand public et peu visibles au sein même de la communauté moto. Leurs profils sont éloignés de ceux représentés dans la pop culture, comme les jeunes en galère mis en scène dans *Rodeo*, le film de Lola Quivoron, sorti en 2022. Tourné, en partie, dans la cité bordelaise des Aubiers, ce long-métrage a permis à bon nombre de Français de découvrir le cross bitume.

Confortablement installés à des postes à responsabilités et, parfois, dans des rôles de parents modèles, les fans de rodéos en col blanc ressentent, à travers cette pratique radicale – qu'ils exercent généralement en catimini –, une exaltation si intense qu'ils ont ensuite du mal à s'en passer. *« Ça me fait vibrer, je me sens puissante »*, justifie, par exemple, Angela.

Ces rideurs huppés sont difficiles à quantifier et à catégoriser précisément, même si de fins connaisseurs du milieu admettent du bout des lèvres que l'on compte dans leurs rangs des membres haut placés d'institutions : police, gendarmerie, armée. C'est donc au fil des échanges qu'il faut tenter de se faire une idée des pratiquants. Charles (le prénom a été changé) fanfaronne en affirmant qu'il fait rugir le moteur de ses quatre motos au gré de ses envies. *« J'ai commencé à travailler jeune, avec des revenus confortables, ce qui m'a permis de m'offrir des plaisirs qui étaient des folies pour mes camarades : de belles voitures, des motos puissantes, des voyages au bout du monde et des psychotropes qui, à l'époque, étaient réservés à une élite »*, crâne celui qui dit avoir un poste haut placé *« dans le Big Pharma »*. S'il a toujours aimé la vitesse à moto, il n'a franchi le cap du rodéo sauvage que récemment. *« Un de mes amis est propriétaire d'un manoir isolé, et nous avons d'abord beaucoup roulé au sein même de sa propriété*, rembobine-t-il. *Et puis, on a fini par prendre quelques libertés sur les petites routes de campagnes alentour, où il n'y a personne. »*

Il prétend que le risque principal est de croiser un animal et d'endommager son destrier mécanique. Puis il admet : *« J'ai déjà eu des frayeurs, car c'est un environnement assez boisé, alors on est parfois surpris par des branches d'arbre barrant la route après des tempêtes. »* Mais il botte en touche lorsqu'on l'interroge sur les chutes dont il a été victime jusqu'ici, minimisant les conséquences de ces épisodes pour ne pas risquer de noircir le tableau idyllique qu'il dresse de son hobby, présenté comme une cure de jouvence. *« Je retrouve l'insouciance de mes jeunes années et un sentiment de liberté*, résume-t-il. *Je me sens vivant. »* A entendre certains de ses arguments – *« Après, en général, je dors vraiment bien »* –, on pourrait même croire qu'il est question d'une séance de yoga ! Et lorsqu'on exprime la possibilité de tomber sur un promeneur nocturne et de l'envoyer aux urgences, il tente de clore le débat : *« On ne fait de mal à personne, et ça nous fait un bien fou. »*

Jeunes défavorisés des périphéries urbaines et rurales ou quadras et quinquas jouissant de conditions sociales privilégiées, les motards sont souvent entraînés dans la *bike life* par un groupe d'amis. Les uns comme les autres semblent mus à la fois par une excitation liée à la recherche de sensations fortes et par un penchant pour les plaisirs transgressifs.

Mᵉ Rémy Josseaume, avocat, docteur en droit routier et responsable de la commission du droit routier du barreau de Paris, compte quelques pratiquants parmi ses clients : *« Il y en a qui considèrent que c'est une performance, d'autres qui en font un spectacle*, observe-t-il. *Pour une partie d'entre eux, cette pratique va de pair avec la conduite de véhicules sportifs. »* Et d'ajouter : *« Enfants, nous avons tous levé les roues de nos vélos, et certains adultes pensent que le* wheeling *en est une suite logique. »*

Quelle que soit leur situation sociale, les adeptes de la *bike life* mentionnent tous plus ou moins les mêmes sources d'inspiration. A commencer par les vidéos du Wildout Wheelie Boyz, un petit groupe à l'origine du mouvement des Dirt Bikers, qui marque le début de l'engouement pour le cross bitume au sein des communautés noires de Baltimore, dans les années 1990. Ils citent également des grands noms comme le cascadeur à moto allemand Chris Pfeiffer (mort), le *freestyler* Tom Pagès ou des *stunters* (« voltigeurs à moto ») très présents sur les réseaux sociaux, dont la cascadeuse française Sarah Lezito. Ces images, fonctionnant comme des tutos, leur permettent ensuite d'essayer de reproduire les figures.

Néanmoins, la pratique chez les bourgeois se distingue, par certains aspects, de celle des jeunes précaires. Les premiers l'appréhendent avant tout comme un sport, quand la *bike life* prend parfois des accents contestataires pour les seconds.

LUCAS BURTIN

Fabien Jobard est directeur de recherche au CNRS et auteur d'un article, rendu public en novembre 2023, intitulé «Considérations sociologiques sur les rodéos urbains». Pour lui, les rodéos à deux-roues d'aujourd'hui s'inscrivent dans la longue histoire du *«rapport entre des fractions de la jeunesse et l'usage non conventionnel d'engins motorisés»*, dans laquelle il inclut les «blousons noirs» français des années 1950 et 1960, les courses de voitures illégales de *«la jeunesse blanche ouvrière désœuvrée du nord de l'Angleterre, dans les années 1990»*, ou encore les rodéos de voitures volées puis brûlées lors de l'*«été chaud de 1981»* dans l'agglomération lyonnaise. Des phénomènes qu'il juge *«teintés d'une dimension revendicative ou, tout au moins, protestataire»*.

Autre différence entre les deux catégories de pratiquants: alors que les gamins roulent, parfois sans protection, sur des engins bricolés, les motards des classes sup s'offrent des véhicules coûteux, plus fiables, et des équipements complets – casque homologué, combinaison, protection dorsale, gants, chaussures montantes, etc. Ils sont donc bien mieux protégés en cas de chute au cours d'une acrobatie. Rémy Josseaume est, par ailleurs, convaincu que, chez les gens insérés, la prise de risque est aussi mieux calculée: *«Ils ont une plus grande conscience du risque*, affirme-t-il. *Et certains d'entre eux font du pilotage sur circuit ou ont une licence sportive. Ils ont des véhicules qui coûtent très cher et ils savent ce que les casser représenterait financièrement.»*

David Le Breton est anthropologue et sociologue spécialiste des conduites à risques. Il établit un parallèle entre les pratiquants de *bike life* issus de milieux aisés et ceux qu'il nomme *«les nouveaux aventuriers»*, dont certains alpinistes radicaux médiatisés. Cochant toutes les cases de la réussite sociale, lassés par une vie de routine et effrayés par l'âge qui avance, ils cherchent à retrouver une forme de liberté, frôlant la mort pour se sentir bien vivants.

Quoi qu'il en soit, peu importe la catégorie sociale dont sont issus ces casse-cou de tous poils, il s'agit d'hommes, dans leur écrasante majorité. Et ce n'est pas un hasard. Pour David Le Breton, les acrobaties plein gaz relèvent d'un *«rite de virilité»*. *«Le fait d'être un bon conducteur, de ne pas avoir froid aux yeux, fait partie des codes d'affirmation du masculin dans nos sociétés contemporaines»*, analyse-t-il. *«Il y a un sentiment de toute-puissance, la conviction, chez les hommes, d'avoir l'étoffe des héros.»*

C'est aussi l'avis de Fabien Jobard, qui considère que le rodéo *«offre aux jeunesses masculines un mode recherché de valorisation, de reconstruction de l'estime de soi et de fabrication d'identités sociales positives»*. Angela assure, pour sa part, avoir des copines dans le milieu et ne pas subir plus de sexisme qu'ailleurs: *«Sous le casque, il y a finalement moins de machisme que dans la vie de tous les jours»*, affirme-t-elle. Dans le film de Lola Quivoron, au contraire, le personnage central, Julia, une jeune mordue de cross bitume, est victime de propos et d'actes haineux de la part des membres de son groupe – elle en est la seule femme motarde.

Quel que soit le carburant de ces amateurs de *tricks* («figures») sur le macadam, l'ampleur du phénomène et sa propagation dans des sphères inattendues ont rendu nécessaire la mise en place de dispositifs sécurisés. Chabane, 42 ans, père de famille et ingénieur économiste de la construction, pratique le cross bitume depuis des années. Il souhaite que son patronyme ne soit pas mentionné, car si une partie de sa famille est au fait de sa passion, ce n'est pas le cas de ses clients. Cet habitué des spots sauvages a fait des acrobaties pendant dix ans dans une zone industrielle d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) bien connue des amateurs de *bike life*. Mais, après avoir longtemps fermé les yeux, les autorités ont fini par engager des travaux sur ce lieu, après les confinements, pour stopper la surfréquentation en le rendant impraticable.

«Je retrouve l'insouciance de mes jeunes années et un sentiment de liberté. Je me sens vivant»

Un cadre supérieur «dans le Big Pharma»

Chabane et ses amis se sont alors retrouvés sans espace, à l'écart des axes routiers, pour s'adonner à leur sport préféré. C'est pourquoi il s'est battu pour créer l'association SOS-Rodéo, qui a vocation à limiter les drames de la route en *«extirpant les pratiquants de la voie publique»*. Il organise désormais des journées de prévention et a obtenu de la Fédération française de motocyclisme (FFM) que des créneaux soient réservés aux adeptes de rodéo membres de son association sur le circuit Carole, ouvert en 1979 à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) à la suite de graves accidents de moto survenus sur la voie publique, dont l'un a entraîné la mort d'une jeune motarde, Carole Le Fol, en 1977.

Les enragés des roues levées et adhérents de SOS-Rodéo peuvent se lâcher en toute légalité, sans risquer la vie des passants. *«Grâce à notre association, beaucoup de CSP+ ont pu assumer leur pratique de cette discipline»*, se réjouit le président fondateur. Avant lui, l'association Dirty Riderz Crew avait aussi milité pour la création d'un cadre légal pour le cross bitume. De son côté, Sébastien Poirier, le président de la FFM, n'est pas étonné: *«Les CSP+ ne sont pas une catégorie particulièrement différente*, lance-t-il. *Ils vivent, ils mangent, ils font du sport et, parfois, se passionnent pour des choses sur lesquelles on ne les attend pas.»* Il estime que *«la très grande majorité des gens qui s'adonnent au cross bitume le font de manière responsable et veulent rester dans la légalité»*.

Regrettant que les comportements dangereux très médiatisés aient gommé cette autre réalité, il insiste sur le fait que la fédération invite les pouvoirs publics à l'aider à *«structurer la pratique de manière intelligente et pérenne»*. Le sociologue Fabien Jobard renchérit: *«Comme d'habitude, quand on décrit des phénomènes inquiétants, le regard ne se porte pas plus haut que le phénomène dans son expression la plus spectaculaire, gênante et délictuelle»*, constate-t-il. *«On peut faire une analogie avec le graffiti*, poursuit le sociologue. *A New York, dans les années 1970, c'était une pratique exclusivement délictuelle, et on la retrouve aujourd'hui dans les galeries d'art contemporain.»* De là à faire des roues arrière lors de votre prochain séminaire de motivation en entreprise…

COLLISIONS

Des rodéos pas urbains du tout

Dimanche 22 septembre, une marche blanche est organisée en hommage à Kamilya, une petite fille de 7 ans morte à Vallauris (Alpes-Maritimes), à la suite des blessures occasionnées par un motard lors d'un rodéo urbain, le 29 août. Le suspect, âgé de 19 ans, a été placé sous contrôle judiciaire. Quelques jours plus tard, une autre fillette était renversée à Chambéry, par un jeune homme de 23 ans ayant perdu le contrôle de son véhicule en effectuant des figures en motocross. Les rodéos sauvages se terminent régulièrement par des accidents graves. Et les victimes sont parfois les délinquants eux-mêmes. Le samedi 14 septembre, à Saint-Herblain, près de Nantes, un jeune homme de 19 ans est entré en collision avec un bus, alors qu'il enchaînait des roues arrière, sans casque, en motocross. Son pronostic vital est engagé.

«Quand un délinquant de la route fait n'importe quoi sur une moto et percute un landau, toute la communauté motarde est impactée, car on associe l'image de la moto au danger», se désole Sébastien Poirier, président de la Fédération française de motocyclisme.

Les acrobaties à moto sur la voie publique peuvent constituer un délit au code de la route, selon la loi n° 2018-701 du 3 août 2018, qui a créé le délit de rodéo motorisé et le définit en ces termes: *«Le fait d'adopter, au moyen d'un véhicule terrestre à moteur, une conduite répétant de façon intentionnelle des manœuvres constituant des violations d'obligations particulières de sécurité ou de prudence prévues par les dispositions législatives et réglementaires du présent code, dans des conditions qui compromettent la sécurité des usagers de la route ou qui troublent la tranquillité publique.»* Les peines encourues sont lourdes, pouvant aller de 15000 à 75000 euros d'amende et de un à cinq ans d'emprisonnement. Et elles s'appliquent même en l'absence de victime, bien entendu.

Récemment, un jeune homme de 20 ans a été condamné à douze mois d'emprisonnement ferme après avoir participé à un rodéo dans l'enceinte du centre commercial E. Leclerc Orvault Grand Val, dans les environs de Nantes. La commissaire divisionnaire Sonia Fibleuil, porte-parole de la police nationale, rappelle que ces rodéos, qui sont une forme *«d'appropriation du territoire»* et, parfois, *«de provocation envers les forces de l'ordre»*, mettent *«très gravement en danger autrui, les usagers de la route mais aussi le conducteur et les policiers qui interviennent»*.

C'est pourquoi le problème est pris très au sérieux par les autorités. En plus de l'appel au 17, les signalements sont désormais possibles par le biais d'un chat anonyme et gratuit sur le site Masecurite.interieur.gouv.fr. *«Les signalements sont passés de 1421 en 2022 à 16900 en 2023»*, précise la commissaire pour souligner l'efficacité du dispositif. Puis elle ajoute: *«En 2023, nous avons réalisé 86861 opérations antirodéos.»* Dans ce cadre, 3153 engins ont été saisis. Elle explique que ces opérations, souvent déclenchées par des signalements, et parfois suivies d'un refus d'obtempérer, sont réalisées avec un maximum de prudence, pour éviter toute mise en danger. *«Et lorsque ce n'est pas possible d'interpeller, au vu des conditions de sécurité, nous avons un second axe, qui est celui de la stratégie judiciaire*, détaille Mme Fibleuil. *Nous diligentons des enquêtes judiciaires pour identifier les auteurs de rodéos.»*

Pour lutter contre ce fléau, les forces de l'ordre travaillent avec les acteurs de terrain que sont les municipalités, les polices municipales, les centres de supervision urbaine, les bailleurs sociaux et les associations. Au-delà de la réponse répressive, encadrer la pratique pour proposer son exercice dans des conditions autorisées ne serait-elle pas la meilleure des solutions? Cette option, qui semble satisfaire une bonne partie des pratiquants, a déjà porté ses fruits dans certains endroits. Ainsi, en 2022, Hélène Geoffroy, maire (PS) de Vaulx-en-Velin (Rhône), déclarait que les rodéos urbains avaient diminué sur sa commune à la suite de la mise en place de stages en dehors de la ville.


ALE GIORGINI

WORK IN PROGRESS

Mais qui sont les « slasheurs-cueilleurs » ?

Nicolas Santolaria

Travailleurs du secteur tertiaire, ils choisissent de se lancer dans une activité agricole et cumulent, comme nos ancêtres chasseurs-cueilleurs, plusieurs activités nourricières

Une fois retrouvée la routine du bureau, il arrive que l'on se sente comme un plant de tomates en mal de photosynthèse. Ce qui nous manque, même confusément, ce n'est pas tant le farniente et le spritz de 16 heures que le contact avec la nature, ce sentiment de faire partie d'un tout vibrant que les univers climatisés rendent parfois difficile à éprouver. On se plaît alors à rêver, en se disant que l'on se lancerait bien dans le maraîchage ou l'élevage de chèvres. Mais, par peur de lâcher son douillet CDI, on finit par réorienter fissa ses préoccupations nourricières vers la cantine (de toute façon, c'est trop short pour espérer faire pousser un panais d'ici à 12 h 45).

La vie dans le tertiaire repose sur une abstraction cardinale du rapport à la subsistance : pendant que l'on travaille pour gagner sa vie (métaphoriquement, s'entend), on délègue à d'autres le soin de s'occuper des moyens concrets permettant de maintenir à flot nos variables physiologiques. Cette répartition des tâches est aujourd'hui remise en cause par un certain nombre de jeunes actifs. Ils veulent à la fois la visio de 11 heures (pour découvrir quel fond d'écran Martin a choisi) et cueillir la courgette de 17 heures (parce qu'il est bon de savoir ce qu'on mange : *« Ce soir, ratatouille bio ! »*).

Un site lancé en 2024, qui recense et encourage ce type d'expérience, a trouvé une terminologie charmante pour qualifier ces profils émergents : les « slasheurs-cueilleurs ». Référence à nos ancêtres chasseurs-cueilleurs et aux slasheurs, qui exercent plusieurs activités professionnelles en même temps. Adepte du planning hybride, les slasheurs-cueilleurs ont pour particularité d'avoir un pied aux champs, un pied dans le tertiaire. Ils sont maraîcher/banquier ; vigneron/consultant en stratégie ; éleveuse/rédactrice free-lance…

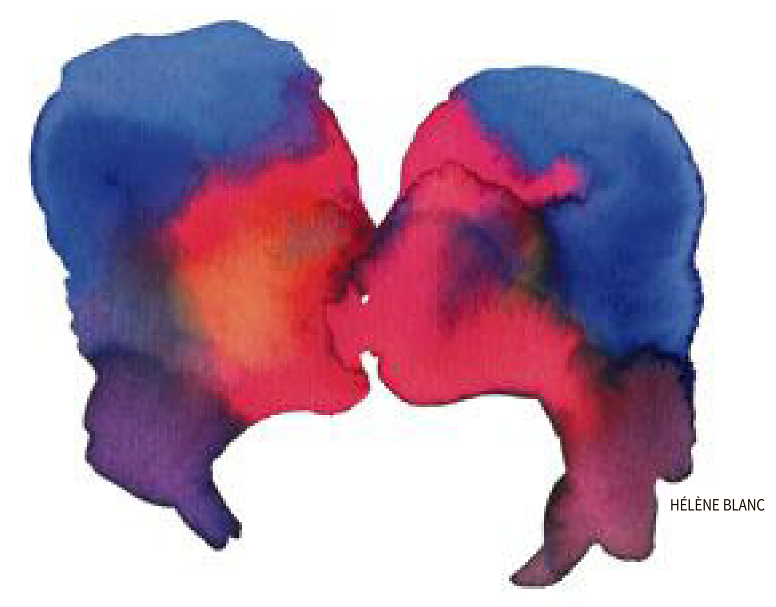
> *Ils sont maraîcher/ banquier ; vigneron/consultant en stratégie ; éleveuse/rédactrice free-lance…*

Comme il l'expliquait récemment au *Parisien*, c'est en constatant que de nombreux agriculteurs ont une activité parallèle que Julien Maudet, jeune polytechnicien travaillant dans le conseil et investi une partie de la semaine dans un projet de cidrerie, a eu l'idée, avec Nicolas Baleynaud et Lola Dubois, d'encourager la démarche inverse en lançant le site Slasheurs-cueilleurs.fr. Objectif : aider les actifs du tertiaire à embrasser une activité agricole en leur proposant des ressources (suggestion de formations, conception d'un projet professionnel hybride, etc.) et en mettant en lumière l'expérience de ceux qui s'y sont essayés.

Comme Cécile Cardeillac, éleveuse de poules pondeuses dans le Gers et rédactrice Web en télétravail. *« Votre site Web est en friche ? Confiez-moi la rédaction de vos contenus ! (Garantis sans coquilles) »*, propose-t-elle, avec humour, sur son profil LinkedIn. Ici, l'activité de service permet d'amortir les chocs inhérents à l'élevage, comme lorsque la grippe aviaire vient plomber le cheptel, et de tempérer une activité agricole parfois dure et peu rémunératrice. Quant aux 600 pondeuses, elles exigent un soin qui invite à relativiser les urgences artificielles de nos mondes numériques : *« C'est le vivant »*, témoigne Cécile, comme pour résumer une nécessité de se réancrer.

Savoir que l'on peut se nourrir par soi-même, sans dépendre d'une vaste chaîne logistique, confère incontestablement au slasheur-cueilleur une force nouvelle. Par une pratique agricole *« résiliente »*, ce dernier cultive en son propre jardin cette évidence simple et oubliée, qui fonctionne comme une illumination : sans écosystèmes sains et fonctionnels, il pourrait un jour devenir impossible de caler une réunion Teams à 15 h 30.

AMOURS DE JEUNESSE


HÉLÈNE BLANC

« Je manque d'écraser un homme. Je le reconnais. Il n'a pas changé »

Ils se sont connus, se sont aimés, se sont séparés. Puis le tourbillon de la vie les a fait se retrouver. Delphine, 59 ans, médecin à Lyon, raconte son histoire avec Eric

Charlotte Herzog

Première rencontre

En 1987, je suis en troisième année de médecine à Strasbourg. Un soir, mon vieil ami d'enfance Olivier, qui lui est parti en droit après le lycée, m'invite à une soirée qu'il organise pour des jeunes entrepreneurs. Ce n'est ni mon domaine ni mon monde, mais je décide de me pointer pour le cocktail. Je débarque au Hilton avec mon vieux biclou que je gare devant l'entrée. A l'intérieur, je me retrouve à côté d'un super beau mec, à tomber raide, qui me sert une coupe en bavardant. Eric. Il est en quatrième année de droit, dans la même promo qu'Olivier. Je suis séduite. Après le cocktail, il me propose que l'on aille dîner ensemble un soir. J'accepte.

Quatre jours plus tard, il passe me chercher chez ma mère, avec qui j'habite. Je le vois se garer depuis la fenêtre, planquée derrière le rideau. Il est magnifique. Je ne comprends pas qu'il s'intéresse à moi. Lui est déjà sur le marché du travail. Il a un charisme fou, une large mâchoire, et est très musclé, genre champion de natation. Moi, je dois encore passer dix ans sur les bancs de la fac. J'ai de l'acné sur le visage et ma vie n'est pas folichonne.

Il sonne. Deux minutes en avance, typique des Alsaciens. Je pose les fleurs qu'il m'offre, prends ma veste et sors. Après le restaurant, il m'emmène chez lui, ses parents ne sont pas là. Je n'ai jamais découché, ma mère va me tuer. Eric me dit que j'ai 22 ans et que ma mère, on l'emmerde. C'est une belle nuit. Une très belle première nuit. Quand il me raccompagne le lendemain, maman éclate de rire.

On est en couple. On fait des soirées, des week-ends ensemble avec des potes, mais ce n'est pas une relation amoureuse. Je ne le sens pas. On n'a pas les mêmes idées ou objectifs, je n'arrive pas à avoir confiance en lui. C'est un baratineur. Parfois, il part deux jours sans donner de nouvelles. Ça dure comme ça sept mois, jusqu'à la veille de Noël où il m'annonce qu'il me quitte. Je suis vexée. Huit jours plus tard, j'ai un autre petit ami, pile pour le Nouvel An. Eric est un goujat, je savais qu'il n'était pas fiable, je ne le reverrai plus. Et je ne le revois plus, ni même n'y pense, pendant vingt-deux ans.

> **« Je passe pour la méchante dans l'histoire, et perds mes amis, qui me traitent de mère indigne »**

Retrouvailles

A l'automne 2008, j'emmène mes enfants voir mamie à Strasbourg pour les vacances. Mon mari reste à Lille bosser. On fait plein de trucs avec maman, c'est chouette. A l'image de ma vie de famille. J'ai eu trois enfants avec mon mari que j'aime. Nous vivons une vie heureuse à Lille, dans une jolie maison. Nous adorons nos amis et nos parents, on va souvent au bord de la mer ou faire du voilier. La vie parfaite de bons petits bobos lillois, rien à redire.

Le 1er novembre, nous devons reprendre la route tôt car, le soir même, nous partons de Lille pour Venise tous les cinq. Je vais chercher la voiture pour la garer devant la maison. Quand la barrière se lève et que je m'apprête à sortir du parking, je manque d'écraser un homme qui promène son chien et qui a déboulé limite sur mon capot avec un grand sourire. Je le reconnais tout de suite, c'est Eric. Je sors de la voiture, et on est là, à se sourire comme deux benêts. Toujours aussi magnifique, il n'a pas changé. Je suis émue, mais je dois filer. On se raconte quelques généralités. Il vit à Lyon, est lui aussi en vacances dans le coin pour la Toussaint, et lui aussi est marié avec trois enfants. On s'échange nos numéros de téléphone et nos e-mails.

J'explique mon retard aux enfants et à maman : je suis tombée sur une vieille copine. Pendant le trajet du retour, Eric m'envoie un SMS : « Bonne route, je t'embrasse, très tendrement. » Euh… Qui écrit un truc comme ça à quelqu'un qu'il n'a pas vu depuis plus de vingt ans ? Je prends les gentils mots mais ne réponds pas. A Venise, c'est dans un coin de ma tête, mais je suis bien avec mon mari et mes enfants.

Le jour de mon retour, Eric m'envoie un e-mail. Je suis épatée par ses phrases. C'est le début d'un échange épistolaire et hebdomadaire que l'on appellera « notre bulle ». On se raconte nos vies, parfois on s'envoie des photos et souvent on se réconforte des difficultés de la vie. J'imprime ses e-mails et les range dans mon bureau. Eric est un meilleur ami comme je n'en ai jamais eu, il y a zéro sous-entendu, mais on commence à se dire que ce serait bien de se voir en vrai, quand même.

Lui à Lyon, moi à Lille, il nous arrive d'avoir des impératifs professionnels à Paris, comme ce jour de janvier, deux mois après l'épisode du parking. Nous convenons de nous retrouver aux Deux Magots, dans le 6e arrondissement. Il est 19 heures, je suis en panique sur le trottoir. Je cherche mon chemin. Je me suis faite toute belle. Une jolie jupe, un beau chemisier, des bottes, un manteau élégant… Quand j'arrive, il est déjà là. Ses yeux verts. Je me souviens. De toute la soirée, je ne peux les regarder. Je suis tellement émue, secouée, timide… sous le charme. On parle, on parle, et on décide d'aller dîner. Quand on se quitte, chacun part de son côté. Il ne se passera rien, j'ai confiance en nous. Je suis naïve.

Maintenant que l'on s'est vu, parfois on s'appelle. Trois semaines plus tard, on est à nouveau au même moment à Paris. Ça va un peu mieux au niveau des yeux verts. Il est superbement vautré dans le fauteuil du Grand Café Capucines, à Opéra. Magnifique dans sa chemise blanche. Moi aussi je suis belle. Pendant trois heures, on refait le monde. On se réjouit de notre amitié, et on convient que notre première rencontre n'était pas mémorable. Chacun reprend son train, moi gare du Nord, lui gare de Lyon. En rentrant, je pars au ski en famille, je suis heureuse.

A mon retour de vacances, il m'appelle un soir, je suis seule chez moi. « Et si on passait à autre chose ? », il me dit d'un coup. Je réponds : « Pourquoi pas ? » Explosion en plein vol de notre bulle d'amitié. Le jour où l'on se retrouve après avoir prononcé ces mots, j'ai le cœur à 200 sous mon Perfecto en cuir. Il a ouvert ses bras au creux desquels je suis tombée. Je lui demande de ne jamais me dire « je t'aime ».

Mais quand on se rend compte qu'on ne peut pas ne pas se voir, on se dit que cette histoire, on va devoir la vivre. Sauf que j'aime encore mon mari et je ne veux pas quitter ma famille. Aimer deux personnes en même temps et mener une double vie ne nous convient pas avec Eric ; on décide de quitter nos conjoints respectifs. Et de l'annoncer à nos enfants. Dur. Je n'ai pas quitté mon mari car je ne l'aimais plus. J'ai dû choisir entre Eric et lui.

A l'été 2009, je prends un appart, je me mets en garde alternée avec le père de mes enfants et nous entamons une procédure de divorce. C'est douloureux. Je suis blacklistée à Lille, c'est moi la méchante dans l'histoire, je perds mes amis, qui me traitent de mère indigne. Je passe un samedi soir sur deux toute seule.

Quand, en 2011, je pars m'installer à Lyon avec Eric, c'est un peu en catastrophe, car un poste se libère pour moi plus tôt que prévu. Je n'ai pas trop le choix. Ma mère et ma sœur m'en veulent à leur tour d'« abandonner » mes enfants, qui ne viendront me voir qu'un week-end sur deux. Ils sont restés vivre avec leur père, qui est un excellent papa. Et moi, je suis en manque d'eux. C'est infernal et en même temps, malgré le tsunami que cela provoque, je sais que si je ne fais pas tout pour que notre histoire existe avec Eric, je deviendrai folle. On est si amoureux.

En janvier 2013, quand mon plus jeune garçon me dit qu'il veut venir vivre avec moi, et que son père accepte, je suis heureuse. Son frère et sa sœur le suivent plus tard. Nous avons la chance d'avoir un grand appartement à Lyon, pour accueillir nos six enfants qui s'adorent désormais.

C'est le genre d'histoire que tous nos amis d'aujourd'hui trouvent formidable, mais tous les intéressés qui en ont souffert à un moment ne sont pas d'accord avec ça. Nos parents étaient effondrés, et puis, nos six gamins au milieu… Parfois, on se demande comment on a fait pour réussir. Toujours, on se dit que, si c'était à refaire, on le referait. Un amour pareil, ça ne peut pas vous arriver 36 fois dans la vie. En octobre, on fêtera nos dix ans de mariage avec Eric.

EMPLOI

Les repentis de la reconversion

L'injonction au bonheur pousse de nombreux actifs à plaquer leur travail pour un « job passion ». Mais gare aux désillusions

Audrey Parmentier

Stéphanie plaque tout en 2021. A l'approche de la cinquantaine, elle envoie valser son boulot de fonctionnaire et ses vingt-huit ans de mariage. *« J'ai lancé mon divorce en même temps que ma rupture conventionnelle »*, plaisante la Rémoise, qui préfère garder l'anonymat. Cette mère de deux enfants quitte son emploi aux ressources humaines payé au smic, laissant les désaccords avec sa hiérarchie sur son bureau. *« Ma cheffe me harcelait et j'avais envie d'un métier artistique. Par exemple, tatoueuse ou fleuriste. Je souhaitais un job passion qui me donne la force de me lever le matin ! »*, résume cette quinquagénaire touche-à-tout. Son CAP de fleuriste en poche, l'apprentie découvre peu à peu l'envers du décor : des patrons maltraitants, des tâches répétitives et une précarité grandissante.

A plusieurs reprises, les enseignes lui claquent la porte au nez. *« Tous les bons postes étaient pris, et ceux qui restaient se trouvaient dans des grosses chaînes avec beaucoup de turnover »*, confie-t-elle. Dès qu'elle décroche un contrat, les missions se résument aux livraisons, à la manutention et au ménage. *« En entretien, un employeur me disait qu'il fallait réceptionner les colis des clients sur notre pause déjeuner. Je lui ai répondu que je n'étais pas postière ! »*, s'emballe la Champenoise au caractère bien trempé.

Celle qui voulait *« toucher de la fleur »* et *« confectionner des bouquets »* enchaîne les déconvenues. Elle cherche maintenant à récupérer son ancien métier. *« Ce n'est pas facile, car j'ai un gros trou dans mon CV »*, soupire Stéphanie, qui vit avec 580 euros mensuels d'allocation de solidarité spécifique. Regrette-t-elle sa bifurcation ? *« J'essaie de le prendre bien, en me disant que c'était une expérience. »*

Difficile d'admettre l'échec quand on est inondé de récits positifs sur les changements de vie. Sourire aux lèvres, tradeurs et assureurs expliquent dans les médias comment ils ont troqué leur costume contre une blouse ou un tablier. *« Déjà, dans les années 1990, on parlait de ces cadres qui plaquaient tout pour ouvrir des chambres d'hôtes. Chaque époque a ses stéréotypes et, maintenant, on a rajouté une dimension écologique »*, souligne Jean-Laurent Cassely, journaliste et essayiste qui écrit sur les modes de vie. Si ce phénomène n'est pas nouveau, il n'est plus, selon lui, réservé aux cols blancs : *« C'est devenu courageux de suivre sa passion. Et cette injonction au bonheur dans le travail, si elle existe depuis longtemps dans les classes privilégiées, se diffuse dans toute la société. »*

Selon le baromètre 2024 de la formation et de l'emploi de Centre Inffo, une association de service public sous tutelle du ministère du travail, la moitié des actifs préparent (21 %) ou envisagent (28 %) une reconversion. Parmi les salariés concernés, 53 % changent de métier.

Mais tout le monde a-t-il les moyens d'embrasser une nouvelle destinée professionnelle ? *« On parle de ceux qui réussissent, mais pas des autres. Certains se retrouvent dans une spirale infernale de précarité après avoir tout laissé »*, s'agace Anne Humbert, ingénieure de formation et autrice de *Tout plaquer* (Le Monde à l'envers, 2023).

Pourtant, rater sa reconversion est assez banal. Une étude UKG réalisée en 2022 dans six pays, dont la France, montre que 43 % des personnes qui ont quitté leur emploi pendant la pandémie de Covid-19 regrettent leurs anciennes fonctions ; ce chiffre atteint 60 % dans notre pays. *« Un changement de vie n'implique pas les mêmes risques pour tout le monde. Et ceux qui y arrivent n'évoquent jamais le matelas financier ou le réseau énorme qui leur ont permis d'opérer ce virage »*, analyse Anne Humbert.

Faute d'économie solide, Guillaume (le prénom a été modifié), 33 ans, a dû abandonner sa courte vie de maraîcher. *« Manque de terrain disponible, difficultés à obtenir un prêt bancaire, fiscalité complexe… Si vous partez réellement de rien, c'est un parcours quasi insurmontable ! »*, liste amèrement ce père de deux enfants originaire de Belgique.

En 2019, l'Ardennais déserte son poste d'éducateur dans une structure d'accueil – rémunéré 1 700 euros net – après un *« burn-out de six mois »*. A l'époque, ce fan de nature compare le maraîchage à un *« monde de libre-penseur »* qui lui donnerait l'assurance *« d'une activité non routinière en extérieur et gratifiante »*. Soutenu par sa compagne, le dynamique Belge s'inscrit à une formation, effectue un stage dans une microferme et tente de se mettre à son compte. *« J'ai donc retourné le jardin familial (environ 6 ares), cherché des serres et aplani du terrain afin d'installer ma production de fruits et légumes »*, raconte-t-il.


PIXDELUXE/GETTY IMAGES

Guillaume commence par faire du porte-à-porte dans son village, mais le modèle prend du temps. *« Je dégageais à peine de quoi couvrir mes frais de fonctionnement, soit entre 100 et 300 euros de juillet à décembre. »*

A noter qu'il vend au *« prix juste »*, c'est-à-dire que le client définit lui-même le prix de ses produits. *« J'ai arrêté le jour où une cliente a acheté 5 kilos d'oignons pour 5 euros. J'étais épuisé et le boulot était trop chronophage ! »*, concède-t-il. Puis, il ouvre un magasin avec ses productions, qui se solde par un échec, faute de clients. En 2022, la naissance de son deuxième enfant le convainc de raccrocher. *« Nous n'avions pas assez de revenus et aucun soutien de notre famille »*, observe-t-il. Père au foyer, Guillaume aimerait rempiler en tant que… éducateur.

Si d'autres bénéficient d'un matelas financier, ils restent exposés à certaines désillusions. Xavier Noulhianne, originaire des Bouches-du-Rhône, énumère les siennes dans son livre *Le Ménage des champs* (Les Editions du bout de la ville, 2016). En 2001, il échange sa casquette d'ingénieur dans un groupe pharmaceutique contre celle d'éleveur de chèvres. *« J'avais une paie pas trop mauvaise, mais je me questionnais sur le sens du progrès, la place de la science… Je bossais dix à douze heures par jour et j'avais surtout besoin de changer de voie »*, justifie le quinquagénaire. Avec sa compagne, il installe son exploitation dans le Lot-et-Garonne avec 80 000 euros d'apport personnel et un prêt de 100 000 euros. Première surprise : les techniques industrielles sont très implantées dans l'agriculture et encouragent des pratiques *« taylorisées et déshumanisées »*. Et Xavier Noulhianne se prend une claque lorsqu'il se retrouve englué dans un dédale de paperasses. Normes d'hygiène, traçabilité, charte du bien-être animal… Tout y passe. *« Je pensais qu'en étant éleveur de chèvres je me sentirais libre mais on est rapidement sous l'emprise de l'administration ! »* Au point de voir ses déclarations fiscales passer avant le bien-être de ses bêtes. *« Pour ne pas sombrer, j'ai lu des tonnes de bouquins relatifs à l'agriculture, à mon métier »*, confie celui qui s'est accroché à son activité de chevrier-fromager bien qu'elle ne soit pas aussi rose qu'espéré.

Afin de minimiser les déceptions, Emilie Amic, fondatrice de Luceliandre, cabinet spécialisé en développement professionnel, recommande à ses clients de mener une enquête de terrain : *« Si l'on aspire à devenir fleuriste, est-on prêt à se rendre à Rungis tous les matins ? »* Dans son bureau parisien, l'autrice de *Façonne ton job* (Gereso, 2021) voit défiler de nombreux clients avec l'envie de tout quitter. Au risque de se mettre trop de pression, selon la coach parisienne : *« Il faut qu'un boulot nous apporte de la stabilité, des liens enrichissants et qu'il nous permette de développer nos compétences… Sauf qu'il est souvent compliqué d'attendre d'un même endroit qu'il comble toutes nos attentes d'épanouissement. »*

Des conseils qui auraient pu éviter à Marine (le prénom a été modifié), 32 ans, de consacrer sept ans de sa vie à une reconversion coûteuse psychologiquement. Ingénieure agronome de formation, elle se réoriente en kinésithérapie en 2015. *« J'ai toujours hésité entre ces deux voies. J'aimais l'aspect humain, mais je n'en savais pas beaucoup plus »*, avoue la Lyonnaise en pleine pause déjeuner. A l'époque, sa carrière peine à décoller et la kinésithérapie fait office de porte de sortie. De nature sociale, Marine s'imagine *« soigner des entorses »* tout en commentant les vacances de ses patients.

La jeune femme est admise au concours et intègre une école. Et le malaise s'installe. Neurosciences, musculosquelettique, sciences du vivant… *« J'ai tout de suite pensé que ça n'allait pas le faire ! En fait, j'avais complètement sous-estimé l'aspect médical. Je savais que c'était présent, mais vraiment pas à ce point ! »* Exagérément romantisée, réduite à un *« sympathique métier de contact »*, une pratique professionnelle peut devenir, dans la tête de celui qui la fantasme, un dangereux miroir aux alouettes.

Une série de stages plus tard, Marine pratique en tant que professionnelle pendant un an et demi. *« J'avais une boule au ventre dès que je me rendais au travail. C'était trop dur de côtoyer la peine et la souffrance tous les jours ! »*, se souvient celle qui comptait les heures au cabinet. En 2022, Marine abandonne la kinésithérapie et admet s'être précipitée. *« J'ai eu honte d'avoir quitté un boulot stable pour me retrouver sans emploi »*, dit-elle. Un sentiment fréquent chez ceux qui échouent leur reconversion, d'après Anne Humbert : *« Beaucoup ont honte d'en parler, car ils pensent être les seuls dans cette situation. »* Finalement, Marine récupère un poste dans l'ingénierie quelques mois plus tard.

Sérine (elle n'a donné que son prénom) s'est aussi cassé les dents sur son rêve de devenir hypnothérapeute. *« On s'attend à vivre une autre vie, mais la désillusion est totale »*, amorce celle qui tente un nouveau départ en 2021. Cette année-là, la consultante en marketing numérique a 30 ans, un CDI payé 2 500 euros par mois et surtout l'envie urgente de changer d'air : *« Je bossais dans une entreprise de compléments alimentaires et la direction surfait sur le sentiment de peur pendant l'épidémie de Covid-19 pour vendre ses produits. C'était pesant, car j'étais en désaccord avec mes principes. »* En plus de ne plus être alignée avec son travail, Sérine fatigue de répondre à des milliers d'e-mails, de gérer *« 3 000 commandes »*, tout en ayant la sensation *« de travailler dans le vide »*.

A côté de ses missions quotidiennes, l'univers de l'hypnose lui apparaît enchanteur. *« Je découvre un monde magique qui peut soigner des gens et mettre fin à des addictions ! »*, reconnaît cette mère de famille parisienne dont la table de nuit déborde de livres à ce sujet. Sérine se lance en consultante indépendante et suit une formation d'hypnose deux week-ends par mois : *« La première année, c'était génial ! Je m'entraînais sur ma famille, ce qui pouvait donner lieu à des situations assez drôles. »*

La deuxième année, Sérine se questionne sur l'encadrement de cette pratique. *« Alors que ce métier touche à la santé mentale des gens, il semble accessible à tout le monde, moyennant une formation à 2 000 euros. En fait, il s'agit d'un outil dangereux »*, constate celle qui n'a aucun bagage médical. En deux ans, le vernis de sa nouvelle vie se craquelle. *« Sur les réseaux sociaux, je voyais des jeunes confrères envoyer des bouteilles à la mer pour recruter des patients. Ça avait l'air très dur… »*, reprend celle qui valide son diplôme d'hypnothérapeute en 2023. Avant de replonger dans le milieu du marketing numérique pour le compte d'une autre boîte. Prochaine étape : tenter une nouvelle reconversion comme… fleuriste.

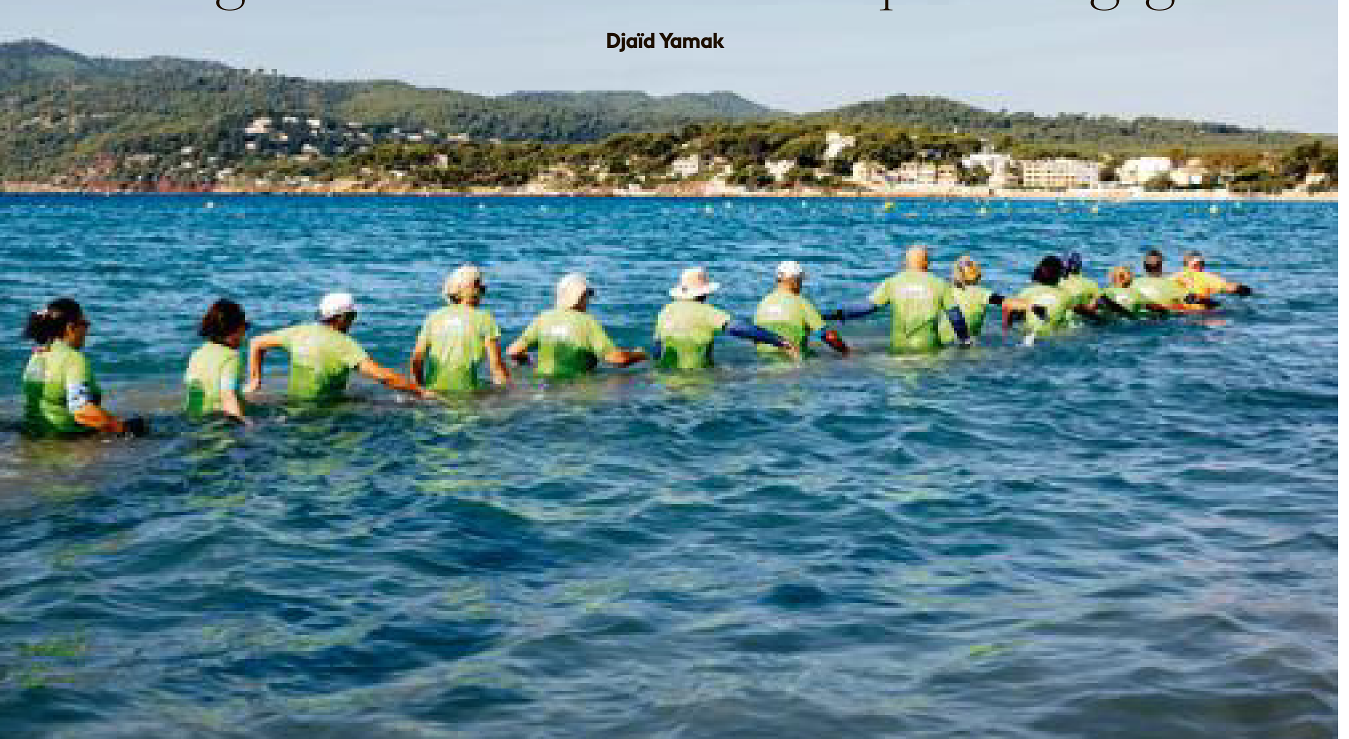
UNE PRATIQUE PROFESSIONNELLE PEUT DEVENIR, DANS LA TÊTE DE CELUI QUI LA FANTASME, UN DANGEREUX MIROIR AUX ALOUETTES

LOISIRS

Le longe-côte, bain de jouvence

Les clubs de marche aquatique, prisés par les retraités, aimeraient renverser la pyramide des âges de leurs cohortes nautiques. Pas gagné

Djaïd Yamak



Les adhérents du club municipal des Randonneurs seynois en sortie longe-côte, le 11 septembre, à La Seyne-sur-Mer (Var). MAÏTÉ BALDI POUR « LE MONDE »

Des silhouettes courbées s'engouffrent en rythme dans la mer, le long de la plage des Sablettes, à la Seyne-sur-Mer (Var). Casquette, crème solaire et tee-shirt anti-UV sur le haut du corps. Short et chaussures de trail sur le bas du corps. Le groupe *« compétition »* du club municipal de randonnée aquatique entame sa première séance de la semaine.

La plupart des 150 adhérents des Randonneurs seynois sont à la retraite. Trois à quatre fois par semaine, ils se réunissent tôt le matin pour longer la plage à vive allure, immergés à quelques mètres du bord. Ce lundi 22 juillet, le plus jeune randonneur a 64 ans.

Né dans les eaux dunkerquoises en 2005, sous l'impulsion de Thomas Wallyn, un entraîneur d'aviron qui l'imagine d'abord comme un exercice de renforcement musculaire, le longe-côte compte aujourd'hui près de 16 500 licenciés, d'après la Fédération française de la randonnée pédestre. De nombreux clubs ont poussé sur le littoral et des championnats de France sont organisés tous les ans. Avec une particularité démographique : la randonnée maritime attire de nombreux retraités. Les 50-70 ans constituent la tranche d'âge la plus représentée de la discipline. *« Mais c'est loin d'être un sport de vieux ! »*, s'exclame Valérie (elle n'a donné que son prénom), 57 ans, qui a tenté l'expérience en 2021.

Placé en tête de file, un meneur ouvre l'eau. Son rôle : absorber la résistance de la mer pour faciliter l'avancée de ceux qui suivent. *« L'ouvreur dépense 30 % d'énergie en plus que les autres »*, observe Gilles Imbert, animateur à la taille élancée, en jaune fluo de la tête aux pieds. *« Quand tu dois passer devant et que le troupeau suit derrière, il faut se donner à fond avec les bras et les jambes pour tenir la route ! »*, affirme Valérie.

Deux pelotons se forment. *« 1, 2, 3, relais ! »*, scande une marcheuse, avant de céder sa place dans la file. Après 1 kilomètre de marche, le groupe « compétition » croise le groupe « loisirs ». Quelques tapes dans les mains, mais pas de halte en cours de route.

Une pierre se présente alors sur le chemin. L'ouvreur se tourne vers le groupe en agitant le bras droit : *« Caillou ! Caillou ! »* Les randonneurs répètent en canon : *« Caillou ! »*, avant d'improviser un pas de côté pour éviter l'obstacle planté dans le sable. *« Donne la cadence avec tes bras »*, conseille Jean-Jacques Brès, animateur, qui suit de près les mouvements de la cohorte aquatique. *« Passe derrière lui, vous avez la même taille »*, poursuit-il. *« On recolle ! On recolle ! »*, hurle un homme à la barbe blanche pour encourager ses troupes à rattraper le peloton de tête. Deux femmes ferment le rang. *« On laisse les enragés de la vitesse devant »*, disent-elles avec le sourire, en avançant tranquillement, munies de gants palmés.

Chantal Redon, *« la Usain Bolt du club »*, fait partie de ces *« enragés de la vitesse »*. A 78 ans, la marcheuse a déjà remporté plusieurs titres, dont celui de vice-championne de France des plus de 70 ans. *« C'est une véritable drogue »*, confie-t-elle. L'adrénaline des compétitions sportives et les bienfaits du longe-côte la stimulent. Et l'ont aidée à surmonter son zona.

Entrée dans ce loisir nautique pour soigner ses problèmes d'articulation, Eline Vidal, 69 ans, a très vite pris goût aux rendez-vous matinaux en eaux salées. Un jour, alors qu'elle est de passage à Paris, elle est en manque de longe-côte. Elle trouve du réconfort en jetant un coup d'œil à la webcam municipale, qui permet de scruter la plage des Sablettes à toute heure.

Plus que l'activité physique, la convivialité du groupe est pour elle une source primordiale de motivation. La perspective de ce bain de sociabilité hebdomadaire pousse ces retraités à mettre leur réveil aux aurores. *« Certes, il faut s'habiller, braver le froid en hiver, enfiler et enlever sa combinaison, etc. Mais un phénomène chimique se produit quand on arrive dans l'eau. Tout d'un coup, on a tous la banane »*, observe Gérard Dubois, 77 ans.

Après les séances, les randonneurs partagent un café sur une terrasse du bord de mer. Un repas est organisé chaque trimestre. Les anniversaires et les *« passages de décennie »* sont fêtés assidûment. Les discussions se prolongent sur le WhatsApp du groupe. *« On développe de grandes amitiés, surtout lors des championnats de France. On part à vingt ou vingt-cinq avec la remorque, le réchaud »*, note Gérard Dubois, ancien directeur de l'environnement du Var. A son actif : une troisième place aux championnats de France des plus de 70 ans. *« Nos familles sont sidérées de nous voir arriver à la maison avec des médailles à nos âges. »*

Les séances de longe-côte rythment ainsi la vie sociale de ces retraités. Philippe Cogordan, ancien technicien des chantiers navals âgé de 62 ans, est un pilier du club, qu'il fréquente depuis son départ à la retraite, en 2013. *« J'organise ma semaine pour ne pas toucher à ces créneaux, que je sanctuarise. »* La marche aquatique a permis à cet ancien joueur de football de retrouver ses sensations sportives d'antan. Et d'oublier ses problèmes de ligaments croisés. *« L'eau gomme certains handicaps. Pour moi, ce n'est pas de la marche, c'est de la glisse. Je me régale à chaque fois »*, dit-il.

Sous le soleil brûlant de cette journée estivale, la troupe aimante le regard des vacanciers. Sur la plage, un homme en slip de bain se lève de sa serviette, scrute le convoi en souriant. Il tente un selfie, incline son téléphone pour inclure le groupe mouvant dans le cadre. *« Les gens pensent que c'est un sport de vieux quand ils nous regardent, mais qu'ils viennent essayer ! »*, lance avec défi une randonneuse, entre deux battements de mains.

« C'est un sport jeune… mais qui manque de jeunes », constate l'animateur Gilles Imbert. Car le club des Randonneurs seynois peine à transformer sa pyramide des âges. *« On a une image de sport médical. Ce serait intéressant de rajeunir nos effectifs pour développer les performances du club »*, affirme Jean-Jacques Brès. *« Le sport est rattaché à la Fédération de la randonnée, dont la moyenne d'âge est assez élevée. Si c'était la Fédération d'athlétisme, l'image serait moins connotée troisième âge »*, conjecture Philippe Cogordan.

Les animateurs essaient pourtant d'enrôler de jeunes baigneurs sur la plage. *« L'autre jour, un jeune couple est venu me voir, ils étaient curieux d'essayer. Mais ils n'ont pas donné suite »*, souffle Jean-Jacques Brès. Les nouveaux sont accueillis à bras ouverts, surtout lorsqu'ils ne sont pas très âgés. *« On serait même prêt à leur offrir la licence »*, lâche Gilles Imbert.

« Les horaires sont plus adaptés aux gens qui ne travaillent pas », observe Eline Vidal, qui pratique le longe-côte depuis qu'elle est à la retraite. Pour attirer les actifs, l'association propose des cours le samedi matin, le mardi et le jeudi soir. Pour s'éclairer dans la mer sombre des courtes journées hivernales, *« on bascule à la lampe frontale, pour permettre aux gens de venir après le travail »*. Mais ces entraînements sont peu fréquentés.

Valérie avait tout de la recrue idéale. Lorsqu'elle s'installe dans la cité balnéaire varoise, en 2021, cette fringante quinquagénaire est tout de suite intriguée par cette file de silhouettes qui avancent à pas rythmés dans la Méditerranée. Pour profiter de la mer, elle veut se trouver un sport aquatique original. Elle se tourne alors vers le longe-côte. *« L'ambiance était très sympa. Tout le monde me regardait comme la nouvelle. »* Elle découvre un sport *« cardio »*, rigoureux, vivifiant.

Mais, deux jours après son premier cours, Valérie déchante. Elle trouve que le groupe place beaucoup d'espoir en elle. *« "On te met dans le groupe compét", me dit alors l'animateur. C'était plutôt flatteur, mais je préférais presque être à la traîne, faire ça sans pression. »* L'esprit de communauté la rebute. *« Cela me demandait plus d'effort relationnel que d'effort physique. Je ne me voyais pas venir aux apéros, aux cafés, aux compétitions. Je ne m'identifiais pas à eux. »* Elle se reprend : *« Enfin, pas encore, je reviendrai quand je serai plus vieille ! »*



Inoxtag, un geek au sommet

Hélène Bekmezian

Il y avait dans les années 1990 une série télévisée dont le générique commençait par ces paroles : *« Toujours plus loin, plus fort, plus vite, jusqu'au bout de l'extrême limite ! »* (Désolée pour ceux qui l'auront dans la tête.) Trente ans plus tard, c'est à cette phrase que l'on pense en observant le phénomène Inoxtag qui a gagné nos écrans depuis samedi 14 septembre.

A seulement 22 ans, le youtubeur qui porte ce pseudo – Inès Benazzouz de son vrai nom – a atteint l'extrême limite à plus d'un titre : celle des sommets, d'abord, puisqu'il est allé gravir la plus haute montagne de la planète, l'Everest, ainsi que celle du dépassement de soi, en relevant le défi au bout d'une seule année de préparation et sans aucune expérience préalable d'alpinisme. Mais ce natif de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), qui a accumulé plus de 8 millions d'abonnés sur YouTube en dix ans d'activité, est aussi allé aux confins du territoire numérique avec le documentaire retraçant son épopée, *Kaizen*.

Moins d'une semaine après sa mise en ligne, la vidéo cumulait déjà 25 millions de vues sur YouTube, soit *« l'un des meilleurs lancements de l'histoire »* en France, comme s'en est réjoui un porte-parole de la plate-forme auprès de l'Agence France-Presse. Le vidéaste est même allé au-delà du réseau social en présentant son documentaire pour une séance unique dans plusieurs cinémas de France qui ont fait salle comble pour l'occasion.

Au Grand Rex, à Paris, ont défilé devant les photographes des vedettes d'Internet (Michou, Cyprien, HugoDécrypte…) et du monde sportif (les nageurs Léon Marchand et Florent Manaudou et les jeunes pongistes Alexis et Félix Lebrun) venus assister à l'événement. Il y en aura même pour la télévision avec la diffusion du documentaire sur TF1 le 8 octobre à 23 h 30.

L'histoire d'Inoxtag et de sa performance extrême illustre à bien des égards un mouvement engagé depuis un moment par des influenceurs sur Internet, qui consiste à aller toujours plus loin pour exister, se démarquer ou, plus prosaïquement, *« faire des vues »*. Une tendance qui en croise une autre, celle de la revanche de l'introverti d'Internet sur son corps et sur les autres ou, comme l'écrivait notre collègue Pauline Croquet en février, la *« transformation du geek gringalet en mâle alpha »*.

Non, le youtubeur n'est pas qu'un homme-tronc vissé dans un fauteuil de gameur avec un casque sur les oreilles en train de buter des ennemis dans des jeux vidéo, il a aussi des jambes. D'autres figures du monde numérique ont déjà voulu le prouver, à commencer par Mark Zuckerberg, le patron de Meta et fondateur de Facebook, qui a progressivement troqué ses sweats à capuche informes d'étudiant de Harvard pour des tenues de combat de jujitsu et de MMA, dévoilant au passage un nouveau corps musclé digne d'un grand sportif. En France, Squeezie a lui aussi opéré une mue du même ordre en passant de pilote de joystick de jeu vidéo à vrai pilote de course, allant jusqu'à créer sa propre course automobile.

Une histoire de bonshommes ? Le fait est que les femmes sont quasi absentes des deux heures et demie du documentaire d'Inoxtag (à l'exception de sa mère, dont on ne voit pas le visage) et que tout le monde se donne du *« frérot »* et du *« mon gars »* toutes les cinq minutes. Quoi qu'il en soit, et même si cette ascension a suscité son lot de polémiques légitimes sur la pollution et le surtourisme autour de l'Everest, le film montre l'aventure extraordinaire d'un garçon humble, à l'écoute et qui n'abandonne pas face à la difficulté.

Et qui n'a pas perdu le sens de la communication et des affaires : le jeune homme, qui s'est entouré d'une équipe d'une dizaine de personnes pour sortir une production ultraléchée avec des images à couper le souffle, a aussi multiplié les placements de produits avec de très grandes marques. Il n'a pas hésité, non plus, à repousser l'extrême limite de la publicité en plaçant une réclame toutes les dix minutes sur YouTube, soit, au total, la bagatelle de quatorze coupures publicitaires.



VOYAGE

Saint-Nazaire, belle ville en mer

La cité portuaire de la Loire-Atlantique propose une armada d'activités maritimes. A vélo ou à pied, on regarde les bateaux d'autrefois et d'aujourd'hui, on s'ébouriffe avec le vent et l'on attend le poisson

Cécile Cazenave

Seul face à l'eau

Se la couler douce dans une cabane

Il suffit de fermer la porte côté ville et d'ouvrir celle côté mer pour se prendre pour Robinson. Dans les pêcheries, des cabanes sur pilotis qui bordent l'ancien remblai transformé en promenade, on se retrouve seul face à l'eau et au carrelet – un grand filet carré tendu sur une armature plane et descendu par un treuil – qui permet d'attraper… ce que l'on peut. *« La technique consiste à le remonter tout doucement pour que le poisson ne s'aperçoive de rien »*, explique Jérôme Legoux, propriétaire de la cabane 172, qu'il loue *« à la marée »*, soit cinq heures avant et cinq heures après la haute mer. Un appât est censé faciliter la vie du novice : la strouille, une bouillie à base de sardines. Si, toutefois, cela ne mordait pas, le sentiment de solitude béate paie tous les efforts.

Pêcherie 172 : 50 euros pour dix heures et quatre personnes. Informations : pecherie@agoris.fr

Larguez les amarres !

Partir en croisière… au musée

Les cheveux au vent, on est à deux doigts de s'accrocher au bastingage pour scruter les icebergs à l'horizon dans la nuit sombre et glacée. Sur le pont-promenade entièrement reconstitué dans les entrailles d'Escal'Atlantique, un musée sur les paquebots, on s'y croirait. *« Certains visiteurs ont l'impression que ça tangue, mais ça ne va jamais jusqu'au mal de mer »*, s'amuse Mathieu Rodrigues de Oliveira, chargé de médiation. Cette visite immersive dans les coursives, les cales, les salles des machines et les salons feutrés des luxueux paquebots de ligne sortis de Saint-Nazaire entre 1864 et 1962 constitue une plongée plus vraie que nature dans l'histoire des transatlantiques. Direction les Amériques, en première classe pour les riches hommes d'affaires et leur famille, et dans les entreponts pour les 60 millions d'Européens migrants. Plus de deux cents objets spectaculaires, comme les panneaux de laque du fumoir du *Normandie*, ou délicats, comme les vaisselles des trois classes de passagers du bateau, retracent ces aventures, industrielles et humaines.

Escal'Atlantique, base sous-marine, boulevard de la Légion-d'Honneur. Entrée : 15 euros (adulte), 7,50 euros (enfant).



Les façades colorées du quartier de La Havane, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). VINCENT BAUZA/SAINT-NAZAIRE RENVERSANTE

Un air d'Amérique latine

Pédaler de la Loire à l'océan

De la place du Commando, alors que les verres trinquent aux tables des bistrots, la vue sur l'entrée du port de Saint-Nazaire est imprenable. Au loin, derrière les deux jetées en forme de pinces de crabe, le pont à haubans de 3,3 kilomètres de longueur enjambe l'estuaire de la Loire. Un gros navire jaune en sort et se dirige vers l'Atlantique. C'est la drague aspiratrice *Samuel-de-Champlain*, qui transporte dans ses cales à clapet les limons qu'elle vient de récolter. Direction, l'océan ! On peut la suivre des yeux et à coups de pédale en longeant, sur piste, le front de mer. Côté terre, les plaques des rues nommées Veracruz, La Havane, Santander évoquent l'Amérique latine. Ici, des maisons aux façades rouges, jaunes ou bleu cyan rappellent qu'au début du XXe siècle un quartier bourgeois naquit avec l'industrie portuaire florissante.

Saint-Nazaire-Pornichet par le littoral, itinéraire cyclable n° 14 (16 kilomètres).

Un spectacle dantesque

Prendre la mesure d'un géant des mers

« Construire un navire, c'est comme une énorme construction de Lego, la soudure en plus », lance Bérangère Cousin au micro, alors que le bus s'engage au cœur des Chantiers de l'Atlantique. La conférencière décrypte le spectacle dantesque des énormes tôles d'acier qui se soulèvent dans les airs, happées par les électroaimants d'un portique géant. Sur le site de 110 hectares, 8 000 personnes, des ingénieurs aux chaudronniers, sont à la tâche. Sept navires sont en construction, géants de croisière, mais aussi un bateau militaire ravitailleur et une sous-station électrique de parc éolien. Pied à terre dans une galerie permettant de longer la cale de construction : sur des dizaines de tins (cales en bois) de 2 mètres de hauteur, un paquebot attend, en équilibre, d'être achevé.

Chantiers de l'Atlantique. Visite guidée de deux heures, départ de la base sous-marine : 21 euros (adulte), 10,50 euros (enfant).

Comprendre l'éolien

Se frotter à l'énergie du vent

Pour comprendre comment fonctionne une éolienne, pédalez donc ! C'est l'une des propositions ludiques faites par Eol, un site touristique consacré aux énergies marines renouvelables. Les pédaliers en question sont reliés à une soufflerie qui actionne une série d'éoliennes cent fois plus petites que les vraies, celles du premier parc éolien en mer de France, inauguré à proximité, en 2022, sur le banc de Guérande. En parcourant ces salles, on sait tout de la hauteur des mâts et du fonctionnement des navires autoélévateurs qui permettent de les monter au large. Une fois montés sur le toit de l'écluse fortifiée qui ferme le port de Saint-Nazaire, les visiteurs verront bientôt arriver d'autres éoliennes, grandeur nature, stockées ici avant d'être convoyées vers leur site d'assemblage, au large de l'île de Noirmoutier.

Eol Centre éolien, écluse fortifiée, avenue de la Forme-Ecluse. Entrée : 6 euros (adulte), 3 euros (enfant).



EN TRAIN De Paris, en TGV, 2 h 40, à partir de 40 euros. De Lyon, 6 heures, à partir de 70 euros.



HÔTEL DE LA PLAGE L'établissement, situé à Saint-Marc-sur-Mer, a servi de décor aux *Vacances de monsieur Hulot*, film de Jacques Tati, sorti en 1953. A l'extérieur, un parcours permet de retrouver les cadrages de scènes mythiques. **Chambre double à partir de 86 euros. Hotel-delaplage.fr**



GAMIN Sur le port de Saint-Nazaire, Charlotte et Bastien Guillochon notent un légume ou un fruit sur la carte, avant d'annoncer comment ils le préparent. Leur cuisine locale, ultra-fraîche et supercréative, est servie dans une vaste salle ouverte à la lumière. **Menu entrée-plat-dessert à 30 euros. Gamin.fr**

L'ENVOLÉE DE LA CHRYSALIDE Dans ce restaurant, une couleur est associée à chaque plat pour que le personnel de salle, de jeunes adultes en situation de handicap, puisse s'y retrouver sans stresser. Le service est impeccable et la cuisine à se lécher les babines. **Menu entrée-plat-dessert à 25 euros. Lenvoleedelachrysalide.org**

Notre journaliste a organisé son voyage avec l'aide de l'office du tourisme Saint-Nazaire Renversante.

UN APÉRO AVEC...
AGNÈS JAOUI

Chaque semaine, « L'Epoque » paie son coup. En cette rentrée, la comédienne, scénariste, réalisatrice, chanteuse explore de nouvelles contrées en publiant un livre, « La Taille de nos seins »



Agnès Jaoui, dans le restaurant Pain d'épices, à Paris 4e, le 9 septembre.
LAURA STEVENS POUR « LE MONDE »

« Il faut que les femmes arrêtent de s'excuser sans cesse et de tout »

Vanessa Schneider

n ces premiers jours de septembre, l'hiver s'est brusquement invité en été. Il pleut des seaux sur la capitale, le ciel a pris une couleur gris de plomb, les parapluies se retournent et le vent enrhume les gorges fragiles. Agnès Jaoui débarque entre deux averses dans ce petit café de l'île Saint-Louis au délicieux nom de Pain d'épices. Un endroit cosy où se mêlent touristes et clientèle de quartier ; elle fait partie de la seconde catégorie, le patron l'appelle par son prénom. La comédienne, scénariste, réalisatrice, chanteuse s'installe sur une des banquettes de velours et se débarrasse d'une ou deux couches de vêtements, un camaïeu automnal de brun, de prune et de bordeaux assorti à sa chatoyante chevelure aux reflets roux.

Elle a l'air maussade, comme si le temps avait déteint sur son humeur. On sent bien que ça ne l'emballe pas cette histoire de photo, et plus encore quand elle découvre que son pull est mité. Pour un peu, on croirait voir Jean-Pierre Bacri, son compagnon bougonnant à la vie et à la scène pendant près de trente ans, mort en 2021. Agnès Jaoui préfère, à l'évidence, parler que poser. Encore que.

Elle a commandé un thé noir fumé avec du lait, histoire de se réchauffer et aussi parce qu'elle a décidé d'arrêter l'alcool. Depuis quand ? *« Depuis ce midi ! »*, dit-elle, en éclatant de rire. Elle se détend, nous, on respire. Après avoir passé l'été à vingt-cinq, famille et amis, dans une maison en Italie à ne pas se priver, elle a besoin d'une petite pause. C'est qu'une rentrée particulièrement chargée l'attend, avec un livre, un disque et un film, rien que ça. *« Les hasards de la vie »*, explique-t-elle, un bouquet de *« premières fois »* aussi.

Car Agnès Jaoui a ajouté une corde à son arc déjà bien fourni : un premier récit sur l'amitié et le regard des autres, *La Taille de nos seins* (Grasset, 144 pages, 19 euros), illustré par son amie d'enfance Cécile Partouche, dans lequel elle conte joliment des saynètes de sa prime jeunesse. Sans esquiver les moments les moins drôles, le regard lourd des hommes, *« l'incroyable choc de l'enfant qui devient un appât »*, l'oncle agresseur, enfin, qu'elle avait déjà évoqué, en 2020, dans un discours bouleversant dans le cadre du collectif 50/50, qui lutte pour une meilleure représentation des femmes dans le cinéma. Dans cette sorte d'autobiographie de ses premières années, elle a cette phrase terrible : *« Je n'ai jamais été autant courtisée, regardée, draguée, pelotée, harcelée, abusée qu'entre mes 10 et mes 13 ans. Il faut dire que j'ai eu des seins très tôt. » « J'avais envie de parler de ça*, explique-t-elle, en avalant une gorgée de thé noir. *On parle de la taille des bites, mais jamais de celle des seins, de la façon dont on est regardées... »*

Avec son nouvel album, *Attendre que le soleil revienne* (Baboo Music), elle explore aussi de nouvelles contrées, puisque, pour la première fois, elle a écrit et chante en français. *« La chanson est l'endroit où je me sens la plus impudique*, dit-elle. *Je viens du chant classique et, dans une langue étrangère, je peux jouer un rôle, je me cache. Cette fois, je ne porte plus de costume. En chantant en français, je dis : "Là, c'est moi." »* Ça tombe bien, le film de Sophie Fillières, dont elle est à l'affiche, s'appelle *Ma vie ma gueule*. Elle y incarne une quinqua un peu borderline, une âme perdue où cohabitent mélancolie, dépression et désir d'aller bien.

A quelques jours de ses 60 ans (le 19 octobre), la réalisatrice aux cinq Césars, femme la plus récompensée du cinéma français, s'efforce d'acquérir une *« sorte de détachement par rapport au regard des autres. Il faut que les femmes arrêtent de s'excuser sans cesse et de tout ! Je lutte quotidiennement pour ne pas avoir à m'excuser autant »*.

La cause des femmes n'est pas nouvelle pour elle. *« J'ai passé ma vie à être féministe à une époque où c'était ringard, où on passait pour des mal-baisées hystériques, des viragos. Les jeunes me regardaient comme si je leur parlais du communisme, d'un truc du passé*, se souvient-elle. *Et puis, ça s'est renversé d'un coup : je suis devenue une vieille féministe »*, de celles qui ont accueilli le mouvement #metoo avec une immense joie, mais qui s'inquiètent aujourd'hui que certaines vies soient *« foutues »* sur simples dénonciations publiques.

Ce frottement entre les différentes formes de féminisme lui a inspiré un scénario qu'elle tournera bientôt. C'est la première fois qu'elle a écrit sans Jean-Pierre Bacri. *« Je n'étais pas sûre de pouvoir le faire, mais il faut croire que j'ai besoin de raconter des histoires et de donner mon point de vue en les racontant. »* Sa triple actualité pourrait la gonfler à bloc, mais Agnès Jaoui confie que la mort de la réalisatrice Sophie Fillières, en juillet 2023, la laisse seule pour promouvoir le film. Un supplice pour cette actrice vive et engagée qui adore *« la troupe, la colo »*, a gardé ses amies d'enfance et a toujours, chez elle, table ouverte et un canapé disponible pour accueillir un copain.

« Je n'aime pas vivre des choses seule, que ce soit des succès ou des échecs. Avoir peur, ressentir de la peine ou de la joie à plusieurs est beaucoup plus rigolo. C'est comme si on me demandait si je préfère faire l'amour seule ou à deux. Je serais incapable de faire un one-woman-show. » Elle tente d'étirer ses jambes entre un pouf et le pied de la table, de trouver une assise confortable, car, ça y est, elle est lancée, en verve, prête à partager ses observations et ses convictions. *« Aujourd'hui, on garde nos amis plus longtemps que nos amours*, poursuit-elle. *L'amitié est l'idéal de l'amour, elle n'est pas exclusive, pas monogame. »*

Elle veut croire qu'un ami *« vous protège, vous prévient des dangers, il ne vous veut que du bien »*. Un soutien douillet dans une époque qui ne l'est pas. Pour la première fois, il lui arrive de se couper de l'actualité *« pour survivre »*. Montée des populismes, guerre en Ukraine, réchauffement climatique, autant de sujets qui la minent. Sans parler du conflit israélo-palestinien, *« sujet inflammable s'il en est »*, ajoute celle qui a perdu deux membres de sa famille en Israël lors de l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre 2023, et dont trois autres ont été pris en otage – l'un d'eux l'est encore.

Avec la liberté qui est la sienne, elle fustige tout à la fois le *« gouvernement criminel de* [Benyamin] *Nétanyahou »* et affiche son dégoût devant ceux *« qui n'attendaient qu'une chose pour devenir antisémites »*. *« Je passe de la dépression à la joie dans la même minute »*, affirme-t-elle, tout en essayant de suivre les préceptes de Spinoza : *« Il ne sert à rien d'essayer d'arrêter les passions tristes, mais il faut s'efforcer de cultiver toutes les joies. Je ne veux pas participer à la grande plainte du monde. Je continuerai à parler de ceux qui aident les autres, des 70 % de Français qui ne votent pas RN, d'apprécier de vivre dans un aussi beau pays où la bouffe est tellement bonne ! »*

Elle s'interrompt, c'est son fils qui l'appelle et son visage s'illumine. Il est en train de lui préparer à dîner et s'enquiert de l'heure de son retour. *« J'arrive, j'arrive »* et la voilà qui enfile ses vêtements éparpillés aux quatre coins du café, nous salue chaleureusement et s'échappe entre les gouttes.

« JE N'AIME PAS VIVRE DES CHOSES SEULE. AVOIR PEUR, RESSENTIR DE LA PEINE OU DE LA JOIE À PLUSIEURS EST BEAUCOUP PLUS RIGOLO »

PLAYLIST

> DERNIER LIVRE LU
« La maîtresse a de la moustache », d'Alice Fagard (Alice Jeunesse, 2023)

> DERNIER FILM REGARDÉ
« Emilia Perez », de Jacques Audiard

> DERNIÈRE SÉRIE VUE
« Bir Baskadir » (Netflix)

> DERNIÈRE MUSIQUE ÉCOUTÉE
Le musicien germano-britannique Max Richter

> DERNIER SPECTACLE VU
« L'Abolition des privilèges », par Hugues Duchêne